Canadian Study

of

Parliament Group

Groupe canadien

d'étude

des questions parlementaires

Seminar

on

Press and Parliament: Adversaries or Accomplices?

held in the
National Assembly,
Quebec City,

on
Friday and Saturday,
April 18 and 19,
1980

Colloque

sur

la presse et le Parlement: adversaires ou complices

tenu à
l'Assemblée nationale
du Québec,

les
vendredi et samedi
18 et 19 avril
1980

CANADIAN STUDY OF PARLIAMENT GROUP

Executive Committee

Past Chairman
Professor C. E. S. Franks
Department of Political Studies
Queen's University
Kingston, Ontario

Chairman
Professor E. C. Campbell, S.J.
Department of Political Science
York University
Downsview, Ontario

Vice-Chairman
Mr. John A. Holtby
First Clerk Assistant
Legislative Assembly of Ontario
Toronto, Ontario

Secretary
Mr. Michael B. Kirby
Principal Clerk
Table Research Branch
House of Commons
Ottawa, Ontario

Treasurer
Dr. Henriette Immarigeon
Assistant Director, Research Branch
Library of Parliament
Ottawa, Ontario

Councillors
Mr. Peter C. Dobell
Parliamentary Centre for Foreign Affairs
and Foreign Trade
60 Queen St.
Ottawa, Ontario

Mr. G. W. Baldwin
206 Kamloops
Ottawa, Ontario

Mr. Gordon Barnhart
Clerk of the Legislative Assembly
Regina, Saskatchewan

Hon. J. M. Reid, P.C., M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Dr. John B. Stewart
Department of Politics
St. Francis Xavier University
Antigonish, Nova Scotia

Mr. Geoffrey Stevens
Associate Editor
Globe and Mail
Ottawa, Ontario

GROUPE CANADIEN D'ÉTUDE DES QUESTIONS PARLEMENTAIRES

Comité exécutif

Ex-président
M. C. E. S. Franks
Département des études politiques
Université Queen's
Kingston (Ont.)

Président
M. E. C. Campbell, s.j.
Département des sciences politiques
Université York
Downsview (Ont.)

Vice-président
M. John A. Holtby
Premier greffier adjoint
Assemblée législative de l'Ontario
Toronto (Ont.)

Secrétaire
M. Michael B. Kirby
Greffier principal
Direction des recherches pour le Bureau
Chambre des communes
Ottawa (Ont.)

Trésorier
M^me^ Henriette Immarigeon
Directeur adjoint du Service de recherche
Bibliothèque du Parlement
Ottawa (Ont.)

Conseillers
M. Peter C. Dobell
Centre parlementaire pour les affaires étrangères
et le commerce extérieur
60, rue Queen
Ottawa (Ont.)

M. G. W. Baldwin
206 Kamloops
Ottawa (Ont.)

M. Gordon Barnhart
Greffier de l'Assemblée législative
Regina (Sask.)

L'hon. J. M. Reid, c.p., député
Chambre des communes
Ottawa (Ont.)

M. John B. Stewart
Département des sciences politiques
Université Saint-François-Xavier
Antigonish (N.-É.)

M. Geoffrey Stevens
Adjoint au rédacteur en chef
Globe and Mail
Ottawa (Ont.)

CANADIAN STUDY OF PARLIAMENT GROUP

The Canadian Study of Parliament Group was created three years ago with the object of bringing together all those with an interest in parliamentary institutions and their operation.

The Canadian Group differs from its British counterpart in that it seeks to attract a wider membership. Anybody with an active interest in parliamentary affairs is eligible to join the Canadian Group which counts among its members federal and provincial legislators, academics, parliamentary staff, journalists, public servants and others. In Great Britain, Members of Parliament are not eligible for membership and the British Group consists essentially of academics and the professional staff of Parliament.

The constitution of the Canadian Group makes provision for various activities including the organization of seminars, the preparation of articles and various publications, the submission of briefs to Parliamentary Committees and other bodies concerned with parliamentary procedure, the establishment of workshops, the promotion and organization of public discussions on parliamentary affairs, participation in public affairs programs on radio and television, and the sponsorship of other educational activities.

Applications for membership and the membership fee of $20 per annum should be addressed to the Secretary of the Group, P.O. Box 1094, House of Commons, Ottawa, Ontario K1A 0A6.

GROUPE CANADIEN D'ÉTUDE DES QUESTIONS PARLEMENTAIRES

Le Groupe canadien d'étude des questions parlementaires a été créé il y a trois ans dans le but de réunir toutes les personnes intéressées aux institutions parlementaires et à leur fonctionnement.

Le Groupe canadien diffère du groupe britannique, dont il s'inspire, en ce sens qu'un bien plus grand nombre de personnes peut y adhérer. Au Canada, l'association compte des parlementaires, des universitaires, des fonctionnaires de tous les corps législatifs canadiens, des représentants des media, de simples fonctionnaires et, d'une manière générale, toute personne qui manifeste un intérêt pour les affaires parlementaires. En Grande-Bretagne, par contre, les parlementaires n'y sont pas admis et l'association est essentiellement formée de professeurs et de hauts fonctionnaires du Parlement.

La constitution du groupe prévoit différentes activités, comme l'organisation de colloques, la rédaction de publications et d'articles divers, la préparation de mémoires à soumettre aux comités législatifs ou autres organismes qui œuvrent dans le cadre de la procédure, la constitution de différents groupes de travail, l'organisation de débats publics sur des questions parlementaires, la participation à des émissions de radio et de télévision et le parrainage d'évènements publics ou de tout autre activité éducative.

Les demandes d'affiliation et la cotisation de $20 doivent être présentées au secrétaire du Groupe, C.P. 1094, Chambre des communes, Ottawa, Ontario K1A 0A6.

EVIDENCE

(*Recorded by Electronic Apparatus*)

Le vendredi 18 avril 1980

[*Texte*]

M. André Fournier: Mesdames et messieurs, je pense que nous avons tous une expérience de ce genre de réception et que, d'une façon ou d'une autre, nous nous attendons tous à un certain nombre d'allocutions. Pour ma part, j'essaierai d'être le plus bref et le moins sérieux possible.

En tant que vice-président de la Tribune de la presse de Québec, je voudrais tout d'abord vous souhaiter la bienvenue à Québec à ce colloque organisé par le Groupe canadien d'étude des questions parlementaires, avec la collaboration de l'Assemblée nationale.

Je voudrais vous présenter les deux personnes qui vous adresseront la parole. J'étais un peu inquiet, cet après-midi, quand il m'a fallu préparer quelques notes pour présenter ces deux personnes. Je pense que, d'une certaine façon, le destin nous joue souvent bien des tours. Il a voulu que ce colloque se déroule à un moment important et, d'une certaine façon, attendu depuis longtemps, c'est-à-dire à un moment où nous tentons tous de refaire nos forces et peut-être même de reprendre goût à chacune de nos occupations: j'espère que vous aurez compris que je parlais de l'arrivée du printemps et non d'autre chose qui préoccupe tant de gens.

Un autre événement qui coïncide également avec la tenue de ce colloque, ce sont les matchs de hockey. Je ne m'arrêterai pas très longtemps sur les performances désappointantes des Nordiques et des Canadiens et j'éviterai surtout de parler d'Edmonton, de Winnipeg, de Vancouver et de Toronto, de manière à ne blesser personne.

Il pourrait vous paraître incongru qu'à la veille de ce colloque j'aborde le temps qu'il fait et même la saison de hockey, alors que, tous ensemble, demain, nous aurons vraisemblablement, je l'espère, des discussions très sérieuses. Je crois cependant qu'il est de mode, quand les gens font des présentations, de citer des auteurs. Je vais donc vous en citer un qui me semble bien faire l'affaire, Rudyard Kipling, qui avait peut-être raison le jour où il a écrit qu'on apprend plus par ce que les gens disent entre eux ou par ce qu'ils sous-entendent qu'on ne pourrait le faire en posant bien des questions.

Je voudrais cependant vous faire une confidence: le thème de ce colloque: Adversaires ou complices? a été proposé, pour ne pas dire choisi, par des journalistes. On dirait qu'en posant la question, on y répond presque automatiquement. Quand je vois ces confrères prestigieux,—il ne faut pas oublier que les deux plus importants hommes politiques de l'heure au Québec sont d'anciens journalistes,—je pense que le thème de ce congrès et de ce colloque prend un sens différent. De plus, certains des députés les plus représentatifs de l'Assemblée nationale sont également d'anciens journalistes.

Sommes-nous si loin de nous entendre? Là, je pense aux parlementaires et aux journalistes. Sommes-nous vraiment des adversaires ou des complices? Je laisse à chacun le soin de tirer ses propres conclusions.

I would like to add to what I have just said, that close to a 100 journalists are members of the Quebec Press Gallery.

TÉMOIGNAGES

(*Enregistrement électronique*)

Friday, April 18, 1980

[*Traduction*]

Mr. André Fournier: Ladies and gentlemen, I believe we all have some experience with this type of meeting and that, in one way or another, we expect to hear a certain number of speakers. Personally, I will try to be brief and not too serious.

As Vice-President of the Quebec Press Gallery, I would first like to welcome you to Quebec City and to this conference organized by the Canadian Study of Parliament Group with the co-operation of the National Assembly.

I would like to introduce the two speakers who will be talking to you today. I was somewhat worried, this afternoon, when I had to prepare some notes for their introduction. I feel that, in some way, fate plays a lot of tricks on us. Indeed, it so happens that this conference is being held at a very important moment, a long awaited moment so to speak, that is at a time when we are trying to rebuild our strength and regain a taste for our occupations: I hope you realize that I am talking about the coming of spring and not about something else about which so many people are concerned.

Another event which coincides with the holding of this conference is hockey. I will not elaborate on the rather disappointing performance of the *Nordiques* and the *Canadiens*, and I will especially avoid talking about Edmonton, Winnipeg, Vancouver and Toronto, not to hurt anyone's feelings.

You may feel that it is out of place, on the eve of this conference, to be talking about the weather and the hockey season when we will most likely be holding very serious discussions tomorrow. However, I believe it is fashionable for people making introductions to quote some authors. So I will quote one who, I feel, is most suitable. Indeed, I think that Rudyard Kipling was right when he wrote that we learn more from what people say or imply than by asking a lot of questions.

However, I would like to tell you a secret: the theme of this conference "Adversaries or accomplices"? was proposed, not to say chosen, by journalists. It would seem that the fact of raising the question almost automatically provides the answer. When I think of those famous colleagues—one should not forget that the two most important politicians in Quebec at this time are former journalists—I feel that the theme of this meeting and this conference takes on a different meaning. Moreover, some of the most representative Members of the National Assembly are also former journalists.

Is it so hard to understand one another? I am thinking about parliamentarians and journalists. Are we truly adversaries or accomplices? I leave it to you to draw your own conclusions.

J'aimerais ajouter à ce que je viens de dire que près de 100 journalistes sont membres de la Tribune de la presse du

[*Text*]

Unfortunately, tonight, most of them are travelling with the politicians for a reason some of you know better than I do. But those who are with us tonight and will be with us tomorrow, they are the chosen few, in some way, the artillery, waiting behind the fighting line, probably to finish the job.

Je voudrais maintenant, si vous le permettez, vous présenter le président de ce groupe d'études sur les questions parlementaires, M. Colin Campbell.

M. Colin Campbell: Merci. M. le président de l'Assemblée nationale, mes chers amis, I will not be going much farther in French, because that is about the extent of my knowledge of French. I noticed that I did, through the discussions at various times this day, thank very much my mother who had a very unique gift of being able to nod her head at the right time when the conversation was totally above her head, even if it was in English.

I know that all of you are looking very much forward to engaging yourself in a day of examining the relationship between Parliament and the Press Gallery. And it is truly fitting that after four seminars which we had in Ottawa, we have now gone to another capital within this country to examine the relations between media and Parliament in a different site.

And it is a great pleasure that the Canadian Study of Parliament Group can, with the *Assemblée nationale,* engage in this dialogue. We all are aware of the setting in which we are in terms of what is happening in the political arena. But there is, I believe, in this country, a great deal of communality in terms of our experience under what is called the parliamentary system.

I am not a person who would go to the wall on what exactly this means. Some people say it is the Westminster model, but then, if you have received your latest edition, the March edition of the *American Political Science Review,* you will find that the Westminster model is gone all to hell and that we can stop considering it seriously. So, we might be relegated, here as we are, here this evening, to considering just what is going on in Ottawa, what is going on in Québec City, what is going on in Toronto, yes, and other capitals in this country. Edmonton, yes, in due deference to the head table.

The Canadian Study of Parliament Group was established in 1977 and it was inspired by the success of the United Kingdom Study of Parliament Group, a body which was established in the United Kingdom in the early sixties by Michael Ryle, who was part of the parliamentary staff, and still is, and Bernard Crick who, I believe, teaches at the University of Exeter in the United Kingdom.

And it was believed that there was inadequate communication in the United Kingdom between practitioners and academics. That seems to be one of the more obvious observation made in the sixties, but none the less it inspired this group, the United Kingdom Study of Parliament Group, and I would say ourselves.

I guess we have tried to follow that inspiration, but we have made a number of very serious departures, just as the Ottawa model has made departures from the Westminster model.

[*Translation*]

Québec. Malheureusement, ce soir, la majorité d'entre eux accompagnent des hommes politiques pour une raison que certains parmi vous connaissent mieux que moi. Quant à ceux qui sont présents parmi nous ce soir et qui seront parmi nous demain, ils sont, en quelque sorte, l'artillerie, qui attend derrière le front probablement pour achever le travail.

I would like, with your permission, to introduce now the president of this group of studies of Parliament, M. Colin Campbell.

M. Colin Campbell: Merci. M. le président de l'Assemblée nationale, mes chers amis, je ne m'aventurerai pas plus loin en français, car mes connaissances se limitent à ces quelques mots. Je me suis senti, tout au long des débats de ces dernières journées, très redevable à ma mère qui avait ce don unique de pouvoir hocher de la tête au bon moment lorsque la conversation la dépassait complètement, même si elle se déroulait en anglais.

Je sais que vous vous réjouissez tous à l'idée de pouvoir consacrer la journée aux relations entre le Parlement et la Tribune de la presse. Après quatre séminaires organisés à Ottawa, félicitons-nous de nous retrouver dans une autre capitale du pays pour examiner les relations entre les media et le Parlement dans un cadre différent.

Il est donc fort agréable que le Groupe d'études sur les questions parlementaires puisse engager ce genre de dialogue avec l'Assemblée nationale. Nous sommes tous au fait du cadre politique dans lequel nous nous situons. Par ailleurs, je pense qu'il y a dans ce pays des éléments communs très importants entre nos diverses expériences du système parlementaire.

Ce que cela signifie, je ne me risquerai pas à le définir exactement; certains disent que c'est le modèle de Westminster, mais, si vous vous reportez à la dernière édition de mars de l'*American Political Science Review* vous trouverez que ce modèle Westminster est déjà périmé et qu'il n'y a plus lieu de le prendre en considération. Nous en serons donc réduits, tous tant que nous sommes ici ce soir, à nous pencher sur ce qui se passe à Ottawa, à Québec, à Toronto et dans d'autres capitales du pays, comme à Edmonton, par exemple, pour faire plaisir aux messieurs de la table du bout.

Le Groupe d'études des questions parlementaires a été constitué en 1977 et a été inspiré par le succès qu'a connu un groupe d'études parlementaire créé au Royaume-Uni, au début des années 60 par un employé au Parlement, M. Michael Ryle, je crois qu'il l'est toujours, et par M. Bernard Crick qui, si je ne me trompe, enseigne à l'Université d'Exeter.

On pensait à l'époque que l'information circulait mal au Royaume-Uni entre les praticiens et les universitaires; voilà ce qui semble être l'essentiel des observations des années 60, qui n'en ont pas moins inspiré ce groupe appelé *United Kingdom Study of Parliament Group*, et, j'irais jusqu'à dire, nous-mêmes.

Nous avons donc essayé de suivre l'exemple, je suppose, en nous éloignant souvent du modèle, tout comme il me semble, le modèle d'Ottawa lui-même n'a pas manqué de s'éloigner du modèle de Westminster.

[*Texte*]

In the first place, we have to accept the fact that, as a study group, we are not looking at just one Parliament we are looking really at thirteen parliamentary bodies, including the territorial councils and, as a result, we have to account for a tremendously greater amount of diversity in the subject matter that concerns us.

We also are very much concerned in this country with transportation. I am very much edified to find that we have people from British Columbia, Alberta and Newfoundland, this evening, but that has not always been the case with the Canadian Study of Parliament Group and, as a result, we have had to move out of Ottawa from time to time. So, that has contrasted with the United Kingdom Study Group in that they have always met at Exeter College, at Oxford. Maybe you would all like to come to York each year, but I think that, in Canada, that is a model which perhaps has limitations.

I also think that, in this country, we have to recognize the relative isolation of the various estates, the various segments within the policy arena or the political arena from one another. I do not think this exists to the same degree in the United Kingdom or in many other countries for that matter. In London, from my experience being there last year, it really is astounding the degree to which the main academics, the main journalists, the main legislators, the main staff people are all within what we call in Alberta a "hog holler" of one another. So, in this country, we do not have this type of situation, we have indeed much of the media located in Toronto. Although there are two illustrious universities in Ottawa, there is not a concentration of academic talent in that city. So, we find that we have a concern for reaching out to the various estates in this country which might be concerned with what is happening within the political arena.

So, unlike the UK Group, we have reached out to legislators, members who are actually in Parliaments; we have reached out to public servants. They pay their membership dues and never show up, at least, most of them do not. By public servants, I do not mean legislative staff, I mean people in the office of the Controller General, and other places. We have media belonging to this group and we have many attentive private citizens who belong to think-tanks, like the Parliamentary Centre, or who are interest group representatives and just generally concerned with Parliament.

I think that this fits perhaps an inclusive model of democracy that we strive for in this country and are very far from achieving, that we are not trying to form an elitist body. The thought that comes to my mind is that there might just be, in this room, a man from the street who heard about this group and simply signed up. That is the type of association that we want to be. When I say, a man off the street, I am thinking of an interview situation I was in not long ago when someone kept mentioning man on the street and, finally, I asked this person: Would the man on the street—this was with reference to freedom of information—be a university professor? Well, the person knew that I was a university professor. So, she said: Oh yes, by all means. Then I asked them whether it would be a union leader and the person said: Oh Heavens! no. I mean one

[*Traduction*]

Tout d'abord, reconnaissons bien qu'à titre de groupe d'études, nous ne nous occupons pas d'un seul Parlement, mais en fait bien plutôt de treize assemblées parlementaires, incluant les conseils des territoires et partant, nous sommes confrontés à une diversité de phénomènes sans précédent.

Toujours très sensible à la question de l'éloignement dans ce pays, et je suis très flatté de constater qu'il y a parmi nous des représentants de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de Terre-Neuve, ce qui n'a pas toujours été le cas pour le groupe et qui nous a parfois contraints à quitter Ottawa. Voilà donc une différence majeure avec notre homologue britannique qui s'est toujours retrouvé à Exeter College, à Oxford. Peut-être aimeriez-vous tous aller à York chaque année, mais je pense qu'au Canada c'est assez peu concevable.

Nous ne devons pas non plus manquer de prendre conscience du cloisonnement des disciplines, de la segmentation du domaine politique ou de la scène politique si vous voulez. Je ne pense pas qu'il en soit de même au Royaume-Uni ni dans beaucoup d'autres pays. A Londres, où je me trouvais l'an dernier, il est étonnant de constater à quel point les universitaires les plus éminents, les journalistes les plus connus, les administrateurs et hommes politiques les plus importants, sont tous isolés dans leur coin. Nous devons donc faire face dans ce pays à une situation tout à fait particulière avec, par exemple, une forte concentration des media à Toronto. Malgré l'existence de deux universités illustres à Ottawa, cette ville compte assez peu de grands talents universitaires. Nous sommes donc soucieux d'atteindre les diverses instances de ce pays qui pourraient se sentir intéressés par ce qui se passe sur la scène politique.

Donc, à la différence du groupe britannique, nous avons joint nos législateurs, des députés siégeant dans les Parlements, nous avons fait appel aux fonctionnaires; en fait, ils paient leur cotisation, mais ne sont jamais là, du moins la plupart d'entre eux ne participent pas. Quand je parle de fonctionnaires, je ne pense pas à ceux qui font les lois, je pense à des gens qui sont employés par exemple, au bureau du Contrôleur général. Des représentants des media font partie du groupe et nous avons également quelques citoyens très intéressés, faisant partie du centre parlementaire ou représentant des groupes d'intérêts qui se sentent de façon générale concernés par le Parlement.

Je crois que cela reflète l'intention d'une démocratie à large participation, ce à quoi nous visons dans ce pays, même si nous en sommes encore fort loin, soit donc quelque chose d'opposé à l'élitisme. L'exemple qui me vient à l'esprit c'est qu'il y a peut-être parmi nous un simple citoyen qui a entendu parler du groupe et qui a joint nos rangs. Voilà le type d'association que nous aimerions être. Quand je dis simple citoyen, homme de la rue, je pense à une interview où j'ai demandé à la personne qui m'interrogeait: l'homme de la rue pourrait-il être par exemple—il s'agissait du problème de la liberté d'accès à l'information—un professeur d'université? Sachant que j'en étais un, elle m'a répondu «oui, absolument». Ensuite j'ai demandé si cet homme de la rue pourrait être un chef syndical, ce à quoi elle m'a répondu: «Mon Dieu! Non. On ne sait jamais ce que ces

[*Text*]

cannot know what union leaders would do with certain types of information. Then, I said: Well, perhaps then a senior partner of MacCarthy and MacCarthy, a reputed firm just down the street on Bay Street. She said: Oh, by all means!

So, this is an association which is not trying to discriminate between those people who are thought to be cleansed and those people who were thought not to be. I hope that, by coming to various centers within the country, we can get that point across. By the way—this is a sort of non-paid announcement—the membership dues are $20 a year which, considering inflation, is practically nothing. Our activities, so far, have involved four seminars in Ottawa. We have had two rather large conferences, one which was sort of a founding conference at York University when we were just sort of in a gestation stage and there was more than just gestation going on at that particular phase. Then, another conference out at Simon Fraser University in Vancouver which has produced, among other things, a rather nice volume called "Parliament Policy and Representation" which will be coming out in just two weeks from Methuen Publications, $9.95. But that is definitely a product of this association. In the future, in just a little over two weeks, we will be having a seminar on recruitment of candidates to Legislatures at Queen's Park sponsored by the Ontario Legislature and us. On October 17 to 19, tentatively, we have been approached by a group from the United States to have a joint seminar on prime ministerial and presidential governments. We hope to reach a formal agreement with those people as well.

Perhaps I can end by just saying that in these times, we are aware of concern over our future, what exactly it is and what our relationship will be to one another a year or two from now but it strikes me that in some respects, we are all in the same boat. We all have to escape to the south for vacations during the winter because winters in Canada or what is now called Canada are a bit harsh and we all grew up under what is called the parliamentary system. Whatever happens, let us make sure that we continue to communicate on this level. I would like to end by thanking M. le président for the tremendous hospitality which we received so far and the great promise of the occasion tomorrow. M. Paul Trottier has played a very significant part in organizing this event as well as others involved in the staff here at the Assemblée nationale. In Ottawa, Henriette Immarigeon and Michael Kirby played crucial roles in terms of linking between Quebec and Ottawa in organizing many of the speakers that we will have today and tomorrow. And we should as well acknowledge, I think, rather generously the support staff from both Quebec and Ottawa involved in all sorts of functions for the conference in supporting us in the way in which they have and will. So, I must say that we are all very grateful to be here, M. le président, and we look very much forward to the events of tomorrow.

M. Fournier: Si j'ai eu un certain nombre d'inquiétudes en préparant des notes pour ce soir, j'en ai eu également en tentant de trouver les mots pour vous présenter le président de l'Assemblée nationale, et je m'explique.

[*Translation*]

gens-là pourraient faire des informations qui leur seraient communiquées». Ce à quoi j'ai répondu: «Peut-être alors un des associés de MacCarthy and MacCarthy? Il s'agissait d'une société bien connue de la rue Bay, et l'interviewer de me répondre: «Mais certainement!».

Il s'agit donc ainsi d'une association qui n'essaie pas de faire la différence entre des gens qui seraient hors de tout soupçon et les autres. J'espère qu'en nous rendant dans divers grands centres, nous pourrons faire comprendre ce point. En ce qui concerne nos activités, j'aimerais . . . Il s'agit ici en fait d'une publicité gratuite. A propos, la cotisation de membre est de $20 par an, ce qui, compte tenu de l'inflation, est une somme minime. Nous avons déjà tenu quatre colloques à Ottawa, deux conférences relativement importantes, l'une était une sorte de conférence d'inauguration à l'université York à l'époque où nous en étions à la phase de gestation, mais en fait il s'agissait déjà de bien davantage. Puis, il y a eu l'autre conférence à l'Université Simon Fraser de Vancouver qui a publié entre autres, un ouvrage assez bon «La politique parlementaire et la représentation» (*Parliament Policy and Representation*) qui sortira dans deux semaines chez *Methuen Publications* pour la somme de $9.95. Mais il s'agit là d'un produit de notre association. A l'avenir, dans un petit peu plus de deux semaines, nous organiserons un séminaire sur le recrutement des candidats aux assemblées législatives, à Queen's Park, sous l'égide de l'Assemblée législative de l'Ontario et nous-mêmes. Du 17 au 19 octobre, à titre expérimental, un séminaire sur les régimes présidentiels et les régimes ministériels nous a été suggéré par un groupe des États-Unis. Nous espérons donc pouvoir aussi nous entendre avec ce groupe.

Je pourrai peut-être terminer en ajoutant, qu'à l'époque actuelle, l'avenir nous préoccupe, nous en sommes conscients: de quoi il sera fait, quels seront nos rapports dans un an ou deux, mais à certains égards, ce qui me frappe, c'est que nous soyons logés à la même enseigne. Nous émigrons tous vers le Sud pour nos vacances d'hiver à cause de la rigueur des hivers au Canada, ou de ce qu'on appelle actuellement le Canada, et nous avons tous grandi sous le régime parlementaire. Quoiqu'il advienne, essayons d'assurer la communication à ce niveau. J'aimerais terminer en remerciant monsieur le président de sa généreuse hospitalité et de la belle perspective de demain. M. Paul Trottier a, d'autre part, joué un rôle important dans l'organisation de cette rencontre ainsi que d'autres membres du personnel concerné de l'Assemblée nationale. A Ottawa, M^me^ Henriette Immarigeon et M. Michael Kirby ont tout fait pour faciliter les rapports entre Québec et Ottawa et ont invité les nombreux orateurs qui prendront la parole aujourd'hui et demain. N'oublions pas non plus la contribution remarquable du personnel de soutien de Québec et d'Ottawa, qui a participé à toutes sortes de tâches pour nous aider à organiser la conférence. Je dois donc dire que nous sommes tous très heureux d'être ici, monsieur le président, et que nous attendons avec impatience la journée de demain.

Mr. Fournier: While preparing my notes for tonight, I felt rather anxious, but working for the right words to introduce the president of the Assemblée nationale, I felt even more so, and I will explain why.

[*Texte*]

En tant qu'humble journaliste investi de la responsabilité de parler au nom de mes confrères, je vais vous présenter un avocat chevronné, un professeur d'histoire du Canada et des États-Unis, un négociateur qu'on a dit très sérieux et très difficile à contourner et surtout un ancien journaliste, adversaire ou complice, chacun décidera. Être président de l'Assemblée nationale, avoir à afficher une neutralité inattaquable et à rendre justice à tous, en toute sérénité, constitue—vous le croirez certainement—une lourde tâche pour un seul homme, mais je pense que, quand on s'appelle Clément, la facilité va de soi.

En lisant la documentation du colloque, il est dit et je cite: «Dans le cas de la presse parlementaire, l'osmose entre la presse et les parlementaires est apparente. Journalistes et députés mangent à la même table, recherchent les mêmes informations et, en somme, font partie d'un même club.» Je pense que j'aurais mauvaise grâce à tenter de répondre à cette affirmation. En sa qualité de président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard est également, d'une certaine façon—il s'en défendra—mais d'une certaine façon, un peu le patron de la Tribune de la presse. Il est responsable de nos installations et de notre équipement. Les Pères jésuites m'ont appris qu'on ne mord pas la main qui nous nourrit.

C'est donc en toute simplicité que je voudrais vous présenter le président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard.

M. Clément Richard: Messieurs les parlementaires, distingués représentants des media, éminents conférenciers, mesdames et messieurs, m'adressant à une assemblée constituée, en partie à tout le moins, de représentants de la presse, il me vient à l'esprit l'histoire de l'évêque anglais arrivant à New York pour la première fois, et je crains comme lui de trébucher dès les premiers mots. A peine cet évêque anglais avait-il débarqué dans la métropole américaine qu'il fut approché par une meute de journalistes le pressant de questions. L'un des plus malins d'entre eux lui demanda s'il avait l'intention de faire la tournée des boîtes de nuit à New York. Rompu à la prudence romaine, notre évêque anglais se contenta de répondre par cette question: Y a-t-il des boîtes de nuit à New York? Mais quelle ne fut pas sa surprise de lire le lendemain à la une des journaux: Arrivée d'un évêque anglais. Sa première question: Y a-t-il des boîtes de nuit à New York?

Peut-être ai-je déjà fait un faux pas? Ce que je sais, en tout cas, on ne pourra pas faire dire au président de l'Assemblée nationale les mots de l'évêque anglais. Nous ne sommes pas à New-York, évidemment, et la question que je veux bien introduire fait référence beaucoup plus à une cour de justice qu'à une boîte de nuit. Le Parlement et la presse, adversaires ou complices? Mesdames et messieurs, laissez-moi tout d'abord, au nom de mes collègues de l'Assemblée nationale et en mon nom personnel, vous souhaiter la plus cordiale bienvenue. La décision du Groupe canadien d'étude des questions parlementaires de nous associer étroitement à sa première conférence de l'année et de la tenir à Québec au sein même de l'édifice du parlement nous honore et nous réjouit. J'ai moi-même donné mon accord à cette initiative non seulement à cause des objectifs que poursuit l'organisme de recherche parlementaire, mais aussi en raison de l'importance que revêt à mes yeux la

[*Traduction*]

As a humble journalist given the responsibility of speaking on behalf of my colleagues, I will present to you an experienced lawyer, a professor of Canadian and American history, a negotiator who is reputed to be very serious and hard to get around and especially a former journalist, adversary or accomplice, whatever you decide. The role of President of the National Assembly and the task of having to show indisputable neutrality and seek justice for all while maintaining total composure is, as you will certainly agree, a heavy responsibility for one man, but I feel that when that man is called Clément, it should be as easy as pie.

While reading the documentation for the conference, I came across the following statement and I quote: "In the case of the parliamentary press, the osmosis between the press and parliamentarians is apparent. Journalists and M.P.s eat at the same table, seek the same information and, in short, are members of the same club." I think that I would be ungracious to attempt to respond to this statement. As President of the National Assembly, Mr. Clément Richard is also in some ways—although he will deny it—in change of the Press Gallery. He is responsible for our installations and equipment. The Jesuit Fathers taught me that you do not bite the hand that feeds you.

Therefore, I would simply like to present to you the President of the National Assembly, Mr. Clément Richard.

Mr. Clément Richard: Parliamentarians, distinguished representatives of the media, eminent speakers, ladies and gentlemen, addressing an assembly comprised at least in part of members of the press brings to mind the story of an English bishop arriving in New York for the first time. Like him, I am afraid of getting into hot water because of my first words. This English bishop had barely set foot in the American metropolis when he was approached by a swarm of journalists firing a barrage of questions at him. One of the most malicious among them asked if he intended to make the rounds of the New York nightclubs. Accustomed to Roman caution, the English bishop merely stated the following: Are there any nightclubs in New York? Imagine his surprise at reading in the paper the following day: Upon his arrival, an English bishop's first question is: Are there any nightclubs in New York?

Maybe I have already made a faux pas? What I do know, in any case, is that you will not be able to put the words of the English bishop into the mouth of the president of the National Assembly. We are obviously not in New York and the question which I would like to bring up has much more to do with a court of law than with a nightclub. Are Parliament and the press adversaries of accomplices? Ladies and gentlemen, allow me, first of all, to extend to you a most cordial welcome, personally, and on behalf of my colleagues in the National Assembly, welcome. The decision of the Canadian Study of Parliament Group to associate us closely with its first conference of the year and to hold it in Quebec City in the buildings of the National Assembly honours and pleases us. I personally agreed to this initiative, not only because of the objectives saught by the parliamentary research group, but also because of the importance to me of the key theme of the conference,

[*Text*]

question thème de la conférence, c'est-à-dire: La presse et le Parlement, adversaires ou complices?

Le thème retenu par les organisateurs de ce symposium dépeint assez bien, à mon avis, la façon dont l'opinion la plus courante perçoit les relations entre la presse et le Parlement ou, d'une manière générale, la politique et ce, depuis une époque assez lointaine. Déjà en 1849, Alexis de Tocqueville, observateur perspicace, particulièrement perspicace celui-là, de la démocratie en Amérique disait à propos de la presse: «C'est un ennemi avec qui le pouvoir peut faire des trêves plus ou moins longues, mais en face duquel il lui est difficile de vivre longtemps.» Encore récemment, je découvrais ce thème presque semblable à celui de notre colloque «Adversaries and sweethearts», dans une étude du professeur américain William Rivers sur les relations entre les journalistes et les hommes politiques.

C'est avec une vigueur peu commune, qui laisse un peu songeur, qu'on critique généralement la presse. On lui reproche d'afficher une hostilité presque congénitale à l'endroit des institutions, de faire ou de défaire à volonté la carrière des hommes politiques et des parlementaires, en particulier, de suivre et de poursuivre ces derniers jusque dans le retranchement de leur vie privée, quand ils peuvent en avoir une, de s'ériger en policiers et en justiciers, bref d'être une presse de la mise au rebut au mépris des attentes du public.

N'est-ce pas un parlementaire qui a déjà assimilé les salles de nouvelles à «Des ossuaires jonchés de rêves brisés»? Je traduis: «Bone-yards of broken dreams.» Et un autre qui a comparé les membres de la tribune de la presse à une horde de vautours affamés qui planent sur l'édifice du parlement? Au risque de choquer, laissez-moi citer textuellement le dernier: «Les vautours, juchés là-haut, attendent de voir si un député va se trouver dans une situation critique. En masse, ils se jettent alors sur lui et festoient sur son squelette. Si nous avons tous bon pied, bon oeil et que nous œuvrons avec diligence, alors nous ne pouvons servir de matière à un article sensationnel. Ils tournoient très haut et se tiennent à distance. Ils ignorent tout et se moquent royalement d'un Parlement à l'œuvre. Ils recherchent le sensationnel pour vendre leurs journaux et pour capter l'imagination des téléspectateurs et des auditeurs.»

A l'opposé, il y a ceux qui voient la presse comme un complice du pouvoir et de l'*establishment*. Pour étayer cette prétention, ils évoquent la formation souvent similaire de ceux qui œuvrent dans la politique et dans les media, leur appartenance à une même classe socio-économique, la promiscuité qu'engendre la pratique du métier dans la vie quotidienne. Ils notent également les rapports habituellement aisés entre les propriétaires de journaux et les dirigeants politiques.

De son côté, la presse ne perd pas au change, si vous me permettez l'expression; quand elle chatouille, elle le fait d'une façon qui ne fait pas toujours rire. Ainsi, par exemple, accusée de superficialité et de sensationnalisme, rétorque-t-elle que le superficiel et le sensationnel ne sont pas seulement dans les media. Je cite un journaliste: «C'est la superstructure de la société, c'est l'État lui-même qui se transforme en entreprise de spectacle, en État spectacle de manière systématique et organisée pour mieux amuser et abuser le public, les citoyens,

[*Translation*]

that is: Are Parliament and the press adversaries or accomplices?

The theme chosen by the organizers of the symposium reflects quite well, in my opinion, the current view of relations between the press and Parliament or, generally speaking, politics. This view has been held for quite some time. As far back as 1849, Alexis de Tocqueville, a particularly shrewd observer of democracy in America stated the following about the press: "It is an enemy with which the power that be can enter into a more or less lengthy truce, but in the face of which they cannot live long." Recently, I discovered that the theme of a study by American Professor William Rivers on relations between journalists and politicians was almost identical to that of our symposium: "Adversaries and Sweethearts".

The press is generally criticized with rarely seen vigour, which makes one wonder. The press is criticized for displaying an almost congenitally hostile attitude towards institutions, for making or destroying at will the careers of politicians and parliamentarians, in particular for following and hounding them even into their private life, when they can have one, for posing as policemen and law enforcers—in short—for being a press which disparages whatever it deals with, in contempt of public expectations.

One parliamentarian has likened the press rooms to "bone-yards of broken dreams". Another has compared members of the press gallery to a flock of starving vultures hovering over the parliament buildings. At the risk of shocking you, I would like to quote this last person textually: "The vultures, perched on high, wait to see if a Member will find himself in a difficult situation. Then, all together, they throw themselves on him and feast on his skeleton. However, if we are sure-footed, if we keep our eyes skinned and if we work diligently, we cease providing good copy for sensational articles. They circle very high and keep their distance. They ignore everything and don't give a damn about a Parliament at work. They look for a sensational story to sell to their newspapers and capture the imagination of television viewers and listeners".

On the other side of the fence, there are those who view the press as accomplices of the powers that be and of the Establishment. To back up this contention, they point out that politicans and newsmen have often similar educational background and belong to the same socio-economic class, and they mention the promiscuity which stems from doing such a job in daily life. They also note the normally casual relations between newspaper owners and political leaders.

The press, on the other hand, loses nothing on the deal, if you will permit me to use the expression; when it tickles, it does so in a manner which does not always make people laugh. For example, when accused of superficiality and sensationalism, the press replies that superficiality and sensationalism also exist elsewhere. Let me quote a journalist: "It is the superstructure of society, the State itself which transforms itself into a spectacle, a systematic, organized spectacle to better amuse and abuse the public and citizens, and to better

[*Texte*]

pour mieux divertir et faire diversion, pour mieux changer la sphère politique en scène lucide, en théâtre d'illusions. Superficiels, les hommes politiques le sont, qui raffinent soigneusement leur image par ces «media consultants», ces «campaign managers» qui droguent l'opinion publique pour mieux vendre leur produit.»

Il y a donc des malentendus et j'en viens à vous proposer, au cours de cette rencontre ou, si vous préférez, au cours de cette confrontation, de dissiper ces malentendus parce que je crois qu'au terme de leurs travaux, les représentants des media et du pouvoir réunis ici se rallieront à une conception plus rafraîchissante de leur mission respective. Je ne sais où j'ai lu cette affirmation: «Ceux qui ont pour métier d'informer n'aiment guère que l'on parle de leurs affaires. Lorsque, par hasard, les regards se tournent vers eux, il est rare qu'ils ne cherchent pas par tous les moyens à se dérober à l'attention d'autrui.»

Puis-je douter de cette remarque et espérer que les conférenciers, membres de la presse, qui ont accepté aimablement et spontanément notre invitation, voudront bien briser la glace, selon une expression populaire, pour nous entretenir des misères et des splendeurs de leur métier?

Pour notre part, si je peux parler au nom des membres de l'Assemblée nationale qui interviendront dans le débat—je voudrais tout de suite ouvrir une parenthèse ici pour expliquer que je regrette, avec vous tous, qu'il n'y ait pas plusieurs membres de l'Assemblée nationale parmi nous ce soir, mais je pense que nos invités comprendront que chacun des membres de l'Assemblée nationale estime qu'il en va de son devoir de se retrouver en ce moment dans sa circonscription électorale, ce qui sera mon cas dans quelques minutes. D'ailleurs, c'est le cas pour les 110 membres, j'ai l'impression, de l'Assemblée nationale du Québec, et tout le monde l'aura compris—nous tâcherons de cerner quand même sans ambages les problèmes que reflètent nos rapports avec les media. Nous le ferons avec d'autant plus de sagacité et de rigueur que la plupart d'entre nous ont la double expérience du journalisme et de la politique.

Demain, au tout début des travaux qui se dérouleront au salon rouge de l'Assemblée nationale, il nous sera donné d'entendre M. Richard Daignault, de la Tribune de la presse d'Ottawa, nous conter la petite histoire des relations entre la presse et le Parlement. Puisque le conférencier est de ceux qui ont le privilège d'avoir observé de près la vie parlementaire à travers ses différentes phases d'évolution, je crois bien que son témoignage vécu apportera un relief très intéressant à nos réflexions.

Ensuite, tel qu'indiqué à l'agenda de la conférence, deux praticiens chevronnés de la presse écrite et électronique, M. Geoffrey Stevens du *Globe & Mail* de Toronto et M. Michael Duffy de *CBC*, apporteront un éclairage sur les courriéristes parlementaires, leur splendeur et leur misère. Pour une des rares fois, ce sont des gens en situation qui nous feront part de leurs observations sur la place des media dans le système politique et la nature des relations qui s'établissent entre la presse et le Parlement.

Comment les membres de la Tribune de la presse conçoivent-ils leur rôle au sein du Parlement? Quels sont les problèmes qu'ils rencontrent dans l'exercice quotidien de leur

[*Traduction*]

transform the political arena into a lucid stage and magic show. Politicans are superficial and carefully refine their image with the help of media consultants and campaign managers who anaesthetize public opinion to better sell their product".

Therefore, misunderstandings do exist and I would like to propose to you during this meeting, or if you prefer, during this confrontation, that we clear them up because I believe that upon completion of their work, the newsmen and politicans assembled here will rally to a more refreshing perception of their respective tasks. I am not sure where I read the following statement: "Those who have the job of informing do not like to have others speak of their affairs. When, per chance, people look their way, it is rare that they do not attempt, by all possible means, to escape the notice of others."

Allow me to doubt the accuracy of this statement and to hope that the members of the press who kindly and spontaneously accepted our invitation to speak here will break the ice, according to a popular expression, and tell us of the miseries and splendours of their occupation.

As for us, if I can speak on behalf of the Members of the National Assembly who will take part in the debate, I would like right away to say that I regret that there are not more Members of the National Assembly here with us tonight. However, I think that our guests will understand that each M.N.A. feels that it is his duty to be in his riding at this time, as will be the case with me in a few minutes. I have the impression that this is the case for the 110 Members of the Quebec National Assembly and that everyone will understand. Nevertheless, we will try to discuss the problems which reflect our relations with the media. We will do so with much sagacity and vigour since most of us have experience both with journalism and politics.

Tomorrow, at the beginning of the proceedings which will take place in the Red Room of the National Assembly, we will have the pleasure of listening to Mr. Richard Daignault from the Ottawa Press Gallery speak about relations between the press and Parliament. Since the speaker is one of those privileged to be able to observe at close range parliamentary life through its different phases of evolution, I believe that his testimony based on actual experience will bring a very interesting flavour to our discussions.

Then, as indicated on the conference agenda, two experienced devotees of the written and electronic press, Mr. Geoffrey Stevens of the Toronto *Globe & Mail* and Mr. Michael Duffy of the CBC will enlighten us on the splendours and miseries of parliamentary correspondents. This will be one of those rare occasions when people who are in the centre of the action will share with us their views on the role of the media in the political system and the nature of the relations formed between the press and Parliament.

How do the members of the Press Gallery perceive their role within Parliament? What problems do they encounter in the course of their work day? What are the different aspects of the

[*Text*]

métier? Quels sont les différents aspects du processus de communication qui s'établit entre le journaliste et le député? Quels sont les comportements, les attitudes et les méthodes à dénoncer de part et d'autre?

C'est un journaliste d'expérience qui, pendant une dizaine d'années, a été chef de pupitre à la télévision de Radio-Canada, M. Claude Sénécal, qui traitera du sujet épineux qu'est le Parlement et les nouvelles. Épineux: le qualificatif n'est pas trop fort, vous l'admettrez. Vous savez, en effet, combien sont délicates les questions à traiter et les décisions à prendre dans le domaine de la transmission des nouvelles, du choix des reportages, des événements à couvrir et d'autres matières liées à l'information gouvernementale et parlementaire. D'autant plus délicates, oserais-je dire avec un brin d'humour, quand il y a un débat à Ottawa et qu'il y a un ministre des Postes qui s'exprime.

Que ce soit à la radio, à la télévision, dans les journaux, des problèmes aigus surgissent, nés de la nécessité pour la presse d'être impartiale, précise, approfondie, équilibrée et complète. Épineux le sujet et il ne serait guère étonnant qu'il provoque des étincelles ou touche les nerfs sensibles de ceux d'entre nous, parlementaires et journalistes, qui sont au centre des préoccupations du présent colloque.

M. Keith Spicer, que je peux m'abstenir de présenter, fera la conclusion-synthèse de nos travaux. Il sied de le remercier d'avoir accepté cette tâche, toujours délicate, sans oublier, bien sûr, les autres conférenciers qui ont bien voulu se joindre à ce symposium.

Nous remercions également les parlementaires qui ont délaissé leurs préoccupations coutumières en vue de nous offrir leur collaboration. J'aimerais nommer, entre autres, ceux qui se joindront à nous demain, M^me^ Solange Chaput-Rolland et M. Gérald Godin, tous deux députés à l'Assemblée nationale du Québec, et M. Sydney B. Handelman, siégeant à l'Assemblée législative de l'Ontario depuis 1971. M. Handelman a accepté de nous faire un exposé sur les relations entre les députés et les media.

Nos remerciements vont également aux journalistes de la Tribune de la presse de Québec qui nous ont assurés de leur participation active aux séances de discussions.

Mesdames et Messieurs, j'ai exprimé, au début, la conviction qu'au terme de cette rencontre, les membres des media et des assemblées législatives réunis ici se rallieront à une conception plus rafraîchissante de leur fonction respective.

Sans trop abuser de votre patience, j'aimerais reprendre cette idée, parce que je crois sincèrement qu'on n'insistera jamais assez sur le rôle prééminent de la presse et du Parlement dans le fonctionnement démocratique des sociétés politiques.

A ce propos, vous me permettrez de vous citer une remarque qui m'apparaît judicieuse, quoique très simple, extraite de la revue «Parliamentary Affairs» et je cite: «The main function of Parliament as such is to discuss the policies and actions of Government in the fields for which the Government is or ought to be responsible, and on occasion to persuade the Government to act where it might prefer, out of inertia, to remain inactive.

[*Translation*]

communication process established between journalists and M.P.'s? What attitudes, methods and types of behaviour should be criticized on both sides?

Mr. Claude Sénécal, an experienced journalist who acted as operation desk chief for CBC television for approximately ten years, will deal with the thorny subject of Parliament and the news. You will admit that the qualifying adjective "thorny" is not too strong. You are aware that the questions to be dealt with are delicate. The same holds true for the decisions to be made in the field of news reporting, the choice of stories, the events to be covered and other matters linked with government and parliamentary information. They are all the more delicate, dare I say with a note of humour, when there is a debate taking place in Ottawa and a Postmaster General has the floor.

Whether it be on radio, television or in the newspapers, sharp problems arise, born of the necessity for the press to be impartial, specific, profound, balanced and thorough. The subject is indeed a thorny one, and it would not be surprising if it touched off sparks and hit sensitive nerves among those of us, parliamentarians and journalists, who are at the centre of the concerns dealt with by this symposium.

Mr. Keith Spicer, whom I do not need to introduce, will summarize our work at the close of the symposium. I would like to thank him for accepting this task which is always a delicate one. Of course, I would also like to thank the other speakers who agreed to take part in this symposium.

We also wish to express our thanks to the parliamentarians who put aside their customary activities to offer us their collaboration. I would like to mention, among others, Mrs. Solange Chaput-Rolland and Mr. Gérald Godin, both M.N.A.s and Mr. Sydney B. Handelman, a member of the Ontario Legislative Assembly since 1971, who will be joining us tomorrow. Mr. Handelman has agreed to make a presentation on relations between M.P.s and the media.

We also wish to offer our thanks to the journalists of the Quebec Press Gallery who ensured us of their active participation in the discussion periods.

Ladies and gentlemen, I expressed at the outset the conviction that by the end of this meeting, the members of the media and of the legislative assemblies gathered here would rally to a more refreshing perception of their respective tasks.

Without trying your patience too much, I would like to come back to this idea, because I sincerely believe that we will never insist enough on the pre-eminent role which the press and Parliament play in the democratic operation of political societies.

On this subject, I would like to quote a statement taken from the "Parliamentary Affairs" review which seems well-advised, although very simple: "The main function of Parliament as such is to discuss the policies and actions of Government in the fields for which the Government is or ought to be responsible, and on occasion to persuade the Government to act where it might prefer, out of inertia, to remain inactive.

[*Texte*]

The press, on the other hand, has to inform the public about all manner of happenings in the community, including the actions and omissions of the Government, and to criticize the way Parliament performs its function of criticism. As critics of the Government, Parliament and Press may be in some respects complementary." A vrai dire—et je l'affirme sans jeu de mots, sans flatterie—la presse et le Parlement sont des frères siamois liés intimement à l'opinion publique, qui se nourrissent d'un même idéal, celui du bien commun. Le journaliste et le député sont tous les deux intégralement au service des citoyens. Tous les deux constituent des agents actifs du processus de la décision politique et ce n'est pas par hasard si, d'un «Point de mire» journalistique, on accède à un poste de commande du pouvoir. J'en veux d'ailleurs pour témoignage nul autre que celui du sociologue Max Weber qui inclut le journaliste dans sa typologie des hommes politiques et Jean Lesage, pour sa part, exprime la même idée, qui a déjà dit qu'il considère, et je cite: «Les journalistes comme des membres de son Conseil exécutif, titulaires du ministère de l'Opinion publique.»

Chez nous, au Québec, le rôle de la presse fut important dès les premières années du parlementarisme. Les journaux étaient déjà à cette époque le véhicule non seulement d'informations parlementaires, mais aussi des idées politiques qui circulaient à l'Assemblée. Engagés qu'ils étaient dans l'évolution de la société québécoise, ils n'hésitaient pas à arborer l'étiquette des partis politiques dont ils défendaient ouvertement les programmes. Qu'on pense au Soleil de Québec qui, durant soixante ans, était l'organe officiel du Parti libéral. A Montréal-Matin qui, jusqu'au début des années 1970, était lié à l'Union Nationale et, plus près de nous, au journal Le Jour qui était associé au Parti québécois. Les temps ont cependant bien changé. La presse et le Parlement, à l'instar de toutes les autres institutions démocratiques, ont connu des mutations profondes autant dans leurs méthodes de travail que dans l'esprit même de leurs membres. Une presse écrite et électronique plus indépendante, plus critique, plus dynamique, un Parlement ouvert au public, avec des procédures simplifiées, des partis politiques plus démocratiques et un souci constant de rénover ses structures: tels sont, à mon humble avis, les traits essentiels de ces mutations. Au moment où la société fait face à des défis sérieux, je me réjouis de constater que l'Assemblée nationale et les media sont les lieux par excellence de cristallisation de ces avenues nouvelles qui s'offrent aux citoyens.

Mesdames et messieurs, j'espère que l'échange d'idées sur le thème de ce colloque contribuera à une meilleure compréhension et à un meilleur exercice de la démocratie parlementaire. Je vous remercie.

M. Fournier: Merci, M. le président. Je suis heureux de constater que j'avais raison d'une certaine façon de parler de votre neutralité, car vous vous en êtes tenu à votre rôle de président. Je dois quand même vous avouer que j'ai eu un certain frisson au moment où vous avez ouvert cette parenthèse pour expliquer à nos auditeurs l'absence des membres de l'Assemblée nationale. Connaissant votre verve, j'ai eu peur que vous ne preniez une tangente qui nous aurait amenés à comptabiliser cette soirée au débit du comité que vous connais-

[*Traduction*]

The press, on the other hand, has to inform the public about all manner of happenings in the community, including the actions and omissions of the Government, and to criticize the way Parliament performs its function of criticism. As critics of the Government, Parliament and Press may be in some respects complementary." To be truthful, and I say this without making a play on words and without flattery, the press and Parliament are like Siamese twins intimately linked to public opinion, nourished by the same ideal, that of the common good. The journalist and the M.P. are both employed in the service of the public. Both are active agents in the political decision-making process and it is not merely by chance that a journalist who hosts an investigative news show progresses to a key position in the government. To prove this point, I can mention none other than sociologist Max Weber who includes journalists in his typology of politicians and Jean Lesage who, for his part, expresses the same idea and I quote: «Journalists, like members of the Executive Council, head the ministry of public opinion.»

Here in Quebec, the role of the press was important from the very first years of parliamentary activity. At that time, newspapers were already the vehicle not only of parliamentary information, but also of political ideas circulating in the Assembly. As they were committed to the development of Quebec's society, they did not hesitate to show their allegiance to the political parties whose programs they openly defended. We need only to consider the Quebec City newspaper *Le Soleil* which, for sixty years, was the official organ of the Liberal Party, *Montréal-Matin* which, in the early seventies, was linked with the *Union Nationale* and, closer to us, *Le Jour* which was associated with the *Parti Québécois*. However, times have certainly changed. The press and Parliament, like all other democratic institutions, have undergone profound changes, both in terms of their work methods and the very spirit of their members. The main features of these changes are, in my humble opinion, a more independent, critical and dynamic written and electronic press, a Parliament open to the public, with simplified procedures, more democratic political parties and a constant concern for renovating their structures. At a time when society is facing serious challenges, I am pleased to note that the National Assembly and the media are the prime organizations for crystallizing these new opportunities open to citizens.

Ladies and gentlemen, I hope that this exchange of ideas on the theme of this symposium will contribute to a better understanding and to a better show of parliamentary democracy. Thank you.

Mr. Fournier: Thank you, Mr. Speaker. I am pleased to note that I was right in some respects to speak of your neutrality. You kept to your role of president. Nevertheless, I must admit that I had some qualms when you explained the absence of Members of the National Assembly to our audience. Knowing your verve, I feared that you would go off on a tangent which would have led us to put the blame upon the committee which you know. However, you avoided falling into the trap and I believe that this is to your credit.

[*Text*]

sez, mais vous avez évité le piège et je pense que c'est tout à votre honneur.

Avant de vous dire bonsoir et de vous inviter à nous revenir demain, je voudrais vous rappeler qu'à compter de 8 heures 45 demain matin, ici même, vous seront servis le café et les brioches. Après quoi, à 9 heures 15 pile—les organisateurs du colloque m'ont bien demandé de vous préciser que ce serait à 9 heures 15 pile—nous passerons au colloque lui-même selon l'horaire que vous avez reçu. Bonne soirée.

Saturday, April 19, 1980

(Nine hours and twenty-three minutes)

Mr. Campbell: Good morning! I believe that the purpose of our gathering is already working its desired effect. I was detained till three o'clock this morning, discussing parliamentary affairs generally with two of the more esteemed members of this gathering and I assumed that there are other such small groups which involve themselves in communication of some of the more important matters concerning Parliament as well. And in fact, this morning, I was so lost in thought about some of the issues which we discussed, that when my esteemed colleague Fred Fletcher called around the time of my wake-up call, I said simply: Good morning. Thank you. And I clicked the phone in his ear.

So, I can understand if all of you are preoccupied this morning with what we are involved in and thank you, all of you, for coming. And I hope that we will have some very serious discussions today.

So, for this morning session, Fred Fletcher from York University will try to facilitate our exchanges. Fred, I think, is probably one of the most able academics within the field of politics and media. You probably remember him if you watch English CBC. You remember him as the professor who was trotted out every Sunday night during the election, to tell us what we should believe about the outcome. But Fred's connections with the media go much further back than that.

They begin with a career as a journalist in Vancouver, I believe with both papers, and so it is very difficult, for instance, when you have Fred Fletcher anecdotes from those days, to remember whether they were *Sun* anecdotes or *Province* anecdotes.

And then Fred became an academic and completed a dissertation on Nigeria, of all things at Duke University, came back to York and began again to become interested in media. Now he is the principal investigator in a major study of the 1977 election in Ontario which involved a rather heavy component of media concerns, and also in the last two elections, 1979 and 1980 federal elections, has conducted rather exhaustive studies on the role of media in those as well.

So without going further into professor Fletcher's qualifications, I will simply turn the proceedings over to him.

Mr. Fred Fletcher: Thank you very much Colin. I must say that, given my interest in the media, I was very pleased to be invited to serve as moderator for this session which promises, I

[*Translation*]

Before bidding you goodnight and inviting you to join us again tomorrow, I would like to remind you that coffee and brioches will be served in this room tomorrow morning from 8:45 a.m. on. Then, at 9:15 sharp—the symposium organizers asked me to specify 9:15 sharp—we will proceed with the symposium following the schedule which you received. Good evening.

Le samedi 19 avril 1980

(Neuf heures vingt-trois minutes)

M. Campbell: Bonjour! Je crois que le but de notre rencontre est déjà en train de se réaliser. J'ai été retenu jusqu'à trois heures ce matin pour discuter, d'une façon générale, d'affaires parlementaires avec deux des plus éminents membres de notre groupe, et j'ai pensé que nous n'étions pas les seuls à nous intéresser à quelques-unes des questions les plus importantes concernant le Parlement. En fait, ce matin, j'étais si préoccupé par les propos que nous avions tenus la veille que, lorsque mon grand ami Fred Fletcher m'a appelé pour me réveiller, j'ai tout simplement dit: «Bonjour! Merci.» et j'ai raccroché.

Alors, je puis comprendre votre état d'esprit ce matin et je vous remercie, chacun de vous, d'être venu. J'espère qu'il y aura des échanges très sérieux aujourd'hui.

Pour la séance de ce matin, M. Fred Fletcher, de l'Université York, fera fonction de coordonnateur. A mon avis, Fred est probablement la plus grande autorité en matière de politique et de media. Vous vous souvenez probablement de lui à la chaîne anglaise de Radio-Canada. Vous vous souviendrez du professeur que l'on invitait chaque dimanche soir durant les élections pour nous dire comment interpréter les résultats. Mais l'expérience de Fred avec les media remonte à bien plus long que cela.

Il a fait carrière comme journaliste aux deux journaux de Vancouver, je crois, ce qui fait qu'il est très difficile, par exemple, de savoir s'il nous parle du *Sun* ou du *Province* lorsqu'il nous raconte une anecdote de cette époque.

Ensuite, Fred a fréquenté l'Université Duke aux États-Unis où il a rédigé une dissertation sur le Nigeria, aussi curieux que cela puisse paraître, puis il est revenu à l'Université York pour s'intéresser de nouveau aux media. Il est maintenant enquêteur principal pour une importante étude sur les élections ontariennes de 1977, au cours desquelles l'intervention des media a été plutôt marquée. Lors des deux dernières élections fédérales, en 1979 et 1980, il a effectué aussi des études assez approfondies sur le rôle des media.

Maintenant, sans plus tarder, je cède la parole à M. Fletcher.

M. Fred Fletcher: Merci beaucoup Colin. Je dois dire que, étant donné l'intérêt que je porte aux media, je suis très heureux d'avoir été invité comme animateur de cette séance

[*Texte*]

think, to be very interesting. When I first learned that I was going to serve in this capacity, I thought that perhaps because I have been so long out of journalism and had never been a parliamentarian that my functions might be to serve as a kind of referee, preventing outbreaks of both undue conflict and undue cooperation between the journalistic and political estates, but on looking over the tight schedule for this morning's session, I perceived that my role might well be better defined as expeditor, if I try to keep things moving along at a good pace. And so, with that in mind, and considering the excellent speech setting out our theme that we heard last night from the President of the National Assembly, I have, with the usual academic reluctance, decided to discard my fifty minute lecture which I had entitled: "Fear and loathing in the Parliamentary restaurant."

So having put that aside, I thought it best to go quickly into our program.

As you will see from your copy of the program, the plan is for each speaker to make a presentation of approximately twenty minutes following which there is provision for questions and comments. What I thought we might do is, rather than proceeding as a panel discussion, initially, I would introduce each speaker in turn, ask them to make their presentation and then call for questions and comments.

Our first topic is entitled "Sidelights on the Relation Between Press and Parliament" and we are very fortunate to have Mr. Richard Daignault as our speaker. A journalist for more than 35 years, Mr. Daignault has worked for a wide variety of newspapers in both English and French, including *The Gazette*, the old *Montreal Herald*, *La Presse* and *Le Soleil* as well as the Canadian Press. During his varied career, he has served several terms, if one can put it that way, in the Press Gallery of this Assembly, worked for the Canadian Press in a number of bureaux across Canada and is currently parliamentary correspondent in Ottawa for *Le Soleil*.

Over this long career, he has no doubt seen many politicians come and go and, in light of this experience, it is quite clear that few are better qualified to shed light on the relations between Press and Parliament. So, I will now call on Mr. Daignault.

M. Richard Daignault: Thank you.

Mes chers amis, pour un peu se mettre dans l'atmosphère du bon vieux temps que j'ai connu dans le temps de Duplessis, je vais vous raconter comment se déroulait une conférence de presse. La conférence de presse se tenait tous les vendredis. C'était une routine. Duplessis nous racontait . . . C'était un gars qui aimait beaucoup rire et je vais vous raconter une de ses petites histoires. Par exemple, un jour, on entre dans son bureau. Il nous raconte qu'il avait rencontré Hector Perrier. (Hector Perrier était marié; Duplessis ne l'était pas.) Il dit: Je rencontre Hector Perrier au bras d'une très jolie femme. «Dis donc Hector, de la manière que tu marches sur la rue, on dirait que tu es marié». Duplessis était avec sa blonde. Hector dit: «Puis toi, on dirait que t'es marié de la manière que tu fonctionnes». C'est le genre d'humour qu'on avait. Duplessis nous racontait des incidents du genre continuellement.

[*Traduction*]

qui s'annonce, à mon avis, très intéressante. Quand j'ai appris que j'allais agir à ce titre, j'ai cru, étant donné ma longue absence du milieu journalistique et mon inexpérience totale chez les parlementaires, que je devrais faire fonction d'arbitre, pour empêcher qu'il y ait des conflits indus ou une trop grande collaboration entre les journalistes et les politiciens, mais en regardant l'ordre du jour bien rempli de la séance de ce matin, je pense que je devrais m'efforcer de faire avancer les choses le plus rapidement possible. Ceci dit, et compte tenu de l'excellent discours sur le thème de notre colloque prononcé hier soir par le Président de l'Assemblée nationale, j'ai décidé, non sans regret, de ne pas prendre les cinquante minutes qui m'étaient allouées pour présenter mon discours qui devait porter sur les propos angoissants tenus au Restaurant du Parlement.

Alors, passons tout de suite à notre programme.

Comme vous le constaterez d'après le programme, chaque orateur devrait prendre la parole pendant environ 20 minutes puis répondre aux questions et aux commentaires des participants. J'avais songé qu'au lieu de procéder à une réunion-débat, je pourrais demander aux orateurs, après vous les avoir présentés, de faire leur exposé puis de répondre aux questions ou commentaires des participants.

Le premier sujet de discussion, «Aperçu des relations entre la presse et le Parlement», nous sera présenté par M. Richard Daignault que nous sommes très heureux d'accueillir. Journaliste pendant plus de 35 ans, M. Daignault a travaillé pour un bon nombre de journaux anglais et français, dont *The Gazette*, l'ancien *Montreal Herald*, *La Presse* et *Le Soleil*, ainsi que pour la Presse canadienne. Pendant sa carrière, il a été membre à plusieurs reprises de la Tribune de la presse de cette assemblée et a travaillé pour la Presse canadienne dans un certain nombre de bureaux à travers le Canada: il est actuellement correspondant parlementaire du *Soleil* à Ottawa.

Pendant sa longue carrière, il a sans aucun doute eu l'occasion de voir évoluer plusieurs hommes politiques et en raison de son expérience, il est plus que quiconque en mesure de nous parler des relations qui existent entre la presse et le Parlement. Je lui cède donc la parole.

Mr. Richard Daignault: Merci.

My dear friends, to recapture a little the atmosphere of the good old days which I lived in Duplessis' time, I would like to explain to you how a press conference took place at that time. Press conferences were routinely held every Friday. Duplessis used to tell us stories. He was a man who liked to laugh a lot. And I would like to tell you one of his little stories. One day, we entered his office. He told us that he had met Hector Perrier. (Hector Perrier was married; Duplessis was not.) He said: I met Hector Perrier accompanied by a very lovely woman. I said: "Tell me Hector, from the way you walk down the street, one would think you were married." Duplessis was with his girlfriend. Hector said: "And you, one would say that you were married from the way you operate." This was our brand of humour. Duplessis was always telling us this kind of story.

[*Text*]

Je vais tenter de vous exposer brièvement la thèse que le rôle des journalistes a changé énormément. Anciennement, la presse écrite était une nécessité pour les parlementaires: il n'y avait pas de télévision et pas de Journal des débats, mais la situation a radicalement changé aujourd'hui, parce que les gouvernements ont accaparé, pour ainsi dire, une grande partie du rôle de l'information, par le truchement de la technologie moderne. C'est un peu cela que je vais essayer de développer en y apportant certaines conclusions.

Mais pour étayer la question, je dois vous dire que, lorsque je suis arrivé à Québec, en 1947, à la Tribune des courriéristes parlementaires, le rôle des journalistes était relativement simple. Il s'agissait d'écouter tout ce qui se disait à l'Assemblée législative, de prendre autant de notes que possible et de résumer chacune des interventions aussi fidèlement que possible.

Évidemment, certains politiciens disent que le rôle des journalistes aujourd'hui est encore beaucoup plus simple parce que ces derniers ne se donnent même plus la peine d'écouter ce que les politiciens disent. Ils écrivent à peu près n'importe quoi, ce qui leur passe par la tête, ce qui n'est d'ailleurs pas toujours faux.

Or, il n'y avait pas de Journal des débats et, il n'y avait pas de télévision. Il fallait donc absolument lire les journaux pour connaître ce qui se passait dans la vie politique. On n'en sortait pas.

Les journaux, à l'époque, publiaient, chaque jour de session, un Journal des débats, une espèce de résumé des Débats actuels, un texte qui avait la même apparence.

Tous les journaux quotidiens publiaient ces textes sur plusieurs colonnes. Parfois, il fallait des pages grand format, vous savez, pas seulement une demi-colonne, mais, parfois deux ou trois pages . . .

Évidemment, les nouvelles se ressemblaient d'un journal à l'autre, parce que la couverture de l'Assemblée législative se faisait à tour de rôle. Les journalistes formaient un «pool» pour toute cette copie—un seul journaliste n'aurait pu prendre toutes ces notes—et ils échangeaient cette information. L'originalité de chaque journaliste se traduisait par le choix du premier paragraphe, la présentation du texte, etc.

Ce qui importait, c'était que tous les journalistes rapportent consciencieusement ce que chaque député disait. Il fallait que chaque député ait son paragraphe, peu importe si ce qu'il avait dit était insignifiant à l'époque, ce n'était pas le supposé critère «nouvelle», qui jouait, comme maintenant. Il fallait que chaque homme politique ait sa place. Il pouvait être un parfait «nono», mais s'il se levait et disait quelque chose, il avait son paragraphe. C'était sacré. C'est ainsi que cela fonctionnait, un peu comme pour les Débats.

Évidemment, pour le parlementaire, le journaliste était un personnage-clé. Sans lui, l'homme politique se voyait coupé de tout. Par conséquent, les journalistes, avait à l'époque, des relations très étroites avec les hommes politiques. Les journalistes d'aujourd'hui ne peuvent pas s'imaginer ce que c'était, parce que la vie journalistique a tellement changé et les besoins des parlementaires ont tellement évolué qu'il est

[*Translation*]

I would like to outline briefly the thesis that the role of journalists has changed enormously. The written press was formerly a necessity for parliamentarians. There was no television and no Hansard. However, the situation has changed radically today because governments have captured, so to speak, a large share of the role of information through modern technology. I will try to develop the subject in this manner and make some conclusions.

To support my statement, I must tell you that when I arrived in Quebec City, in 1947, to work in the parliamentary press gallery, the role of journalists was relatively simple. It involved listening to everything that was said in the National Assembly, taking as many notes as possible and summarizing as faithfully as possible each statement.

Of course, some politicians claim that the role of journalists is even simpler today because they don't even bother to listen to what politicians are saying. They write just about anything that comes to mind, which is not always unfounded.

Back then, there was no Hansard and no television. Therefore, we absolutely had to read the newspapers to find out what was happening on the political scene. There was no getting around it.

At the time, newspapers published a journal of debates for each sitting day. It was a kind of summary of the today's debates that looked about the same.

All of the daily newspapers published these texts in several columns. Sometimes the journals took up not half a column, others two or three pages . . .

Obviously, the stories resembled one another from one newspaper to the next since the journalists took turns covering the National Assembly and formed a pool. There was no way that one reporter could have taken down all those notes. Journalists exchanged information and the originality of each journalist showed through in the choice of the first paragraph, the presentation of the next, etc.

The important thing was that all journalists conscientiously reported the statements of each Member. Each Member had to have a paragraph written about him, even if what he said was insignificant. "Newsworthiness" was not a criterion in those days. Each politician had to have his place. He could be a perfect «numskull», but if he rose and said something, it was reported. It was sacred. That was how things worked, somewhat like the Hansard.

Naturally, the journalist was a key person for the parliamentarian. Without him, the politician would have been cut off. Consequently, relations between journalists and politicians were very close at the time. Journalists today cannot imagine what it was like because the life of a reporter has changed so much and the needs of parliamentarians have evolved to such an extent that it is impossible for a young reporter today to see

[*Texte*]

impossible à un jeune de voir aujourd'hui comment les choses se passaient. C'est une simple observation de ma part. Elle n'est peut-être pas exacte, mais cela me frappe.

Certains journalistes de ma génération, une bonne partie tout au moins, ont fait de l'argent grâce à leurs relations avec les politiciens. C'est connu, on arrondissait les fins de mois en se faisant donner des montants d'argent.

Mais durant cette période assez extraordinaire, d'autres journalistes qui ont à peu près mon âge, se sont découvert de grandes ambitions politiques et on les retrouve aujourd'hui à Ottawa et à Québec.

A mon avis, cela vient du fait que le journaliste était obligé, pour gagner sa vie—c'était littéralement une nécessité—de prendre connaissance, de l'intérieur, de tout l'appareil gouvernemental. Il était obligé de lire tous les textes de loi et, d'ailleurs, les journaux du temps reproduisaient souvent à peu près tous les résumés des textes de loi. Et souvent, dans le cas de lois importantes, on publiait la loi presque au complet. Je me rappelle que cela s'est produit un certain nombre de fois.

Je ne veux pas trop déformer les faits, mais forcément ce que je vous dis l'est un peu parce que j'essaie de présenter la situation noir sur blanc. Je ne veux pas vous donner l'impression que cette presse, qui était docile, en ce sens qu'elle transmettait ce qui se passait un peu comme la télévision—une sorte d'esclave—le fait aujourd'hui. Je ne veux pas vous laisser l'impression qu'il n'y avait pas de presse combative, de presse partisane. On est porté à l'oublier aujourd'hui parce que, à mon avis, cette presse qui était peut-être la partie la plus belle de la messe de l'époque, est disparue, elle est morte. Je sais aujourd'hui que nous ne lirons jamais des nouvelles, des papiers fantaisistes comme ceux qu'un Edmond Chassé écrivait dans le journal le Canada. C'est inoubliable. Ce sont des fantaisies, si vous voulez, du genre d'Allan Fotheringham, mais d'un style assez différent, pour un tas de raisons. Je mentionne ce nom-là pour vous faire voir un peu le style de chroniques qu'on écrivait dans le temps.

Il y avait une abondance de journaux partisans. Je pense que le Président de l'Assemblée nationale vous a parlé hier des différents journaux qui existaient. Les journaux partisans s'identifiaient. Il n'y avait donc pas d'ambiguïté. Si c'était, un journal partisan, ce journal-là ne prétendait pas être un journal objectif. Les journaux s'identifiaient comme l'organe de l'Union Nationale ou l'organe du Parti libéral. C'était très clair.

Le rôle du *Devoir*, je n'en parlerai pas tellement longtemps parce que vous connaissez le journal, mais il a été très important. *Le Devoir* était, à mon avis, un journal assez extraordinaire. Il l'a été pendant bien des années. Je le trouve un peu changé aujourd'hui mais, vous savez, cela a été un journal combiné pour ainsi dire. Le genre Journal des débats. Je me rappele de Louis Robillard qui faisait les textes, des textes incroyables, merveilleux, où il racontait ce qui se passait à la Chambre. Il prenait la copie que tout le monde s'échangeait, mais il y ajoutait toujours quelques touches personnelles, des descriptions, etc. Il passait des heures et des heures à décrire ce qui se passait à l'Assemblée nationale. Mais *Le Devoir*, tout

[*Traduction*]

how things were. This is a simple observation on my part. Perhaps it is not accurate, although that is the way it strikes me.

It is a known fact that certain journalists of my generation—at least a good many of them—made money thanks to their relationships with politicians. This is a well-known fact. As the end of each month, journalists sought handouts to make ends meet.

However, during this rather extraordinary period, other journalists of around my age discovered that they had great political ambitions and these people can today be seen in Ottawa and Quebec City.

In my opinion, the reason for this was that, in order to earn a living, the journalist literally had to learn everything there was to know about government from the inside. He had to read all of the bills. At the time, newspapers often summarized almost all of the bills. Often, in the case of important bills, the complete text was published. I remember this happening on a number of occasions.

I do not want to distort the facts too much. By force, what I am saying is distorted slightly because I am trying to present the situation as black and white. I do not want to give you the impression that the press, which was docile in the sense that it reported the facts a little like television, like a slave, is like that today. I do not want to leave you with the impression that there was no fighting, partisan press. We have a tendency to forget this today because in my opinion, this aspect of the press, which was perhaps its best aspect at the time, is dead and gone. I know that we will never again read fanciful stories and articles such as those written by Edmond Chassé for *Le Canada*. They were unforgettable. They were fantasies, if you like, à la Allan Fotheringham, but written in a rather different style, for many reasons. I mention this name to give you some idea of the style of the stories back then.

There were many partisan newspapers. I think that the President of the National Assembly spoke yesterday about the different newspapers which existed at the time. The partisan newspapers showed their political colours. There was no ambiguity. If the newspaper was partisan, it did not pretend to be objective. It either identified with the *Union Nationale* or with the Liberal Party. It was all very clear.

The newspaper *Le Devoir* played a very important role, but I will not speak about it at any great length since you all know the paper. In my opinion, *Le Devoir* was a rather extraordinary newspaper. It was so for a great many years. I find that it has changed somewhat today, but you know, it was, so to speak, a combined newspaper, somewhat like the journal of debates. I remember Louis Robillard who wrote incredible and wonderful stories about the events in the Assembly. He took the copy which was being passed around among reporters, but always added a few personal touches, descriptions, etc. He would spend hours on end describing the events in the National Assembly. However, *Le Devoir*, while it accomplished the

[*Text*]

en faisant le même travail que la grande presse, avait évidemment des éditorialistes incroyables, des gens qui ont influencé et préparé la révolution tranquille et qui ont eu une influence majeure sur l'évolution du Québec.

Aujourd'hui, et c'est là que j'en viens aux contrastes, les parlementaires ou les machines gouvernementales . . . Je parle des parlementaires parce que, mon Dieu, ce sont eux qui votent les sommes qui paient ces choses-là, ils contrôlent une bonne partie de l'information de masse.

La diffusion des débats par la télévision, l'intervention des gouvernements à la télévision et à la radio se fait de plus en plus fréquente. La publication des Débats n'est pas non plus une mince affaire. Or, la diffusion d'une foule de documents d'information par le gouvernement a modifié radicalement la place des journalistes dans le processus d'information. Je crois qu'il est nécessaire de le dire. Il y aura peut-être avant longtemps des hommes politiques qui se demanderont: Avons-nous vraiment besoin de journalistes? C'est une question qui n'aurait pu être posée quand j'ai commencé, à 26 ans. Une chose est certaine, les journalistes ne sont plus nécessaires dans le sens où ils l'étaient quand j'ai débuté dans le journalisme. En un sens, je crois que c'est le cas, une partie importante de notre travail, comme pour bien d'autres travailleurs, d'ailleurs, a été happée par la gigantesque machine technologique moderne. Si on veut cerner vraiment la question, qu'est-ce qu'il leur reste? Sinon cette possibilité, qui est un acte, à mon avis, très civilisé, d'esquisser ou de tenter d'esquisser une fois par jour, une synthèse intelligible de la vie politique. En cela, ils entrent en compétition avec les gouvernements modernes dont les chefs tentent de faire ces synthèses eux-mêmes, avec beaucoup d'habileté, d'ailleurs.

Mais, comme je le disais, le journaliste ne vit plus dans un contexte «d'indispensabilité». Il n'est plus aussi intimement lié à l'intérieur de la machine gouvernementale. Sa transition d'un poste d'observation *intra muros* à un poste d'observation *extra muros* le porte aujourd'hui à se prêter de plus en plus à l'observation et à l'analyse des récriminations et des problèmes des administrés. C'est ce qui fait, comme tous ceux qui font un peu de politique le savent, que les journalistes sont perçus par les hommes politiques comme des adversaires farouches, même les journalistes qui travaillent dans la grande presse soi-disant objective, parce qu'en raison de la transition, leur place, la place d'où ils observent, le bout de la loupe, a changé.

A mon avis, il faut en chercher la raison dans l'évolution. Il y a toutes sortes de tendances vers une espèce d'évolution de l'information, vers ce que j'appellerais la «mentalité Pravda,» la vérité. Le mot *Pravda,* nom d'un journal russe, veut dire la vérité, une vérité. Or, à mon avis, les journalistes doivent veiller à faire entendre d'autres vérités parce qu'il n'y a pas qu'une vérité dans la société. Je pense que l'expérience nous a tous enseigné cela. Pour ma part, je souhaite—je ne sais pas si cela sera possible—, mais je souhaite certainement que les journalistes ou que les organes d'information libres mettent plus d'énergie qu'ils ne le font actuellement à cerner la vie gouvernementale et celle des parlementaires.

Je vous remercie.

[*Translation*]

same «purpose» as the press at large, obviously had incredible editorial writers, people who influenced and planned the Quiet Revolution and who had a major influence on Quebec's evolution.

Today, and this is where the difference comes in, parliamentarians or government machines . . . I speak of parliamentarians because, my God, they vote the sums which pay for those things, they control a good part of mass information.

The televising of debates and the use by governments of television and radio are an increasingly frequent occurrence. The publication of the Hansard is not without importance either. The distribution of a slew of information documents by the government has radically altered the role of journalists in the information process. I believe this must be said. Perhaps some politicians will be asking themselves before long: Do we really need journalists? This question could not have been asked when I took up the trade at 26 years of age. One thing is certain: journalists are not needed the way they were back then. In a sense, I think that a significant part of our work, as in the case of many other workers, has been taken over by the gigantic modern technology machine. In fact, what do they have left to do? In my opinion, they have the opportunity to perform once a day the civilized act of making an intelligent synthesis of political life. In doing so, they compete with modern governments, the leaders of which attempt to make these themselves and moreover, with much skill.

But, as I said, the journalist is no longer "indispensable". He is no longer as intimately linked to the inner workings of the government machine. His transition from an internal to an external observer has led him to increasingly observe and analyse the recriminations and problems of the people. This is why, as those who dabble in politics know, journalists are perceived by politicians as fierce adversaries, even those journalists working for the so-called objective press, because in view of the transition, their role and their position as observers have changed.

In my opinion, evolution lies at the root of this situation. There are all sorts of trends towards a kind of evolution in the field of information, toward what I call the "Pravda mentality", or the truth. The word *Pravda,* which is also the name of a Russian newspaper, means truth, one kind of truth. Personally, I feel that newspapermen should make other truths heard since there is not one single truth that applies to society. I think that experience has taught us all that. I hope—I do not know whether it will be possible but I certainly hope—that newspapermen or the free media will exert more energy than is actually the case in grasping the facts of government and parliamentarians.

I thank you very much.

[*Texte*]

Mr. Fletcher: Thank you very much for the excellent overview of the evolution of this relationship between politicians or parliamentarians and the press. I think it would be suitable to pause for questions or comments at this point. I think that the best procedure, for those who wish to make a comment or to ask a question, would be to proceed to a microphone and identify himself or herself.

Mr. Michael B. Kirby: Michael Kirby from Ottawa. May I play devil's advocate and ask one question? When you talked about your conclusion, you did not talk about the general criticism that is made by politicians and certain publics on the absolute need for the journalist to be sure of his facts, in the modern deadline, and the problem that it poses for the practitioner—the news reporter. Can you comment on that area?

Mr. Daignault: Naturally, I take for granted that we do want to check the facts. This is the sort of thing you learn when you are a cub reporter, but tend sometimes to forget. I think you are raising an interesting point.

A lot of newspaper work is a fairly, should I say, fragile operation in a sense that it is done in good faith. But very often governing people are not too helpful about giving out information. Naturally, the only safeguard I try to use—and I do not say I have not been guilty, I have often made mistakes on facts—the one safeguard that, personally, should be applied in any situation where factual information is very important—not opinion but facts—is to identify the sources. Generally speaking, unless for an awfully good reason, I hate, not to mention who asserted that this was fact, but on a complicated matter, the newspaper man cannot check every detail. Just take the F-18A. It is a technological wonder or monster, whatever you want to call it, and I do not know anything about jet planes. Nothing. That is the position, the glory and the horror of a newspaper man, but you have to take somebody's word, which, in my opinion, is one of the most horrible things. I do not like it and never did.

It is for a newspaperman to go out on somebody's say so, which he does not identify at all, and just flies off. You have no idea who said it but it is signed by some guy who says so and you know that he got the information somewhere, that he did not make it up.

Certainly this is one of the weaknesses. People want to get information, so they say: Somebody is saying this, this person is respectable . . . This person may perhaps be a bureaucrat or something like that and he has the right to speak but, on the other hand, he does not want to be hurt. The politician has to face the music, whereas the bureaucrat often hides behind a newspaper man.

I do not go along with that kind of thing but I know it is done a great deal. In my opinion it is very dangerous. But in all honesty, I admit that, occasionally, a newspaper man has to do it. Mind you there has to be a damn good reason.

[*Traduction*]

M. Fletcher: Je vous remercie beaucoup de cet excellent exposé sur l'évolution des rapports entre les hommes politiques ou les parlementaires et la presse. Je crois qu'il conviendrait maintenant de faire une pause pour passer à l'étape des questions ou des observations. La meilleure façon de procéder, pour ceux qui aimeraient faire des observations ou poser des questions, serait qu'ils se présentent au microphone et commencent par donner leur nom.

M. Michael B. Kirby: Michael Kirby, Ottawa. J'aimerais me faire l'avocat du diable et poser une question. Lorsque vous avez parlé de votre conclusion, vous n'avez pas mentionné la critique générale que font les hommes politiques et certains membres du public quant à l'obligation qu'ont les journalistes de vérifier leurs sources, compte tenu des délais modernes, et les problèmes que cela pose en principe aux reporters. Quels sont vos commentaires à cet égard?

M. Daignault: Évidemment, je tiens pour acquis que la vérification des faits est un élément fort souhaitable, et c'est ce que nous apprenons en nous lançant dans cette profession, mais il arrive que nous l'oublions. Vous soulevez une question intéressante.

Une grande partie du travail de journaliste est assez fragile, disons, en ce sens que le journaliste fait son travail de bonne foi. Mais il arrive souvent que les dirigeants soient assez radins pour ce qui est de fournir des renseignements. Naturellement, la seule règle que j'applique, et je ne dis pas que je n'ai jamais péché, car je me suis souvent trompé sur les faits, la seule garantie que j'essaie d'appliquer à une situation où les faits sont importants, l'opinion mais non les faits, c'est de préciser la source. Règle générale, j'ai horreur, à moins qu'il y ait une bonne raison pour ne pas le faire, de ne pas mentionner le nom de la personne qui m'a communiqué le fait, car le journaliste ne peut vérifier tous les faits liés à une situation complexe. A ce propos, prenons le cas du chasseur F-18A. C'est un miracle ou un monstre de la technologie, selon votre point de vue. Or, j'ignore tout des avions à réaction. Je n'y connais rien. C'est la nature, la gloire et l'horreur inhérentes au travail du journaliste, mais vous devez accepter ce que les autres vous disent. C'est vraiment terrible, ça ne me plaît pas et je ne m'y habituerai jamais.

C'est au journaliste de vérifier les dires d'une personne qu'il ne connaît ni d'Ève, ni d'Adam, mais qui prétend savoir et le journaliste sait que cette personne a pris ce renseignement quelque part, qu'elle ne l'a pas inventé.

C'est bien là une des faiblesses; les gens veulent des renseignements et ils se disent: quelqu'un dit ceci, cette personne est respectable, c'est peut-être un fonctionnaire et son idée mérite d'être entendue mais, par contre, cette source ne veut pas s'impliquer. Le politicien doit faire face à la musique, tandis que le bureaucrate se cache souvent derrière le journaliste.

Je ne suis pas d'accord avec ce genre de pratique; je sais qu'on y a souvent recours. A mon avis, c'est très dangereux. J'admets toutefois qu'à l'occasion, un journaliste doit le faire, mais il doit être passablement bien justifié de le faire.

[*Text*]

M. Michel Héroux: Michel Héroux, de Québec. M. Daignault, il y a deux choses qui me frappent dans votre exposé. La première, c'est que, quand vous avez commencé à travailler dans ce métier, moi, j'avais trois ans. La deuxième, c'est que vous n'avez pas dit un mot du développement de ce qu'on appelle, pudiquement, les machines à informer. Je présume qu'à Ottawa autant qu'à Québec, quand vous avez commencé à exercer votre métier, ce qu'on appelle "l'appareillage d'information de l'État" n'était pas ce qu'il est aujourd'hui. Seulement au gouvernement du Québec, il y a environ 800 agents d'information et techniciens en information, sans parler des attachés politiques des ministres. A Ottawa, on m'a tiré un chiffre, récemment, d'environ 1500 ou 1600 fonctionnaires qui travaillent à, appelons ça, l'information gouvernementale.

Il est évident que, il y a 35 ans, ce n'était pas la même situation. Comment, en tant que journaliste, avez-vous pu vivre cette transformation de l'appareil d'État qui, finalement, est une des causes qui contribuent—pour certains en tout cas—à noyer beaucoup de poissons sous l'amoncellement de papier?

M. Daignault: Disons que, je sais qu'il y a des confrères qui ne seront pas d'accord avec moi—il y en a même beaucoup qui ne le sont pas—personnellement, je n'ai jamais eu d'objection à ce que le gouvernement fasse de l'information. Nous vivons dans une société extrêmement complexe.

J'ai connu le monde politique, avant que les gouvernements ne se donnent les outils pour communiquer l'information—quand je parle d'information, je parle d'opinions et de faits—à la population.

A mon avis, le gouvernement et les hommes politiques, dans le fond, ont rempli un vacuum. La presse privée pouvait difficilement suivre. A mesure que les gouvernements sont entrés dans de nouvelles sphères d'activités, parce que le gouvernement, vous savez . . . imaginez: en 1947, je pense que le budget de la province de Québec était d'environ $100,000,000—des sphères d'activités sociales qui étaient jadis du secteur privé. Le besoin d'information a donc crû d'une façon absolument spectaculaire et on le voyait bien. Je l'ai vu, à l'époque . . . Au Québec, le changement a été dramatique parce que Duplessis menait le gouvernement sur le bout d'un paquet de cigarettes, pour ainsi dire, et il savait tout, tout, tout: il n'y a rien qu'il ne savait pas. Un homme pouvait encore savoir à cette époque! Cela est difficile à croire parce que je sais qu'ailleurs, dans d'autres provinces—pas toutes, mais dans certaines provinces—aux État-Unis et ailleurs, évidemment, les gouvernements avaient déjà à jouer des rôles incroyables, mais, au Québec, on est passé du jour au lendemain dans une société où ça prend des centaines de fonctionnaires.

En 1960, les fonctionnaires arrivaient donc à Québec par centaines d'Ottawa, de partout. Ils venaient pour préparer le ministère de l'Éducation, l'assurance-hospitalisation enfin tous les programmes gouvernementaux, c'était incroyable. Michel Bélanger, qui était à Ottawa, est rentré à Québec pour préparer la nationalisation de *Shawinigan Water & Power*. C'était un immense bordel à Québec en 1960.

Moi-même, j'ai subi un choc, je dirais, assez considérable à l'époque. Je travaillais en anglais à ce moment-là, pour une agence de presse, la Presse canadienne. Quand j'écrivais sur ce

[*Translation*]

Mr. Michel Héroux: Michel Héroux, Quebec City. Mr. Daignault, two of your statements strike me. The first one is that when you started in this profession I was three years old. The second is that you did not mention the expansion of what is delicately called the «information machine». I suppose that when you started in this profession the state information mechanisms in Ottawa and Quebec were different from what they are now. In the provincial government of Quebec alone, there are about 800 information officers and technicians, not to mention the political assistants to the ministers. Lately, somebody quoted me the number of about 1,500 or 1,600 federal civil servants who are working for the government information services.

Of course, 35 years ago, the situation was not the same. As a newsman, how did you perceive that change of the state mechanisms which, according to some people, tend to discourage the truth-seeker?

Mr. Daignault: I would say—I know that a lot of colleagues will disagree—that personally I never had any objections that the government gives information as we live in an extremely complex society.

I have lived in the political world before governments gave themselves the tools to import information and when I talk about information, I mean opinions made known to the public.

In my opinion, the government and politicians have filled a gap. The private press could hardly keep up, as the governments were getting into new activities. In 1947, I think that the province of Quebec's budget was about $100,000,000 and now the government has taken on new activities, such as the social sector which was private before. Thus, the information needs have grown considerably. I lived through that . . . In Quebec, the change has been dramatic because, in 1947, we had Duplessis who was leading everything and who also knew absolutely everything. It was still possible at that time to know everything! It's hard to believe because I know that in other places, in other provinces, not all of them but some, in the United States and in other countries, the governments were already playing incredibly big roles, but in Quebec, we have suddenly been awakened in a society whose administration needs hundreds of civil servants.

In 1960, hundreds of civil servants from Ottawa and everywhere came to Quebec City. They came to expand the Department of Education, to put up the health insurance plan and all the government programs, it was unbelievable. Michel Bélanger, who was in Ottawa, came back to Quebec City to prepare the nationalization of the Shawinigan Water & Power Co. There was real anarchy in Quebec at that time.

I was shocked at that time. I was then working in English for the Canadian Press. When I would write an article, the people in Toronto were always creating problems, asking me

[*Texte*]

qui se passait, j'avais toujours de grands problèmes avec mon bureau à Toronto qui ne comprenait pas exactement et posait mille questions sur chaque paragraphe que j'écrivais. Finalement, j'ai quitté et je suis allé à La Presse où j'ai pu écrire à ma guise.

Je pense que le gouvernement a définitivement sa place. Je prétends que les parlementaires doivent veiller à ne pas tomber—les fonctionnaires aussi, je l'espère—dans des situations épouvantables où il n'y a qu'une personne qui a raison, une bonne idée seulement et ainsi suite. Cela, c'est de la folie furieuse; c'est le Moyen-Age et le Moyen-Age, ce n'est pas drôle. C'est cela qui est le danger et je trouve que dans la presse privée, les individus doivent veiller . . . c'est leur rôle—et je pense que les parlementaires doivent être conscients de ce problème parce que la puissance de la machine d'information gouvernementale existe à mon avis, et elle représente un danger.

Mme Renaude Lapointe: Richard, vous n'avez pas beaucoup parlé du phénomène des «scoops» parce qu'autrefois, si un journaliste était bon, il fallait qu'il apporte des «scoops»; maintenant, il n'y en a presque pas. L'autre jour, Pelletier en a fait un à Washington et il a été considéré comme un as, une étoile; autrefois, des «scoops», il y en avait souvent, alors que maintenant il n'y en a presque pas. De quoi cela dépend-il?

M. Daignault: Aujourd'hui, les journalistes font des commentaires, pour la plupart. C'est parce que les journalistes étaient très près qu'ils avaient des «scoops». Quand je travaillais ici, du temps de Duplessis, j'étais très près des fonctionnaires, des ministres, je savais toujours ce qui se passait. Le «scoop», c'était une chose qui existait dans le temps, on apprenait des choses, les journalistes étaient en concurrence. Aujourd'hui, je pense que, règle générale, la masse de l'information quotidienne, officielle . . . Je l'ai décrit tantôt, ce phénomène de l'information officielle transmise représente un flot quotidien énorme. Le rôle du journaliste est changé, il est *extra muros*, il regarde ce qui se passe, un peu comme le manifestant à l'extérieur. Il a des contacts—je ne dis pas qu'il n'en a pas—mais la vie politique est devenue très complexe et il est devenu beaucoup plus contestataire, à mon avis, parce qu'il n'est plus à l'intérieur même. Je parle des journalistes de la grande presse, et non pas des journaux partisans et de ces choses-là, c'est une autre histoire, car il n'y en a presque plus. C'est cela, le phénomène. Les «scoops» existent encore, il ne faut pas dire que cela n'existe pas, mais vous dites que c'est moins fréquent, et c'est vrai.

Mr. Fletcher: I hate to end this useful discussion, but, as I said before, the schedule is fairly tight, I hope we will have some comments from Mr. Daignault later. Speaking of scoops, it seems appropriate to turn to what has been described as a discussion of the joys and sorrows of parliamentary correspondent. Our first speaker on this subject will be Geoffrey Stevens. You may be interested to know that, like many journalists and not a few Academics, Mr. Stevens began his carrier as the editor of the student newspaper, in this case, *The Gazette of the University of Western Ontario*. What I would call a specious beginning since the student newspaper was one of the best in English Canada. He has worked mainly for the

[*Traduction*]

thousands of questions for each paragraph I would write. Eventually, I left the Canadian Press and went to *La Presse*, where I could write what I wanted.

I think that definitely, the government has a role to play. I even claim that the politician—but not only the politician, the civil servant also, must not let himself get into a bad situation where only one person is right, where only one idea is good and so on and so forth. That would be raving madness, that would be going back to the Middle age, and the Middle age was not a good time. That's where the risk is and I think that in the private press, the individual must be vigilant—as they have to be—and I think that the politician must be aware of that problem because the state information machine is very powerful, and it can be dangerous.

Mrs. Renaude Lapointe: Richard, you didn't talk much about the scoops. There was a time when if a newsman wanted to be good he had to find scoops; now it's not the case anymore. The other day, Mr. Pelletier had one in Washington and he has been considered, since then, as an ace, a star; before, scoops were abundant, whereas now they are very rare. Why is it so?

Mr. Daignault: Nowadays, most journalists make analysis. Newsmen had scoops before, because they were insiders. When I was working here, under Duplessis, I was very close to civil servants, ministers, I always knew what was going on. Scoops were something real at that time and newsmen were competing with each other. Now I think that as a rule, the daily official information, as I described it before, is an enormous flow. The journalist's role has changed because the newsman is now an outsider. Sure, the journalist has contacts, but the political life has become very complex and a journalist is now much more of a debator because he is no longer an insider. I am talking about the journalist that belongs to the Press with a capital P, not of the partisan press, that is a different story, almost extinct now. That is what has happened. Scoops still exist but, as you say, it is true that they are not as frequent as they were before.

M. Fletcher: Je regrette de devoir mettre fin à cette discussion mais, comme je l'ai dit auparavant, notre horaire est assez serré. J'espère que nous pourrons entendre M. Daignault plus tard. En parlant des «scoops», il serait peut-être intéressant de passer à la question des joies et misères des correspondants parlementaires. Nous entendrons tout d'abord à cet égard M. Geoffrey Stevens. Peut-être serez-vous intéressés de savoir que, comme beaucoup de journalistes et d'universitaires, M. Stevens a commencé sa carrière comme rédacteur d'un journal étudiant, *The Gazette of the University of Western Ontario*. Je qualifierais cela de début spectaculaire puisque le journal en question était un des meilleurs du Canada anglais. Il a surtout

[*Text*]

Toronto Globe & Mail, covering municipal politics before going to Ottawa and then going to the Ontario legislature as bureau chief. After a brief stand with *Time Magazine*, he returned to the *Globe & Mail* and is now Ottawa correspondent and associate editor of that newspaper.

For a variety of reasons, which I consider good ones, many observers regard him as perhaps Canada's most influential political correspondent which may be at times, a joy to him and at others, a sorrow.

Mr. Geoffrey Stevens: Thank you Fred. My only sorrow is trying to live up to that billing. I was interested and a little bit nervous at the theme for this conference. We have been invited to spend the day looking at our collective political journalistic navels, to think a bit about our roles in society and our work, what we do and why we do what we do. This makes me uncomfortable a little bit as I suspected to mix with politicians. I am uncomfortable because I think that politicians and journalists would share a number of things, but one thing that we certainly have in common is that we, among the various professions in this society, tend to be two of the least introspective. The pressure of day to day events and issues, policies, dead-lines, keep us pretty effectively from stopping back and thinking about our role, what we do and what we should be doing. So, I find this conflict is useful in that regard just to think a little bit about our trade.

I also think that the timing of the conference could not have been better. I think we have seen, in the last week or so, an increasing strain on a relationship which exists between politicians and the press. There has been a growing course of criticism which I think is building into a campaign of intimidation being waged in connection with the referendum in Quebec. We have heard Marc Lalonde's thoughts on the coverage of the press and particularly Radio-Canada, which has been given to the No committee in Quebec, and particularly unpleasant, diatribe the other night in House of Commons by André Ouellet; we had Keith Davey in interview in Toronto saying he thought it was imperative that the CBC be a force for federalism in a referendum. I notice, yesterday, Claude Ryan is in the act, calling for the creation of some sort of committee of surveillance for the press to guarantee a subjectiveness coverage of the referendum campaign. So, this is just a couple of comments that I would make on Mr. Ryan ... The great difficulty for a journalist as opposed to politicians is always objectivity. One man's objectivity tends to be another man's bias and I do not know how you reconcile the two.

I also suspect when a politician, it is my experience, starts talking about the need to monitor or control the press, it usually means two things: first, he is in trouble, and secondly, fundamentally, he is not a democrat. When I say that in connection with Mr. Ryan, I do not mean to be exclusive. I suspect that if René Lévesque feels he is losing the referendum, should that happen, we would probably hear the same

[*Translation*]

travaillé pour le *Toronto Globe & Mail*, s'occupant de politique municipale avant de venir à Ottawa, puis à l'Assemblée législative ontarienne pour occuper le poste de chef de bureau. Après avoir travaillé quelque temps pour le *Time Magazine*, il revient au *Globe & Mail* dont il est maintenant correspondant et rédacteur adjoint à Ottawa.

Pour diverses raisons, que j'estime bonnes, de nombreux observateurs le considèrent comme peut-être l'un des correspondants politiques les plus influents du Canada, ce qui peut lui procurer tantôt des joies, tantôt des peines.

M. Geoffrey Stevens: Merci Fred. Ma seule difficulté consiste à essayer d'être à la hauteur de cette réputation. Le sujet de la conférence m'intéressait, mais me rendait un peu nerveux. Nous avons été invités aujourd'hui à nous pencher sur notre univers journalistique, politique et collectif, à analyser nos rôles dans la société, notre travail, ce que nous faisons et pourquoi nous le faisons. Je me sentais un peu mal à l'aise à l'idée que je côtoierais des hommes politiques. Je suis mal à l'aise parce que je crois que les hommes politiques et les journalistes partagent un certain nombre de choses dont, entre autres, le fait que parmi les diverses professions qui existent sur cette terre, les nôtres tendent à être les moins introspectives. La pression des événements quotidiens, des problèmes, des politiques, des délais à respecter nous empêche de nous arrêter et de penser à notre rôle, à ce que nous faisons et à ce que nous devrions accomplir. Ce conflit est, à mon sens, utile puisqu'il nous permet de réfléchir un peu sur notre profession.

Je crois également que la date de la Conférence n'aurait pas pu être mieux choisie. A mon avis, nous avons assisté au cours de la dernière semaine à une accentuation de la tension qui existe entre les hommes politiques et les journalistes. Il y a eu cette tendance sans cesse grandissante à la critique ce qui, à mon avis, mène à une campagne d'intimidation lancée à propos du référendum québécois. Nous avons entendu l'opinion de Marc Lalonde sur le reportage des journalistes surtout de Radio-Canada sur le comité du Non à Québec et surtout la diatribe désagréable d'André Ouellet l'autre soir à la Chambre des communes; nous avons entendu Keith Davey dans une entrevue à Toronto, déclarer qu'il croyait impératif que la Société devienne une force du fédéralisme dans la campagne référendaire. Je remarque qu'hier Claude Ryan est entré dans l'arène en demandant la création d'un quelconque comité de surveillance de la presse afin d'assurer la subjectivité des reportages lors de la campagne référendaire. J'ai un ou deux commentaires à faire au sujet de M. Ryan ... la grande difficulté à laquelle doit toujours faire face un journaliste, contrairement aux politiciens, c'est l'objectivité. L'objectivité d'une personne tend à devenir du parti pris pour un autre; je ne sais pas comment concilier les deux.

Je crois également que lorsqu'un homme politique, et c'est mon expérience, commence à parler du besoin de contrôler la presse, cela signifie habituellement deux choses: premièrement, qu'il est en difficulté et deuxièmement qu'il n'est fondamentalement pas démocrate. Lorsque je dis cela au sujet de M. Ryan, je ne veux exclure personne. Je crois que si René Lévesque sent qu'il perd le référendum, si cela devait arriver,

[*Texte*]

words from his mouth, reported in the past, as well, of course, in Ottawa, from Pierre Trudeau.

This strain in the relationship, this attempt to intimidate, tends to occur at times when there is a vacuum and I think that there is a vacuum in the press in the country, particularly, I am afraid, in Radio-Canada. I have been quite struck at the unwillingness of the president of the CBC and the leaders of the French network of the CBC to stand up and speak out strongly on behalf of their journalists in the face of the campaign to discredit and, if possible, intimidate them.

I do not know whether that is because managers are playing politics or whether it is simply a case of cowardice. But I suspect that it is one or the other. As a journalist, I always feel that the healthiest attitude for any journalist to take in front of a politician is one of mistrust. I mistrust all of them. I like almost all of them and I mistrust all of them, especially when they are under pressure and especially when they are at a point where they are looking for scapegoats.

The topic on which I am supposed to be addressing myself at the moment are the joys and sorrows of the Parliamentary correspondent. I started thinking about that and the first thing that came into my mind was an observation made some time ago by one of the most distinguished political correspondents of the *New York Times*. What he said was: "Being a political correspondent means sitting on your haunches for hours in the corridor, waiting and waiting outside a closed door, waiting for a politician to come out the door and lie to you about what is going on inside." It is a little bit facetious but it is not a bad definition of the work that I have to do from day to day and which I suspect my colleague, Mike Duffy, finds himself having to do. The comment, I think, suggests two things about the role of the political journalist. One is that there are not that many joys in it, that the work is hard and is quite often tedious. Secondly, we know that the politician is going to lie to us. We know that they know that we know that they are going to lie to us and so on, and it goes on.

I do not really regard politicians in the press as either adversaries or accomplices. As I said, I tend to view all politicians with a certain healthy distrust. But, in the end, we share the same ends, and that end, in our society, is democracy and service to the public. Our means and our forms are different and although we serve the same ends, quite often, our varying means will produce conflict. When I was looking at the description of the explanation of the theme on this document and listening last night to the President of the National Assembly, I felt that there is a danger in regarding the press as some sort of a monolith, of looking at the press, at radio, at television, at newspaper, any press gallery, as though it is all one body which moves with one mind in one particular direction which, in my experience of fifteen years in the Parliamentary press gallery, certainly is not the case. We are a group of competing, some quite aggressive individuals, serving employers with very different interests. We tend to go our own ways at work and after work. I am probably a bad person to try to talk about the joys and sorrows of Parliamentary correspondents, for I spend very little time in the Parliamentary press gallery. In fact, the last time I was in the premises

[*Traduction*]

nous l'entendrions prononcer certaines paroles qui seraient déjà sorties de la bouche de Pierre Trudeau à Ottawa.

Cette tension dans les relations, cette tentative d'intimidation tend à apparaître à mon avis lorsqu'il y a un vide dans le monde journalistique et j'ai bien peur que ce soit surtout le cas à Radio-Canada. J'ai été très frappé de la répugnance du président de la société Radio-Canada et des dirigeants du réseau français de Radio-Canada à se lever et à prendre la défense de leurs journalistes devant la campagne visant à les discréditer et, si possible, à les intimider.

Je ne sais pas si c'est parce que les gestionnaires sont des «politicailleurs» ou s'ils sont simplement lâches. Je soupçonne toutefois qu'ils se trouvent dans l'une ou l'autre catégorie. En tant que journaliste, j'estime toujours que la meilleure attitude à prendre à l'égard d'un homme politique, c'est de se méfier. Je me méfie de chacun d'entre eux. Je les aime presque tous et je me méfie de tous surtout lorsqu'ils travaillent sous pression et qu'ils sont à la recherche de boucs-émissaires.

Je devrais être en train de parler des joies et des peines des correspondants parlementaires. J'ai commencé à y penser et la première chose qui m'est venue à l'esprit, c'est une observation que m'avait faite il y a quelque temps un des plus distingués correspondants politiques du *New York Times*. Il m'avait dit: «Être correspondant politique, cela signifie s'asseoir pendant des heures et attendre derrière une porte fermée, attendre qu'un homme politique sorte et vous mente au sujet de ce qui se passe à l'intérieur.» C'est un peu facétieux, mais ce n'est pas une mauvaise définition du travail que je dois accomplir tous les jours et que mon collègue Mike Duffy, je le soupçonne du moins, doit également abattre. Ce commentaire laisse à mon sens entrevoir deux choses au sujet du rôle du journaliste politique. Premièrement, les joies sont rares et le travail est dur et très souvent pénible. Deuxièmement, nous savons que les hommes politiques vont nous raconter des balivernes. Nous savons fort bien que nous nous mentons mutuellement et le bal continue.

Je ne considère pas vraiment les hommes politiques comme des adversaires ou des complices. Comme je l'ai dit, je tends plutôt à me méfier assez sainement des politiciens. Mais nous partageons finalement les mêmes objectifs: la démocratie et les services que nous rendons à la population. Nos moyens et nos actions sont différents et bien que nous visions les mêmes objectifs, il arrive très souvent que nous entrions en conflit. En lisant la description de l'explication du thème du présent document et en écoutant hier soir le président de l'Assemblée nationale, j'ai cru qu'il était dangereux de considérer la presse comme une sorte de monolithe, de considérer la presse, la radio, la télévision, les journaux, la tribune de la presse comme s'il s'agissait d'un seul corps muni d'un seul esprit qui se dirige dans une direction particulière ce qui, d'après mon expérience de quinze années à la tribune de la presse du Parlement, n'est certes pas le cas. Nous constituons un groupe de personnes dont certaines sont très catégoriques, qui se font concurrence et travaillent pour des employeurs ayant des intérêts très différents. Nous avons tendance à nous isoler aussi bien pendant le travail qu'après. Je suis peut-être un peu mal placé pour essayer de parler des joies et des peines des correspon-

[*Text*]

was the night of December the 13th last, when the Conservative government was defeated.

I work in Ottawa, but I try to stay away from my colleagues, partly for the exact and sole reason I am suggesting, that I think that there is a danger of, for lack of a better word, I would call "pact journalism group think", or what have you.

I am much happier when I do not know what my colleagues and competitors are doing and they do not know what I am doing. The press got a number of problems which also exist in politics. I do not think, if I can use Walter Stuart's description for his book "Shrug", I do not really think that the press is the flattering friend of politicians, nor to use the Larry Zolf's term from his book, I do not think that we are the global village idiots either. But I think that we are, like any other group, competent in some cases and incompetent in others. As with politicians, there are good journalists and there are bad journalists and the average, I suppose, I will describe as a comfortable mediocrity, a certain amount of laziness and a certain amount of hard work. I am both amused and distressed from time to time, reading newspapers, watching television, of seeing attention that is paid to the daily Question Period in the House of Commons which is theatre with very little substance, but it is easy, very easy, for a reporter at two o'clock in the afternoon to walk into the House of Commons, sit down for an hour, knowing that he is only going to be there for an hour, make a few notes, run out and file a story and get home for supper. The question period does not really tell you a great deal about what is going on in Parliament and it certainly does not address itself to much more substantive, much more difficult issues which are involved in the consideration of legislation. It does not give you very much insight at all into the important policies which Government and Parliament must deal with and more importantly with the impact that those policies are going to have down the line on the public.

The problems that I feel exist in the press, generally speaking, are problems of a lack of training and a lack of experience of so many people who are trying to report on politics and on Parliament. I was struck my very first week in the Parliamentary Press Gallery in 1965. Walter Gordon was the Minister of Finance, and he brought down his budget. After the budget speech, Walter Gordon met the press to explain the budget and provide background and details. This briefing went on for about an hour and was just finishing, when one of my colleagues from an electronic medium said: Just a moment, Mr. Gordon, could you tell us what is a deficit? Oh! dear, I left Toronto for this. I think that there is also a lack of commitment, at least in Ottawa, in the press corps. A lack of commitment which may not had been there in the earlier years. I do not think that the Press Gallery in Ottawa, any more, is sort of commanding height of journalism. It is not the coveted assignment, the peak of a career. Ottawa tends to be a

[*Translation*]

dants parlementaires car je passe très peu de temps à la tribune des journalistes. En fait, la dernière fois que j'y suis allé c'était le 13 décembre dernier lorsque le gouvernement conservateur a été défait.

Je travaille à Ottawa, mais j'essaie de m'éloigner de mes collègues en partie pour la seule et unique raison que j'ai donnée, à savoir qu'il est dangereux, puisque je ne connais pas d'autre façon de le dire, que se crée «un groupe de pensée journalistique», ou un autre groupe quelconque.

Je préfère ignorer ce que mes collègues et concurrents font et qu'ils ignorent ce que moi je fais. La presse connaît un certain nombre de problèmes qui se retrouvent aussi dans le domaine politique. Je ne pense pas, si je peux m'inspirer d'une description que Walter Stuart donne dans son livre intitulé *Shrug*, je ne pense donc pas que la presse soit l'encenseur des hommes politiques, non plus que nous soyons, pour citer Larry Zolf, les idiots du village global. J'estime toutefois que nous sommes, comme tout autre groupe, compétents dans certains domaines et malhabiles dans d'autres. Comme il y a de bons et de mauvais journalistes, il y a de bons et de mauvais hommes politiques et je suppose que la moyenne doit s'établir au niveau d'une raisonnable médiocrité, d'une certaine indolence et d'une certaine part de dur labeur. Il m'arrive à l'occasion, en lisant les journaux ou en regardant la télévision, de me sentir à la fois amusé et navré de voir l'attention qui est accordée à la période quotidienne des questions à la Chambre des communes qui, en réalité, constitue une source d'approvisionnement à peu de frais. Il est en effet facile, très facile, pour un journaliste de se présenter en début d'après-midi à la Chambre des communes, de s'y installer pour une heure, en sachant qu'il n'y passera effectivement qu'une heure, de prendre quelques notes, de se précipiter pour pondre un article et de rentrer ensuite chez lui pour le dîner. La période de questions ne renseigne pas vraiment sur ce qui se passe au Parlement et ne permet certainement pas d'aborder des questions aussi essentielles, aussi épineuses que celles qui sont abordées au cours du processus d'adoption des lois. Elle ne donne pas un bon aperçu de toutes les politiques importantes que le gouvernement et le Parlement doivent étudier, non plus que de leurs répercussions sur la population.

Il me semble que, de façon générale, les problèmes que connaît la presse relèvent du manque d'information et d'expérience d'un grand nombre de ceux qui tentent de faire état de la vie politique et des travaux du Parlement. J'ai connu un véritable choc pendant ma toute première semaine à la tribune de la presse, c'était en 1965. A l'époque, Walter Gordon qui était ministre des Finances, venait de déposer son budget. Après l'examen du budget, il a rencontré les journalistes pour expliquer ses prévisions et fournir des renseignements additionnels. La séance se poursuivait depuis environ une heure et venait tout juste de prendre fin quant un de mes collègues de la presse électronique dit: «Un instant, monsieur Gordon, pourriez-vous nous dire ce que signifie le mot «déficit»? Mon Dieu, j'ai quitté Toronto à cause de cela. Je pense aussi qu'il y a un manque d'engagement, au moins à Ottawa, de la part des journalistes, lacune qui ne se faisait peut-être pas sentir autrefois. Je ne pense pas que la tribune de la presse à Ottawa soit

[*Texte*]

place, in some cases, for older journalists who are sort of sliding into retirement, it is a comfortable place, or for young journalists on their way to their first big assignment, but they are going to go on to bigger and better things whether the bigger and better things are jobs in foreign bureaux, or management jobs at their papers or radio and television stations or simply it maybe writing jobs in specialties on their own paper or network, certain jobs which are now better jobs and quite often better jobs than Parliamentary reporting jobs. You can now enter journalism with a degree of specialization that comes along and have an extremely successful and satisfying career, let's say, as an education writer or as a labor writer or as an environmental writer and so on. You do not have to write about politics any more to be a star in journalism. Although I think probably the over-all level of competence may be better in the Press Galery than it used to be simply as a factor of rising education in society in general. I think that there are less commitment and that there are less excellent reporters that it may have been in the past.

Another problem which I see as I watch the press work is the stereotyping. We are altogether too quick to label someone, to stereotype and it is a label that a person just cannot get rid of. Sometimes, of course, over time the label will change and the one that sticks in my mind is Herb Gray who is now the Minister of Industry and Commerce. When Herb Gray was in his previous incarnation as a cabinet minister, he was deemed by the press to be a hopeless incompetent who could not possibly do anything right.

Mr. Duffy: And dull, dull, dull.

Mr. Stevens: As Michael says, and dull, dull, dull. In 1974, Mr. Trudeau removes Mr. Gray from his cabinet and Mr. Gray retreated into the back benches but very shortly appearred in a new incarnation as almost a folk figure in the Liberal Party, the man who was challenging authority in the party, the mildly radical socially concerned member and Mr. Gray parleyed that very successfully to get back into the cabinet. I think it was equally untrue. I do not think that Herb Gray is a folk hero and I do not think that he was ever as incompetent as he was portrayed, sort of a middle level semi-competent, semi-incompetent cabinet minister like so many others in the present cabinet. I think among other characteristics which politicians and the press share is simply failure. I think we have all failed: the press has failed and the politicians have failed. We are supposed to be communicators both of us, politicians and press. We are supposed to be people who are striving to increase understanding among people and between groups in the country.

We have not done that. I think there has been a failure—I hate the word media, I shall say press—of the English press to make it possible for English Canada to understand French Canada and I think there has been a failure and perhaps even

[*Traduction*]

encore une espèce de haut lieu du journalisme. Ce n'est pas la mission convoitée, le sommet de carrière. Ottawa serait plutôt pour certains un endroit pour journalistes âgés qui s'acheminent vers la retraite. C'est un endroit agréable qui pourrait aussi être le lieu de prédilection de jeunes journalistes à l'affût de leur premier grand reportage, mais ils préfèrent s'occuper de choses plus importantes et plus intéressantes, qu'il s'agisse d'emplois dans des bureaux étrangers, de postes de gestion à leurs journaux ou stations de radio et de télévision ou simplement peut-être de postes de spécialistes à leur propre journal ou réseau, emplois qui maintenant sont bien souvent préférables à celui de journaliste parlementaire. Il est maintenant possible d'entrer dans le journalisme avec une spécialisation quelconque et d'y réussir une carrière extrêmement brillante et satisfaisante soit comme journaliste du monde de l'éducation, du monde ouvrier, de l'écologie ou autre. Il n'est plus nécessaire de parler politique pour devenir un géant du journalisme. Bien que je pense que le niveau global de compétence est peut-être maintenant meilleur à la tribune de la presse en raison de l'élévation du niveau culturel de la société. Je pense que l'engagement est moindre et qu'il y a moins d'excellents reporters que par le passé.

Un autre problème dont je constate l'existence en observant le travail de la presse, c'est celui des étiquettes. Je pense que tous tant que nous sommes, nous affublons trop rapidement les autres d'étiquettes et personne ne peut ensuite s'en défaire. Il arrive évidemment parfois qu'avec le temps, l'étiquette se modifie. Une m'est restée en mémoire, celle qu'on avait imposée à Herb Gray, l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce. Lorsque Herb Gray était ministre du Cabinet, la presse le considérait comme un irrécupérable incompétent qui ne pouvait absolument rien faire de bon.

M. Duffy: Et ennuyeux, ennuyeux, ennuyeux.

M. Stevens: Comme Michael le dit, terriblement ennuyeux. En 1974, M. Trudeau a modifié la composition de son cabinet, en a exclu M. Gray qui est passé à l'arrière-ban. Très peu de temps après, il s'incarnait sous un nouveau jour, pratiquement comme une figure traditionnelle du parti libéral, l'homme qui contestait l'autorité au sein du parti, le radical modéré à préoccupation sociale et M. Gray a ainsi réussi à dissiper cette impression pour retourner au cabinet. Je pense que cette nouvelle approche était tout aussi erronée. Je ne pense pas que Herb Gray soit un héros de folklore et je pense qu'il n'a jamais été aussi incompétent qu'on a bien voulu le laisser croire, une sorte de semi-compétent moyen, de ministre de cabinet semi-incompétent comme bien d'autres de l'actuel cabinet. Je pense qu'entre autres attributs que partagent les hommes politiques et les journalistes, ressort celui de l'échec pur et simple. Je pense que nous avons tous échoué, que la presse a échoué et les hommes politiques de même. Or, nous sommes censés être deux groupes de communicateurs, ceux qui se dévouent à l'amélioration de la compréhension entre les citoyens et les groupes du pays.

Nous n'y sommes pas parvenus. Il y a eu échec, je déteste le terme media, et j'emploierai donc celui de presse, échec de la presse anglaise à aider le Canada anglais à comprendre le Canada français et un échec peut-être encore plus grand de la

[*Text*]

a greater failure on the part of the French press to explain English Canada to French Canada. This latter failure has gotten to the point where perhaps what English Canada thinks and feels is no longer relevant to developments in Quebec and I regret that but I think it is true. In my opinion, in the end, politicians and journalists are partners in failure. If we had not failed, if we had been able over the years, over the last century, to develop the sort of good will and understanding which should exist in this country... Just a few small examples: there would, for example, today be a French school in Penetanguishene and no one would think or complain about it. The Public Service of Canada would be bilingual, services in both languages would be available in all parts of the country. They would not be a source of controversy at all, they would be an accepted part of Canadian life. And I think that if we had not failed, there would be no referendum in Quebec now, because there would be no need for one. Thank you.

Mr. Fletcher: After that very stimulating set of remarks, I think, before we go to questions, we will turn to the electronic media and ask Michael Duffy to comment on the same subject to be able perhaps to make some comparisons and raise some issues after we have heard from him. Mr. Duffy began his career as a print journalist, I understand, in his native Charlottetown before he defected to radio in Nova-Scotia and then to television with CTV in Montreal. Following that, he moved on once again to become a Parliamentary correspondent in Ottawa for the CBC where he is today. In addition to regular reporting, he now presents Duffy's Note Book which, I guess, could be described as an irreverent look at important elements of political life in Ottawa which might otherwise be overlooked. I think it is fair to say, after my discussions recently with various CBC news executives, that besides adding interest in colour to the CBC news, Mr. Duffy's work has created a certain amount of anxiety or tension among CBC executives so that perhaps we can count on him to take an irreverent look at the Parliamentary correspondents as well as the politicians in Ottawa.

Mr. Michael Duffy: Thank you very much, Fred. The joys and the sorrows of being a parliamentary correspondent, the joys after coming on the heels of two such distinguished colleagues, there is really very little that is left to be said, but there are a couple of points that I would like to pick up on from what Richard and Jeff have mentioned.

The joys, it sounds almost sophomoric, I guess, but there still is some joy in our business. If you are able to go to Red Deer, or Moose Jaw, or Digby, Nova Scotia, and have someone come up to you and say: "I did not quite understand that issue until I saw you on television the other night when you managed to put it into a capsule form that suddenly made it click for me", that is a joy of our business. It is something that is gone, it is something that Richard was referring to earlier because here, in the National Assembly, and in Ottawa,

[*Translation*]

presse francophone à expliquer le fait anglais à la francophonie canadienne. Je pense que ce dernier manquement explique peut-être pourquoi le Canada anglais pense ne plus être essentiel à l'évolution du Québec, je le dis avec regret, mais je le pense vraiment. J'estime enfin que les hommes politiques et les journalistes sont associés dans cet échec. S'il en avait été autrement, si nous avions réussi au cours des ans, au cours du siècle dernier, à établir une espèce de bonne volonté, de compréhension qui devrait exister dans ce pays... Pour ne citer que quelques exemples anodins: il y aurait aujourd'hui une école française à Penetanguishene et personne ne s'en inquiéterait ni ne s'en plaindrait; la Fonction publique du Canada serait bilingue, les services seraient offerts dans les deux langues dans tout le pays; le bilinguisme ne serait pas source de controverse et ferait partie intégrante de la vie canadienne. Je pense que si nous n'avions pas échoué, il n'y aurait pas de référendum au Québec, car nul n'en aurait senti le besoin. Je vous remercie.

M. Fletcher: Après ces remarques très stimulantes et avant de passer aux questions, nous nous adresserons à la presse électronique et demanderons à Michael Duffy de se faire entendre sur le même sujet pour nous permettre d'établir des comparaisons et de soulever certaines questions après l'avoir entendu. M. Duffy a commencé sa carrière comme journaliste de la presse écrite à Charlottetown, sa ville natale, avant de travailler à la radio en Nouvelle-Écosse, puis à la télévision du réseau CTV à Montréal. Il s'est ensuite réorienté pour devenir correspondant sur la colline du Parlement à Ottawa pour le réseau anglais de Radio-Canada, pour lequel il travaille actuellement. Mis à part son travail régulier de reporter, il présente actuellement le *Duffy's Note Book* qui, il me semble, pourrait être décrit comme un regard irrévérencieux sur des aspects importants de la vie politique à Ottawa, qui risqueraient autrement de passer inaperçus. Je pense qu'il est juste de dire, pour m'être entretenu récemment avec divers cadres du bureau des nouvelles du réseau anglais de Radio-Canada, que M. Duffy ajoute non seulement du piquant aux nouvelles, mais qu'il a aussi contribué à créer une certaine tension parmi les cadres du réseau anglais de Radio-Canada, si bien que nous devons espérer qu'il conserve son attitude irrévérencieuse dans ses fonctions de correspondant parlementaire, ainsi qu'à l'égard des hommes politiques à Ottawa.

M. Michael Duffy: Merci beaucoup, Fred. Les joies et les peines du courriériste parlementaire, la joie de parler immédiatement après deux collègues si éminents! Il ne me reste vraiment pas grand-chose à dire, mais j'aimerais réagir à quelques-unes des observations de Richard et de Jeff.

Les joies, j'ai l'impression d'être un étudiant de deuxième année, mais malgré tout, notre métier nous en procure encore quelques-unes. Lorsque vous vous rendez à Red Deer, à Moose Jaw ou à Digby (Nouvelle-Écosse) et que quelqu'un vous aborde et vous dis: «Je ne comprenais pas très bien ce problème avant de vous avoir entendu à la télévision, l'autre soir. La récapitulation que vous avez donnée m'a soudain fait saisir de quoi il s'agissait»; voilà une des joies de notre métier. Mais il n'y a plus de joies de ce genre et Richard y faisait allusion tout

[*Texte*]

and in the other Legislatures a few years ago, that, in effect, was the role of the journalist in terms of bringing understanding of the issues.

We, in the electronic media, are often held up to ridicule and, of course, Larry Zolf, in his book, talked about the paparazzi and those of us who are spear carriers with microphones in our hands, were held up as examples of all that is shallow and wrong with journalism. But, in fact, while a lot of those criticisms are valid, I do not think that we, in the electronic media, ever pretend to provide all of the answers. I think if we can bring that little bit of understanding, if we can encourage people to be interested and, perhaps, tolerant of other viewpoints and going to other sources for their information, then we will have accomplished our job because, in broadcasting, we are working against an awful lot of factors, the time allocated is the primary one.

Some of the joys, as I say, beyond bringing that kind of understanding, still from time to time, not often enough, we have in this country situations in which the media, in fact, do something constructive. It is hard to believe, I know, but if I think of the RCMP affair, we are seeing some issues of civil liberties being discussed there; that is a case that would not have become public, issues that were not addressed by successive governments like opening mail over 30 or 40 years. And so, in fact, while it is all too rare these days, there are instances in which the media do a good job and an important job. Those are the joys!

On the sorrows, the list goes on and on and on. There are a lot of sorrows and I think a lot of faults on all sides, in terms of us doing our job for the people because, after all, that is really we, the reporters and the parliamentarians, who serve. There is a revolution underway; I think there was a revolution about fifteen or twenty years ago, when the governments started taking on larger and larger information machines, as Michel Héroux has alluded to, and since that time the role of the reporter has changed. The role is changing again but I do not believe that the politicians or the parliamentarians or the institutions are yet aware of the change.

Many of the comments contained in the preamble and explanation of the theme "Adversaries or Accomplices" are stereotypes that are now, thankfully, out of date. Richard discussed the situation here, a few years ago, I think it was largely comparable across the country. Certainly, even in little Prince Edward Island, many of the same things happened; the two or three favorite reporters who were confident of the Premier and who were aware of everything that was going on and, in fact, in some ways were advisors to the government, as the President mentioned last night, I think it was Jean Lesage there, members of the Executive Council.

[*Traduction*]

à l'heure parce qu'ici, à l'Assemblée nationale et à Ottawa, ainsi que dans les autres assemblées législatives, il y a quelques années c'était précisément le rôle du courriériste de faire comprendre les problèmes de l'heure.

Nous, des media électroniques, nous sommes souvent tournés en ridicule et, bien entendu, Larry Zolf parle dans son livre des «paparazzi» et de ceux d'entre nous qui sont des porteurs de lance armés de microphones, exemple type de tout ce qui est creux et mauvais dans le journalisme. Mais, en fait, bien qu'un grand nombre de ces critiques soient valables, je crois que nous, des media électroniques, ne prétendons jamais donner toutes les réponses. Je crois que si nous pouvons éclairer quelque peu une question, encourager les gens à s'intéresser à d'autres points de vue et peut-être à être tolérants à leur égard et à chercher d'autres sources d'information, alors nous aurons accompli notre travail car, dans le monde de la diffusion, nous devons ramer à contre-courant le temps restreint qui nous est alloué est notre principal obstacle.

Il y a aussi d'autres joies que celles de permettre à d'autres de comprendre: de temps à autre, bien que pas assez souvent, nous vivons des situations dans lesquelles les média jouent réellement un rôle constructif. Cela est difficile à croire, je le sais bien, mais je pense à l'affaire de la G.R.C. qui, me semble-t-il, a suscité une discussion de problèmes relatifs aux libertés des citoyens; c'est un sujet qui autrement n'aurait pas été débatu publiquement, comme d'autres questions auxquelles des gouvernements successifs ne se sont pas attaqués, par exemple l'ouverture du courrier qui se pratique depuis 30 ou 40 ans. Donc, en réalité, bien qu'il s'agisse de cas trop rares de nos jours, il existe encore des occasions où les media font du bon travail et un travail important. Voilà pour les joies!

Quant aux peines, la liste en est interminable. Les peines sont en effet nombreuses et la faute en revient à tout le monde, et cela est dû au fait que nous travaillons pour toute la population car, après tout, c'est vraiment elle que nous, les courriéristes parlementaires, servons. Je crois qu'une révolution est en cours; je crois qu'il y eu une révolution il y a environ 15 ou 20 ans, lorsque le gouvernement s'est mis à constituer des appareils d'information de plus en plus imposants, comme Michel Héroux l'a déjà mentionné, mais je crois que depuis ce temps-là le rôle du reporter a changé. Ce rôle évolue toujours, mais il me semble que ni les politiciens, ni les parlementaires, ni les institutions ne s'en rendent compte encore.

A mon avis, bon nombre des observations formulées dans le préambule et l'explication du thème. «Adversaires ou complices» sont des stéréotypes démodés aujourd'hui, Dieu merci. Richard a brossé un tableau de la situation qui préexistait ici il y a quelques années; je crois qu'elle était à peu près la même dans tous les pays. Même dans la petite Île-du-Prince-Édouard bien des choses semblables se produisaient; il y avait deux ou trois reporters favoris qui recevaient les confidences du premier ministre et étaient au courant de tout ce qui se passait; ils étaient en réalité à certains égards des conseillers du gouvernement, comme l'a rappelé le Président hier soir, je crois qu'il s'agissait de Jean Lesage dans son cas, des membres du Conseil exécutif.

[*Text*]

But that is changing and I think that relationship bred a contempt by the politicians, by the bureaucrats, for the media. Because they saw us as being essentially used. There are words for it which I will not use this morning. And I think the contempt then led and encouraged a form of manipulation that itself has created a backlash.

One of the knocks that people put on the media today is that we are shallow, superficial, we like drama and confrontation, we ruin people's reputation and so on. In fact, what I think has happened over the years is that the politicians have seen us as a vehicle to be exploited and have done that. It is only now that I believe the situation is beginning to change. The reason it is changing is the rise of the journalism schools and if we are going to get back to the day of the idealistic reporter who besought and dug, I think the only salvation for our business is in the journalism schools. I do not know many reporters who have a very high opinion of "J" schools because they tend to turn out people who have . . . I mean, the conventional thinking is how can you recreate in a class-room what some of us learned on the police field, in the courts and so on? But what the journalism schools have given to the young people coming out of them today is a sense of mission and idealism. Some of them true come away with a sense of mission that is overbearing and they call it advocacy journalism. I am not a great fan of that but it has given them an idealism in the way the system should operate, and that is better or that is having a positive impact on our business. The negative impact comes from the degree of cynicism exhibited by these young people when they see how the real world operates and how we, as journalists, are treated by parliamentarians. It is not just the way we are treated but the attempts made to manipulate.

People play with the facts. The other day, I went to a news conference in Ottawa by the Minister of Housing, Mr. Cosgrove. *The Ottawa Journal* that morning—I talked about manipulation, it was a classic example—had a headline: $50,000,000 for mortgage assistance, $53,00,000 or something. We went out to this news conference that was called first thing in the morning. It was announced at 8 o'clock at night for 9 o'clock the next morning after most people had left. So, it was sort of a scramble. Right away, there is a sense of tension because it is a last minute thing. People are rushing. There are dead-lines to be met. *The Ottawa Journal* had this so-called scoop. Senator Lapointe talks about scoops. Here was this classic $53,000,000. Boy! That is really tremendous. So, the radio stations are scalping this and running it. Everything you hear that morning is $53,000,000. You get to the news conference and you are given a press release. There was not a single figure in the press release, not one. How much money are you giving to how many families, for how long? Not a single statistic. It was jargon. Unfortunately, 90% of the reporters who were there did not seem . . . the light did not come on. There was just no reaction and these are the tail-end of the old breed. This is not the new breed I talked about coming out of the journalism schools. This is the old breed who, in the last ten or fifteen years, have been so used to

[*Translation*]

Mais cela change et je crois que ce type de relations a soulevé le mépris des hommes politiques et des fonctionnaires à l'endroit des média. Car ils nous considéraient essentiellement comme des personnes utilisées. Il existe des mots pour les décrire, mais je ne les emploierai pas ce matin. Je crois que ce mépris a favorisé une forme de manipulation qui est à l'origine de la réaction actuelle.

Une des critiques faites aujourd'hui à la presse, c'est que ses membres sont trop superficiels, qu'ils aiment le drame et la confrontation, qu'ils ruinent des réputations et ainsi de suite. En fait, au cours des ans, les hommes politiques nous ont considérés comme un moyen à exploiter et ils l'ont fait. C'est seulement maintenant que la situation commence à changer, grâce à la création des écoles de journalisme qui me semblent être le seul salut de notre profession si l'on veut retrouver l'âge d'or où le reporter idéal savait chercher et fouiller. Je ne connais pas beaucoup de journalistes qui aient une très grande opinion de ces écoles parce qu'elles ont tendance à refuser ceux qui . . . Je veux dire que, d'après l'argument classique, on se demande comment on peut recréer dans une classe ce que certains d'entre nous apprennent au poste de police, dans les tribunaux et ainsi de suite. Cependant, les écoles de journalisme ont donné aux jeunes qui en sortent aujourd'hui une haute idée de leur mission et une forme d'idéalisme. Il est vrai que certains d'entre eux en ont une notion abusive. Ils appellent cela le journalisme des causes à défendre. Je n'en suis pas très amateur, mais cela leur a donné une vision idéaliste de la façon dont le système devrait fonctionner, ce qui est un progrès, et l'effet en est positif sur notre profession. Par contre, le côté négatif est le cynisme que manifestent ces jeunes lorsqu'ils se rendent compte de la façon dont les choses se passent en réalité, comment les parlementaires nous traitent. Il ne s'agit peut-être pas tant, en fait, de la manière dont nous sommes traités que des tentatives faites pour nous manipuler.

Les gens déforment les faits. L'autre jour, je suis allé à une conférence de presse donnée à Ottawa par le ministre du Logement, M. Cosgrove. Le *Ottawa Journal* de ce matin-là—j'ai parlé de manipulation et c'en était là un exemple classique—portait en titre quelque chose comme $50 millions ou $53 millions d'aide hypothécaire. Nous nous sommes rendus à cette conférence qui devait avoir lieu très tôt le matin. Elle avait été annoncée la veille à 8 heures du soir pour le lendemain matin à 9 h après que la plupart des journalistes étaient partis. Il y avait donc déjà du cafouillage et tout de suite une certaine tension parce que la conférence avait été annoncée à la dernière minute. Tout le monde doit alors se dépêcher. Il y a des délais à respecter. Le *Ottawa Journal* avait fait ce soi-disant scoop. Le sénateur Lapointe parle des scoops. C'en était là un cas classique avec les $53 millions. C'était vraiment fantastique. Les stations de radio s'étaient emparées de la nouvelle et la diffusaient à qui mieux mieux. Ce matin-là, on n'entendait parler que des $53 millions. Un communiqué a été remis à ceux qui assistaient à la conférence de presse. Il ne présentait aucun chiffre, pas un seul. Aucune statistique sur les sommes à répartir, ni sur le nombre de familles bénéficiaires, ni sur la durée du prêt. C'était du jargon administratif. Malheureusement, pour 90% des journalistes présents il n'y a eu aucun déclic, aucune réaction, mais c'étaient les derniers

[*Texte*]

taking hands out. They come along, they put their "mike", they get their 30 seconds and they go away. Cosgrove came in and he said: Well, I do not like to be scooped but, he says, I have no option but to confirm the Ottawa Journal story as essentially correct, and they go running off $53,000,000. Then, he sits down and it is bullshit, bullshit, bullshit. So you asked the questions, little simple things: How many families? He never gives an answer. Finally, after an hour, the officials come up. He leaves. The officials come up, and it boils down to two thousand families out of how many people in Canada. The total budget that has been set aside is $300,000, not $53,000,000. If you project that $300,000 ahead for the next ten years and bla-bla-bla, then, yes, maybe it would come out to that, but it was $300,000. Cosgrove had achieved his impact. The word across the country was $53,000,000. The government is doing something about interest rates. He wanted to convey an impression and he succeeded.

That kind of manipulation—and it goes on every day—is the sort of thing that one has encouraged or it happens, I believe, because in the past we were too often prostitutes who laid down for the politicians, but I think, hopefully, that is now about to change and is in the process of changing. It really burns me to see what has been going on in the last week and Jeff has mentioned it, and to see how we are held up as . . .

We were discussing this last night in a rather cerebral talk at three o'clock on the boardwalk. But we are held up, with all of our warts and all of our faults and we have them. But, in fact, those who now talk about honesty in reporting, no bias, and so on, and setting up these various committees, are reminiscent of Judy LaMarsh and the Truth Squad, reading the paper this morning. They should be aware of the danger of what they are proposing. They also should be aware that they are dealing with old myths, that those ghosts are being buried, that there is a new mood afoot among journalists. It is a positive thing and I do not believe we can, and I do not believe the media will stand for it, be tarred with the old brush of shallow, incompetent, and so on. All of those complaints have some validity, but I think the thrust of the new journalism in canada is away from that. I think that the last people to know about it are the people who should know first, the people with the most intimate contact with journalists, and that is the politicians and parliamentarians.

There are an awful lot of other subjects that we can go through, the government information agencies operating on good faith, the whole business of competition, the desire for drama, the whole demand for ratings. We, in the CBC, face a real problem, because if we do not have ratings for our shows, then the politicians say: Well, how come we spend half a billion dollars for a corporation that no one watches? How do you get people to watch? The surveys all show they want snappier, flashier, more exciting news. It is a very difficult

[*Traduction*]

tenants de la vieille école, et non les journalistes de la nouvelle vague, dont j'ai parlé. C'est cette vieille garde qui, depuis 10 ou 15 ans, a tellement pris l'habitude d'accepter des miettes. Ces journalistes s'amènent, présentent leur micro, prennent leurs 30 secondes et s'en vont. Cosgrove est arrivé et a dit «Voilà, je n'aime pas faire sensation, mais je ne peux que confirmer les dires du *Journal* et cela dépassera les $53,000,000.» Ensuite, il s'assoit et c'est le mensonge habituel; on lui pose alors des questions, très simples sur le nombre de familles visées et il n'y répond jamais. Finalement, après une heure les fonctionnaires viennent. Il s'en va. Il s'avère qu'il y aura deux mille familles par rapport à l'ensemble de la population du Canada! Le total du budget prévu est de $300,000 et non $53,000,000. En projetant ces 300,000 sur les 10 prochaines années, et ainsi de suite, il est alors possible d'en arriver à ce chiffre, mais il s'agissait de $300,000. Cosgrove avait atteint son objectif. Tout le pays ne parlait que des $53,000,000, des mesures prises par le gouvernement au sujet des taux d'intérêt. Il voulait communiquer une certaine impression et il y est parvenu!

Ce genre de manipulation,—et il se présente chaque jour—est le genre de choses qui a été encouragé, ou qui existe, je crois, parce qu'autrefois nous acceptions trop souvent de nous compromettre pour des hommes politiques, mais je crois, et il faut l'espérer, que cela va changer et que le processus est engagé. Je suis vraiment furieux de voir ce qui s'est passé la semaine dernière, Jeff l'a d'ailleurs mentionné, et de voir comment on nous considère . . .

Nous en parlions justement dans une discussion hautement «intellectuelle» aux petites heures du matin sur la Promenade. Nous sommes gênés par tous nos petits défauts, mais nous n'y pouvons rien. De fait, ceux qui parlent maintenant de l'honnêteté dans le journalisme, sans parti pris, etc. et de la mise sur pied de ces divers comités, rappellent un peu Judy LaMarsh et la *Truth Squad* l'escouade de vérité, comme je lisais dans le journal ce matin. A mon avis, ils devraient être conscients du danger que présente ce qu'ils proposent. Je crois qu'ils devraient également être conscients qu'ils s'attaquent à de vieux mythes, qui disparaissent graduellement, et qu'il existe un nouvel esprit chez les journalistes. C'est un élément positif et je ne crois pas que nous puissions encore parler de superficialité, l'incompétence, etc., la presse ne l'accepterait pas. Toutes ces plaintes comportent un peu de vrai, mais je crois que le nouveau journalisme au Canada s'en éloigne. Les dernières personnes à s'en rendre compte sont celles qui devraient être les premières à être au courant, celles qui ont les contacts les plus étroits avec les journalistes, je veux parler des hommes politiques et des parlementaires.

Il existe beaucoup d'autres sujets dont nous pourrions discuter, les organismes d'information du gouvernement qui travaillent de bonne foi, tout le domaine de la concurrence, la recherche du sensationnel et le besoin d'avoir une bonne cote d'écoute. Nous, à Radio-Canada, faisons face à un vrai problème, car si nous n'avons pas de bonne cote d'écoute, les hommes politiques se disent: Pourquoi dépenser un demi-milliard de dollars pour une société qui produit des émissions que personne n'écoute? Comment pouvez-vous encourager les gens à regar-

[*Text*]

balance to strike. These are all subjects that we can talk about as the morning goes on.

Finally, I see the last note. Jeff was talking about the referendum. One of the most dangerous things—I think this little revolution that I perceive is perhaps more in Ottawa and in the centers where they do have journalism schools and we get that injection of vitality from these young people coming out—I have seen in the last couple of years has been a pandering to regionalism.

We talk about the media and the reporting of Quebec, the English media's reporting of the situation in Québec and vice versa. I think it goes even beyond that, to seeing the kind of thing that goes on when Peter Lougheed comes to Ottawa and invites only the Alberta reporters in for a briefing on the Alberta position and they, who are conditioned to hearing the Alberta line, are given the Alberta line in spades and they go back and write it for the Alberta audience. He is not the only one who does it. I think we see among our own colleagues, reporters from the West, reporters from the East, reporters from Toronto, a tendency to frame stories so as to pander to regional biases or differences, the whole thing about which province would get which fighter aircraft and so on. It appeals to the sense of drama. It gives us something that we, as journalists, should work assiduously to avoid, but I think the politicians also have some kind of moral responsibility to try and get themselves above that sort of thing, because, in the long run, it is terribly destructive for the country.

Mr. Fletcher: Thank you very much, Mike. I think we have time now for a couple of questions without running too far behind schedule. John?

Mr. John A. Holtby: John Holtby, Mr. Chairman, from Toronto. I wonder if I might make a couple of comments.

Geoffrey Stevens mentioned that the Press was not a monolith and I agree with that. But, similarly, neither is the government a monolith. It seems to me that one of the component parts that has been passed by, particularly in the provinces, is Parliament itself.

More and more one sees parliamentary and legislative press galleries becoming groups of reporters who are there to cover the entire government of the province or the government of the country and the focus on the Legislature or the House of Commons, or certainly the Senate, is gone. I hope Mr Handelman will touch on this, because I am sure he has many contrasts between his role as a minister and a private member. The other comments that I have, perhaps flow from that, is that the press, perhaps, is not interested in itself in Parliament. Last Tuesday evening, the entire Legislature debated the major change in the law regarding libel slander particularly related to letters to the editor in newspapers. I scanned the Toronto papers and have been watching the clippings coming

[*Translation*]

der les émissions? Tous les sondages révèlent que les gens veulent des nouvelles à sensation.

C'est un équilibre très difficile à établir. Nous pourrons discuter de toutes ces questions au courant de la matinée. Je passe finalement à la dernière question. Jeff parlait du referendum. Une des choses les plus dangereuses—cette petite révolution que je perçois se déroule peut-être surtout à Ottawa et dans les centres où existent des écoles de journalisme, car les jeunes qui sortent de l'université y apportent la vitalité—que j'ai remarquée au cours des deux dernières années et qui a été de flatter le régionalisme.

Nous parlons des media et du journalisme au Québec, des reportages par les media anglais sur la situation au Québec et vice versa. Je crois que cela va même plus loin; on n'a qu'à voir ce qui se passe lorsque Peter Lougheed vient à Ottawa et n'invite que des journalistes albertains à participer à une brève conférence sur la position de l'Alberta: eux sont habitués à entendre la position de l'Alberta, ils la connaissent et pourtant ils vont encore et encore en entendre parler pour la décrire ensuite au public albertain. M. Lougheed n'est pas le seul à procéder de cette façon. Je crois que nous retrouvons chez nos propres collègues, journalistes de l'ouest, de l'est ou de Toronto, une tendance à présenter des articles encourageant les partis pris ou les différences régionales. Ainsi, cette discussion qui a eu lieu pour savoir quelle province obtiendrait quel avion chasseur etc. Cela tient de la comédie et vous donne un bon élément de discussion quand la situation semble peut-être un peu trop tranquille. Je crois que cette méthode est très dangereuse pour le pays. A mon avis, c'est une chose que nous, à titre de journalistes, devrions fermement essayer d'éviter; je crois de plus que les hommes politiques ont la responsabilité morale de rester au-dessus de ce genre de débat, parce que je suis persuadé qu'à la longue, cela nuit au pays.

M. Fletcher: Merci beaucoup, Mike. Je crois que nous avons suffisamment de temps pour encore quelques questions. John?

M. John A. Holtby: Monsieur le président, John Holtby de Toronto. J'aimerais faire quelques commentaires.

Geoffrey Stevens a dit que la presse n'était pas un monolithe et je suis parfaitement d'accord avec lui. Mais le gouvernement n'en est pas un non plus. Il me semble qu'un des éléments qui a été évité, particulièrement dans les provinces, est le Parlement lui-même.

Nous voyons de plus en plus souvent dans les tribunes de la presse du Parlement et des assemblées législatives des groupes de journalistes dont le rôle est de rendre compte de l'activité de tout le gouvernement de la province ou du pays et qui ne portent plus attention à l'assemblée législative, à la Chambre des communes ou au Sénat. J'espère que M. Handelman abordera cette question, car, j'en suis persuadé, il aura relevé bien des différences entre ses rôles de ministre et de simple député. Mes autres commentaires tournent autour de cette situation; la presse elle-même n'est peut-être pas intéressée par le Parlement. Mardi soir dernier, toute l'assemblée législative discutait des principales modifications apportées à la loi sur la diffamation particulièrement en ce qui a trait aux lettres

[*Texte*]

in from the out-of-town papers and I have yet to see on story on that debate.

My final comment is concerning Mr. Stevens' story about the reporter who asked Mr. Gordon what the deficit was. Mr. Stevens will know that that particular reporter either improved his knowledge or camouflaged it, because he was subsequently elected to our House.

Mr. Stevens: I did not realize that I had made the identification of a gentleman as obvious as I had.

A Voice: You are quite right.

Mr. Stevens: If I can respond to John just for a moment on that. I think he is quite right. I think that Press Galleries in general pay less attention now than they used to on Legislative Assemblies or on Parliaments. I noticed that at Queen's Park, and I certainly noticed it developping over the years in Ottawa. They agree they have two problems, one simply is governments grow, become more complex. They are doing more things, they are involving themselves in more areas in the society. There are simply more activities and government has to be reported. Something has to be given and there is less time for most reporters available to pay attention to the legislative process, which I think is a shame. The other point is that I am not so sure that legislative process, with due respect, is as relevant as it may have been in the past. You know, the great issues of the day are not being resolved in Parliament. In many cases they have not even been raised or debated in Parliament. Part of the problem, certainly in Ottawa, as far as Parliament is concerned, has been the increasing power of government vis-à-vis Parliament. Government takes a decision, it takes a position, it introduces a bill. Everybody knows, if there is a majority government, the bill is going to get through. It is almost certainly going to get through without substantial amendment. I think that is part of the problem. The other part of it is simply that, I guess, one of the big issue in the country today is energy, energy pricing, the recycling of energy funds. This dialogue, which is taking place between Peter Lougheed and Marc Lalonde, maybe with the minister of Energy from Alberta thrown in and the Prime minister of Canada involved from time to time, is taking place outside of the parliamentary context. Eventually, some sort of agreement will be reached or not be reached and that will be discussed outside of Parliament in a conference of Energy ministers and a conference of first ministers in Ottawa, maybe later sometimes some one will get around telling the Parliament what happened but at that time Parliament sure can have a debate, if it wants, but it is irrelevant, the deal is made or not made, an action has been taken.

Summarily, when you look at the referendum in Quebec, there is very little of substance being said about the Quebec referendum in Parliament in Ottawa. There is no vehicle. There are ministers from Quebec who are standing up and making speeches, some of them stupid, and some of them threatening and some of them quite relevant, but there is no

[*Traduction*]

adressées aux rédacteurs en chef des journaux. J'ai parcouru rapidement les journaux de Toronto ainsi que certains articles d'autres journaux et je n'ai encore rien vu à ce sujet.

Un dernier mot sur l'histoire de M. Stevens à propos du journaliste qui avait demandé à M. Gordon le montant du déficit. M. Stevens saura que ce journaliste a soit amélioré ses connaissances, soit camouflé son ignorance, parce qu'il a été par la suite élu membre de notre assemblée législative.

M. Stevens: Je ne m'étais pas rendu compte que j'avais révélé de façon aussi claire l'identité de ce journaliste.

Une voix: Vous avez bien raison.

M. Stevens: J'aimerais répondre brièvement à cette question. Je crois que John a raison. Je suis d'avis en général que les tribunes de la presse portent moins attention aujourd'hui à l'assemblée législative et au Parlement que jadis. J'ai remarqué cette attitude à Queen's Park, et de plus en plus ici, à Ottawa. Les journalistes reconnaissent qu'ils ont deux problèmes; le premier est simplement que le gouvernement devient de plus en plus complexe et important, il connaît de plus en plus de choses, et il s'occupe de secteurs de plus en plus nombreux de la société. Il y a beaucoup plus d'activités et on doit renseigner le public sur ce que le gouvernement fait. On doit éliminer quelque chose et les journalistes peuvent consacrer de moins en moins de temps à la procédure législative, ce qui, selon moi, est très regrettable. De plus, je ne suis pas certain que le processus législatif, sauf votre respect, soit aussi indispensable qu'auparavant. Vous le savez, les questions importantes ne sont par résolues au Parlement. Dans nombre de cas, elles n'ont même pas été soulevées ou discutées à la Chambre. Pour ce qui est du Parlement, une partie du problème se trouve certainement à Ottawa, il s'agit du pouvoir accru de l'exécutif vis-à-vis du Parlement. Le gouvernement prend une décision, adopte une position, il dépose un bill. Tout le monde sait bien s'il s'agit d'un gouvernement majoritaire, que le bill sera adopté. Il sera presque certainement adopté sans modifications importantes. C'est là une bonne partie du problème à mon sens. L'autre partie est simplement, je suppose qu'une des questions importantes au pays aujourd'hui est la question de l'énergie, le prix de l'énergie, le recyclage des revenus pétroliers. Ce dialogue qui se déroule entre Peter Lougheed et Marc Lalonde, et peut-être avec le ministre de l'Énergie de l'Alberta et également le Premier ministre du Canada, de temps à autre, se déroule hors du contexte parlementaire. On finira peut-être par conclure un accord quelconque et cette question sera discutée loin du Parlement lors d'une conférence des ministres de l'Énergie et une conférence des Premiers ministres à Ottawa; peut-être un peu plus tard dira-t-on au Parlement ce qui s'est alors passé, et à ce moment-là, il est évident que le Parlement peut discuter de la question s'il le désire, mais ce n'est plus important car, que l'accord ait été conclu ou non, les mesures voulues ont été prises.

En résumé, lorsque vous étudiez la question du référendum au Québec, il y a très peu de choses importantes qu'on dit a ce sujet au Parlement à Ottawa. Personne n'en discute vraiment. Des ministres du Québec se lèvent et font des discours parfois stupides, certains menaçants et d'autres pertinents, mais il n'y a pas de dialogue et aucune réponse n'est apportée. Un minis-

[*Text*]

dialogue, there is no response. A minister gets up and talks about Quebec, the Opposition member gets up and talks about the problems of barn doors in Alberta and the next one is up talking about the problems of fishermen in Nova Scotia, that is not a debate about the future of the country and the shape of Confederation.

If governments want provinces to be taken seriously and I know they surely do, but if they do, in the case of the referendum in Quebec or an energy negotiation with Alberta, why does not government introduce resolutions in Parliament or in the Legislature saying: This is the policy we propose to adopt in these negotiations, let us have a debate on it? If a conference is held, before the conference opens, a resolution giving approval of the Legislative Assembly to the course proposed by government and, after the conference is over, a resolution to ratify the results of the conference.

I do not think that you can expect the press to make Parliaments and Legislative Assemblies relevant. I think the problem is in your own House. It is with your own members and particularly those of your members who are so fortunate as to be members of the Executive Councils.

Mr. Fletcher: Thank you. You have another question?

Mme Ilène Ruvinsky: Ilène Ruvinsky. I am a parliamentarian intern here in Québec city. I would like to refer back to something that Mr. Stevens said earlier about the failure of both the English press and the French press here in Canada. I would like to perhaps start with the premise that you attribute too much power to the press in saying that they would have been able to help to ease the misunderstandings that exist between English Canada and French Canada, especially since you start with journalists who come from a specific "milieu" and have a defined way of thinking and who enter a new "milieu" in which they have a different language and a different culture and, hence, a different way of thinking and begin with different assumptions. You find the same problem with foreign correspondents who leave Canada and go to a foreign country in which they have a different way of thinking and they are trying to explain the problems within the perspective of a Canadian mind.

Mr. Stevens: I think there is much in what you say. I guess the word I would use is not power applying to the press. It is not a word that I usually use, in that connection. I do not really think that the press has power. I do think the press can have considerable influence, for good or for bad, for conditioning people's thinking, to encourage them to think in one way or another. I just do not think that we have used the influence that we do have to improve understanding in the country. And to exercise that influence seems to me to start simply with information. I am not talking about arguing a particular case, but simply informing people. You know, have people in Alberta over the last century known what Quebec is like, what Quebecers think, what Quebecers want? Do people in Quebec understand why English Canadian people in Ontario or people in British Columbia do certain things in certain ways, why they react in certain ways to things that happen in Quebec? I think that the journalists love the drama. There is nothing

[*Translation*]

tre se lève et parle du Québec, un membre de l'Opposition se lève et parle des problèmes des portes de grange en Alberta et le prochain qui prend la parole parle des problèmes des pêcheurs en Nouvelle-Écosse et il ne s'agit certainement pas là d'une discussion sur l'avenir du pays et la Confédération.

Si les gouvernements désirent, comme c'est sans doute le cas, que les provinces soient prises au sérieux, comme pour le référendum au Québec ou les négociations sur l'énergie avec l'Alberta, pourquoi ne présentent-ils pas, au Parlement ou à l'Assemblée législative selon le cas, des propositions comme celles-ci: Voilà la position que nous nous proposons d'adopter lors de ces négociations, discutons-en. Avant le début de toute conférence, l'Assemblée législative devrait adopter une résolution appuyant la conduite proposée par le gouvernement et, après la conférence, une autre en ratifiant les résultats.

Je ne crois pas qu'il faille s'attendre que la presse montre l'utilité du Parlement et des Assemblées législatives: c'est à votre Chambre à résoudre le problème. La faute en revient à vos propres députés et particulièrement à ceux d'entre eux qui ont l'honneur de siéger au cabinet.

M. Fletcher: Je vous remercie. Avez-vous une autre question?

Mme Ilène Ruvinsky: Je me présente: Ilène Ruvinsky. Je suis stagiaire parlementaire à l'Assemblée législative de Québec. J'aimerais revenir sur un point que M. Stevens a abordé plus tôt au sujet de l'échec de la presse tant anglaise que française au Canada. J'aimerais d'abord souligner que vous semblez attribuer trop de pouvoir à la presse en alléguant qu'elle pourrait aider à dissiper les malentendus qui existent entre le Canada français et le Canada anglais étant donné surtout que les journalistes venant de «milieux» distincts, possèdant des modes de pensée, des langues, des cultures différents et partant d'hypothèses différentes interprètent l'autre réalité en conséquence. Le même problème se pose au sujet des correspondants à l'étranger qui quittent le Canada et adoptent une façon différente de penser, mais qui essaient quand même d'expliquer les problèmes dans la perspective canadienne.

M. Stevens: Je crois que vous avez sans doute raison. Je ne devrais pas utiliser le mot pouvoir en parlant de la presse. Je ne le fais pas d'ordinaire parce que je ne crois pas vraiment que la presse détienne un pouvoir. À mon avis, elle n'exerce pas une véritable influence, bonne ou mauvaise, sur les gens pour les conditionner et ne les incite pas à penser d'une façon ou d'une autre. Je ne crois tout simplement pas que nous ayons utilisé le peu d'influence que nous avons pour améliorer la compréhension entre les habitants du pays. À mon avis, pour exercer cette influence, il faut d'abord commencer par informer. Je ne parle pas de défendre une cause particulière, mais simplement d'informer les gens. Par exemple, les Albertains savent-ils depuis le siècle dernier ce qu'est le Québec, ce que les Québécois pensent et ce qu'ils veulent? Les Québécois comprennent-ils pourquoi les Canadiens anglais de l'Ontario ou de la Colombie-Britannique agissent comme ils le font et pourquoi ils réagissent ainsi devant ce qui se passe au Québec? Je crois que

[*Texte*]

better than a good old polarized fight. Maybe we should be looking more at the areas of agreement than the areas of disagreement. They do not make as good copy but I think that they serve both our profession and the interests of our nation much better.

One Member: I have a question for Mr. Stevens. As much as I agree with Mike Duffy that there is a revolution, and there are revolutions where you inform the people and I think the classic example of Cosgrove illustrates that point, but Mr. Stevens says that he does not go to the parliamentary gallery, that he stays away from it. Not to invade into your privacy, where do you go? Let's take the classic example of energy. You do not want to be friend, may be, do you go to the minister, is it the bureaucrats, is it the individual politician who is in the Opposition? Who briefs you whereby you brief the public?

Mr. Stevens: That is a fair question and I slipped over the point altogether too lightly and too superficially. There is a difference between the sort of thing that I do and that Richard does or that Mike Duffy does. I write a column of critical opinion. We certainly have reporters on any given day in the House of Commons, usually two or three or sometimes four, as happened this week: they are covering the Commons. I always feel that for a columnist, he is in the wrong place if he is where everybody else is. I spend a lot of time on the telephone, dealing with politicians, members, ministers, bureaucrats, people in the provinces, and a lot of time doing interviews.

I am in and out of the parliament building several times a day; I just do not go to question period very often, but I will go in and talk to people. I also go to press conferences from time to time. I do not ask very many questions, because, given my dead-line, I feel that if I ask a question, I am just providing a story for someone else who can get it out before I can, so, I will listen and then I will go on afterwards and talk to the person and ask the question that I want to ask. It is a different approach and, as I said before, it may be a bit of snobism, but I always feel happier trying to pursue the subject that interests me on my own rather than as part of a larger group. I think I get more the way I do it. Maybe I am wrong.

Mr. Fletcher: We can squeeze in one more question before a break for coffee.

Mr. Gerald Amerongen: Yes, Mr. Chairman, Gerry Amerongen, from Alberta. I feel very comfortable and happy in this part of Canada and I am confident that it is going to continue.

Just before I say what I was going to say and as I was on my way to the microphone, I think that Mr. Stevens summed up a great deal in a very small nutshell when he said that the press likes drama and that confrontations or disagreements make good copy and agreements do not. And perhaps, that introduces another element. We have two elements here; we have politics and the press, television and radio and that introduces perhaps a third one which is the public. Perhaps the public is

[*Traduction*]

les journalistes aiment le mélodrame. Rien ne vaut une bonne bataille où les camps sont bien définis. Nous devrions sans doute attacher plus d'importance aux points d'entente qu'aux points de désaccord. Ils ne font pas de bonnes manchettes, mais je crois qu'ils servent beaucoup mieux les intérêts de notre profession et de notre nation.

Un participant: J'aimerais poser une question à M. Stevens. Je conviens avec Mike Duffy qu'il y a une révolution, et il y a des révolutions où on informe les gens et je crois que l'exemple classique de Cosgrove le prouve, mais M. Stevens dit qu'il ne va pas à la tribune de la presse, qu'il évite la tribune parlementaire. Sans vouloir être indiscret, où obtenez-vous vos renseignements? Prenons l'exemple classique de l'énergie. Obtenez-vous vos renseignements du ministre, des fonctionnaires, d'un député de l'Opposition? Qui vous informe pour que vous puissiez informer le public?

M. Stevens: C'est une bonne question et je ne l'ai abordée que trop légèrement et superficiellement. Il existe une différence entre mon travail, celui de Richard ou celui de Mike Duffy. Je rédige une chronique critique. Tous les jours à la Chambre des communes, nous avons d'ordinaire deux, trois ou peut-être quatre journalistes comme ce fut le cas cette semaine: ils «suivent» les Communes. Je trouve qu'un journaliste n'est pas au bon endroit si tout le monde y est. Je passe beaucoup de temps au téléphone à discuter avec des hommes politiques, des députés, des ministres, des fonctionnaires, des gens des provinces et je consacre aussi beaucoup de temps aux entrevues.

J'entre et je sors du Parlement plusieurs fois par jour. Je n'assiste pas très souvent à la période des questions, mais j'entre et je bavarde avec les gens. De temps à autre, je vais également à des conférences de presse. Je ne pose pas beaucoup de questions car vu mon temps limité, je crois que si j'en pose une je fournis simplement à quelqu'un l'occasion d'entendre une histoire. Donc j'écoute, je parle ensuite à la personne et pose la question que je désirais poser. Il s'agit là d'une approche différente et, comme je l'ai déjà dit, même si elle comporte peut-être un peu de snobisme j'ai toujours été plus satisfait de poursuivre moi-même le sujet qui m'intéresse plutôt que de faire partie d'un groupe important. Je pense que ma façon de procéder est plus fructueuse. Peut-être que je me trompe.

M. Fletcher: Nous pouvons examiner rapidement une question de plus avant la pause-café.

M. Gerald Amerongen: Oui, monsieur le président, Gerry Amerongen, de l'Alberta. Je me sens très à l'aise et heureux dans cette partie du Canada, et je suis convaincu que cela va continuer.

Juste avant de dire ce que j'allais dire, et alors que je me dirigeais vers le micro, je pense que M. Stevens a résumé en deux mots la situation lorsqu'il a déclaré que la presse aimait le théâtre et que les confrontations ou les désaccords faisaient les bons articles contrairement aux ententes. Peut-être que cela introduit un autre élément. Nous en avons deux ici, à savoir la politique et la presse, la télévision et la radio, ce qui en amène peut-être un troisième, le public. Ce dernier ne s'intéresse pas

[*Text*]

not as interested in agreement as it is in confrontation and that would perhaps be some justification for the apparent emphasis in the press on the one rather than on the other. But I will leave aside for the moment his emphasis on politicians lying. I think that it is a topic that could be dealt with at some length and I think there is a great deal of truth in it. There is a lot of insincerity at least about some of which results from circumstances and some of which is contrived for advantage, and I will acknowledge . . .

I think one of the speaker said that our ideas of what is objective are themselves very subjective. And my question is: What is the view of the press, what is the view of the people who serve us in their realm of information about their own objectivity. They analyse and write about all other occupations, it seems to me, except about themselves, and I am wondering whether they would say that one of their joys, in the context of this morning's topic, is a self-assessment which says that they are being very objective.

Mr. Duffy: I do not think I know of any reporter who would claim to be objective. It is just not possible, but I think what we have, it is certainly hammered into us, day after day after day at the CBC as I am sure at other organizations, is an absolute requirement to be fair, and that is what we spend an awful lot of our time on. We have a very rigorous system in the corporation of checking copy, of checking assumptions, of challenging each other, of trying at all times to be fair. There is no way that you can listen to Pierre Trudeau speaking for an hour and a half in the House of Commons and give an objective or complete report, unless you run the entire speech and, of course, we are doing that now with cable television from the House of Commons, so that the public can watch the entire proceeding. But I think it is incumbent on us to strive to be fair and I think it depends, you know, if objectivity or fairness is the eye of the beholder, but I think if we try to do that, if we work at that every day, because it is difficult often, then I think we have done our job. I do not think it is realistic to expect us to be objective.

Mr. Fletcher: I think we should . . .

A Voice: Mr. . . .

Mr. Fletcher: Well, I do not like to cut off questions, but if you have a brief comment . . .

Mrs. Barbara Pike: Barbara Pike. I am president of the Newfoundland and Labrador Press Gallery. You have talked a lot about Ottawa here, Toronto. But most of the political reporters cover Parliaments, smaller Legislatures, Press Galleries that are fairly small. And some other thing I do not think we addressed, were some of the problems that reporters find in the Press Gallery, of pressures from management to get what everybody else has, like if CBC carries a story. If you do not carry the same story, then you have got your news Editor or news Director down your back: Why did you not have that? Why? You could have been trying to track down a different angle on it or probably get more information on it.

[*Translation*]

autant aux accords qu'aux confrontations et cela justifierait peut-être dans une certaine mesure que la presse insiste plutôt sur les unes que sur les autres. Pour le moment, je vais laisser de côté les mensonges des politiciens. Je pense qu'on pourrait traiter assez longuement du sujet et qu'il comporte une grande part de vérité. Il y a beaucoup de mauvaise foi dont une partie au moins résulte des circonstances, l'autre étant imaginée pour en retirer des bénéfices, et je dois admettre . . .

Je pense que l'un des orateurs a déclaré que l'idée que nous nous faisons de l'objectivé est elle-même très subjective. Ma question est la suivante: quelle est l'opinion de la presse, quelle est celle des gens qui nous donnent, sous sa direction, des renseignements, sur sa propre objectivité? Il me semble que les journalistes analysent toutes les autres occupations, sauf les leurs, et je me demande s'ils diraient que l'une de leurs satisfactions, dans le contexte du sujet de ce matin, est une auto-évaluation confirmant leur objectivité.

M. Duffy: Je ne crois pas connaître un reporter qui prétende être objectif. C'est tout simplement impossible, mais à Radio-Canada et, j'en suis sûr, dans d'autres organismes, on tente de nous faire comprendre jour après jour la nécessité absolue d'être équitable et nous y consacrons une grande partie de notre temps. À la société d'État, nous avons mis au point un système très rigide qui nous permet de vérifier documents et hypothèses, qui favorise l'émulation et qui nous incite constamment à rechercher l'objectivité. Il est impossible de fournir un rapport objectif ou complet sur un discours d'une heure trente qu'aurait prononcé Pierre Trudeau à la Chambre des communes, à moins de lire le discours en entier, et c'est ce que nous pouvons faire maintenant, grâce à la retransmission des débats que le public peut suivre du début à la fin. Mais je crois que nous devons nous efforcer d'être objectifs, même si c'est le spectateur qui est le plus en mesure d'en juger, et si nous nous efforçons chaque jour d'accomplir cette tâche souvent difficile, alors nous pouvons dire que nous avons bien fait notre travail. Je ne crois pas qu'il soit réaliste d'attendre de nous que nous soyons complètement objectifs.

M. Fletcher: Je crois que nous devrions . . . .

Une voix: Monsieur . . .

M. Fletcher: Je n'aime pas interrompre des intervenants, mais si vous avez de brefs commentaires . . .

Mme Barbara Pike: Je m'appelle Barbara Pike et je suis présidente de la tribune de la presse de Terre-Neuve et du Labrador. Aujourd'hui, nous avons longuement parlé d'Ottawa et de Toronto, mais la plupart des journalistes politiques font des reportages sur des assemblées législatives moins importantes et leurs installations sont assez réduites. J'aimerais parler de certains problèmes que nous n'avons pas abordés, mais qu'éprouvent certains journalistes de la tribune de la presse, qui subissent les pressions de leurs directeurs lorsque ces derniers leur demandent d'inclure dans leur reportage les mêmes détails qu'ont relevés tous les autres journalistes; Ainsi, lorsque le contenu de votre reportage n'est pas le même que celui des journalistes de Radio-Canada, votre directeur des nouvelles réagit immédiatement et vous demande pourquoi votre reportage est différent. Or vous avez peut-être essayé

[*Texte*]

And also the pressures from politicians themselves, as, for a thing: I made a speech yesterday in the House. Why did you not cover it? And that is the problem that, I know, we have in our Legislature in Newfoundland, and also the one you would find in the smaller Legislatures across the Country. Ottawa might not have that problem. Toronto might not. But Nova Scotia, New Brunswick, Saskatchewan might very well.

Mr. Fletcher: Thank you very much. We will come back to that theme after a brief coffee break. We could assemble again in ten minutes or so, we might not be far behind schedule.

Sitting resumed at 11.15 a.m.

Mr. Campbell: I was just going to say we have opened the windows because it was stuffy here and you will notice that I took my coat off very early during the proceedings and people might wonder whether that is parliamentary demeanour. The same issue came up when Michael Ryle, a clerk in the British House in U.K. was visiting—the British House in U.K. that shows you how together I am, this morning—but he was visiting Toronto and we had an informal seminar and he immediately took his coat off. He was making a presentation and some of us thought this was a bit casual behaviour for a British civil servant. He mentioned that though one always has to wear one's coat in the Chamber one is not required to wear one's coat in the committee room so that the practice is on warmish days, in the United Kingdom Parliament, that one sheds one's coat immediately after entering the room. So, please, I think that we are probably within Parliamentary demeanour if you feel and since we are going to be here in the room all day anyway, please be as comfortable as you want.

Mr. Fletcher: Thank you, Colin. Now that everyone is comfortable, we can turn to the topic of the members and the media. We are privileged to have Mr. Sydney Handelman as a speaker on this topic. Mr. Handelman was educated in economics at the University of Saskatchewan, in the London School of Economics and was first elected to the Legislative Assembly of Ontario in 1971 as a conservative member for Carleton. He served in the Ontario Cabinet from 1974 until 1977, mostly as Minister of Consumer and Commercial Relations. Having left the Cabinet for reasons of health, Mr. Handelman was, until last week, a private member of the Ontario Legislative Assembly. I am informed by—Mr. Daignault will excuse the term—usually reliable sources that Mr. Handelman has communicated some of his positive feelings about the press gallery, in Ontario, to the gallery members and perhaps he can give us all sides of his perceptions of the relationship between the members and the media now that he is free of political office.

[*Traduction*]

d'aborder la nouvelle sous un angle différent ou de vous documenter davantage.

Nous devons également subir les pressions des hommes politiques eux-mêmes, qui nous demandent pourquoi nous n'avons pas commenté le discours qu'ils ont prononcé la veille à la Chambre. Nous sommes aux prises avec ce problème à Terre-Neuve et au Labrador et je crois que cela vaut également pour les assemblées législatives de moindre importance dans le reste du pays. Ce n'est peut-être pas le cas à Ottawa ou à Toronto, mais le problème peut exister en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et en Saskatchewan.

M. Fletcher: Merci beaucoup. Nous reparlerons de ce problème après une brève pause-café. Si nous nous réunissons de nouveau dans dix minutes environ, nous n'accuserons pas de retard.

Reprise de la séance à 11 h 15.

M. Campbell: J'allais simplement dire que nous avons ouvert les fenêtres parce que la pièce est mal aérée et vous remarquerez que j'ai enlevé mon veston au début des travaux; les gens peuvent se demander si c'est là une tenue convenable dans une enceinte parlementaire. La même chose s'est produite lorsque Michael Ryle, qui était greffier à la Chambre britannique du Royaume-Uni, ce qui vous montre jusqu'à quel point je suis éveillé ce matin, lorsque Michael Ryle, disais-je, s'est rendu à Toronto pour assister à un colloque à caractère non officiel. Il a retiré son veston en entrant et pendant qu'il faisait son exposé, certains d'entre nous ont pensé que cette tenue était peut-être un peu relâchée pour un fonctionnaire britannique. Il a précisé que même si le port du veston était obligatoire à la Chambre, il n'était pas nécessaire de le porter dans les salles de comité. Ainsi, il est admis que par temps chaud, chacun retire son veston en entrant dans la salle. Je crois donc que l'on peut dire que notre tenue n'est pas trop relâchée et étant donné que nous passerons toute la journée dans cette salle, n'hésitez pas à vous mettre à l'aise.

M. Fletcher: Merci, Colin. Maintenant que tout le monde est à l'aise, nous pourrions en revenir à la question des députés et des media d'information. Nous avons le privilège d'avoir avec nous M. Sydney Handelman qui nous entretiendra de ce sujet. M. Handelman a étudié les sciences économiques à l'Université de la Saskatchewan et au *London School of Economics* et il a été élu pour la première fois en 1971 à l'Assemblée législative de l'Ontario pour représenter la circonscription de Carleton sous la bannière conservatrice. Il a fait partie du cabinet du gouvernement ontarien de 1974 à 1977 et a été, pendant la plus grande partie de cette période, ministre de la Consommation et des Relations commerciales. Ayant laissé le cabinet pour des raisons de santé, M. Handelman était, jusqu'à la semaine dernière, simple député de l'Assemblée législative de l'Ontario. J'ai appris de source habituellement sûre, et M. Daignault me pardonnera cette expression, que M. Handelman avait déjà fait part aux membres de la tribune de presse de l'Ontario de ses observations à propos de leur rôle et il pourrait peut-être nous parler de la façon dont il perçoit les relations entre les députés et les media maintenant qu'il est libéré de toute responsabilité politique.

[*Text*]

Mr. Sydney B. Handelman: Thank you, Mr. Chairman. First of all, I should say that those of you who read your original list of speakers probably noticed that my name was not there. It was Evelyn Gigantes. Unfortunately I am here under false pretentions, I am not Evelyn Gigantes, not a woman, not pregnant and I am not even a member of the New Democratic Party. In fact, I am not even a member of the Legislature anymore but I think I can be objective on the subject. I was beginning to wonder, after listening to Mr. Speaker Richard, last night, whether there was going to be anything left to say about this relationship. Perhaps, after listening to the lead speakers, this morning, we should have titled the subject of this talk as the case for the defence. We came, under a pretty strong attack and I still say I am relating myself to the political fraternity. This is not the first time that I have substituted for a speaker. Once, a few years ago, and I was Minister of Consumer and Commercial Relations, I was asked on a very short notice to speak for Beryl Plumptre who, at that time, was the chairman of the AIB and I spoke to the Association of Canadian Advertisers in Toronto. The very next day, the headline in the *Toronto Star* said: Advertisers hear from brand X. Now, it was a very good speech, I must say, and I thought the reporter had done a pretty good job but that girl down there who writes the headlines, and I say girl because no male could be that indicative, decided to have some fun with the subject.

And as a result, the person who did not really read the report of the speech or never saw the text of it was left with an impression Handelman is brand X, he is somewhat artificial and therefore cannot be trusted. This morning, we heard Mr. Daignault call that numskull who gets up to make speeches he gets what is coming to him from the press, which is a very short paragraph if he is lucky in the national news and probably a couple of paragraphs in his local weekly.

That numskull, elected by several thousand people in a democratic process, probably spends the majority of his time—if I read the word numskull properly—in dealing with the problems of people in his constituency, while he speaks out on national or even, in our case, provincial issues, but nevertheless is a valuable Member of the Legislature or Parliament. Jeff Stevens said that politicians lie and that politicians know the press knows they are lying, we can go back and forth. Somehow or ever, the word liar has a mildly pejorative aspect to me. I just do not think we do that. Gild the lily, yes, of course! because we have to be elected. But the liberty line, the starting, the manipulating—which is the word I heard—really frightens me if there is that kind of cynicism in the working press, because we need each other. I call it a love-hate relationship between the media and the politicians.

The politician has the responsibility to get his message through to the public. And speaking to a hundred people here today or even five hundred people at a mass meeting of the Empire Club, he still has to get the written word to thousand

[*Translation*]

M. Sydney B. Handelman: Merci, monsieur le président. Tout d'abord, je dois dire que ceux qui ont consulté la liste initiale des orateurs ont probablement remarqué que mon nom n'y figurait pas. Je ne m'appelle pas Evelyn Gigantes, je ne suis pas enceinte et je ne suis pas député du parti néo-démocrate. En fait, je ne suis même plus député de l'assemblée législative, mais je crois pouvoir faire preuve d'objectivité à ce propos. Après avoir entendu M. le président Richard, hier soir, je me suis demandé s'il y avait encore quelque chose à dire à propos de ces rapports. De même, à la suite des exposés des orateurs de ce matin, nous pourrions peut-être dire que je vais me faire l'avocat de la défense. Nous avons essuyé des attaques assez vives et je prétends avoir encore des affinités avec le milieu politique. Ce n'est pas la première fois que je remplace un orateur. Il y a quelques années, lorsque j'étais ministre de la Consommation et des Relations commerciales, on m'a demandé de remplacer à pied levé M^me^ Beryl Plumptre qui était alors présidente de la C.L.I. et de présenter un exposé devant l'Association canadienne des annonceurs à Toronto. Le lendemain, le *Toronto Star* titrait: Monsieur X s'adresse aux annonceurs. Je dois dire que mon discours était très valable et je croyais que le journaliste avait fait du bon travail, mais la jeune fille qui composait les titres, et je parle de jeune fille parce qu'aucun homme ne peut être aussi explicite, avait décidé de donner libre cours à son sens de l'humour.

Ainsi, le lecteur qui n'avait pas pris connaissance du compte rendu du discours ou qui n'en avait pas lu le texte gardait l'impression que Handelman était quelconque quelque peu superficiel et qu'on ne pouvait par conséquent pas lui faire confiance. Ce matin, nous avons entendu M. Daignault traiter d'idiot celui qui se lève pour prononcer des discours et qui lit ce qu'en dit la presse, c'est-à-dire un très court paragraphe au bulletin de nouvelles nationales s'il est chanceux, mais plus probablement quelques paragraphes dans l'hebdomadaire local.

Ce nigaud, élu démocratiquement par plusieurs milliers de personnes, consacre la majeure partie de son temps, si j'interprète bien le terme «nigaud», aux problèmes de ses commettants, tout en se prononçant sur des problèmes nationaux ou même, dans notre cas, provinciaux. Néanmoins il est un membre valable de l'Assemblée législative ou du Parlement. Jeff Stevens a dit que les hommes politiques mentent et qu'ils savent que la presse n'est pas dupe, et vice versa. Le terme menteur a en quelque sorte une connotation légèrement péjorative. Je ne crois simplement pas que ce soit notre fait. Nous nous présentons sous notre meilleur jour, certes, parce que nous voulons être réélus. Mais les accusations de dévergondage, d'arrivisme, voire de manipulations, m'effraient vraiment si elles dénotent un tel cynisme dans la presse, car nous avons besoin les uns des autres. J'estime qu'il y a une relation d'amour et de haine entre les organes d'information et les hommes politiques.

L'homme politique doit transmettre son message au public. Même s'il s'adresse à une centaine de personnes ici aujourd'hui ou même à 500 personnes à une réunion des organes d'information de l'*Empire Club*, il doit encore transmettre son mes-

[*Texte*]

and thousand of readers. The electronic world will picture to possibly millions of viewers and without that kind of news dissemination, the politician is speaking to himself or the people who agree with him, which is probably the same thing.

I have, as John Holtby said, been fortunate enough to view the press through three stages of a career. I came in as a not so young Member but very "gung ho" and ambitious, in 1971, and I spent two years as a back-bencher, diligently working committees, desperately trying to get a piece of the action in the local press, competing against two local Cabinet ministers who were constantly in the news and how am I ever going to let my constituents know that I was actually doing something? Obviously, through the media; they were the people who were in touch with my constituents. I sent out newsletter after newsletter after newsletter but I needed the media and I had to learn how to do it, not to use them, but to get the facts through to my constituents.

Certainly, I was not a prominent Member, I was not a nationally known figure, but I had to learn the rules of the press gallery game, and I did. One of the things that concerned me in that stage of my career was—as Jeff said—the sort of mistrust. If you talk to the press, they make me feel that they are being manipulated; if you do not talk to them, you are being secret, you are not giving them information. If you respond to issues raised in the media, you are a flip-flopper: why are you acting like a sheep being led by the press? If you do not respond, you are being arrogant and irresponsive. And it is awfully difficult for the beginning politician to make a reputation for himself so that somebody, hopefully the Premier or the Prime Minister, notice him.

Well, eventually, I suppose, after doing that and having what I thought was a rather fair treatment from my local press, the Toronto press really did not notice me at all, but the Ottawa press did; I was one of theirs and they watched what I was doing and I soon learned that if I wanted to be reported on a speech I was making on the last question raised, the best way of doing that was to get them a text of my speech in advance. If there was anything important in it, they would report it. If there was not anything important, then they would not report it. And I found that I was receiving very fair treatment. I also received criticism from being outspoken. *The Globe and Mail* once said I was too candid by far; they would come back to haunt me someday and I suppose that can happen to a politician too.

But I never did hate the press. I became sometimes cynical about them, not really sarcastic. I thought that they were quite as competent as they might be. Jeff described some Cabinet members as being mildly competent; I suppose the reverse of that is mildly incompetent. They did not always understand the complexities and, well, I do not blame the press for that, I believe they are journalists, not technicians, as it is the politician's responsibility to try to get technical facts across, inclu-

[*Traduction*]

sage écrit à des milliers et des milliers de lecteurs. Le monde de l'électronique projettera l'image à des millions de spectateurs peut-être et sans ce genre de diffusion de nouvelles, l'homme politique ne se sera adressé qu'à lui-même ou à ceux qui partagent son avis, ce qui est probablement la même chose.

Comme John Holtby l'a dit, j'ai eu la bonne fortune d'affronter la presse au cours de trois étapes de ma carrière. Je n'étais pas un très jeune député quand j'ai été élu en 1971, mais j'étais plein d'enthousiasme et d'ambition, et comme député de l'arrière-ban pendant deux ans, j'ai participé avec diligence à des comités, j'ai essayé désespérément de me faire connaître par la presse locale, malgré la concurrence que m'opposaient deux de mes concitoyens ministres du cabinet qui faisaient sans cesse les manchettes. Comment réussir à faire savoir à mes commettants que j'agissais. De toute évidence, il me fallait me tourner vers les organes d'information; ce sont eux qui pouvaient contacter mes commettants. J'ai multiplié les bulletins d'information, mais j'avais besoin des organes d'information et il me fallait savoir comment m'en servir, non pas pour les manipuler, mais pour instruire mes commettants des faits.

Certes, je n'étais pas un député d'envergure, je n'étais pas connu à l'échelle nationale, mais j'ai dû apprendre les règles de la tribune de la presse et je l'ai fait. L'une des choses qui me préoccupaient à ce stage de ma carrière était, comme Jeff l'a dit, le genre de méfiance. Lorsque je m'adressais à la presse, elle me faisait sentir qu'elle était manipulée; si je m'en abstenais, on me jugeait secret, réticent à donner des renseignements. Si l'on répond aux questions soulevées par les organes d'information, on vous traite de bouffon, on vous reproche de vous laisser mener comme un mouton par la presse. Si l'on n'y répond pas, on est taxé d'arrogance et d'irresponsabilité. Et il est extrêmement difficile pour un homme politique débutant de se faire une réputation pour que quelqu'un, et surtout le premier ministre, le remarque.

J'imagine qu'éventuellement, après m'être ainsi comporté et avoir reçu ce que j'estimais être un bon traitement de la part de ma presse locale, la presse torontoise ne m'a absolument pas remarqué, contrairement à celle d'Ottawa. J'étais l'un des leurs et elle a surveillé de près mes faits et gestes et j'ai vite appris que si je voulais qu'on fasse état d'une intervention que j'avais faite au sujet de la dernière question soulevée, il valait mieux que je leur remette un texte de mon intervention à l'avance. Si certains points l'intéressaient, elle les publierait. Et vice versa. J'ai donc jugé que je recevais un juste traitement. On m'a également reproché ma franchise. Le *Globe and Mail* a dit que j'étais beaucoup trop naïf; il pourrait revenir à la charge un jour et je présume que cela pourrait arriver à un homme politique également.

Mais je n'ai jamais détesté la presse. Je deviens parfois cynique à son endroit, mais jamais sarcastique. J'ai toujours pensé qu'elle était aussi compétente qu'elle pouvait l'être. Jeff a dit que certains membres du cabinet étaient peu compétents; j'imagine que le contraire est légèrement incompétents. Elle n'a pas toujours compris les complexités et je ne l'en blâme pas, car je crois qu'elle se compose de journalistes, non de techniciens, et que les hommes politiques doivent transmettre

[*Text*]

ding the meaning of deficit, including why the F18-A and the F16-A were being weighed against each other and why the decision was made.

Those are technical problems but they have to be explained to the press. If the press does not want to listen to them, that is their business. Politicians do not always understand what makes news. They think that because they have made a statement which is of importance to them or important to their party, it is news and, of course, the working press knows that it is not.

After getting through that stage of my career, I then went into cabinet. I found again that while the cabinet ministers were being constantly sought out by the press, what they said to the press was being received with the kind of cynicism and mistrust that Jeff Stevens mentioned. I particularly recall very early in my career as Minister of Housing which was my first portfolio receiving with great anticipation a reporter from *Time* having been almost teethed on *Time Magazine* since about 1941. I was absolutely thrilled with the idea that I was going to be interviewed by Time and for 45 minutes, the reporter from Time, who will be nameless, sat in my office, discussed all of Ontario's great and progressive imaginative housing programs and then, in his report on housing across Canada, said: Ontario's new Minister of Housing appears to be trying to talk the problem out. Yes, I talked to him for 45 minutes. I gave him an awful lot of information, none of which appeared in the Time article but I must say I got my name in Time Magazine which had been a life long ambition.

The same thing applies to things like insurance. Insurance is a highly technical subject, one which I had responsibility for, and I remember making my first news speeches on insurance and finding there was one reporter down there who also reports for the *Globe & Mail*, Larry Welch, who knew an awful lot more about insurance than I did and he found that out too very quickly when he asked me a few questions. To give Larry credit, he did not embarrass me. He did not say: The new minister knows nothing about insurance because he realized it was a very complex subject, that I was reading speeches which had been prepared for me. I really did not understand the technical ins and outs. The minister has to be a fast learner. I hope that they do not lie to the press, Jeff. I really hope that because quite often, the press is so hungry for news that they will quote a minister on almost anything. I quite agreed with your concern about politicians who, when they disagree with the press, call for measures of control. It is a very dangerous temptation for politicians to feel that when the press disagrees with them, that it should be controlled. But at the same time, we do see in the press what I have called misinterpretation, misquotation, lack of understand and cynicism to a very high degree. If we are to have a democratic process, I do not believe that the public must have blind faith in it nor need they necessarily understand all the technicalities, but they must be interested in the process of government and for politicians to maintain that interest, they require a fair press "mike". I agree. I do not believe reporters are any less biased or prejudiced than anyone else and it is very difficult

[*Translation*]

certains faits techniques, comme le sens du mot déficit, pourquoi évaluer les qualités du F18-A par rapport à celles du F16-A et les raisons du choix.

Ce sont là des problèmes techniques, mais qui doivent être expliqués à la presse. Si elle ne veut pas en entendre parler, c'est son affaire. Les hommes politiques ne comprennent pas toujours ce qui fait les nouvelles. Ils croient, s'ils ont prononcé un discours qui est important pour eux ou pour leur parti, qu'il s'agit de nouvelles et, bien entendu, la presse sait que ce n'en sont pas.

Après cette étape de ma carrière, je suis entré au Cabinet. Je me suis rendu compte une fois de plus que, même si les ministres étaient constamment recherchés par la presse, leurs affirmations étaient reçues avec le genre de cynisme et de méfiance dont a parlé Jeff Stevens. Je me rapelle plus particulièrement, au tout début de ma carrière de ministre du Logement, car ce fut mon premier portefeuille, avoir reçu avec appréhension un reporter du *Time*, moi qui lisais religieusement ce magazine depuis environ 1941. J'étais tout à fait excité à l'idée que j'allais être interviewé par le *Time* et, pendant 45 minutes, le reporter du magazine dont je tairai le nom, assis dans mon bureau, parla de tous les grands et prospères programmes de logement possibles pour ensuite écrire, dans son article sur le logement au Canada: le nouveau ministre du Logement de l'Ontario semble vouloir discuter du problème. Oui, j'en ai discuté avec lui pendant 45 minutes. Je lui ai donné un tas d'information dont rien n'a été mentionné dans l'article, mais je dois dire que mon nom y a paru, ce qui était l'ambition de toute une vie.

La même chose vaut également pour les assurances, par exemple. Les assurances sont un sujet très technique dont j'ai déjà eu à m'occuper et je me souviens que, lorsque j'ai prononcé mon premier discours en la matière, il y avait là un reporter qui travaillait également pour le *Globe and Mail*, Larry Welch, qui en connaissait beaucoup plus long que moi et qui s'en est aperçu très rapidement après m'avoir posé quelques questions. J'aimerais ajouter, tout à l'honneur de Larry, qu'il n'a pas essayé de m'embarrasser. Il n'a pas dit: Le nouveau ministre ne connaît rien sur les assurances, parce qu'il savait que c'est un sujet très complexe et que je ne faisais que lire des discours qui avaient été rédigés à mon intention. Je ne comprenais absolument rien aux détails techniques. Les ministres doivent apprendre vite. J'espère Jeff, qu'ils ne mentent pas à la presse. Je l'espère fortement parce que, bien souvent, la presse est tellement à l'affût de nouvelles qu'elle cite un ministre sur à peu près n'importe quoi. Je partage votre inquiétude quant aux hommes politiques qui, lorsqu'ils sont en désaccord avec la presse, demandent que des mesures de contrôle soient prises. C'est une tentation très dangereuse pour les hommes politiques de vouloir, lorsque la presse n'est pas d'accord avec eux, la contrôler. Cependant, on trouve énormément dans les journaux ce que j'ai appelé des fausses interprétations, des citations inexactes, un manque de compréhension et du cynisme. En toute démocratie, je ne crois pas que le public doive faire preuve d'une confiance aveugle ni comprendre nécessairement tous les détails techniques, mais il doit s'intéresser aux rouages du gouvernement, et pour soutenir cet

[*Texte*]

for them to be objective. Politicians sometimes have the same attitude towards the press as we heard the members of the press towards politicians.

A former colleague of mine in the Ontario Legislature—he is still there, I am not, I call him a former colleague—once told me that he absolutely detested the press, did not talk to them if he could possibly avoid it and that it never hurt him politically. Whether or not it hurt him politically, it is my view that the public was being short-changed by his failure to try to communicate with the media because he could only speak to a few hundred people. The media speak to thousands and millions. Politicians, in order to get their message through, must always understand that and that is why, when I see politicians trying to avoid the scrum—and we have had those things at Queen's Park as well—I always wonder why, because if they really have something to say—and there should never be a politician who does not have something to say—they should be speaking to the press. The press should not feel that it is always being manipulated. Far be it from me to defend Paul Cosgrove. I have had my differences with Paul over the years and I really cannot speak from first hand experience because I was not at that press conference, but what you had was a headline, representing something that the minister had not said and immediately, what took place was what I call "media cannibalism".

Everybody was rushing to get the story, because one newspaper had it and in doing that, they really failed to get the real story. I have had it happen to me once in a very obscure debate with Michael Cassidy, whom many of you may not know, he is the leader of the New Democratic Party in Ontario, but at the time, he was a front bencher and I was a Cabinet minister. We had a little debate at the University of Western Ontario, one evening, in front of a very small audience, I think about twenty people, and I was asked a question about rent control. I said that it was rapidly becoming a mess and that I did not want to be the minister in charge of a mess. Therefore, there had to be some changes made.

The next morning, the glaring headline was "Handelman Threatens to Resign over Rent Control", and that followed me through the rest of my Cabinet career. As a matter of fact, it followed me through the rest of my legislative career, because every so often in the exchange that takes place in the Legislature, people would taunt me: You have resigned over rent control. No, I did not. When I did resign from the Cabinet and went to the back-bench, I tried to explain to the press that there was no single reason why, I explained, the Chairman says I resigned on health grounds, that is not true.

I brought up some of the miseries of minority government and that immediately became a headline: "Handelman resigns over Minority Government", that is not true either. As in any

[*Traduction*]

intérêt, les hommes d'État doivent avoir l'oreille attentive de la presse. Je ne crois pas que les reporters soient plus subjectifs ou aient plus de préjugés que quiconque, mais il est très difficile pour eux d'être objectifs. Les hommes politiques ont parfois envers la presse la même attitude que les journalistes envers eux.

Un de mes anciens collègues de l'Assemblée législative de l'Ontario—il y est toujours alors que je n'en suis plus; c'est donc un ancien collègue—m'a dit un jour qu'il détestait absolument les journalistes, qu'il ne leur parlait pas s'il pouvait l'éviter et que cela n'avait jamais nui à sa carrière politique. Que ça lui ait nui ou non sur le plan politique, je suis d'avis que le public y a perdu au change parce que du fait qu'il refusait de communiquer avec les média, il ne pouvait s'adresser qu'à quelques centaines de personnes à la fois. Les média s'adressent à des milliers et des millions de personnes. Les hommes politiques, pour faire passer leur message, doivent comprendre cette réalité et c'est pourquoi, lorsque j'en vois qui tentent d'éviter les coups—et la même chose se passait à Queen's Park—je me dis que s'ils ont vraiment quelque chose à dire—et tout politicien devrait toujours avoir quelque chose à dire—ils devraient parler aux journalistes. La presse ne devrait pas se sentir manipulée. Je ne tente en rien de défendre Paul Cosgrove. J'ai eu quelques différends avec lui au cours des années, je ne peux parler en connaissance de cause parce que je n'étais pas à la conférence de presse, mais ce que vous aviez était un grand titre, une déclaration que le ministre n'avait pas faite. Il s'agissait en fait de ce que j'appelle du «cannibalisme journalistique».

Tout le monde voulait connaître l'histoire publiée dans un journal, mais ce faisant, ils se privaient de connaître les faits réels. La même chose m'est arrivée un jour à l'occasion d'un débat sans importance que j'ai eu avec M. Michael Cassidy, que certains d'entre vous ne connaissent peut-être pas: il est le chef du Parti néo-démocrate de l'Ontario. A l'époque, il siégeait sur les premières banquettes et j'étais ministre. Nous participions à un débat à l'université Western Ontario devant un auditoire très peu nombreux, environ une vingtaine de personnes; on m'a posé une question au sujet du contrôle des loyers. J'ai déclaré que la situation se détériorait rapidement, qu'en ma qualité de ministre je ne voulais pas être responsable d'un fouillis et que des changements s'imposaient.

Le lendemain, un journal publiait avec fracas un article intitulé «M. Handelman menace de démissionner au sujet du contrôle des loyers». Cette étiquette m'a accompagné pendant toute la durée de ma carrière de ministre. En fait, elle m'a suivi pendant toute ma carrière législative car pendant les échanges auxquels j'ai participé à l'Assemblée législative, on me répondait: vous avez démissionné à cause du contrôle des loyers. Ce n'était pas vrai. Lorsque j'ai démissionné du cabinet et que je suis redevenu député d'arrière-ban, j'ai voulu expliquer aux journalistes qu'il n'y avait pas de raison de croire que le président n'était pas justifié d'attribuer ma démission à des raisons de santé.

Ayant dénoncé les difficultés inhérentes à un gouvernement minoritaire, un journal a immédiatement publié: «M. Handelman démissionne en raison du caractère minoritaire du gou-

[*Text*]

situation like that, there is a combination of circumstances, and I realize it is difficult for the media to interpret all of those facts factually. It is difficult for them to write a story and say: "Mr. Handelman said the following . . ."

But misinterpreting what the politician says is equally wrong. Now, one of the things that concerns me, I suppose, about this morning was that we had the media attributing certain things to political speakers. I have found in my career that you never knew when what you were saying was for attribution, whether you are on the record or off the record and it made it very difficult to form close friendships, close relationships with some of those very interesting people in the press gallery.

A few months ago, I was at a fund raising dinner for Mr. Joe Clark and sitting at our table, I thought off duty, was a person who had been very good to me and with whom I had some rapport, a media person, and we were chattering as usual about things completely disassociated from politics and what came up was beer in the ball park for the Blue Jays and I happened to be the minister who carried the message. I say no! And my reporter friend said: You know, that was a terrible decision. I did not think it was particularly important. Besides, we had pretty good information from polls that there were some people who were violently opposed to having beer sold in the Blue Jays' ball park. I did not think anything of it until the next morning, reading the local paper, I was quoted as having said that the reason why the Cabinet had turned down beer in the ball park is because they had a poll saying people were against it. Of course, again it was only one of the factors in the decision.

The other thing, and using that same anecdote, the other thing that concerns me about the press is how they often shoot the messenger. They know that there is great debate in Cabinet, they do not know what the debate consists of unless there is a leak, but they know that there is rarely unanimity among people of strong will, but what comes out of Cabinet and what must come out of Cabinet in our system, is a single decision. The carrier of that decision happens to be the minister responsible. He may not agree at all with the message that he is carrying, but he is shot if it is not a popular decision. Shoot the messenger because he brings bad news. I had to defend censorship as the minister of Consumer and Commercial Relations.

If they had ever looked at what I said as a back-bencher about censorship, they would know how I felt about it. But, that was my job and yet the press would say, not that the government supports censorship, Handelman supports censorship. And I did. I had to. Factually, it is correct; whether or not that represented my true views was another matter. So this mutual distrust is something that is dangerous, in my view, in our democratic society. I do not know how you overcome it and I hope sometime today, some light may be shed on how politicians can speak freely to the press without fear of being

[*Translation*]

vernement»; encore une fois, c'était faux. Comme dans toute situation du genre, il y a toujours un concours de circonstances et je constate qu'il est difficile pour les media d'interpréter tous les faits de façon objective. Ils peuvent difficilement commencer un article par: «M. Handelman a déclaré que . . .»

Toutefois, on ne doit pas pour autant mal interpréter les propos d'un politicien. Une des choses qui m'afflige au sujet de l'événement de ce matin est sans doute le fait que des media aient attribué certains faits à des orateurs politiques. Au cours de ma carrière, j'ai constaté qu'on ne sait jamais ce qu'on vous fera dire, ni si vos propos seront divulgués ou non et c'est pourquoi il est très difficle d'établir des amitiés ou des relations étroites avec certains membres intéressants de la presse.

Il y a quelques mois, alors que je participais à un dîner bénéfice en l'honneur de M. Joe Clark, il y avait à notre table un membre de la presse que je ne croyais pas être en fonction et avec qui j'entretenais de bons rapports; nous discutions comme d'habitude de choses complètement étrangères à la politique et nous sommes venus à parler de la vente de bière dans les estrades des Blue Jays. Il s'est trouvé que j'étais le ministre parlant de la question. Je ne suis pas d'accord. Mon ami journaliste a déclaré par la suite: Vous savez, ça été une décision terrible à prendre. Je n'estimais pas la question particulièrement importante, en outre, des sondages nous indiquaient clairement que certaines personnes s'opposaient fermement à la vente de bière dans les estrades des Blue Jays. Je n'ai plus pensé à cette question jusqu'au matin suivant alors que j'ai lu dans un journal que j'avais déclaré que le cabinet avait refusé d'autoriser la vente de bière parce que des sondages indiquaient que les gens s'y opposaient. Bien entendu, les sondages n'étaient qu'une des raisons de la décision.

L'autre chose qui m'agace, prenons comme exemple la même anecdote, est la façon dont la presse exécute souvent le messager. Bien qu'ils savent qu'il y a un débat important au cabinet, les journalistes ne peuvent en connaître la teneur, sauf s'il y a fuite. Ils n'ignorent cependant pas que des personnes ayant beaucoup de caractère sont rarement unanimes; toutefois, notre système est ainsi fait qu'il importe qu'une seule décision soit prise par le cabinet et c'est habituellement le ministre responsable qui la fait connaître. Bien que le ministre ne soit pas forcément d'accord avec le contenu du message qu'il livre, il sera de toute façon tenu responsable d'une décision impopulaire. En somme, on exécute le porteur de mauvaises nouvelles. En ma qualité de ministre de la Consommation et des Relations commerciales, j'ai dû défendre la censure.

Si les journalistes avaient pris la peine de s'informer de mon point de vue au sujet de la censure alors que j'étais député d'arrière-ban, ils auraient connu mon opinion véritable; or, bien que je n'aie fait qu'accomplir un travail, la presse a accusé non pas le gouvernement, mais Handelman d'être en faveur de la censure. De fait, je devais l'être. C'était exact objectivement parlant, mais cela ne voulait pas nécessairement dire que mon attitude reflétait véritablement mon point de vue. A mon avis, une telle méfiance mutuelle constitue un danger dans une société démocratique. Je ne connais pas la solution au

[*Texte*]

misinterpreted. The press will listen to what politicians say without, in the back of their mind, that thought that the politician is lying to them.

You must, somehow, establish the fact that there is a symbiotic relationship between the Members and the press; it does not have to be sympathetic, but certainly it is symbiotic, because we work together. Politicians must communicate and, for better or worse, they must communicate through the media and if they, the media, do not properly transcribe that communication, then it is the public that is short-changed.

Something has to be done to improve that situation. I see more and more cynicism on both sides, as I have heard this morning, and I fear for the future of relationships between those of us who really are working together in the public interest, as Mr. Speaker Richard quoted Jean Lesage, last night, as saying: We do serve the public and I think we should be serving the public together. There has to be independence of that estate from ours, but that does not necessarily mean there should be mistrust, cynicism and simple lack of interest in what takes place in the Legislature, as John Holtby said. I hope they will accept, as journalists, that politicians are trying to do their best for their constituents, for their constituency, on the broader sense, and for the public as a whole, recognizing that politics is the art of the possible and that they have to be elected if they are going to do anything. It is a very important thing. Nobody mentioned elections this morning, I think you have to realize that a politician, if he is to accomplish anything, must be elected. As soon as he is defeated, he loses the power to do anything.

Having said that, maybe we can get back on time, if I were to stop now and see if there are any questions. Thank you very much.

Mr. Fletcher: Thank you very much. I hope I may be forgiven for observing that my reference to health reasons, as a basis for resignation, is an example of the risk that reporters take when accepting official reasons at face value. I think we have some time for questions and comments; there were a great many issues raised here.

Mr. Dennis Anderson: Dennis Anderson, from Alberta. I may just say that I first was on the journalist's side of the ledger and, as of a year ago, have been on the politician's side of the ledger. I have very much appreciated the comments made on both sides, this morning.

I feel, from my personal point of view, that I have experienced the honeymoon with the press, probably largely because I was a member of that group, I understand them and know how to communicate through them. I expect that to die, as my career goes on, and to experience some of the things that you have suggested.

But I would like to comment on one disturbing trend that I have felt and did feel while I was in the media, as well as since

[*Traduction*]

problème, mais j'espère qu'aujourd'hui on saura indiquer aux hommes politiques le moyen de s'exprimer librement sans craindre d'être mal interprétés. Les membres de la presse écouteront ce que les hommes politiques ont à dire sans douter de la véracité de leurs propos.

D'une façon ou d'une autre, il faut reconnaître l'existence d'un certain type de symbiose entre les députés et la presse; cette relation n'est pas nécessairement sympathique, mais elle est néanmoins étroite, car nous travaillons ensemble. Les hommes politiques doivent communiquer et, pour le meilleur ou pour le pire, ils doivent le faire par l'entremise des média; ces derniers, pour leur part, s'ils ne rendent pas compte correctement des messages qu'on leur confie, peuvent induire le public en erreur.

Il faut agir pour améliorer cette situation. Je constate de plus en plus de cynisme de part et d'autre, comme je l'ai dit ce matin, et j'éprouve des craintes quant aux futures relations qu'auront ceux d'entre nous qui travaillent véritablement dans l'intérêt public, comme monsieur le président Richard l'a dit en citant Jean Lesage, hier soir: nous servons le public et il conviendrait je pense, que nous fassions œuvre commune. Certes, il faut préserver l'indépendance des parties en cause, mais cela ne signifie pas nécessairement qu'il faille se méfier ou faire preuve d'arrogance ou manque d'intérêt pour ce qui se passe à l'Assemblée législative, comme l'a dit John Holtby. J'espère qu'ils reconnaîtront que les hommes politiques, comme les journalistes envers leurs lecteurs, essaient de faire de leur mieux pour leurs commettants et, au sens large, pour le public, tout en admettant que la politique est l'art du possible et que pour pouvoir agir, ils doivent d'abord se faire élire. Voilà un fait très important. Personne n'a parlé des élections ce matin; or, à mon avis, il faut bien se rendre compte qu'un homme politique, s'il veut faire quelque chose, doit être élu, car la défaite électorale ne confère aucun pouvoir.

Je n'ajouterai rien à ces propos, de sorte que nous puissions attraper le temps perdu. Vous avez peut-être des questions. Merci beaucoup.

M. Fletcher: Merci. J'espère que vous m'excuserez d'avoir fait remarquer que l'on peut présenter sa démission pour des raisons de santé, ce qui illustre bien les risques que des journalistes prennent lorsqu'ils acceptent les raisons officielles qu'on leur donne pour leur valeur théorique. Nous pouvons, je pense, réserver une brève période à la formulation de questions et de commentaires; beaucoup d'aspects ont été soulevés.

M. Dennis Anderson: Dennis Anderson, de l'Alberta. Je voudrais dire qu'en premier lieu, j'étais du côté des journalistes mais que depuis un an, je suis dans le camp des hommes politiques. J'ai beaucoup apprécié les commentaires qui ont été faits de part et d'autre ce matin.

En ce qui me concerne, je crois avoir eu une idylle avec la presse essentiellement parce que j'en faisais partie, je comprends les journalistes et je sais comment leur parler. Plus j'avancerai dans ma carrière, plus je m'attends à voir s'estomper ces relations et à faire l'expérience de certaines des possibilités que vous avez évoquées.

Mais je voudrais commenter un mouvement troublant que j'ai connu lorsque je faisais partie des média et que je connais

[*Text*]

I have become a politician, and that is towards the concept of interpretative journalism. My concern, with some of the comments made by Mike Duffy, earlier, was with respect to this idea of fairness versus objectivity. I am not sure what definitions he was applying to those terms but my concern is that the old concept of journalism, where an individual felt that they had an obligation to give the most unbiased point of view about a given item, understanding of course that they never know all of the difficulties involved or that they would be able to present all of the dimensions of a given question, but that they had an obligation to attempt to find out both points of view or all points of view and present that, if unable to do so at least present a qualification that, in the mind of some people, this happened or understanding that there was a qualification, has no longer taken place. In fact, the journalists, in many areas, are now saying: I am an interpretative journalist, I have a responsibility to interpret to the public what I believe to be the situation; I worry about that professional direction.

I have to say that there is a skepticism on the part of politicians towards journalists as there is on the part of journalists towards politicians, and I feel that this partially results from that, politicians no longer know that they can trust a media person to, at least, attempt to be objective. No doubt, if they did, they would still be manipulating to some extent, trying to get the best point of view across. But can a politician, today, fairly say to a reporter: This is the point of view, and be sure that it comes across? Without attempting to befriend that individual, make sure the interpretation is the interpretation that you want on the story, and going at it from that end. So, I would appreciate your comments on that point.

Mr. Handelman: Well, first of all, I would like to congratulate you on having a honeymoon with the press. I was told by some people in the gallery that they were hired on their own when they were elected, then there were those who came from outside the profession. I suppose the best example of that in their own legislature is Frank Drea, one time reporter, consumer activist in journalism, who had an awful time when he was a back-bencher; he now has recommenced, at least, having an honeymoon with press. So, just this ought to take place.

My experience in journalism, of course, is very ancient. I once wrote a sports column for two years in the University of Saskatchewan sheet, and as a columnist, I had on my staff Bill MacPherson, who is now the associate editor of the *Ottawa Citizen*, as reporter. In those days, the line was clear cut. If you were columnist, you were an opinion maker, an expresser. If you were reporter, just the facts—Madam—just like Jos Friday said, you did not report anything but the facts.

That type of thing has become blurred, as you say. Those of us, in politics, now look at reporters into categories, and I always like to use the *Globe & Mail* because, of course, it is Canada's national newspaper, it has such a wide range of reporters and columnists: Jeff Stevens, on page 6; Hugh Windsor, on page 7, and they are interpreters, no question about it. But in the news pages, we have the reporters in the

[*Translation*]

également depuis que je suis devenu un homme politique: il s'agit du journalisme d'interprétation. Ainsi, les commentaires que Mike Duffy a faits suscitent chez moi quelques inquiétudes en ce qui concerne le rapport entre l'équité et l'objectivité. Je ne sais pas quelle définition il a donnée de ces termes, mais je crains que les vieux principes journalistiques soient maintenant lettre morte. Il fut un temps où les journalistes se croyaient tenus de présenter les nouvelles avec le plus grand souci d'impartialité, conscients, bien entendu, qu'ils ne connaîtraient jamais toutes les difficultés en jeu, ni qu'ils ne seraient en mesure de donner à leurs lecteurs toutes les facettes d'une question donnée; ils s'efforçaient pourtant de présenter différents points de vue et, s'ils n'y parvenaient pas, ils tentaient à tout le moins de circonstancier leurs opinions pour leurs lecteurs. En fait, à l'heure actuelle, les journalistes dans de nombreux domaines disent qu'ils font du journalisme d'interprétation, que leur responsabilité est d'interpréter pour le public ce qu'ils croient être les faits, et cela me préoccupe.

Je dois reconnaître que les hommes politiques sont sceptiques vis-à-vis des journalistes, comme il y a aussi des journalistes sceptiques vis-à-vis des hommes politiques et je crois que cela est en partie dû au fait que les hommes politiques ne peuvent plus compter sur l'honnêteté ou, à tout le moins, sur l'objectivité de la presse. Il va sans dire que dans le cas contraire, ils manipuleraient quand même dans une certaine mesure, car les journalistes essaieraient de présenter les meilleurs points de vue. Mais un homme politique peut-il de nos jours dire à un journaliste ce qu'il doit rapporter, sans faire preuve de parternalisme vis-à-vis de cette personne, tout en s'assurant que l'interprétation donnée des faits soit celle voulue? J'aimerais entendre vos commentaires à ce sujet.

M. Handelman: Je voudrais tout d'abord vous féliciter pour votre idylle avec la presse. Certains journalistes parlementaires m'ont dit qu'ils travaillaient à leur propre compte avant d'être élus, mais il y aussi les hommes politiques qui œuvraient dans un domaine autre que le journalisme. Le meilleur exemple à ce sujet est sans doute celui de Frank Drea, ancien journaliste, défenseur du consommateur; il a beaucoup souffert lorsqu'il était député d'arrière-ban, mais il a maintenant établi de meilleures relations avec la presse. Il faut donc croire qu'il doit en être ainsi.

Mon expérience en journalisme ne date pas d'hier. J'ai déjà été pendant deux ans chroniqueur sportif pour le journal de l'université de la Saskatchewan et à ce titre, Bill MacPherson, l'actuel rédacteur en chef associé du *Ottawa Citizen* travaillait pour moi en tant que journaliste. À l'époque, l'attribution était claire. À titre de chroniqueurs, on façonnait l'opinion, on interprétait les faits. Par contre, les journalistes ne faisaient que rapporter les faits le plus fidèlement possible et rien d'autre.

Les choses sont beaucoup moins tranchées, comme vous l'avez dit. En politique, nous plaçons les journalistes en différentes catégories et j'aime bien me référer au *Globe and Mail* en raison de son auditoire national; toute une gamme de journalistes et de chroniqueurs y travaillent: Jeff Stevens, à la page 6, et Hugh Windsor, à la page 7, sont des journalistes d'interprétation, cela ne fait aucun doute. Mais il y a aussi des

[*Texte*]

gallery and without naming any of them, some of them are factual reporters and they are the kind politicians love. But then, there is interpretative reporter who gets a nuance of opinion in a news report, and that is where politicians get furious, saying: Why does he or she not just report the facts? And I suppose politicians have to accept the modernization of the whole profession of journalism and realize that editors are not going to cut out a pejorative or descriptive word which changes the tone of the article.

You cannot order a politician to say those are the facts and print them, quite obvious. Perhaps that is where the element of manipulation comes in, as we heard about this morning. The politician, in his presentation of a fact, is desperately trying to establish his sincerity, his truthfulness, his devotion to this cause, hoping that the reporter will reflect that.

I do not believe that governments or politicians can in any way try to control how facts are reported; as reluctant as we may be to see some of the ways that they are reported, that is the responsibility of the media, and they can only fulfill this responsibility if they try to be fair. Being objective is no longer—I think there is a distinction—I think being objective is no longer one of the criteria of a good news report. Although, I must say that the ones that I think are good, are those that simply report the facts.

The danger of anybody trying to tell the press how to report is quite obvious in a democracy, we simply could not accept it.

Mr. Fletcher: Another question . . .

Mr. Duffy: I am fascinated by Sidney Handelman's sincerity. The politician is a conflict of interests; he wants to get re-elected. Very often, the government has not acted on a problem; very often, the action the government has taken is taken for the wrong reasons. There are all sorts of things that governments foul up, that they want to cover up, and do not want people to know that they were so stupid as to waste all that money or whatever. I do not see how we can be excepted to look at politicians without that kind of cynism, it is perhaps a too strong word, but to take a strong look at everything a politician says because he not only has the issue at stake here on the table, but he also has his own political future, his party staying in power. Very often, there are very high stakes. To expect us to be able to believe that all politicians are sincere and honest as Sid Handelman is adding a lot.

Mr. Handelman: I do not for one minute deny the fact that governments and politicians try to put the best picture on what they have done, that has to be done, certainly. But I would like to say, before the press automatically convicts the politicians or the government of misinterpretation or attempting to mislead, at least to prove it. Now that takes a great deal of digging. It takes a great deal of hard work and journalism, and writing of any kind is hard work as I have found, having had to do some recently. But certainly by innuendo, generalization, leaving the government and the politicians under the micros-

[*Traduction*]

journalistes chargés de rapporter les nouvelles, certains d'entre eux sont parmi nous aujourd'hui et nous ne les nommerons pas, ce sont ceux qui se contentent de rapporter les faits et qui sont fort appréciés des hommes politiques. Il y a en outre des journalistes qui interprètent les faits, circonstancient et nuancent leur compte rendu, ce qui enrage les hommes politiques qui se demandent pourquoi les journalistes ne se bornent pas à rapporter les faits. Je crois que les hommes politiques doivent accepter la modernisation du journalisme et le fait que le rédacteur en chef d'un journal ne va pas censurer le terme descriptif ou péjoratif qui donne un ton particulier à un article.

C'est peut-être là que se manifeste l'élément de manipulation, comme nous l'avons entendu ce matin. En présentant un fait, l'homme politique cherche désespérément à établir sa sincérité, la véracité du fait, son dévouement à cette cause, en espérant que le journaliste saura les traduire dans son article.

Je ne crois pas que les gouvernements ou les hommes politiques puissent, de quelque façon que ce soit, essayer de contrôler la manière dont les faits sont rapportés; même si la façon dont ils sont présentés nous indigne, la responsabilité en incombe aux média qui ne peuvent s'en acquitter qu'en essayant d'être juste. Être objectif ne garantit plus, à mon avis, un bon article de journal. Je dois dire toutefois que les bons articles, à mon avis, sont ceux qui se contentent de rapporter les faits.

Il existe un danger évident à essayer de montrer à la presse comment elle doit accomplir son travail en régime démocratique, ce que nous ne pourrions pas accepter.

M. Fletcher: Une autre question . . .

M. Duffy: Je suis fasciné par la sincérité de M. Sidney Handelman. L'homme politique est le résultat d'un conflit d'intérêts car il veut être réélu. Très souvent, le gouvernement n'a pas pris de mesures à propos d'un problème et très souvent les mesures qu'il a prises l'ont été pour de fausses raisons. Il y a des tas de choses que les gouvernements veulent cacher, et ne veulent que les gens sachent à quel point ils ont été assez stupides pour gaspiller tout cet argent ou n'importe quoi d'autre. Je ne vois pas comment on pourrait étudier les hommes politiques sans ce genre de cynisme, le terme est peut-être fort, analyser de manière approfondie tout ce que dit un homme politique parce que non seulement la question est en jeu, mais également son propre avenir politique et l'avenir de son parti qui doit rester au pouvoir. Or très souvent, les enjeux sont énormes. Il y a un grand pas à franchir pour qu'on puisse nous faire croire que tous les hommes politiques sont aussi sincères et honnêtes que M. Sid Handelman.

M. Handelman: Je ne voudrais pas nier un seul instant le fait que les gouvernements et les hommes politiques essaient d'enjoliver ce qu'ils font, car c'est normal. Mais avant de les accuser automatiquement de fausse interprétation ou de tentatives pour induire en erreur, j'aimerais que la presse au moins le prouve. Cela demande des recherches énormes, un gros travail, car le métier de journaliste et d'auteur est difficile comme j'ai pu le constater, ayant dû m'y livrer récemment. Mais les généralisations, les insinuations malveillantes ne devraient pas être autorisées, tout comme il ne devrait pas être

[*Text*]

cope of suspicion, I think, is wrong and I simply say that if you are going to do that, then I think you should have the facts right which prove that the government is misleading. And I am not suggesting for one minute that the government does not try to put the best light on every subject, but I do not think we should be debating at the table.

Mr. Stevens: Can I just come in with a quick observation? I think I really have to take Sid Handelman up on his suggestion that politicians cannot control the way facts are reported. As one who spent two months earlier this year travelling around the country in an election campaign, a good portion of that travelling with the leaders of national parties, I felt every day as though in fact the facts were being controlled and I felt that particularly when I was travelling with Pierre Trudeau. Of course, a politician can control the way facts are reported simply by controlling the agenda, controlling the facts that he is prepared to discuss, by controlling the issues he is prepared to discuss and by controlling access to himself and to his officials and simply not being available when being available might mean the facts would get reported in a way that the politician does not want.

Mr. Robert Miller: Bob Miller, Ottawa. As a citizen who is neither a politician nor a journalist but a consumer of both, I am enormously reassured by the distrust that exists between the two camps. I obviously think that there is a danger of it going too far but I think distrust is an essential healthy element in a democratic society and, obviously, if it lapses into cynicism, it is something else. But, one of the questions I have goes to a discussion we were having during the break. We were saying to each other that in a sense, the question that has been put before us in this seminar is pretty obvious. It is pretty obvious that you are neither accomplices nor adversaries, so that the thesis is pretty easy to demonstrate, it is some mixture of the two.

At the same time, I think there is something else working in the back of people's mind, some other kind of question, and that is whether there are certain kinds of questions or certain kinds of problems we face today which neither of you are particularly good at addressing and, for that matter, none of us are particularly good at addressing. There is this kind of general feeling, I guess, that we have all made ourselves into specialists in events, in dealing with particular crises or particular problems, either at reporting them or trying to do something about them in the case of the politicians. But there are certain currents at work in our society or in the world, which neither the press in reporting nor the politicians in dealing with them have yet come to grips with. We sense that; everyone, I think, feels that. We are not sure whether that is just a cliché and we cannot really come to grips with it because it is terribly difficult to figure out what those currents are, and if there are differences of opinion on event, there are even deeper differences on where the world is tending on what is happening. But I think that a lot of the impatience that exists in the larger society about both the press and politicians is this feeling that as events speed up, as there is more and more change, what people really feel the need for is some kind of

[*Translation*]

permis de laisser planer le doute sur les actions du gouvernement et des hommes politiques et si on le fait, je pense qu'il faut avoir en main tous les faits qui prouvent que le gouvernement cherche à tromper. Je ne veux absolument pas insinuer que le gouvernement n'essaie pas de faire apparaître chaque question dans son meilleur jour, mais je ne pense pas que cela devrait faire l'objet d'un débat.

M. Stevens: Puis-je faire une brève observation? Je crois que je dois reprendre la suggestion de Sid Handelman selon laquelle les hommes politiques ne peuvent contrôler la façon dont les faits sont rapportés. J'ai passé deux mois au début de cette année à voyager à travers le pays lors de la campagne électorale en compagnie des chefs des partis officiels. J'ai, au contraire, eu l'impression que les faits étaient contrôlés et cette impression était particulièrement forte lorsque je me déplaçais avec Pierre Trudeau. Il est évident qu'un homme politique peut contrôler la façon dont les faits sont rapportés simplement en contrôlant l'ordre du jour, en contrôlant les faits, les questions dont il est prêt à discuter et en limitant sa présence et celle de ses collaborateurs, tout simplement en n'étant pas disponible lorsque les faits qui seraient rapportés le seraient d'une façon qui ne lui plairait pas.

M. Robert Miller: Bob Miller, Ottawa. En tant que citoyen qui n'est ni homme politique ni journaliste, mais un usager des deux, je suis extrêmement rassuré par la méfiance qui existe entre les deux camps. Je pense qu'il existe un danger réel si elle dépasse certaines limites, mais la méfiance est un élément sain, indispensable à une société démocratique, et c'est évidemment tout autre chose si elle tombe dans le cynisme. Je voudrais revenir maintenant à la discussion que nous avions lors de la pause. Nous nous disions que la question qui avait été posée était, en un sens, assez évidente. Il saute aux yeux que vous n'êtes ni complices ni adversaires, si bien que la thèse est assez facile à prouver, c'est un mélange des deux.

En même temps, je crois que les gens se demandent autre chose, s'il existe certains types de questions ou de problèmes auxquels nous devons faire face aujourd'hui et que vous n'arrivez ni les uns ni les autres à résoudre, à plus forte raison aucun d'entre nous. On pense en général que nous nous sommes spécialisés dans certains domaines, que nous sommes spécialistes de certaines crises ou de certains problèmes, soit dans le domaine du journalisme, soit en essayant de les résoudre dans le cas des hommes politiques. Mais il existe certains courants dans notre société où dans le monde que n'arrivent à saisir ni la presse en les rapportant ni les hommes politiques en les traitant. Je crois que tout le monde a cette impression. Nous ne savons pas si ce n'est qu'un cliché et nous ne pouvons l'appréhender parce que ces courants sont excessivement difficiles à cerner, et s'il existe des divergences d'opinion quant aux événements, il en existe d'encore plus profondes sur l'orientation que prend le monde en général. Je crois que la majeure partie de l'impatience qui se fait jour dans la société en général à propos de la presse et des hommes politiques tient à cette impression que, au fur et à mesure que les événements se précipitent et que les changements s'accélèrent, les individus ressentent le besoin de comprendre ce qui

[*Texte*]

understanding of what is happening to them, of where things are tending and, at the same time, a kind of resignation that it is really impossible in the present circumstances to accomplish that. We just are not or perhaps cannot be equipped to understand those things. And, therefore, a kind of boredom sets in both about the press and about politics which to me is more characteristic of current attitude than anything else. There is a tremendous amount of reaction, there is a tremendous amount of interest, I know people watch lot of television, people read a lot of magazines and so on and yet, in talking to people and in my own case, there is a tremendous undercurrent of boredom about the whole thing, as I continue to consume more and more of this, but I do not really have much confidence. It is telling me the answers to the questions which are in the back of my mind. Last night, Jeff said that he had the greatest difficulty in writing about the Law of the Sea, which is one of those kinds of questions, it seems to me, that is: Where is the world tending in its relations between rich nations and poor ones? But it was extemely difficult to sell that in the *Globe*, not just to editors, but to the public at large.

I guess I do not really have a question so much as—well, perhaps my question is: Do you have that same sense, either in journalism or in politics, that people are really interested in the question of this seminar? Only up to a point; after that, there is really some other questions on people's minds about both press and politics and maybe what they have in common.

Mr. Handelman: It is pretty hard to be objective in response to something like that. I think we tend to become sort of inbred and talk to each other a lot and pay a lot of attention to each other, without examining the extraneous public out there that does not belong to either of our groups. We tend, as politicians, to think that the public is apathetic, that the public does not really want to be bothered with Law of the Sea details. They do not want to be bothered with something like the nodules at the bottom of the ocean which may, in fact, revolutionize the whole mineral industry in Canada. They do not even want to hear about that kind of thing. But they do want to hear about what Pierre Trudeau had for breakfast. So, the press reports that and it is very difficult for the press to reflect some of the politicians' interest and perhaps what the public is interested in. It may very well be that the public is not and that we are right that the public is apathetic and does not want to hear about those things. Let government solve it! I happen to be one of those who is philosophically at the right place at this table who does not believe the government has the answer to all those questions.

But, I think you are quite right, that we tend to talk to each other an awful lot and forget about our audience out there and sometimes assume that they are not interested when they may very well be.

Mr. Stevens: As a brief observation, I think it is a problem which the press and the politicians share. It is basically a problem of information overload. There is just too much. There are too many issues; they are too complicated; there are just too many factors involved in all of them. The press cannot grasp it all; the politicians cannot grasp it all; the public cannot grasp it all. I think the public senses the inadequacy of

[*Traduction*]

leur arrive, de saisir l'orientation des événements, en même temps qu'une espèce de résignation en se rendant compte que c'est impossible dans les circonstances actuelles. Nous ne sommes pas équipés pour comprendre ces choses-là ou nous ne pouvons pas l'être. Et par conséquent, il s'installe une espèce d'ennui à propos de la presse et de la politique qui, à mon avis, est plus caractéristique de l'attitude actuelle que tout autre chose. Les réactions sont énormes, l'intérêt est immense; je sais que les gens regardent souvent la télévision, lisent beaucoup de revues et pourtant, en parlant aux gens, j'éprouve tout au fond de moi-même un ennui sans borne. Je continue à dévorer, mais je n'ai vraiment pas beaucoup confiance. J'obtiens les réponses aux questions que j'ai derrière la tête. Hier soir, Jeff disait qu'il avait les plus grandes difficultés à écrire sur le droit de la mer. Il me semble que cela est l'une des questions du genre: quelles sont les tendances dans les relations entre les nations riches et pauvres? Il est extrêmement difficile de faire accepter ce genre d'article au *Globe*, de la faire accepter non seulement au rédacteur, mais au public en général.

Ce n'est pas réellement une question que je veux vous poser: Avez-vous la même impression, dans le monde journalistique ou politique, que les gens sont vraiment intéressés par ce colloque? Seulement jusqu'à un certain point; après cela les gens ont à l'esprit d'autres questions sur la presse et la politique et peut-être sur ce qu'elles ont en commun.

M. Handelman: Il est très difficile de donner une réponse objective. Je pense que nous avons tendance à établir des liens très forts, à discuter beaucoup entre nous en nous accordant beaucoup d'attention, sans examiner le public qui n'appartient à aucun des deux groupes. En tant qu'hommes politiques, je pense que nous tendons à penser que le public est apathique et qu'il ne désire pas vraiment être ennuyé par les détails du droit de la mer. Il ne désire pas être importuné par quelque chose dans le genre des nodules au fond des océans qui peuvent en fait révolutionner toute l'industrie des minéraux au Canada. Il ne veut même pas entendre parler de ce genre de choses. Il désire toutefois savoir ce que Pierre Trudeau a mangé à son petit déjeuner. La presse en rend donc compte et il est très difficile pour elle de refléter ce qui intéresse les hommes politiques et peut-être ce qui intéresse le public. Il se peut très bien que le public ne soit pas intéressé et que nous ayons raison de penser qu'il est apathique et ne veut pas entendre parler de ces choses, préférant laisser tout cela au gouvernement! Je suis de ceux qui ne croient pas que le gouvernement possède la réponse à toutes les questions.

Je pense toutefois que vous avez parfaitement raison de dire que nous avons tendance à discuter beaucoup entre nous, à oublier notre auditoire et à supposer parfois qu'il n'est pas intéressé, alors qu'il peut très bien l'être.

M. Stevens: Je voudrais brièvement faire observer qu'il s'agit là, à mon sens, d'un problème que partagent la presse et les hommes politiques. Il s'agit fondamentalement d'un problème de surcharge d'information. Celle-ci est trop abondante. Il y a trop de questions, elles sont trop compliquées et elles comportent de trop nombreux éléments. La presse, les hommes politiques et le public ne peuvent pas tout saisir. Le public

[*Text*]

both the press and the politicians in understanding some of the things that are going on. That may be partly responsible for the tendency to trivialize it. What Pierre Trudeau has had for breakfast is something everybody can grasp and relate to and it is a heck of a lot easier than nodules at the bottom of the sea and what that may do to the future of Sudbury or to the effect of the introduction of pay television on Canadian programming on the CBC, that sort of thing.

Mr. Duffy: This is a subject that really concerns me. We have a kind of instant feedback at the CBC, because we have this phone number that is in the telephone books from coast to coast and those switchboard operators get calls 24 hours a day from the Canadian public about what they see on television. This information overload, this burnout is reflected in the kinds of phone calls we get at our switchboards which are tabulated and sample comments which are typed up and circulated in the corporation. There is a tremendous resentment among the public about Iran. People do not want to know. You know: Do not talk to me now until the hostages are out. I do not want to hear about Tito until the guy finally dies. You know. Do not bore me. That is what we are getting back from the Canadian people. It is an on and on and on. We burn out issues.

Mr. Stevens: Do not tell me about Joe Clark until he is Prime Minister again!

Mr. Duffy: That is right. We burn out people; we burn out issues. We send a crew of people to Iran. We spend a lot of the taxpayer's money. We buy satellite time. You know, we have got a big investment over there, so we try and do as much as we can. We want to tell you as much as we can. But, after two or three days or a week, people say: I do not want to know any more. The Americans are interested in the ratings on ABC's late night shows, which are quite fascinating, because they have a direct stake. But, Canadians on this issue, on the environment, on acid rain, on a whole range of subjects are just fed up. The thing that concerns me down the road is this apathy, is the sense that there is nothing that we can do about it. I cannot change it anyway, so the hell with it, which again leads, I think, to the appetite for what I call "disco journalism". It is a balance. I do this little thing on Sunday nights called "Duffy's Note Book" and we were talking about this, coming down on the plane. There is a real battle constantly not to be too heavy. They say: Throw in the trivia and keep it light and bubbly. But, there are also some substantive issues that have not been talked about through the week.

The more I try to put that in, the more resentment and resistance there is in the audience to wanting to have their tail pulled again about should we be concerned about a, b or c. So, it is a real problem for us in the media. I suspect for someone like Sidney, it is even worse, because they may wish we have the answers, that they may wish we were providing them some

[*Translation*]

s'aperçoit que les journalistes et les hommes politiques ont du mal à comprendre certaines choses. C'est peut être un peu pour cette raison qu'on se rabat sur des insignifiances. Tout le monde peut comprendre ce que Pierre Trudeau a eu à manger au petit déjeuner, ce qui est beaucoup moins rébarbatif que les nodules au fond de la mer et l'effet de leur exploitation sur l'avenir de Sudbury ou les répercussions de l'introduction de la télévision payante sur le contenu canadien des émissions de Radio-Canada et autres choses de ce genre.

M. Duffy: Il s'agit là d'un sujet qui me préoccupe vraiment. Nous avons un genre de contrôle instantané à Radio-Canada parce que le numéro de téléphone se trouve dans les annuaires, d'un océan à l'autre, et que les standardistes reçoivent 24 heures par jour des appels de téléspectateurs qui donnent leur opinion sur ce qu'ils voient à la télévision. Cette surcharge d'information, cette façon de brûler la chandelle par les deux bouts, se reflète dans les appels téléphoniques que nous recevons. Ils sont classés et des échantillons d'observations sont transcrits et distribués à Radio-Canada. Le public éprouve un ressentiment formidable à l'égard de l'Iran. Les gens ne veulent pas savoir. «Ne m'en parlez plus tant que les otages ne seront pas relâchés. Je ne veux pas entendre parler de Tito tant qu'il ne sera pas mort. Ne m'importunez pas.» C'est là les réactions que nous obtenons des téléspectateurs. C'est toujours la même chose, tous les problèmes finissent par perdre de leur intérêt.

M. Stevens: Ne me parlez pas de Joe Clark tant qu'il ne sera pas de nouveau Premier ministre!

M. Duffy: C'est exact. Les spectateurs finissent par se lasser de tout et de tous. Nous envoyons une équipe en Iran. Nous dépensons de fortes sommes de l'argent des contribuables. Nous achetons du temps de transmission par satelite. Comme vous le savez, nous avons là de gros investissements, de sorte que nous essayons d'en tirer le maximum. Nous voulons en dire le plus possible. Toutefois, après deux ou trois semaines les auditeurs finissent par se lasser. Les Américains sont intéressés par les cotes d'écoute des émissions tardives du réseau de ABC qui sont extrêmement intéressantes parce qu'elles représentent un enjeu direct. Toutefois, les Canadiens en ont plein le dos de cette question, de l'environnement, des pluies acides et de toute une série de sujets. Ce qui me préoccupe au fond, c'est cette apathie, c'est l'impression que nous ne pouvons rien y faire. Puisque je ne peux rien y faire, que le diable l'emporte. Voilà qui nous ramène à l'appétit que l'on éprouve pour ce que j'appelle «le journalisme disco». Il y a un équilibre à assurer. Le dimanche soir, j'ai une émission, le «Duffy's Note Book». Nous en parlions justement dans l'avion. On s'efforce toujours de ne pas en faire une émission indigeste. Ils disent: Il faut des détails amusants, il faut que ça pétille. Toutefois, il y a également des questions importantes dont on n'a pas parlé durant la semaine.

Plus j'essaie d'aller dans ce sens, plus je me heurte à une sorte de ressentiment et de résistance de la part du public, qui ne désire pas qu'on lui parle de telle ou telle chose. Dans les organes d'information, c'est donc pour nous un vrai problème. Je suppose que pour les personnes comme Sydney, cela doit être pire car elles peuvent désirer que nous ayons les réponses

[*Texte*]

kind of reinsurance. But the guys really expect it from the politicians and that is where the cynicism and disappointment and apathy, I think, all combined, are to be very dangerous for us for the future.

Mr. Handelman: That makes sense because we have our own communication system which is the mail and the telephone calls, and I have found that the public responds to trivia in public affairs in the same way they do on your reporting. For example, raise the price of a bottle of wine by ten cents and you are inundated with telephone calls and letters; hundreds, I do not mean just a few, hundreds. But try to discuss rationally the problems in the Ottawa industry, in Ontario, and really the public, except those who were directly affected, does not want to hear about that. So you do tend to draw back. I have heard people say: what are you going to do about wine prices? In my view if you can say no to those people, the government will never say no to anyone because in my view although I understand the depth of feeling about it, it is simply not an important issue as far as public fare is concerned. But you have to do something about those that are important ones and the public sits back and says: well that is good. We get the same kind of tendency to discard politics that you have to discard journalism.

Mr. Fletcher: This leads us nicely to our final topic for this morning which is Parliament and the news. I want to tell you Mr. Claude Sénécal, that who is going to speak on that topic and waited patiently through the morning, has been an employee of the CBC many years and is currently assigned for TV News in the press gallery here at the National Assembly. Prior to that, he served as a correspondent for the French service of CBC in Western Canada and for a number of years was Chief Editor in Montreal and in Quebec for both television and radio news so that he has a great deal of experience in attempting to deal with the question of what is news and what is news about Parliament.

M. Claude Sénécal: Merci, Monsieur le modérateur. C'est un grand honneur qui m'échoit, ce matin, de pouvoir m'adresser à votre groupe canadien d'étude des questions parlementaires et c'est un peu à pied levé que je le fais. On m'a demandé de remplacer une collègue de la Direction de l'information du journal La Presse, à Montréal, Paule Beaugrand-Champagne, qui devait vous entretenir aujourd'hui du sujet: Le Parlement et la nouvelle.

Comme il s'agit d'un sujet qui m'aurait demandé quelques heures de préparation, ce dont je n'ai pu bénéficier—et effectivement pendant que vous dormiez ce matin, j'étais en train d'écrire ces quelques notes—je m'écarterai un peu de cette question et vous parlerai de cette drôle de bête qu'est le chef de pupitre dans une entreprise de presse. Je vous parlerai un peu de ses malheurs, de ses déboires. Je me limiterai aussi à la presse électronique, ayant vécu toute ma carrière dans ce média. Mon commentaire sera très bref, je serai probablement responsable du rattrapage de l'horaire.

Le chef de pupitre est souvent une cause de frustation chez ses collègues journalistes parce que c'est lui qui décide ce qui

[*Traduction*]

et que nous les rassurions d'une certaine façon. Ils attendent toutefois cela des hommes politiques et je pense que c'est là que le cynisme, le désappointement et l'apathie seront très dangereux pour nous à l'avenir.

M. Handelman: Cela est compréhensible parce que nous avons notre propre réseau de communication: le courrier et les appels téléphoniques. Nous nous sommes aperçus que le public répond aux détails insignifiants dans les affaires publiques de la même façon qu'il le fait pour vos reportages. Augmentez, par exemple, le prix d'une bouteille de vin de 10 c. et vous êtes inondés d'appels téléphoniques et de lettres, par centaines. Essayez de discuter de façon rationnelle des problèmes de l'industrie d'Ottawa, de l'Ontario; or, à part les personnes directement intéressées, le public ne veut pas en entendre parler. On a donc tendance à battre en retraite. J'ai entendu des gens dire: qu'allez-vous faire au sujet du prix du vin? Si vous pouvez répondre non à ces gens, le gouvernement ne dira jamais non à quiconque parce qu'à mon avis, bien que je comprenne la forte impression que l'on éprouve à ce sujet, il ne s'agit pas d'une question importante dans la mesure où il ne s'agit pas d'affaires publiques. Toutefois, vous devez faire quelque chose pour les questions importantes et alors le public se replie, prétendant que tout va très bien. On a autant tendance à rejeter la politique qu'à rejeter le journalisme.

M. Fletcher: Cela nous amène à notre dernier sujet de discussion de ce matin qui est le Parlement et la nouvelle. Je vais vous dire un mot de M. Claude Sénécal qui va traiter de la question après avoir attendu patiemment toute la matinée. M. Sénécal a été employé à Radio-Canada pendant de nombreuses années et il est actuellement affecté aux nouvelles télévisées de la tribune de la presse, ici à l'Assemblée nationale. Auparavant, il a été correspondant du service français de Radio-Canada dans l'Ouest du Canada et, pendant un certain nombre d'années, il a été directeur principal à Montréal et à Québec pour les nouvelles télévisées et radiodiffusées, de sorte qu'il a une grande expérience en ce qui concerne les nouvelles et surtout celles qui portent sur le Parlement.

Mr. Claude Sénécal: Thank you, Mr. Chairman. I feel deeply honoured this morning to be able to speak to the Canadian Study of Parliament group, but I have to do it at a moment's notice. I have been asked to replace a colleague in the news branch of «La Presse» in Montreal, Mrs. Paule Beaugrand-Champagne who was supposed to speak to you today about Parliament and the news.

I would have needed several hours to prepare myself for this topic and as I did not have the time, I jotted down a few notes while you were still sleeping. Therefore, I will wander somewhat from the topic and talk about a strange animal called an operation desk chief. I will talk about his frustrations and disappointments. But I will restrict myself to the electronic media, since I have always worked in that area. My comments will be short, so it should help us catch up on our schedule.

The operation desk chief is often the cause of frustration among his colleagues since he is the one who decides what

[*Text*]

sera diffusé dans l'information et ce qui ne sera pas diffusé dans l'information. En somme, il est un peu le dictateur de cette boîte qu'on appelle une salle de rédaction. Deux facteurs viennent créer cette situation: le temps d'antenne et l'heure de tombée, qui sont interdépendants, et le caractère de l'événement.

Le temps d'antenne d'abord, parce que tous ceux qui ont eu à faire une émission de dix minutes à la radio ou à la télévision savent très bien qu'une émission de cette durée, c'est dix minutes, point à la ligne. C'est le boulet quotidien au pied du chef de pupitre.

La deuxième tâche qui lui revient est de jauger la valeur de l'événement. Vous savez tous qu'un événement heureux ou malheureux qui passe par vos sentiments retiendra votre attention. C'est celui-là qui vous paraîtra le plus important. Votre voisin qui se fait électrocuter en installant la corde à linge de sa femme—c'est-à-dire sa propre corde à linge, pour éviter cette allusion sexiste—cette électrocution sera l'événement numéro un de la journée, peu importe les prouesse de l'Ayatollah ou les déclarations triumvirales de Lévesque, Trudeau et Ryan. Et je me refuse ici d'être complice de cette hiérarchie.

C'est dans cette optique que le chef de pupitre devient objet de frustation d'une meute de confrères journalistes travaillant dans la même entreprise. A peu près tous les sujets qui lui sont soumis doivent faire la manchette, sinon au moins le bulletin de nouvelles. Comme notre sujet n'est pas là pour ménager la chèvre et le chou, il s'ensuit une réaction en chaîne qui vous crée des états d'âme tantôt renfrognés, tantôt joyeux ou agressifs.

Ceci m'amène à parler naturellement du choix éditorial. Il faut donc que le chef de pupitre soit doué d'un jugement éditorial solide. Rappelez-vous que c'est lui qui décide. Il est le dictateur de la boîte. Ce ne sont pas les grands événements de l'heure qui lui causent des problèmes. Non. Ce sont plutôt les informations de soutien qui deviennent la bête noire de cette fonction. Je cite en exemple les nombreux événements qui surviennent ici, en milieu parlementaire, à l'Assemblée nationale en particulier, surtout aux jours de session.

Pour ce qui est des travaux de la Chambre, pas de problèmes particuliers, leur suite étant événementielle. Les tortures éditoriales surviennent à la suite des travaux de commissions parlementaires, comme celles des crédits des ministères et des comptes publics. Elles surviennent aussi à la suite d'informations émanant des ministères ou à l'occasion de conférences de presse de ministres ou de leurs lieutenants. C'est là que cela tiraille.

Mais finalement, il y a presque toujours la bonne information qui est publiée. C'est le miracle quotidien de l'information. Le public est ainsi mieux servi grâce à ces réflexions que s'impose un chef de pupitre et c'est ce qui compte. Je vous remercie de votre bonne attention.

Mr. Fletcher: Thank you very much. We are fortunate to have an editor's presence since there is always a temptation when these discussions are carried on to blame—on the part of the correspondent—editors for the shortcoming as identified . . . We have a few moments, I think, for questions and comments.

[*Translation*]

information will be broadcast. In fact, he is more or less the dictator of the editorial department. Two factors are responsible for this situation: the time and duration of the broadcast which are interdependent, and the nature of the event.

I would like to start with the time allowed for the broadcast, because as everyone who ever has had to do a ten-minute broadcast on radio or television knows, a ten-minute broadcast means just that. It is the millstone which the operation desk chief must carry around his neck every day.

His second task is to assess the value of the event. You all know that a happy or unhappy event that appeals to your emotions draws your attention. That is the event that will seem the most important to you. If your neighbour is electrocuted while installing his wife's clothes line, well, let us say his own clothes line to avoid any sexist reference, this electrocution will be the number one event of the day, taking precedence over the Ayatollah's latest doings and the statements of Lévesque, Trudeau or Ryan. And I refuse to be the accomplice of this hierarchy.

It is from this point of view that the operation desk chief becomes the object of frustration for his colleagues. Most of the data submitted to him are considered worthy of headlines, or at least of being included in the news bulletin. Since the role of the operation desk chief is not to run with the hare and hunt with the hounds, there follows a chain reaction which makes some people happy, some unhappy and some aggressive.

The next logical step is to talk about editorial choice. The operation desk chief has to have solid editorial judgment. Do not forget that he is the one who decides. He is the dictator of the editorial room. It is not the major events of the hour that cause him problems. It is rather secondary information which becomes a nightmare. Take for instance the numerous events which happen here, in Parliament, and more particularly at the National Assembly, during the session.

As regards the debates of the House, there is no particular problem, because the follow-up is a matter of routine. The editorial torture arises from the work of the Parliamentary committees such as those on ministerial funds and public accounts. It also arises as a result of information originating from the ministries or press conferences involving ministers or their senior officials. That is where the problems lie.

But finally, the prospect information is almost always published. That is the daily miracle of information. The public is thus better served because of all the weighing and judging that the operation desk chief has to do. Thank your for your attention.

M. Fletcher: Merci beaucoup. Nous sommes chanceux de compter parmi nous un rédacteur en chef, puisqu'on est toujours porté à blâmer les rédacteurs en chef pour les erreurs qu'on relève dans les comptes rendus des correspondants . . . Je crois que le temps nous permet d'entendre quelques questions et commentaires.

[*Texte*]

Mr. Erik Spicer: Erik Spicer from Ottawa. I am glad that people have mentioned the importance of the public and just recently, people have mentioned the importance of the trivial.

There is the trivial that really destroys reputations, quite often, as Mr. Handelman has suggested, and this is a trivial that people know something about and they feel more comfortable about it. Therefore, they judge you on trivial bits of your performance. And it is all very well to say no, you cover the news very well, but the public reputation of both politicians and journalists, is not something that most of us would like to carry around. It is based partly on trivial errors that are made, although some are not so trivial. A well-known journalist has recently told us a politician's lie. Of course, I have no comments at all.

But certainly, journalists make errors, we know that. We have all had the experience of either listening to a broadcast or reading a newspaper, and seeing that some trivial fact is wrong. And there are maybe three, four or five of those and when one reads that, one thinks: Hell! if he is wrong on these little things, can he be right on the big things?

And this is one reason why journalists do not have the reputation they might like to have. Now comes my sales pitch. The libraries that serve you could do something about this. They can help both the politicians and the journalists have a little better reputation. While you are thinking your big thoughts or making your big synthesis, you can at least call the library and make sure that your facts are right. Then your reputation will be improved.

I would just like to give a recent example of something which I may not have considered news, but a great many other people did. The Rideau Club, in Ottawa, burned down. That was carried across the country. I was standing under the Peace Tower watching it burn, right on the spot there, but there were a number of journalists standing there with me. As they were standing they were saying: We were there for fifteen or twenty minutes. I know, we could have rushed over and done something, you know, but, one of them said: was not that club founded by Sir John A. MacDonald? I do not know. Was it Sir Wilfrid Laurier back and forth? When was the building put up anyway, back and forth? Finally, you know, after a while, I aid: Look, if you want the facts, why do not you just go down the hall to the library? You know, it is only . . . What is it? You have a better judgment than I . . . say 200 yards at the most, 100 yards? And their answer: This is the answer from the pressmen that never make mistakes: We do not have time. I said: It would not take very long. But you do not have time? I felt like saying: But you are not doing anything else, you are just standing there. So, I relaxed for a moment. Here I am trying to sell my wares, and finally I said: Look, there is a book written on that, on the Rideau Club. It is written by . . .

[*Traduction*]

M. Erik Spicer: Erik Spicer d'Ottawa. Je suis heureux qu'on ait parlé de l'importance du public et à ce sujet, les gens ont commencé récemment à parler de l'importance des choses banales.

Certaines banalités peuvent vraiment détruire des réputations, et cela se produit souvent d'ailleurs, comme M. Handelman l'a donné à entendre, et il s'agit parfois de banalités à propos desquelles les gens ont certaines connaissances, ce qui leur donne une quelconque assurance. Ainsi, ils vous jugent en fonction des aspects secondaires de votre rendement. Vous aurez beau protester, vous ferez néanmoins les manchettes, et cette image publique que projettent les hommes politiques, et les journalistes n'est pas une caractéristique que la plupart d'entre nous aimeraient épouser. Ces images sont fondées en partie sur des erreurs banales ou relativement graves qui auront été commises. Un journaliste bien connu nous a récemment raconté un mensonge dit par un politicien. Évidemment, je n'ai pas de commentaire à faire à ce sujet.

Mais chose certaine, les journalistes font des erreurs, nous le savons. Nous avons tous eu l'occasion de constater en entendant un bulletin de nouvelles ou en lisant un journal, qu'un petit détail était inexact. Si trois, quatre ou cinq erreurs du genre sont commises, on se demande alors comment croire ce journaliste quand il parlera de sujets d'importance, s'il n'arrive même pas à préparer un reportage d'ordre secondaire qui soit exact.

Et c'est là une des raisons pour lesquelles les journalistes n'ont pas la réputation qu'ils aimeraient avoir. Passons maintenant à mon baratin publicitaire. Les bibliothèques que vous fréquentez pourraient vous aider. Ils peuvent aider à la fois les hommes politiques et les journalistes à avoir une meilleure réputation. Alors que vous concevez vos grandes idées et élaborez de vastes synthèses, vous pouvez tout au moins appeler à la bibliothèque afin de vous assurer que ce que vous dites est exact. Votre réputation s'en trouvera améliorée.

J'aimerais tout simplement donner un exemple récent d'une chose qui pour moi n'était pas une nouvelle, mais qui en était une pour bien d'autres personnes. Le club Rideau d'Ottawa a été détruit lors d'un incendie. On en a parlé dans le pays tout entier. J'étais au pied de la Tour de la Paix et regardais cet édifice brûler, et il y avait quelques journalistes à mes côtés. Et ils disaient: Nous sommes allés là 15 ou 20 minutes. Je sais, nous aurions pu nous précipiter sur les lieux et faire quelque chose vous savez, mais, un d'entre eux a dit: Ce club n'a-t-il pas été fondé par Sir John A. MacDonald? Je ne sais pas. N'était-ce pas par Sir Wilfrid Laurier? Quand le club a-t-il été construit? Ils posaient toute une série de questions sur cet édifice. Au bout d'un moment, je leur ai dit: Écoutez, si vous voulez connaître les faits, pourquoi ne pas aller à l'autre bout du corridor, à la bibliothèque? Vous savez ce n'est que . . . combien? Vous le savez mieux que moi . . . à trois ou quatre cents pieds d'ici . . . Et leur réponse et c'est la réponse des journalistes qui ne font jamais d'erreur: Je n'ai pas le temps. J'ai répondu que ce ne serait pas long. Vous n'avez pas le temps? J'avais envie de dire: Vous ne faites rien d'autre, vous vous contentez de regarder l'incendie. Après un instant de réflexion, je suis revenu à la charge: Écoutez, il y a un livre sur

[*Text*]

And told them the author's name and they still did not move. So, I said: It is a very small book.

A Voice: Pictures?

Mr. Spicer: Their ears pricked up and finally they are interested. And the final, the concluding thing, I said: And the print is very large. Well, they had a brief discussion and one of them rushed down the hall to get it. And I think really that the librarians, those people who are eager to serve you and give you information that can help you, help your reputations while helping you be accurate in the small facts which people recognize. They may not recognize your synthesis, but, by God, they can spot it if you make a stupid error like saying that something was built in 1914 when everybody knows it was in 1920. Well, whatever!

M. Sénécal: Écoutez, c'est un peu et même beaucoup la question de l'objectivité que vous soulevez. Tout le monde sait que l'objectivité absolue chez les journalistes est une chose inexistante. Je mentionnais dans mon court texte de tout à l'heure qu'un événement doit passer à travers vos sentiments pour acquérir une certaine dose d'importance. Les journalistes n'étant pas des robots, ni des machines, il arrive tout naturellement que, si un événement vous touche plus qu'un autre, vous avez tendance à souligner l'importance de l'événement qui vous aura secoué de l'intérieur. Les journalistes sont en constante réflexion sur le phénomène de l'événement qui passe à travers les sentiments, et ce serait une utopie de croire à l'objectivité absolue. Je vous remercie de votre commentaire.

M. Spicer: Oui, j'accepte cela. C'est une chose très émotive, n'est-ce pas? Mais les faits, les petits faits sont aussi importants.

M. Sénécal: D'accord.

Mr. Duffy: I think, Erik, if we are going to finish the story, you sold out that night, did you not? All the books in the library about the Rideau Club were eventually picked up and, over the next few days, got a lot of review. I think it is a very valid point.

I think again it is a reflection of some of the trend that has gone on in the last ten, fifteen years and I hope we are seeing the corner start to turn as more of these bright young lights come along who, as Jeff mentioned earlier, have started going off on their own now, cutting their own swath and going in their own direction. I do not know what the usage of the library is now compared to that in the past, but I hope that it is improving. The facilities, certainly in the parliamentary library, are absolutely first-rate and the people are more than generous with their time in terms of helping. Some of the most amazing things for other journalists here . . . I do not know how many are aficionados of the library. Certainly, I do not use it as much as I should, but we were trying to track down a fellow once who had been the Chief of the Hong Kong Police Department and who was now living somewhere in British Columbia. In the space of two hours in the parliamentary library, using city directories from British Columbia telephone

[*Translation*]

le Rideau Club. Il a été écrit par . . . et je leur ai donné le nom de l'auteur et ils n'ont toujours pas bougé. J'ai ajouté. C'est un très petit livre.

Une voix: Avec des photos?

M. Spicer: Et tout d'un coup ils ont dressé l'oreille. J'ai ajouté un dernier détail: Et c'est en très gros caractères. Ils ont alors eu une brève discussion et un d'entre eux s'est précipité à la bibliothèque pour aller chercher le livre. Et je crois vraiment que les bibliothécaires, ces personnes qui s'empressent de vous servir et de vous donner les renseignements qui peuvent vous aider, aident à sauver vos réputations en vous aidant à être précis dans les petits détails que les personnes relèvent. Le lecteur ne saisira peut-être pas la partie de votre synthèse, mais il s'en rendra compte si vous faites une erreur stupide comme de dire qu'un immeuble a été construit en 1914 alors que tout le monde sait que c'était en 1920, ou quelque chose du genre!

Mr. Sénécal: Actually, I think you are more or less raising the question of objectivity. Everyone knows that the absolute objectivity among members of the press doesn't exist. I mentioned in my short speech a little while ago that a fact must pass through your feelings to acquire a certain dosage of significance. Reporters being no robots nor machines, it happens quite naturally that if a fact touched them more than another, they tend to amplify its importance because it has touched their feelings. Reporters are constantly meditating on the phenomenon of the fact going through their feelings, and it would be idealistic to believe in absolute objectivity. I thank you for your comment.

Mr. Spicer: Yes, I recognize the fact. It is a very emotional analysis is it not? But the facts, the small ones, are also important.

Mr. Sénécal: Exactly.

M. Duffy: Je crois, Erik, que si vous terminez votre histoire, vous avez tout liquidé cette nuit-là, n'est-ce pas? Tous les livres en bibliothèque sur le Club Rideau ont été éventuellement raflés et ont fait l'objet de toutes sortes de comptes rendus au cours des quelques jours suivants. Je crois que c'est un argument très valable.

Encore une fois, je pense que c'est un reflet de la tendance des dix ou quinze dernières années et j'espère que nous nous engagerons dans le sens du nombre croissant de jeunes gens qui, comme l'a mentionné Jeff, commencent à agir de leur propre initiative et à défricher leurs propres sentiers. Je ne sais si la bibliothèque est plus utilisée aujourd'hui, mais je l'espère. Chose certaine, les installations de la bibliothèque du Parlement sont de premier ordre et le personnel ne ménage pas son temps, ce qui, entre autres choses, étonne d'autres journalistes ici présents . . . Je ne sais pas combien fréquentent assidûment la bibliothèque. Personnellement, je ne l'utilise certainement pas autant que je le devrais. Un jour, nous essayions de retracer un type qui avait été chef du service de police de Hong Kong qui vivait en Colombie-Britannique. Après deux heures de consultation à la bibliothèque du Parlement, où se trouvent les annuaires téléphoniques de toutes les villes du Canada, nous l'avons retracé. C'est donc un outil fantastique, non

[*Texte*]

books, which are all there, we found this particular person. So, it is a tremendous tool, not just for checking facts, but is a tremendous investigative tool because of the research that is there, not to mention their vertical file which is clippings . . . Name a subject and . . . it is phenomenal. It should be used more.

Mr. Stevens: Just to follow on Mike Duffy, I agree entirely on what he has to say about the parliamentary library. It is an absolutely marvellous resource. I recall one day phoning and saying: Have you got anything on the original debate to introduce the progressive income tax system? Because something in the back of my mind reminded me that when that legislation was introduced, the government said it would be a temporary war-time measure, first war, and I was just curious to see whether we would get rid of it. They said: Indeed, we will send the debate over to you. I had somebody pick it up, I guess, but within an hour, I had photocopies of Hansard about that thick, the full debate on the Income Tax Act, in 1917, I guess it was.

Your point about the book on the Rideau Club: That is a book I have read. I do not know whether you have, but it is written by Commander Little, who is the historian of the Rideau Club and he wrote on the taxpayers' time when he was secretary of the Royal Commission on pilotage. But I was once writing a piece about the Rideau Club and had occasion to read this. It was such a bad book that I finaly went around to see Commander Little and said: You cannot tell me that nothing unfavourable has ever happened at the Rideau Club in all these years. But I think maybe your mistake when you are talking to journalists, was to regard the burning of the Rideau Club, this bastion of privilege in Ottawa, as an historical event. I looked on it as a social event and quite a salutary one.

Mrs. Margaret Moxon: Margaret Moxon, from the Library of Parliament in Ottawa. Just to show you how organized we are, we have a computer. I was particularly disturbed by two things that happened this year that struck me as perhaps being unfair to politicians. One was an article by Gordon McCaffrey on Lincoln Alexander. So, I put it in the computer the other day because I could not remember where it was. The basis of the article is that: "Labour Minister seeking more power". There is one paragraph that says: "Labour officials recall that, despite its smaller size, labour maintained a high profile in recent years under such Ministers as Bryce Mackasey and John Munroe and, for a brief period, Acting Minister André Ouellet. But the officials do not believe that Mr. Alexander will be able to match their performance in the House of Commons or in the country." Linc is a nice guy, but in this game, nice guys finish last, one senior official said.

But Gordon McCaffrey worked for John Munro. He was at liberty. This was after the Liberals had been defeated and he is now special assistant again to John Munro. I find this unfair in

[*Traduction*]

seulement pour vérifier des faits, mais aussi pour effectuer des enquêtes. On y trouve une masse considérable de travaux de recherche, sans parler des coupures de journaux . . . Il vous suffit de nommer un sujet et . . . c'est phénoménal. On devrait l'utiliser davantage.

M. Stevens: Pour poursuivre dans le sens de Mike Duffy, je suis entièrement d'accord avec ce qu'il pense de la bibliothèque du Parlement. C'est une source de renseignements absolument fantastique. Un jour, j'ai appelé à la bibliothèque pour savoir si on avait le débat original sur l'introduction du régime d'impôt sur le revenu progressif. A l'époque de la présentation de ce projet de loi, le gouvernement avait déclaré qu'il s'agirait d'une mesure temporaire—c'était lors de la première guerre mondiale. J'étais curieux de voir si nous l'avions toujours. On m'a répondu qu'il y était et qu'on me le ferait parvenir. Je crois avoir envoyé un messager le chercher. Quoi qu'il en soit, une heure plus tard, j'avais des photocopies des Débats relatant ce long, mais important débat—la Loi de l'impôt sur le revenu de 1917, je crois.

Pour ce qui est du livre sur le club Rideau, je l'ai lu. Je ne sais si vous l'avez fait. Le commandant Little, qui est l'historien du club Rideau, en est l'auteur. Il a écrit son ouvrage pendant ses heures de bureau, à l'époque où il était secrétaire de la Commission royale sur le pilotage. Je rédigeais moi-même un document sur le club Rideau quand je suis tombé sur son livre. Il était si mauvais que je suis finalement allé voir le commandant Little pour lui dire qu'il était impossible que rien de défavorable ne se soit produit au club Rideau pendant toutes ces années. J'ai ajouté que votre erreur a peut-être été, en parlant aux journalistes de considérer l'incendie du club Rideau, bastion privilégié à Ottawa, comme un événement historique. Personnellement, j'y ai vu un événement social et, qui plus est, tout à fait salutaire.

Mme Margaret Moxon: Margaret Moxon, de la Bibliothèque du Parlement à Ottawa. Pour vous montrer jusqu'à quel point nous sommes organisés, nous avons un ordinateur. Cette année, deux choses se sont produites qui m'ont particulièrement frappée par leur injustice envers des hommes politiques. D'abord, un article de Gordon McCaffrey sur Lincoln Alexander. Je me suis adressée à l'ordinateur pour le retracer car je ne me rappelais plus où il se trouvait. La base en était la suivante: «Le ministre du Travail cherche à obtenir plus de pouvoir». Un paragraphe disait: «Les hauts fonctionnaires du Travail se rappellent que, en dépit de ses dimensions réduites, le Ministère a maintenu la tête haute au cours des dernières années, sous la gouverne de ministres comme Bryce Mackasey et John Munroe et, pendant une brève période, du ministre intérimaire André Ouellet. Mais ils ne pensent pas que M. Alexander parviendra à les égaler à la Chambre des communes ou au pays». Lincoln est un chic type, mais dans ce jeu, ce sont eux qui finissent les derniers, disait un haut fonctionnaire supérieur.

Mais Gordon McCaffrey a déjà travaillé pour John Munroe. Il avait les coudées franches. C'était après la défaite des Libéraux. Aujourd'hui, il travaille encore pour John Munroe,

[*Text*]

the sense that I recognized who he was, but most people reading the article would not.

Mr. Stevens: I would not have put that article in a newspaper without identifying who Gordon McCaffrey was and given who he was, I probably would not have run it.

Mrs. Moxon: Thank you. That makes me feel better. It was front page too, Jeff, right? And then, there was one other thing now that we go to another party. This dealt with Mark MacGuigan: "High-profile post for low-profile politician", It is a half page in the *Ottawa Journal*, by Mary Janigan I do not know who she is.

Mr. Stevens: FP news service.

Mrs. Moxon: Right. But she evidently could not get an interview, so she wrote her whole article on three interviews with senior Liberals who did not want to be identified.

The remarks say things like: . . . senior Liberals who, like others interviewed on the subject, insisted on anonymity. But although he is bright, etc., etc., ultimately, there is no backbone there. Another Liberal says: He will not get into trouble because he is not a heavy. And someone says: He is committed to whatever he is committed to at the moment, but there is little real passion there. And the whole article is like that.

And I think you have made reference to this earlier, people that will not, that are speaking without being quoted. I just wonder what your impression of this is, in the sense that I think it is hard for members of Parliament. I think the sorrow is on both sides.

Mr. Stevens: I think it is a bad story. I do not know why Mark MacGuigan would not see Mary. I know that . . .

Mrs. Moxon: Well, she comments that he was busy, but you know, why use the other . . .

A Voice: . . . seen everybody else . . .

Mrs. Moxon: Yes, true.

Mr. Stevens: I would have waited a bit and seen if I could have got to see him and if I was going to do it without seeing him, I would have talked to some people who might be his friends as well as his enemies. We had a similar situation with him after he was appointed to the Cabinet, he was busy. And I think he was genuinely busy. So, what we did was we sent one of our reporters, Mary Truman, down to Windsor on the same commercial plane he was going on, sit beside him, interview him on the plane, turn around and fly back to Ottawa and write the story. And that is the way, sometimes, you have to do that sort of thing.

Mr. Daignault: I would just like, for the librarians, to mention that—I think it is an important thing—I was trying to find what was being published in the Montreal press during the 1942 conscription referendum, but no copies of the *Montreal Gazette* nor copies of the *Montreal Star* were available. There was nothing in Ottawa. Finally to get a drift about what

[*Translation*]

dont il est l'adjoint spécial. Personnellement, je savais qui il était, mais ce n'était pas le cas de la plupart de ceux qui ont lu l'article. C'est l'injustice que je vois là-dedans.

M. Stevens: Je n'aurais pas publié cet article dans un journal, sans avoir déterminé qui était Gordon McCaffrey et, vu ce qu'il était, je n'aurais probablement pas publié l'article.

Mme Moxon: Merci. Cela me réconforte. C'était en première page, Jeff, n'est-ce pas? Il y a eu ensuite un article concernant un autre parti, soit plus précisément Mark MacGuigan. Le titre en était: «Poste de haut profil pour un homme politique de bas profil». C'était un article d'une demi-page paru dans l'*Ottawa Journal* et rédigé par Mary Janigan. Je ne la connais pas.

M. Stevens: Elle est au service des nouvelles de F.P.

Mme Moxon: Très bien. Mais comme il est évident qu'elle n'a pu obtenir une entrevue avec M. MacGuigan, elle a écrit son article en s'inspirant de trois entrevues menées auprès de hauts fonctionnaires libéraux qui n'ont pas voulu révéler leur identité.

Elle disait des choses comme: . . . les hauts fonctionnaires libéraux qui, comme d'autres personnes interrogées à ce sujet, ont insisté pour conserver l'anonymat. Bien qu'il soit brillant, etc. etc., il n'est qu'une chiffe. Un autre libéral déclare: «Il ne se mettra jamais dans le pétrin car il ne fait pas de poids». Un autre ajoute: «Il sait s'engager sur le moment, mais il ne prend pas vraiment parti». Voilà comment on rédige un article.

Je pense que vous avez parlé un peu plus tôt des personnes dont on ne cite pas les propos. Je me demande quelle est votre impression à ce sujet; les députés acceptent mal cette situation. Je pense qu'il y a de la rancœur de part et d'autre.

M. Stevens: Je pense que c'est une sale histoire. Je ne sais pas pourquoi M. Mark MacGuigan ne pouvait voir Mary. Je sais que . . .

Mme Moxon: Eh bien, elle raconte qu'il était occupé, mais vous savez, pourquoi employer l'autre . . .

Une voix: . . . il avait vu tous les autres . . .

Mme Moxon: Oui, c'est vrai.

M. Stevens: J'aurais attendu un peu pour voir si je pouvais le rencontrer ou si j'allais rédiger mon article sans cela, j'aurais parlé à des gens qui auraient pu être aussi bien ses amis que ses ennemis. Nous avons connu une situation semblable après son accession au cabinet; il était occupé. Et je pense qu'il l'était vraiment. Aussi, nous avons envoyé une de nos journalistes, Mary Truman, à Windsor par le même vol commercial que M. MacGuigan; elle a pris place à côté de lui et a procédé à l'entrevue pendant le voyage, puis elle est revenue par le même avion jusqu'à Ottawa pour rédiger son article. Voilà comment il faut parfois procéder.

M. Daignault: J'aimerais mentionner, à propos du personnel de la Bibliothèque, (je pense que la chose est importante) que je recherchais les articles publiés dans *La Presse* de Montréal en 1942 au sujet du referendum sur la conscription et qu'il n'y avait aucun exemplaire de la *Gazette* de Montréal ou du *Montreal Star;* il n'y avait rien à Ottawa. Finalement, j'ai dû

[*Texte*]

was being published in the English press, I had to rely on what was published in the weekly, *The Standard.*

We get tremendous service from the librarians in Ottawa and they work very hard to give us what we need, but when I came up against this kind of hole, I was absolutely flabbergasted, as I knew it was available in Montreal and that I would have to go to Montreal. I never dreamed for one minute that they did not have the *Montreal Gazette* in Ottawa for that year. I forget the span that is missing, but it is an enormous hole. It is incredible.

They had the French papers, *La Presse* and *Le Devoir*, so I was able to go through all of them. I am just mentioning that because we sometimes run into certain problems.

Mr. Kirby: I wonder if I can ask a question concerning the management aspect of handling news. I am struck by the fact that some time ago, Jeff made a speech where he said that in his view, in the Ottawa Parliamentary Press Gallery, there were maybe ten or twelve members who understood what we describe as the legislative process. That really shocked me and I took a look at the gallery. It has expanded greatly in the last few years and I imagine the same thing is true here in Quebec, but how did it expand? Small radio stations sending their people, as you say, the spear carriers, that are really all after the same story, after a very short story.

I am struck by the fact that if I look at the gallery in Ottawa, whether we like it or not, one of the biggest dollar earners this country has and is vitally important to the country, despite what Phil Gibbons used to complain about, is wheat. Nevertheless, there is not one straightforward agricultural reporter in the gallery that I know of.

Mr. Duffy: There is one.

Mr. Kirby: There is one now? Well, that is news to me.

Mr. Duffy: George Bryce.

Mr. Kirby: George Bryce? I take a look and I say energy. Who are the energy experts? I am talking about a requirement in my view, looking at it from a service side for the specialist—admittedly journalists are generalists and thus there is, in my view, a very large hole in the method and the management of covering news. For instance, look at Southam News Service. You would think that the Southam newspapers, which are mainly based on the Prairies, would have an energy or agricultural reporter in Ottawa, instead they are very highly organized towards foreign affairs.

But what is wrong with the Southam organization that the Prairies newspapers in the chain are sending correspondents to Ottawa? Why is it that if the Southam services are there, why are they still sending down to Ottawa other reporters? Why is it that the papers require this extra service? What is it that you are not giving them through the FP service that requires them to send down their own men to Ottawa to get that type of coverage? Looking at it from a management aspect, I think it is a very important thing to be aware of. There are great difficulties in it. That is why I am trying to make this point.

[*Traduction*]

consulter un hebdomadaire, le *Standard,* pour avoir une idée de ce que publiait la presse anglophone à ce sujet.

Je dis simplement cela en passant . . . les bibliothécaires nous sont très dévoués à Ottawa et ils travaillent souvent très dur pour trouver la documentation que nous demandons, mais lorsque je me suis rendu compte de ce trou qui existait, j'ai été ébahi; je savais que les renseignements que je cherchais existaient à Montréal. Il me fallait y aller. Je n'avais jamais songé un seul instant que je ne pourrais trouver un exemplaire du *Montreal Gazette* de 1942 à Ottawa. Je ne me rappelle plus ce qui manquait, mais le trou était énorme. C'est incroyable.

Il y avait les journaux en français, *La Presse* et *Le Devoir*, que j'ai pu parcourir en entier. Je dis cela pour donner une idée de certains problèmes que nous éprouvons parfois.

M. Kirby: J'aimerais poser une question au sujet de la façon dont l'information est transmise. J'ai été frappé par un discours que vous avez fait il y a quelque temps, Jeff, dans lequel vous affirmiez qu'à votre avis, la tribune parlementaire à Ottawa ne compte que 10 à 12 membres qui comprennent vraiment ce qu'on appelle le processus législatif. Cela m'a beaucoup surpris. Si on jette un coup d'œil sur la tribune, on constate qu'elle a pris beaucoup d'ampleur depuis quelques années et je suppose que la même situation prévaut à Québec; de quelle façon s'est-elle développée? Des petites stations de radio délèguent leur personnel, des porteurs de lance comme vous dites, qui essaient tous d'obtenir la même histoire brève.

Je suis étonné que la tribune d'Ottawa ne compte aucun journaliste en agriculture bien que le blé constitue, qu'on en convienne ou non et quoi qu'en ait dit M. Phil Gibbons, l'une des principales sources de revenu au Canada et un élément vital pour notre pays.

M. Duffy: Il y en a un.

M. Kirby: Il y en a un maintenant? Vous m'en apprenez.

M. Duffy: Il s'agit de M. George Bryce.

M. Kirby: George Bryce? Prenons l'exemple de l'énergie. Quels journalistes sont experts en énergie? À mon avis, il s'agit d'une nécessité, du moins en ce qui concerne l'aspect service; j'en conviens, le journaliste est un généraliste, mais à mon avis, il y a tout de même une grave lacune au niveau des méthodes de reportage et de la diffusion de l'information. Je prends par exemple l'agence d'information Southam. On croirait que les journaux de Southam, qui couvrent surtout les Prairies, auraient un reporter en matière d'énergie ou d'agriculture à Ottawa alors que l'agence est très bien organisée en affaires étrangères.

Mais qu'est-ce qui fait que cette organisation oblige les journaux des Prairies à envoyer des correspondants à Ottawa? Pourquoi les services Southam sont-ils là? Pourquoi continuent-ils à envoyer des journalistes à votre service des nouvelles, Jeff? Est-ce parce que vous avez besoin de personnel supplémentaire? Est-ce parce que vous ne pouvez leur assurer ce service qu'ils doivent déléguer leurs propres journalistes à Ottawa? D'un point de vue gestionnel, je crois qu'il est très important que l'on connaisse cet état de choses. Il est source de

[*Text*]

Mr. Stevens: Maybe I can answer part of that, Mike. You talked about the expansion of the press gallery. When I first came to the press gallery, in 1965, I guess there were about 100 members and there are now 300. A part of the expansion are, as you mentioned, spear carriers, more journalists doing essentially the same thing but I think that if you look at it, you will probably find that the major portion of the expansion is on specialists. The CBS has a labor reporter now in the press gallery, which they did not used to have; most newspapers have an economic specialist. There are people there who write nothing but subjects on external affairs and defence, and that type of thing. I think there has been a degree of specialization which, you know, goes back to information overload. There is so much stuff that generals just cannot manage at all anymore. The problem that you get with a news service like Southam's or FP is simply that, you know, Southam could have somebody writing agriculture in the press gallery. That is not a problem. They can have a specialist that can write nothing but agriculture. The *Montreal Gazette* would not run the stories. The *Ottawa Citizen* would not run the stories. The *Vancouver Province* would not run the stories. Probably the *Winnipeg Tribune* would not run the stories. Most of the papers simply are not interested in that much depth, or that much detail on agricultural matters. So the individual papers which are interested in certain subjects send down people to write that for them. I think that is useful. I think it is healthy. They get what they want. If you start having each of those news services having specialists in all the subjects, the amount of copies coming out of Ottawa will simply drown their papers and just would not get into print. That is what concerns me.

Mr. Duffy: But the danger, while this specialization, I think, is good and it has gone on and you see the *Windsor Star* with someone who is a bit of an expert on the Auto Pact and so on, the danger that I see, and this is something I mentioned earlier, is that some of these people simply play back their regional prejudices to their own audiences and they come down to listen to an MP from their particular area grind that region's acts and there is very little effort made to try and interface, to use an overworked cliché or jargon, to try to explain one region to another.

The other thing that bothers me about the way all of this has developed is that far too often, papers and broadcasting organizations will send people to Ottawa and then they just sit there. I remember that last year there was a federal-provincial conference and the corporation was able to find the money to send me to talk to the Western Premiers and people in the West on a background basis before the conference began, to try to get some kind of feel from that area and I used the telephone working in the other direction in the East. I think we have got to do more of that. I think we have to try and broaden our horizon and I think we have to stay away from the danger of having our own local people there. It is important and it

[*Translation*]

grandes difficultés. Voilà pourquoi j'essaie d'attirer l'attention là-dessus.

M. Stevens: Je peux peut-être répondre à une partie de votre question Mike. Vous avez parlé de l'expansion de la tribune des journalistes. Lorsque j'y suis venu pour la première fois en 1965, je dirais que nous étions une centaine et que nous sommes maintenant 300. Comme vous l'avez mentionné, une partie de cette expansion tient au fait qu'il y a maintenant des surnuméraires, qu'il y a plus de journalistes pour faire essentiellement la même chose, mais je crois que si vous étudiez la chose de près, vous vous rendrez probablement compte qu'il s'agit la plupart du temps de spécialistes. CBS a maintenant à la tribune un journaliste spécialisé dans le domaine du travail, poste qui n'existait pas auparavant et la plupart des journaux ont un spécialiste en économie. Il y a là des gens qui n'écrivent que sur des sujets donnés comme les affaires extérieures et la défense, etc. Je crois que c'est cette spécialisation qui, vous le savez, nous ramène à la surcharge d'information. Il y a tellement de matière que les généralistes ne peuvent tout simplement plus y arriver. Dans un service de nouvelles comme Southam ou FP, Southam, par exemple, pourrait affecter à la tribune un journaliste qui s'occuperait uniquement des questions agricoles. Ce n'est pas un problème. Ils peuvent le faire. Mais ni le *Montreal Gazette,* ni le *Ottawa Citizen*, ni le *Vancouver Province*, ni même probablement la *Winnipeg Tribune* ne reprendraient ces articles. La plupart des journaux ne s'intéressent tout simplement pas aux études aussi détaillées sur les questions agricoles. Il revient donc aux journaux qui s'intéressent à certains sujets d'envoyer des journalistes capables de leur écrire des articles. Je crois que c'est utile et sain. Ils obtiennent ainsi ce qu'ils veulent. Si, par contre, on permet à tous ces services de nouvelles d'envoyer des spécialistes sur tous les sujets, les journaux seront submergés par les articles en provenance d'Ottawa et on ne pourra pas les publier. C'est ce qui me préoccupe.

M. Duffy: Je crois que cette spécialisation est bonne; vous avez l'exemple du *Star* de Windsor qui peut compter sur quelqu'un qui connaît passablement bien l'Accord de l'automobile, etc. Le danger que je vois, et c'est, comme je l'ai déjà dit, que certains de ces journalistes ne fassent que redonner des préjugés régionaux à leurs lecteurs. Ils viennent écouter un député de leur région ressasser ce qui se passe chez eux sans faire grand effort pour essayer qu'il y ait contact, pour employer le jargon à la mode, pour essayer d'expliquer une région à une autre.

L'autre chose qui m'ennuie, c'est qu'il arrive trop souvent que les journaux et les organismes de radiodiffusion dépêchent des journalistes à Ottawa et que ces derniers n'ont rien à y faire. Je me rappelle que l'an dernier, il y a eu une conférence fédérale-provinciale. La société avait réussi à obtenir des crédits pour m'envoyer discuter avec les premiers ministres de l'Ouest et d'autres personnes avant le début de la conférence et ce, afin d'essayer de tâter le pouls de cette région. Or, je me suis servi du téléphone pour travailler dans une autre direction, avec l'Est. Je crois qu'il devrait y avoir davantage d'initiatives de ce genre. Je crois que nous devons essayer d'élargir notre horizon et d'éviter dans la mesure du possible d'avoir des

[*Texte*]

gives an edge in certain specific areas, but I think the danger of reinforcing local prejudices is a real one.

Mr. Fletcher: I think that, being somewhat overtime now, I will have to exercise my duty to call the morning session to a close, especially since given the excellence of our meal last night, we do not want to be squeezed out of our time for lunch. I would like to thank you for your attention and to thank all of our speakers who have raised a great many issues which we can pursue further in the afternoon session. Thank you very much.

Mr. Campbell: I would like to thank Fred for sitting in as moderator for the morning. He did this on fairly short notice, I think, and we are grateful for the wonderful work he did.

1225

[*Traduction*]

journalistes sur place. C'est important et nous en retirons un certain avantage dans des domaines précis, mais je crois que le risque de renforcer les préjugés locaux existe vraiment.

M. Fletcher: Comme il est un peu tard, je crois que je vais devoir lever la séance de la matinée. Étant donné l'excellence du repas qu'on nous a servi hier soir, nous ne voudrions sûrement pas manquer de temps pour le déjeuner. Je tiens à vous remercier de votre attention et à transmettre mes remerciements à tous ceux qui ont soulevé un grand nombre de questions dont nous pourrons continuer à discuter cet après-midi. Merci beaucoup.

M. Campbell: J'aimerais remercier Fred d'avoir présidé la séance de ce matin. Comme je crois qu'il a accepté ce rôle à la toute dernière minute, nous lui savons gré de s'être si merveilleusement acquitté de sa tâche.

1405

Mr. Campbell: Not to draw any further attention to Erik Spicer's intervention this morning, I cannot resist as an author which is, I guess, a member of another estate concerned with Parliament, to say that I received a number of complaints after publication of one of my books that there is an inordinatedly long waiting list for this book in the Library of Parliament and so, perhaps, I can put a bid in from the perspective of authors that there are bookstores in Ottawa, some of them very close to Parliament Hill. If you want their names and addresses, I shall be able to supply them. I shall even refund the royalties in my case. But, at any rate, kidding aside, let us get back to the work. I think we have had an extremely productive session this morning. It makes me more and more optimistic about the possibilities for this group as we are only now in our third year and I think we are reaching out to a tremendous number of people and having some extremely interesting dialogues.

So, without further ado, I will simply turn you over to Dennis Dawson, a MP from Quebec, who has graciously agreed to be our moderator for this afternoon session.

M. Dennis Dawson: Pour demander à un député ou à un membre de l'Assemblée nationale d'être un animateur non partisan entre les complices et les adversaires, il faut savoir qui sont les adversaires. Est-ce que ce sont deux députés qui s'affrontent ou les députés contre les représentants des media?

Je pense que je vais me permettre d'essayer d'être le plus objectif possible, sinon je serais déchiré dans mes décisions. Je vais commencer par vous présenter les membres du panel dans leur ordre d'intervention: M. Gérard Godin, député à l'Assemblée nationale qui est journaliste depuis 20 ans. M. Godin a commencé au quotidien *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières, pour travailler ensuite au *Nouveau Journal* de Montréal, à Radio-Canada et à *Québec-Presse*. Depuis 1966, M. Godin est également un collaborateur régulier du mensuel *Macleans*. A

M. Campbell: Je ne désire pas attirer davantage l'attention sur l'intervention qu'a faite ce matin M. Eric Spicer, mais je ne peux résister en tant qu'auteur qui, je suppose, est membre d'un autre État qui s'intéresse au Parlement, qu'on s'est plaint à moi à plusieurs reprises, après la publication d'un de mes livres, qu'il fallait attendre beaucoup trop longtemps pour obtenir ce volume à la bibliothèque du Parlement. Au nom de tous les écrivains, je voudrais donc vous rappeler qu'il existe des librairies à Ottawa et que certaines d'entre elles sont très près de la colline parlementaire. Si vous le désirez, je peux vous fournir leurs nom et adresse. Je rembourserai même les droits d'auteur que je touche sur ces livres. Revenons-en maintenant aux choses sérieuses. Je crois que la séance de ce matin a été fort fructueuse. Je suis de plus en plus optimiste quant à l'avenir de ce groupe qui existe maintenant depuis seulement trois années et qui rejoint, je crois, un très grand nombre de personnes avec qui il établit un dialogue extrêmement intéressant.

Sans plus tarder, je laisserai la parole à M. Dennis Dawson, député fédéral du Québec, qui a gracieusement accepté d'être notre meneur de jeu cet après-midi.

Mr. Dennis Dawson: To ask an M.P. or a Member of the National Assembly to be a non-partisan moderator between accomplices and adversaries, it must be clear who the adversaries are. Are they the two M.P.s opposing one another or the M.P.s opposing the representatives of the media? I think that I will allow myself to try and be as objective as possible because if not, I would be torn by my decisions.

I will begin by introducing the members of the panel in the order in which they will speak. Mr. Gérald Godin, Member of the National Assembly and a journalist with twenty years of experience. Mr. Godin began his career with the daily newspaper *Le Nouvelliste* of Trois-Rivières and went on to work for the *Nouveau Journal* of Montreal, the French network of the CBC network and *Québec-Presse*. Since 1966, Mr. Godin has been a regular contributor to the monthly newsmagazine *Macleans*. He has also published several collections of poetry,

[*Text*]

ses activités, il faut ajouter la publication de plusieurs recueils de poésie, l'édition et l'enseignement du journalisme et de la littérature. M. Godin a été élu député de Mercier le 15 novembre 1976 pour le Parti québécois et est présentement adjoint parlementaire du ministre de la Justice. Pour la presse, il y aura M. Gilles Lesage, représentant du *Soleil*. Journaliste depuis 20 ans, M. Lesage a commencé dans les journaux hebdomadaires et travaillé au quotidien *Le Devoir*. Il est correspondant parlementaire et chroniqueur politique à Québec depuis 1968, tour à tour pour *Le Devoir*, *La Presse* et *Le Soleil*. M. Lesage est aussi professeur de journalisme à l'Université Laval et à l'Université de Montréal. M^me^ Solange Chaput-Rolland, membre de l'Assemblée nationale. M^me^ Solange Chaput-Rolland est bien connue depuis bientôt 25 ans comme journaliste, écrivain, éditorialiste et animateur d'émissions d'affaires publiques, tant à la radio qu'à la télévision. Nommée membre de la Commission de l'unité canadienne, M^me^ Chaput-Rolland, tout comme d'autres journalistes, ne tarde pas à emprunter le chemin qui la mène à la politique active. Le 14 novembre 1979, M^me^ Solange Chaput-Rolland est élue députée de Prévost sous l'étiquette du Parti libéral du Québec. M. André Fournier, journaliste depuis treize ans, est correspondant de Radio-Canada à l'Assemblée nationale depuis 1978 pour les nouvelles régionales de Montréal, radio et télévision.

Je demanderais à chacun des membres du panel, en commençant par M. Godin, de faire une courte présentation. Je pense que ce qui sera encore plus intéressant, ce seront les questions qui vont venir de la salle. M. Godin.

M. Gérald Godin: Ladies and gentlemen, chers collègues députés et chers collègues journalistes, M. Dawson a oublié, également, le conflit entre les représentants des media entre eux car cela peut aussi exister. Je voudrais tout d'abord saluer mes collègues députés et mes ex-collègues journalistes et mes ex-collègues en politique comme Renaude Lapointe, par exemple, avec laquelle j'ai eu l'honneur de travailler au *Nouveau Journal* pour le temps malheureusement trop court que cela a duré, et qui est ici aujourd'hui; j'espère ne pas la décevoir, pas plus qu'à l'époque où j'étais jeune journaliste débutant à Montréal.

Je commencerai donc par parler de ma vision des choses comme journaliste regardant les politiciens. J'ai été journaliste pendant 20 ans, beaucoup plus que dans mon autre fonction de politicien regardant les journalistes. Je pense que la scène qui résume le mieux ce que je tire comme conclusion de cette époque, se trouve dans le film «All the President's Men». Dans un coin de la salle les 200 journalistes du *Washington Post* regardent à la télévision la conférence de presse d'un candidat à la présidence et surtout la conférence de presse d'un nommé Eagleton, je pense, qui était candidat à la vice-présidence et qui, ayant été soumis à des examens psychiatriques, avait dû se retirer. C'était, ce jour-là, aux États-Unis, la nouvelle du mois. Tous les journalistes américains, 99,9% d'entre eux, couvraient Eagleton qui racontait la même histoire à tout le monde. Dans la même image, en premier plan, il y avait deux journalistes qui, eux, passaient à travers—«were sifting through», comme

[*Translation*]

has worked in the field of editing and has taught journalism and literature. Mr. Godin ran for the Parti Québécois and was elected M.P. in the riding of Mercier on November 15, 1976. He is currently parliamentary assistant to the Minister of Justice. Representing the press, Mr. Gilles Lesage, correspondent for *Le Soleil*. A journalist for twenty years, Mr. Lesage began his career working for weekly newspapers and worked for the daily newspaper *Le Devoir*. Mr. Lesage has been a parliamentary correspondent and political reporter in Quebec City since 1968 and has worked in turn for *Le Devoir*, *La Presse* and *Le Soleil*. He also teaches journalism at Laval University and at the University of Montreal. Our next panelist is Mrs. Solange Chaput-Rolland, a Member of the National Assembly. Mrs. Chaput-Rolland has over the past twenty-five years gained recognition as a journalist, author, editorialist and moderator of public affairs programs, both on radio and television. Appointed as a member of the Task Force on Canadian Unity, Mrs. Chaput-Rolland, like other journalists, soon embarked on the road to active politics. On November 14, 1979, Mrs. Chaput-Rolland was elected M.P. in the riding of Prévost under the banner of the Quebec Liberal Party. Our next panelist is Mr. André Fournier, a journalist with thirteen years' experience. Mr. Fournier has been a correspondent for the French network of the CBC at the National Assembly since 1978 for the Montreal regional news on radio and television.

I will ask each panelist, beginning with Mr. Godin, to make a short presentation. I think that the questions which will come from the audience will be even more interesting. Mr. Godin.

Mr. Gérald Godin: Ladies and gentlemen, fellow colleagues from the Assembly and the press, Mr. Dawson also forgot to mention that conflicts can erupt between representatives of the media. First of all, I would like to welcome my colleagues from the National Assembly, my former colleagues from the press and my former political colleagues, in particular Renaude Lapointe who is here tonight and with whom I worked at the *Nouveau Journal* for an unfortunately all too brief period of time. I hope that I will not let her down, at least not more than I did when I was a budding journalist in Montreal.

I will begin by speaking of my view, as a journalist, of politicians. I was a journalist for twenty years, much longer than my other role which is that of being a politician observing journalists. I think that the scene which best sums up my impression of this period can be found in the film "All the President's Men". In a corner of the room, 200 journalists on the staff of the *Washington Post* are watching on television the press conference of a presidential candidate and in particular the press conference given by a man called Eagleton, whom, I believe was a vice-presidential candidate and, because he had undergone psychiatric examinations, had been forced to withdraw. It was the news story of the month that day in the United States. All of the American journalists—99.9% of them—were covering Eagleton who was telling the same story to everyone. In the same scene, in the foreground, two journalists were sifting through the list of people who had contributed

[*Texte*]

on dit en anglais—la liste des gens qui avaient contribué à la caisse du parti de M. Nixon. Et qui couvrait la véritable histoire, qui était le journaliste qui faisait le mieux son travail? C'étaient les deux exceptions, Woodward et Bernstein.

On voit très bien dans le film, d'ailleurs, dans la scène qui suit où le directeur du *Washington Post* dit à Woodward et Bernstein: Vous êtes sûrement à côté de la «track»—comme on dit à Trois-Rivières—parce que personne ne couvre le sujet que vous couvrez; donc, vous vous trompez. Je pense que ce que cela illustre, ce que j'ai constaté, c'est le conformisme absolu de l'immense majorité des journalistes. Il y a quelques exceptions, entre autres, sûrement mon collègue et M. Lesage; il y a quelques exceptions, mais l'immense majorité des journalistes se contente de faire des entrevues des politiciens et est très déçue que les politiciens ne lui disent pas la vérité, alors que la vérité n'est pas dans la parole des politiciens, mais tout simplement dans les documents officiels.

En m'en venant, je lisais une entrevue de I. F. Stone, l'un des grands journalistes nord-américains, sinon du monde, dans le domaine du journalisme politique, qui disait: Les journalistes à Washington—comme d'ailleurs à Québec, comme d'ailleurs à Ottawa, à Edmonton ou dans chaque capitale politique du continent—passent beaucoup de temps à dîner avec des hommes politiques qui leur disent des secrets à condition qu'ils ne les dévoilent pas. Ainsi, il existe une sorte de fraternité—ou de «sororité» maintenant—entre les journalistes et les hommes politiques, qui fait que seuls les journalistes et les politiciens savent la vérité, et que les citoyens ne la connaissent pas.

La tâche que I. F. Stone voulait confier aux journalistes, c'était de faire ce que les Américains appellent «investigative reporting». Dans nos sociétés démocratiques, tout est public, à peu de choses près, et il suffit que les journalistes regardent attentivement les documents officiels, les budgets, les comptes publics d'un gouvernement, enfin tous les documents qu'un gouvernement peut publier, avoir et déposer en Chambre. On peut même demander à un politicien de l'Opposition de poser une question au gouvernement pour obtenir quelque renseignement que ce soit. Tout, par conséquent, peut être appris, mais bien peu par les politiciens eux-mêmes.

Maintenant, en tant que politicien face aux journalistes, je constate que la façon dont je voyais les choses quand j'étais journaliste est vraie maintenant que je suis politicien. Je m'explique. Chaque politicien craint la question qui va le forcer à dire la vérité. Les Américains ont inventé un mot qui relève de la science des ordinateurs, qui s'appelle la logique «erotetic». Cela n'a rien à voir avec l'érotisme, remarquez bien, mais le mot que les Américains ont inventé pour couvrir cette réalité s'appelle la logique «erotetic». Si vous voulez avoir une réponse précise d'un ordinateur, vous devez poser une question qui comporte toutes les données.

Il y a très peu de journalistes, à ma connaissance—et j'en parle maintenant après quatre ans d'expérience dans le métier—qui pratiquent la logique «erotetic», c'est-à-dire qui se sont préparés suffisamment en profondeur avant de rencontrer un politicien qui aborde une question ou un dossier et qui peuvent, par conséquent, le coïncer et le forcer à dire la vérité.

[*Traduction*]

to Mr. Nixon's campaign fund. And who was covering the real story? Which journalists were doing the best job? The two exceptions, Woodward and Bernstein.

Moreover, we see quite clearly in the following scene in the film where the editor of the *Washington Post* says to Woodward and Bernstein: You are definitely on the wrong track because no one is covering the same story as you; therefore, you are wrong. I think that this illustrates the conclusion which I came to. The great majority of journalists prefer to conform absolutely. There are a few exceptions, among others, notably my colleague and Mr. Lesage. There are some exceptions, but the overwhelming majority of journalists content themselves with interviewing politicians and are quite disappointed that politicians do not tell them the truth, whereas the truth is not to be found in the politicians' statements but quite simply in the official documents.

On my way over here, I was reading an interview by I. F. Stone, one great journalist in North America, if not the world, in the field of political journalism, who said: "Journalists in Washington, like those in Quebec City, Ottawa, Edmonton, or in each political capital on the continent, spend a lot of time dining with politicians who tell them secrets, providing that they promise not to reveal them. Thus, there now exists a type of fraternity or "sorority" among journalists and politicians. As a result, only the journalists and the politicians know the truth while the citizens are left in the dark.

I. F. Stone wanted to give journalists the job that Americans call "investigative reporting". In our democratic societies, everything, or at least almost everything, is made public, and all journalists have to do is examine closely the official documents, the budgets and the public accounts of a government, in short, all of the documents which a government publishes and tables in the House. They can even ask a Member of the Opposition to ask the government a question in order to obtain some information. Any information can be uncovered, but very little is revealed by the politicians themselves.

Now, as a politician confronting journalists, I note that my perspective of things when I was a journalist has been confirmed now that I am a politician. I will clarify my statement. Each politician fears the question which will force him to reveal the truth. The Americans invented a term, "erotetic" logic, which comes from the field of computer programming. It has nothing to do, of course, with eroticism, but the word which the Americans invented to describe this reality is "erotetic" logic. If you want to get a specific answer from a computer, you must ask a question which contains all the data.

To my knowledge, there are very few journalists—and I am speaking after four years of experience in the field—who use «erotetic» logic or who, in other words, are sufficiently well prepared before meeting a politician to raise a question or an issue which will corner him and force him to tell the truth.

[*Text*]

Le jeu du chat et de la souris, par conséquent—la souris étant le politicien, malheureusement, ça tourne souvent à l'envers—est très mal joué par les chats que sont les journalistes parce qu'ils n'ont peut-être pas le temps; ils n'ont peut-être pas les moyens ni le temps de consacrer suffisamment d'efforts à la préparation d'un dossier. Il y a aussi dans le domaine des media électroniques, qui est l'industrie qui a augmenté le plus rapidement dans les dernières années, ce que j'appelle «the two minute-syndrome». Pouvez-vous me résumer en deux minutes la guerre d'Israël, comme le dit Solange, ou encore le livre blanc? Et là, vous avez le «clip» de deux minutes qui va passer le soir à CBC, CTV, Radio-Canada ou ailleurs. Dans les deux minutes qu'ils vous accordent, il va en passer 22 secondes. Cela force à inventer des formules. Cela force, dans certains cas, à la grossièreté parce qu'il faut frapper juste et précisément et la phrase que nous avons inventée pour décrire le Livre blanc, c'est la phrase qui apparaît sur les pots de fromage Kraft, «satisfaction garantie ou argent remis». Vous me direz que c'est un résumé qui ne rend peut-être pas compte de toute la réalité, mais c'est le métier qui veut ça. Je répète en anglais, «satisfaction guaranteed or your money back». C'est le sens du Livre blanc du Parti québécois, mais je ne fais pas de politique ici, rassurez-vous.

Je termine donc en souhaitant que les gens qui détiennent les cordons de la bourse dans les salles de rédaction—parce qu'au fond, c'est peut-être là que se situe le problème—soient assez généreux et laissent du temps aux journalistes. Je me souviens qu'à l'époque où j'étais journaliste—et c'est peut-être ce qui explique pourquoi je n'ai jamais pu sortir de scandale du Watergate à l'époque—dans une même journée, on couvrait à 9 h 30 la Cour municipale, à 10 heures, la conférence du maire de Trois-Rivières et à 12 h 30, le dîner du Kiwanis avec le discours de M. Daniel Johnson, politicien naissant à l'époque. A 14 h 30, on avait une autre conférence de presse, le couronnement de la reine de la laitue dans la région de Trois-Rivières.

Des voix: Ah! Ah!

M. Godin: Oui, effectivement. Ne riez pas. C'est la pure vérité.

Des voix: Ah! Ah!

M. Godin: A 16 heures, on avait à couvrir une autre conférence de presse. Je me souviens entre autres, de l'inauguration d'une usine de filtration par l'évêque de Trois-Rivières, Mgr Pelletier, qui avait dit: L'Église est une usine de filtration.

Des voix: Ah! Ah!

M. Godin: On s'était dit: Heureusement qu'il n'a pas ouvert un dépotoir. Alors, de 18 heures à minuit, on tapait nos textes. On avait très peu de temps—et je termine là-dessus, M. le Président, avant que vous ne me rappeliez à l'ordre—et nous passions donc la soirée à taper ces textes-là. Renaude Lapointe peut en témoigner. Cela se passait comme ça au *Nouveau Journal* aussi, sauf dans son cas, car elle avait eu le loisir, vu son grand talent, de travailler pendant un mois, je pense, sur la vraie histoire de Mgr Charbonneau qui, d'ailleurs, avait été un des exemples, à mon avis, d'«investigative journalist reporting» à l'époque avant que cela ne se pratique. C'était parce qu'au *Nouveau Journal*, la direction était entre les mains d'un

[*Translation*]

However, the journalists are not very good at playing cat and mouse—the mouse being the politician and the journalist the cat—perhaps because they don't have enough time. Perhaps they don't have the means or the time to devote enough effort to researching a story. There is also in the field of the electronic media, the most rapidly developing industry in the past several years, what I call the "two-minute syndrome". As Solange would say, could you summarize in two minutes the Israeli war, or the White Paper? And then the two-minute clip is shown that night on the CBC, CTV, Radio-Canada or another station. They will show twenty-two seconds of the two minutes which you were awarded. This forces people to invent formulas and in some case, to be vulgar since the important thing is to say something striking, specific. The phrase which we invented to describe the White Paper is the same as the one which appears on the packages of Kraft cheese, "satisfaction guaranteed or your money back". You will tell me that this is a summary which does not take all of the facts into account, but that is the nature of the job. That is the meaning of the White Paper of the Parti Québécois, but let me assure you that I am not doing politics here.

Therefore, I would like to close by expressing the hope that the people holding the purse strings in the editorial rooms—because, in essence, perhaps the problem stems from there—will be quite generous and will give journalists some time. I remember back in the days when I was a journalist—and this explains maybe why I was never able to uncover a Watergate-type story—in the same day, we covered the Municipal Court at 9:30 a.m., the conference of the mayor of Trois-Rivières at 10 a.m., and a speech by the up-and-comming politician, Mr. Daniel Johnson, given at a Kiwanis dinner at 12:30 p.m. At 2:30 p.m., there was another press conference for the crowning of the Lettuce Queen of the Trois-Rivières area.

Some Members: Ha! Ha!

Mr. Godin: Don't laugh. That's the honest truth.

Some Members: Ha! Ha!

Mr. Godin: At 4 p.m., we were schedules to cover another press conference, among others, I remember the inauguration of a filtration plant by the bishop of Trois-Rivières, Mgr Pelletier, who said: The church is a filtration plant.

Some Members: Ha! Ha!

Mr. Godin: We said to each other: Fortunately, he did not inaugurate a garbage disposal dump. So, between 6 o'clock and midnight, we would type our texts. We had very little time, but we spent the evening typing our texts. And on this point, Mr. Chairman, I will conclude before you call me to order. Renaude Lapointe can corroborate this. This is how we operated at the *Nouveau Journal* as well, except that in her case, she had been given a whole month, because of her great talent, to work on Archbishop Charbonneau's true story which, in my opinion, was an example of investigative journalism at a time when that type of reporting was not yet practised. It is because, at the *Nouveau Journal*, the administration was in

[*Texte*]

journaliste. Vous me direz que ce n'était pas un administrateur. Peut-être, mais à l'époque, il y a quand même eu des exploits journalistiques qui ont été accomplis. Je pense qu'il y a eu des expériences qui ont été faites dans ce journal du côté du journalisme d'enquête, d'une manière de faire le métier beaucoup plus approfondie qui a battu la voie pour des expériences qui ont suivi et qui, malheureusement—je le répète—ne se sont pas assez multipliées.

Donc, je terminerai en m'adressant aux gens qui contrôlent les media. Donnez une chance aux journalistes de faire leur travail en profondeur, au lieu de «deep six», les meilleurs sujets comme on le disait à la Maison blanche, dans le temps de M. Mitchell, je pense. Merci beaucoup.

M. Dawson: Merci, M. Godin. Il y a une expression anglaise, M. Lesage, qui dit: «That is a tough act to follow. » (C'est un dur défi à relever.) Ce sera votre tour.

M. Gilles Lesage: Oui, je pense qu'il aurait mieux valu parler en premier parce que je m'aperçois que M. Godin a parlé surtout comme journaliste et non comme homme politique, probablement que c'est le métier le plus permanent des deux qu'il pratique.

En fait, il a dit plusieurs choses que je m'apprêtais à dire ou que je voudrais dire moi-même. Je pense que je suis pas mal d'accord avec l'ensemble de ses propos, mais je vais essayer de résumer pour ne pas reprendre exactement ce qu'il a dit dans les mêmes termes.

On traite toujours de la presse politique, bien sûr, surtout de la presse parlementaire, celle que je connais le mieux. Je dirais—pour trouver une expression un peu choc—que c'est une presse alimentée de toutes parts par les débats parlementaires, bien sûr, par les décisions administratives, les communiqués et les conférences de presse. En fait, on ne peut pas se plaindre de ne pas recevoir assez de matière, assez de stock, comme on dit. Ce dont on peut se plaindre, c'est d'en recevoir trop. On en reçoit énormément de toutes parts. Le problème, c'est finalement de faire le choix entre cette masse d'informations, de renseignements, de discours, de débats, de livres, de rapports qui nous arrivent d'un peu partout. La plupart des journalistes sont pris par la routine quotidienne qui est très contraignante, peut-être pas de façon aussi exagérée que Gérald le décrivait tantôt, mais c'est quand même le cas.

Si dans une journée, vous avez le choix entre six ou sept événements, y compris la couverture de l'Assemblée nationale et la période des questions, bien sûr, et toute une série d'autres événements, pour celui ou les deux dont vous pouvez traiter, vous n'avez pas le temps de fouiller pendant cinq ou six heures le document ou le débat en question. Vous y allez au pif, vous y allez à l'oreille, vous y allez très rapidement et, finalement, vous pouvez passer à côté de la vraie nouvelle, celle qui est vraiment sérieuse, celle qui est vraiment importante. C'est un problème quotidien qu'on rencontre à cause de ceux qui nous alimentent, les hommes politiques ou les politiciens et l'administration publique et également à cause des patrons ou des entreprises de presse qui veulent qu'on leur donne très rapidement, à chaud, le plus de «spots» ou de trente secondes possible. Donc, cela laisse très peu de temps à la réflexion, au regard critique, à l'appréciation, à l'interprétation. Les journa-

[*Traduction*]

the hands of a journalist. He was not an administrator, you may point out. Perhaps not, but at that time, some journalistic feats were accomplished. I think that some experiments in investigative journalism were carried out by that newspaper which led to a more in-depth type of reporting and beat a path for subsequent experiments which, unfortunately, as I said, were not repeated often enough.

In concluding, I will address myself to the people who control the media. Give journalists a chance to do more in-depth reporting, rather than restricting them to the best topics or the deep six as they were called at the White House during Mr. Mitchell's time, I believe. Thank you very much.

Mr. Dawson: Thank you, Mr. Godin. Mr. Lesage, as they say in English: "That is a tough act to follow". Your turn is next.

Mr. Gilles Lesage: Yes, I think it would have been better had I spoken first, because I notice that Mr. Godin has given us primarily a journalist's point of view rather than a politician's and he probably practises the more permanent of these two professions.

In fact, he said several things I was about to say or that I would have liked to say myself. On the whole, I think I agree pretty well with what he said. I will try to state my views very briefly so as not to repeat literally what he said.

We are dealing with the political press, of course, the parliamentary press, the one I know best. I would say, to put it graphically, that this kind of press is fed by the Parliamentary Debates, by administrative decisions, releases and press conferences. In fact, reporters in this field cannot complain of not having enough subject matter or stock as we say. In fact, they can complain of having too much subject matter. We receive enormous amounts of subject matter from every possible source. In the end, the problem is to make a choice among this enormous mass of information, of speeches, debates, books, reports, from various sources. Most journalists are in the grips of a daily routine which is very constraining, although perhaps not to the point Gérald was explaining it a little while ago, but constraining nonetheless.

If, in the course of a day, you have the choice between six or seven events, including National Assembly or Question Period coverage, and a whole series of other events as well, your specific assignment or your two assignments will not allow you enough time to spend five or six hours studying the document or the debate. You proceed by chance, relying on flair. You have to act quickly, at the risk of finally missing the real news, the very serious or truly important news. This is a daily problem because of our sources of information, namely politicians and the public administration and also because of our bosses or newspaper companies asking us to give them hot news, or as many spots or 30-second clips as possible. Therefore, one is left with very little time for reflection, critical appraisal, appreciation or interpretation. Journalists are constantly treading the same beaten paths. It becomes a sort of

[*Text*]

listes foulent toujours les mêmes sentiers battus. Il y a une espèce de routine qui s'installe. En fait, c'est un peu une autocritique que je fais cet après-midi, ce qui pourrait peut-être alimenter le débat.

Il y a également, entre les journalistes, beaucoup de mimétisme et de censure des pairs. Par mimétisme, j'entends que l'on regarde très souvent ce que fait le voisin. Le chroniqueur ou le commentateur d'un poste de radio ou de TVA va regarder ce que Radio-Canada fait. Le journaliste du *Soleil* va regarder ce que celui de *La Presse* fait et va refaire, assez souvent, la même chose en des termes un peu différents ou même, un mois et demi plus tard, dans les mêmes termes.

Hier, justement, dans le journal pour lequel je travaille actuellement, *Le Soleil,* il y avait une manchette que je me rappelle très bien avoir vue à peu près dans les mêmes termes, il y a un mois et demi dans *La Presse.* Il faut croire que *La Presse* n'est pas lue à Québec pour reprendre, un mois et demi plus tard, une nouvelle qui est déjà connue.

Censure des pairs, mimétisme, ce sont également des défauts qui affligent notre métier, toujours dans le domaine parlementaire. On s'attache surtout, comme journalistes, aux débats, aux conflits, aux controverses. Très peu d'études, malheureusement, ont été effectuées sur notre façon de travailler. Les journalistes parlent beaucoup des autres, de la vie politique et des personnages politiques, mais malheureusement, ils se regardent très peu souvent eux-mêmes. On parle très peu de notre façon de voir. Il y a eu quelques études, heureusement, qui ont été faites dont l'une que vous connaissez probablement, celle de Marcel Gilbert, qui était à l'Université Laval à ce moment-là, qui date déjà de dix ans, et qui démontrait très bien que les courriéristes parlementaires à Québec s'attachaient plus à l'information polémique qu'à l'information administrative, alors que l'information administrative ou politique proprement dite est beaucoup plus volumineuse et probablement plus importante.

Cette recherche a été poursuivie, quelques années plus tard, par Hélène Cantin, qui est parmi nous, je crois, mais elle n'a pas encore été publiée. Cette dernière a démontré également qu'en 1972 et 1975, la même tendance prévalait alors que les journalistes sont les premiers à savoir que le pouvoir prédominant aujourd'hui est le pouvoir de l'administration et du pouvoir exécutif. Mais les journalistes parlementaires continuent à donner la priorité au débat législatif, parce que ce sont des débats qui font controverse, des débats avec conflits, donc des débats plus susceptibles de donner des manchettes, de faire des 30 secondes assez facilement, au fond. Il est plus facile de faire 30 secondes entre M. Godin qui interpelle M^me^ Solange Chaput-Rolland que de faire 30 secondes sur un rapport sur le fonctionnement de l'assurance-maladie après un ou deux ans.

Ce faisant, n'en déplaise à monsieur ou à madame, les journalistes s'attachent beaucoup plus à l'éphémère, à ce qui passe. Les politiciens passent, bien sûr, nous aussi, évidemment, mais à mon avis on s'attache beaucoup plus souvent à des nouvelles qui n'en sont pas, en laissant de côté les tendances, les problèmes fondamentaux qui sont en cause, ce qui est vraiment permanent derrière les personnes qui passent.

[*Translation*]

routine. I am, in fact, indulging in self-criticism this afternoon, and this might be of some further use in our discussion.

Among journalists, one also observes a lot of mimicry, or censorship by peers. By mimicry, I mean looking at what one's neighbour is doing. A radio or TVA commentator or reporter will look at what Radio-Canada is doing. A reporter from *Le Soleil* will look at what his counterpart at *La Presse* is doing and, very often, will say the same thing in approximately the same terms a month and a half later.

Yesterday, as a matter of fact, I read in my own newspaper, *Le Soleil*, a headline which I distinctly remember having read a month and a half ago in *La Presse*, and practically word for word. This would lead us to believe that *La Presse* is not read in Quebec City, we can risk printing news that was covered a month and a half ago.

Censorship by one's peers mimicry, are also flaws which afflict our profession in the parliamentary field. As journalists, we tend to focus on debates, conflicts and controversies. Unfortunately, very few studies have been done on our working habits. Reporters talk a lot about others, about political life, politicians, but unfortunately they very seldom take a look at themselves. We seldom discuss our own way of seeing things. Fortunately, a few studies have been made, one of which you probably know, that of Marcel Gilbert who was at Laval University at that time. This study was made some ten years ago and demonstrated that Quebec parliamentary correspondents were particularly fond of polemic information rather than administrative information, although administrative information and politics as such are far more plentiful and probably more important.

Research in this field was pursued, some years later, by Hélène Cantin who is attending this meeting, I believe. But her work has not yet been published. She also pointed out that, in 1972 and 1975, this same tendency was observed, although journalists are the first to know that nowadays the power of the administration and the executive is the predominant power. But parliamentary correspondents continue to give priority to legislative debates because these are controversial, give rise to conflicts and are more apt to furnish headlines, and, in the end, to provide 30-second news clips fairly easily. It is easier to provide a 30-second news clip covering an exchange between Mr. Godin and Mrs. Solange Chaput-Rolland than to give a 30-second commentary on a report on the way unemployment insurance has operated over the past one or two years.

Thus, with due respect to the lady and the gentleman, journalists seem to have much more of a bent towards the ephemeral, the short-lived. Politicians come and go, of course, and so do we, obviously, but in my view, more often than not, coverage is given to news which is not news and little attention is focused on the basic tendencies or problems involved, that is

[*Texte*]

Un autre problème qu'on rencontre, je dis peut-être un peu ce que M. Godin aurait voulu vous dire, certes les temps ont changé, mais j'estime qu'il y a beaucoup de dirigisme de l'information dans le domaine politique: c'est ce qu'on appelle «news management». Bien sûr, c'est beaucoup plus raffiné qu'il y a 20 ans. Aujourd'hui, il n'y a pas un premier ministre qui oserait mettre un journaliste à la porte de son bureau, comme cela s'est fait ici en 1958. Mais il y a beaucoup de dirigisme de l'information, d'abord en en donnant tellement, on en est finalement envahi. Comme il y a très peu de journalistes qui savent nager, ils restent sur la rive. Ils prennent le premier ou le deuxième paragraphe, font leurs 30 secondes et puis salut!

De plus en plus, les gouvernements et les partis se sont donné des moyens pour assurer une cohérence de leur image et de leur message. Alors que les journalistes, eux, contrairement à ce que l'on peut penser souvent de l'extérieur, ne se sont donné, je pense, aucune espèce de stratégie cohérente. Je résumerai cela en une phrase: j'ai l'impression que les partis et les gouvernements aujourd'hui roulent en Cadillac alors que la presse écrite ou parlée roule encore en Ford à pédales. C'est aussi simple que cela. Les journalistes en sont encore à quémander leurs manchettes au jour le jour, un peu comme une pitance. Ils sont très dépendants de leurs sources. D'ailleurs on pourra peut-être revenir sur le problème de la dépendance un peu plus tard.

Il y a divers problèmes: ceux que Gérald a mentionnés, le problème de l'amitié ou de la sympathie ou antipathie—cela existe également—entre les journalistes et leurs sources, les politiciens et politiciennes, la dépendance presque extrême à l'égard des sources. Quand vous êtes dépendants de vos sources, bien sûr, vous ne tentez pas trop de les antagoniser, si je peux employer ce terme, parce que vous allez vous couper de vos sources. Si vous vous coupez de vos sources, vous ne pouvez plus alimenter votre canard, votre poste de radio ou de télévision. Votre patron vous claque sur les doigts et dit: «Chum, reviens dans la boîte, tu n'es plus capable de faire ton travail.»

Il y a aussi un problème d'alliance. A force de couvrir un secteur, on devient tellement compréhensif, tellement patient qu'on en vient à expliquer, à comprendre tellement bien ce qui se passe que, finalement, on ne voit plus très bien le problème. C'est un peu le même exemple que M. Godin donnait tantôt pour le *Washington Post*. L'ensemble des journalistes sont tellement pris dans le même bain, dans le même jus, en quelque sorte, que très peu sont capables de s'en sortir pour jeter un regard critique et aller un peu plus loin que l'information quotidienne brute.

Il y a également, je pense—c'est probablement le problème le plus fondamental—la complexité de l'administration aujourd'hui. Il y a 20 ans, par exemple, à Québec, je pense qu'un courriériste parlementaire moyen pouvait avoir l'impression ou l'illusion de tout comprendre ou de pouvoir suivre à peu près tout ce qui se passait. Ce n'est plus possible maintenant car on lui demande, dans la même journée, de traiter de la Baie James, des conflits scolaires et d'une série d'autres problèmes. On lui demande donc d'être un généraliste et spécialiste dans à

[*Traduction*]

on what is really of a permanent nature behind the people who come and go.

Another problem, which Mr. Godin would have probably liked to have pointed out, is that times have changed, of course, but I feel that in the political field, there is a lot of control of information. This is what we call news management. Obviously, it is much more refined than it was twenty years ago. Today, no Premier would dare to throw a journalist out of his office, as was the case here in 1958. But information is controlled to a considerable degree in that so much is given that we are overwhelmed. As very few journalists know how to swim, they cautiously remain ashore. They cut out the first or second paragraph, give a 30-second account of matters and that's it!

More and more, governments and parties have given themselves means of ensuring a consistent image or message. Whereas journalists, contrary to what it might seem on the ouside, have not given themselves any sort of consistent strategy, in my opinion. To put it briefly: I am under the impression that today's parties and governments ride around in Cadillacs whereas the press, written or spoken, is still using pedal-powered Fords. It is as simple as that. Journalists are still begging for captions day by day, as if these were something to be doled out. They are very dependent on their sources. Incidentally, we might come back to this problem of dependence a little later on.

There are various problems: those mentioned by Gérald, the problem of friendship or empathy or antipathy—that also exists—between journalists and their sources, the politicians, and the practically absolute dependence on sources. Understandably, when one depends on one's sources, it is best to antagonize them, if I may use that word, in order not to lose them. If you do lose your sources, you will not have any copy for your paper, your radio or television station. Your boss is apt to rap your knuckles and say: "Back to your desk you go, chum. You're a wash-out".

There is also the problem of familiarity. After covering a field for some time, a journalist becomes so understanding and patient and knowledgeable of what is going on that, finally, he no longer sees the problem in its true prospective. This is much the same example that was given by Mr. Godin with respect to the *Washington Post*. Journalists in general are so deeply settled in the same rut, that very few are able to get out of it to throw a critical glance about them and venture beyond the mass of daily information.

There is also, in my view, the problem of the complexity of the administration today. This is probably the most fundamental problem. Twenty years ago, for example, in Quebec City, I think the average parliamentary correspondent could get the impression or the illusion that he understood everything and could follow all the events. Today, however, this is no longer possible because he is asked during the same day, to report on the James Bay Project, school conflicts and a series of other problems. He must be at once a general practitioner and yet a

[*Text*]

peu près dix matières, ce qui est presque impossible, les ressources étant encore, je pense, trop faibles.

Je reprendrai ce que je disais tantôt: j'ai l'impression que les gouvernements et les partis roulent en Cadillac et, nous, nous sommes encore à l'ère des Ford à pédales. Merci.

M. Dawson: Merci, M. Lesage. J'avais le mandat d'animer deux députés et deux journalistes; je me demande si je demande au deuxième député ou au troisième journaliste maintenant. De toute façon, on va tomber sur un journaliste! Allez-y, M^me^ Chaput-Rolland.

Mme Solange Chaput-Rolland: Je n'ai pas l'expérience de mon collègue, Gérald Godin, et de M. Lesage, parce que je n'ai pas été ce qu'on peut appeler un véritable journaliste; j'ai été un écrivain politique, un éditorialiste et un animateur d'émissions d'affaires publiques à la radio et à la télévision. Je suis devenue un député il n'y a que cinq mois. Donc, 20 ans de métier de journaliste, 20 ans d'écriture politique et cinq mois de «parlure» politique, ce qui est tout à fait différent. Mais il me semble que certaines des préoccupations dont on vous a fait part, ce matin, ne sont pas les miennes à l'heure actuelle; ce n'est plus la journaliste qui parle, mais le député.

J'ai été extrêmement frappée, par exemple, lorsque, au lendemain de mon adhésion à la commission Pepin-Robarts, j'avais dit oui—c'est le seul oui que je dirai—à M. Trudeau—il faut que je te taquine un peu! Vous savez, on peut encore rester des amis; nous sommes encore de bons amis, c'est pour ça que nous ici ensemble—mais j'avais été frappée de constater avec quelle rapidité des camarades de travail, qui étaient les miens depuis dix ans, étaient devenus tout à coup des étrangers. J'étais commissaire, je n'étais plus journaliste et ce que j'arrivais à vouloir leur dire avec la même chaleur et peut-être la même amitié qu'autrefois, il y avait un mur déjà qui était élevé; ça fait partie de ce que, ce matin, certains «panelistes», ici, ont appelé stéréotypes. Quand on devient un député, il y a une espèce de mur entre le journaliste que j'étais, le commissaire que je suis devenue et le député.

Par ailleurs, j'ai essayé de mettre toute ma carrière politique comme d'autres carrières journalistiques, à l'enseigne d'une pensée du directeur du journal *Le Monde,* Hubert Beuve-Méry qui avait dit: «Une presse objective, je ne connais pas, mais une presse honnête, oui!» Je pense qu'on peut transposer ça dans la politique. Des politiciens ou des politiciennes objectives, je n'en connais pas tellement, mais j'en connais beaucoup qui sont honnêtes et beaucoup qui font leur possible vis-à-vis de la presse pour lui donner les renseignements qu'il faut.

Ce matin, on a parlé de cynisme, on a parlé de ce manque de confiance qui réunit ou qui divise plutôt le politicien des journalistes. Je pense que les deux sont responsables de cela. Je n'ai jamais été mal citée, depuis que je suis député, parce que je n'ai pas mal parlé. Je regrette, mais c'est quand même une certaine vérité! Si j'ai eu des choses dures à dire, je les ai dites durement et on m'a citée durement; tant pis pour moi!

Je pense qu'il y a des responsabilités que les politiciens doivent assumer et que les journalistes également doivent assumer. Quand je regarde ma fonction d'éditorialiste, je me rends compte maintenant, en lisant certains éditorialistes de la presse anglaise et française—parce que je suis assez bilingue

[*Translation*]

specialist in about ten fields; this is practically impossible because resources are, in my opinion, still too weak.

Let me repeat what I said earlier: I am under the impression that governments and parties are driving in Cadillacs, whereas we are still using pedal-powered Fords. Thank you.

Mr. Dawson: Thank you, Mr. Lesage. I was supposed to give the floor to two Members and two journalists; I wonder if I should recognize a second Member or a third journalist at this point. It doesn't matter, we're going to choose a journalist! Go ahead, Mrs. Chaput-Rolland.

Mrs. Solange Chaput-Rolland: I don't have the experience of my colleagues, Gérald Godin and Mr. Lesage, because I have not really been a true journalist; I was a political writer, an editorialist and public affairs commentator for radio and television. I have been a Member for only five months now. So there you have it: 20 years as a journalist, 20 years of political writing and five months as a political "talker" which is a completely different matter. But it seems to me that some of the concerns you have expressed this morning are not mine at the moment; I am no longer talking as a journalist but as a Member.

I was very surprised for example, when, the day after I sat on the Pepin-Robarts Commission, I had said yes—and the only yes I'll say—to Mr. Trudeau—I have to tease him a little! You know, we can still be friends, we are still very good friends and that's why we are here today—but I was surprised at the speed with which my work-mates for ten years had suddenly become strangers. I was a commissioner, I was no longer a journalist and I could not tell them things with the same words and in the same spirit of friendship as before; there was a wall, which some panelists here this morning have described as stereotypes. When one becomes a Member, there is a sort of wall between the journalist that I was and the commissioner and the Member I had become.

However, during all my political career, I tried, as I had during my journalistic career, to abide by the following thought expressed by the Director of *Le Monde*, Hubert Beuve-Méry: "I have never come across an objective press, but an honest one, yes!" I think we can apply that to politics. I do not know very many objective politicians, but I do know many who are honest and do their utmost to see that the press gets the information it wants.

This morning, we talked about cynicism, about a lack of confidence which unites or rather divides politicians and journalists. I think both sides are responsible for this. Since I am a Member, I have never been misquoted, because I have spoken a lot. I am sorry, but there is some truth to this statement! If I had some hard things to say, I said them in hard terms and I was quoted in the same kind of terms; tough luck for me!

I believe politicians must assume some responsibilities which must also be assumed by journalists. When I look back at my career as an editorialist, I realize now, on reading some editorialists in the French and English press—I am sufficiently bilingual to read both—I get the impression that there are

[*Texte*]

pour lire les deux, avec l'impression qu'il y a vraiment là deux solitudes également—je ne sais pas ce que la presse anglaise fait avec le débat référendaire dans lequel nous sommes plongés. Je ne veux pas en faire un politique, il est aussi plongé là-dedans que moi, mais c'est un peu bizarre de voir cette espèce de trou qu'il y a entre les deux presses en ce moment; il me semble que les éditorialistes pourraient peut-être un peu plus que moi je l'ai fait et un peu plus qu'eux le font—sortir également de leur alcôve ou de leur chapelle, pour se mêler au public que rencontre l'homme ou la femme politique, tous les jours, et apprendre que le public n'est pas du tout—c'est cela qui me scandalise de notre presse—je suis assez frappée de voir avec quelle gratuité la presse en général prend le public pour une bande d'imbéciles.

A la radio, on avait coutume de dire—je pense que Gérald s'en souviendra: «La dame de la rue Panet»—la dame de la rue Panet ne devait rien comprendre. La dame de la rue Panet, j'aime autant vous le dire, mesdames et messieurs de la presse, qu'elle en comprend passablement plus que vous ne l'imaginez. Je les ai rencontrés, la dame de la rue Panet et le monsieur de la rue Panet, et je disais tout à l'heure à mon copain M. Lesage qu'il m'est arrivé d'être demandée dans un petit village du Québec, il y a peut-être quatre ans, alors que je venais de publier un livre sur le Watergate. On m'avait demandé: Madame, venez donc faire une causerie sur le Watergate. Je me suis dit: Ce sont des gens ordinaires, paraît-il. J'aime autant vous dire que les gens ordinaires en savaient plus que moi sur le Watergate, que le livre que j'avais écrit.

Je pense que c'est une leçon qu'une certaine partie de la presse pourrait prendre et cesser de prendre le public pour des enfants de 16 ans et cesser parfois de leur donner des articles qu'on écrit pour des enfants de 16 ans. Peut-être bien que le public du Québec et du Canada ne s'articule pas aussi bien que nous, avec nos beaux grands mots d'une piastre et demie, mais je peux vous dire une chose, c'est qu'il comprend drôlement. Cela, c'est une des choses que je trouve extraordinaire, l'incroyable évolution des Canadiens, soient-ils français ou anglais, depuis les dix dernières années. Je ne suis pas très sûre que la presse française et anglaise en tienne suffisamment compte.

Donc, c'est ma perception, je suis encore demeurée trop profondément attachée à ce métier de journaliste que j'ai aimé d'amour pour être capable de poser des jugements sur le député. Je suis, comme tout le monde, blessée quand on fait des jugements gratuits, quand on décide que telle chose est arrivée quand on n'y est même pas et qu'on le répète parce que le douzième l'a dit. J'ai dû faire cela à mon tour; donc, je n'ai pas de jugement à poser.

Je trouve que le titre de cette rencontre est aberrant, je ne suis ni complice, ni adversaire, ni je ne sais pas trop quoi, ce que vous avez donné comme titre, je l'ai oublié—j'ai voulu l'oublier d'ailleurs. C'est cela: «Adversaires ou complices». Je ne vois pas en quoi monsieur est mon adversaire ou mon complice, je pense que nous sommes partenaires dans l'information. Plus la mienne sera vraie comme politicienne, plus la vôtre devra être vraie comme journaliste. C'est à la condition que les deux s'échangent une part de vérité sur notre vie

[*Traduction*]

truly two solitudes. I don't know how the English press is dealing with the referendum debate in which we are engaged. I don't want to deal with editorialists as though they were politicians because journalists are just as involved as I am, but it is curious to observe this sort of chasm between the English and the French press at this time. I would think that editorialists might try—I did this and a little better than they are doing now—to get out of their rut to mingle with the public that politicians meet each day and learn that the public is not—this is what shocks me about our press—what strikes me is to see how gratuitously the press in general assumes the public to be a bunch of fools.

On radio, it was customary to say—I think that Gérald will remember—that the lady who lived on Panet Street didn't understand anything. Well, I have to tell you, ladies and gentlemen of the press, that the lady who lived on Panet Street understood quite a bit more than you imagined. I have met people like her and I was telling my friend Mr. Lesage a while ago that about four years ago, after I had just published a book about Watergate, the people of a small village in Quebec asked me to give to talk about Watergate. I told myself that these were just ordinary people. Let me tell you that these ordinary people knew more about Watergate than I did, more than what was in the book that I had written.

I think that this is a lesson which some members of the press should take to heart. They should stop thinking of the public as teenagers and stop feeding them articles written for 16 year olds. It may be true that the Quebec and Canadian public does not express its views as articulately as we do, but I can tell you one thing, it has an uncanny ability for understanding things. That's one of the things which I find extraordinary, the incredible evolution of Canadians, be they French or English, in the last decade. I am not very sure whether the French or English press has taken this fact sufficiently into account.

This is my opinion. I have remained too closely attached to my job as a journalist, which I loved with all my heart, to be able to pass judgment on the M.P. Like everyone else, I am hurt when people make gratuitous judgments and when people decide that something happened when they weren't even there and repeat it because the twelfth person in line said it. I probably have done this myself on occasion. Therefore, I should not pass judgment either.

I find the theme of this symposium aberrant. I am neither an accomplice nor an adversary or whatever else you would like. I seem to recall that the theme of this symposium is "Adversaries or accomplices". I do not see in what way the gentleman sitting before me here is my adversary or accomplice. I think that we are partners in the information field. If I give out correct information as a politician, he will also have to give out correct information as a journalist. We will remain true to our tasks if both of us continue to exchange the truth

[*Text*]

politique que nous serons vrais; autrement, nous ne sommes ni partenaires, ni adversaires, ni complices, mais deux personnes qui faisons chacune, à la limite de nos moyens, le meilleur de notre meilleur.

La dernière chose que je veux dire, si vous voulez bien me donner une minute de plus, c'est qu'il me semble que nos patrons de presse, mes anciens patrons de presse, devraient changer un peu plus souvent les courriéristes parlementaires de place. Il y a des bonshommes comme Charles Lynch, on est à la veille de l'empailler, depuis le temps qu'il est là, cela fait des années. Je trouve que—excusez-moi, je ne veux pas être désagréable, mais il ne faut quand même pas qu'on se prenne au sérieux à ce point—l'on devrait roder cela un peu. Cela devient une complicité entre le premier ministre et tel journaliste de telle presse et c'est rendu que maintenant, je suis capable de dire, après un discours de M. Ryan, de M. Lévesque, de Gérald ou d'un des miens que tel journaliste va dire ceci et que tel autre va dire cela, et on ne se trompe pas.

Quand c'est comme cela, je pense qu'on devrait demander à nos patrons de la presse de permettre à une relève de se former. A la presse d'Ottawa, c'est absolument catastrophique d'après moi. Les gens sont là trop longtemps; M. Lesage m'a expliqué ce matin pourquoi c'était ainsi, je le comprends pour toutes sortes de raisons, mais je pense que la vie politique actuelle est tellement en mouvement constant qu'on ne peut laisser en place des gens qui sont là depuis sept ou huit ans. Il faut une relève parce que si la presse est bonne, la politique sera meilleure et si la politique est meilleure, la presse sera meilleure. Merci.

M. Dawson: Merci, M^me^ Chaput-Rolland. Je laisserai à Geoffrey Stevens ou à Michael Duffy le soin de faire le message concernant M. Lynch. Personnellement, je n'oserais point. Monsieur Fournier, c'est à votre tour.

M. Fournier: Je voudrais tout d'abord vous dire que je remplace à pied levé Normand Girard, ce qui n'est pas une mince tâche et que, ensuite, je parle après madame et messieurs, ce qui ne facilite pas le travail; j'aurais le goût d'être méchant. Madame Chaput-Rolland a dit qu'il ne fallait pas écrire ou faire des reportages pour des enfants de seize ans. J'ai presque envie de le dire—et je pense que je vais le dire, je pense que cela va animer la discussion—peut-être qu'il ne faudrait pas non plus que les politiciens donnent des réponses pour les enfants de seize ans.

Mme Chaput-Rolland: Bravo!

M. Fournier: Également, aussi, pour ce qui est de la dame de la rue Panet, je pense que je n'insisterai pas.

C'est bien sûr qu'il y a une relation entre les parlementaires et les journalistes, une relation qui est «difficile». On a parlé, ce matin, d'un certain nombre de choses avec lesquelles, au départ, je serais, moi personnellement, d'accord. Moi, personnellement, je pense que c'est un peu de cette façon que j'envisage une rencontre avec le parlementaire. Je sais, sans en faire une affirmation globale, que quand je pose une question à un parlementaire, tout d'abord je ne m'attends pas à une réponse; je m'attends presque à un mensonge, disons un pieux mensonge, pour des raisons qui sont, je pense, facilement compréhensibles dans certains cas. J'accepte également aussi

[*Translation*]

about our political lives. Otherwise, we will be neither partners, adversaries, nor accomplices, but rather two persons who, to the best of their abilities do the best they can.

I would like to say one more thing, if you will kindly give me one more minute. It seems to me that our press bosses, that is my former press bosses, should move their parliamentary correspondents around a bit more. There are men like Charles Lynch, who should soon be stuffed, who have been there for years. I think that—excuse me, I don't want to be disagreeable, but we have to take this matter seriously—I think that they should clean up their act. The situation has become a plot between the Prime Minister and a particular journalist from a particular newsmedia. The situation is such that after hearing a speech by Mr. Ryan, Mr. Lévesque, Gérald or one of my colleagues, I can now predict what such and such a journalist will say, and I am always right.

In these circumstances, I think that we should ask our bosses in the press to send in fresh troops. I think that the case of the Ottawa Press Bureau is absolutely catastrophic. People stay there much too long. Mr. Lesage explained to me this morning why this was so and I understand the situation for many reasons, but I feel that because political life is in a constant state of evolution, it is time to replace those people who have been there for seven or eight years now. We need new blood, because if the press is good, the politics will be even better, and if politics are better, than the press will be better. Thank you.

Mr. Dawson: Thank you, Mrs. Chaput-Rolland. I will leave it up to Geoffrey Stevens or Michael Duffy to pass on the message about Mr. Lynch. Personally, I don't have the nerve. Mr. Fournier, if you please.

Mr. Fournier: First of all, I would like to say that I am reluctantly replacing Normand Girard, which is not an easy task and that I am speaking after these ladies and gentlemen here, which does not make it any easier for me; I feel like being nasty. Mrs. Chaput-Rolland said that we should not write or cover stories for sixteen year olds. I am almost tempted to say—and I think that I will say it because it will liven up the discussion—perhaps politicians should not give answers designed for sixteen year olds.

Mrs. Chaput-Rolland: Bravo!

Mr. Fournier: Also, I will not say anything more about the lady who lives on Panet Street.

Certainly it is true that the relationship between parliamentarians and journalists is a difficult one. This morning, we spoke of a number of things which, at the outset, I personally agree with. This is the way I perceive a meeting with a parliamentarian. Without making a general statement, I know that when I ask a politician a question, I do not expect him to give me an answer. I almost expect a lie, let us say a little white lie, for reasons which, in certain cases, I think are readily understandable. I also accept that the politician views the journalist a little like someone who is trying to box him in, trip him up or trap him in a corner. You will agree that the

[*Texte*]

que le parlementaire voie le journaliste un peu comme quelqu'un qui essaie de le mettre en boîte, de le faire trébucher ou de le coïncer quelque part. Ceci dit, vous admettrez que la relation n'est pas facile. Par contre, il y a, de part et d'autre, des gens qui exagèrent. Pourquoi? C'est difficile à expliquer. Il y a des questions de personnalité, d'éducation, de réaction personnelle et je me demande, à certains moments, après avoir entendu tout ce qu'on a dit ce matin et tout ce qu'on vient de dire, si la seule différence qui existe entre les parlementaires et les journalistes n'est pas le fait que les journalistes, eux, n'ont pas à être réélus. A certains moments, le journaliste est là et dit: Eux vont passer—je ne veux pas reprendre les slogans qui ont déjà été utilisés, mais les gouvernements passent et la CSN reste—eh bien, les gouvernements passent et les journalistes restent; à tort ou à raison, pour le bien des journalistes ou pas, chacun en jugera.

Je voudrais citer un exemple—et je vais faire vraiment un effort pour donner le plus de détails possible, sans trop en donner, pour éviter des cas de personnalité—qui s'est produit il y a très peu de temps. Je reçois un jour à mon bureau un appel téléphonique d'un attaché de presse qui me dit: Dans une semaine, mercredi, le ministre organise à son bureau, un vin et fromages et il aimerait rencontrer les journalistes pour discuter, comme cela, amicalement, de ce qui s'est fait depuis le début de la session, de ses projets . . .» Au premier abord, c'est intéressant pour un journaliste. Alors, j'ai dit: «Bon d'accord, il n'y a pas de problème, j'y serai». Quelques minutes après, j'ai fait le tour de la Tribune de la presse et j'ai rencontré, disons une dizaine de confrères, aucun n'était au courant de cette invitation. J'ai poursuivi un petit peu auprès de quelques autres et finalement, au bout d'une quinzaine ou d'une vingtaine de journalistes, personne n'avait entendu parlé de cela. J'ai alors rappelé l'attaché de presse du ministre pour lui dire: «Bien qu'est-ce qui se passe? C'est vrai? C'est quoi?» Il dit: «Oui, oui, c'est effectivement vrai, M. le ministre a invité MM. X, Y, Z, on était six. J'ai dit: «Pourquoi ces six-là? Ah! M. le ministre a décidé que ce serait ces six-là. Oh! attention, M. le ministre n'a pas à décider qui il doit recevoir. Vous allez faire parvenir une invitation à l'ensemble de la tribune de la presse et les journalistes qui pourront y aller, iront». Une heure après, on a reçu un téléphone de la secrétaire du ministre nous disant: «La rencontre de mercredi prochain est annulée». Je ne dis pas que c'était une tentative d'amener les gens à quelque chose. Je pense que, de part et d'autre, autant du côté des parlementaires que du côté des journalistes, on est assez, dit en anglais «touchy», c'est-à-dire que là, il faut faire attention. La moindre petite chose éveille les soupçons de part et d'autre. Il faut quand même voir les choses comme elles sont.

Comment devraient se faire ces relations entre les journalistes et les parlementaires? Je ne le sais vraiment pas. Je ne le sais pas pour un certain nombre de raisons. Je n'ai pas l'expérience des gens qui m'ont précédé. Je suis ici, à l'Assemblée nationale, depuis un an et demi. Par surcroît, je fais partie d'une espèce—vous excuserez le manque d'humilité—assez rare de correspondants à l'Assemblée nationale. Je suis un correspondant régional—nous sommes quelques-uns—c'est-à-dire que je couvre l'Assemblée nationale pour les nouvelles régionales de radio et de télévision de Radio-Canada pour

[*Traduction*]

relationship is not an easy one. However, there are people on both sides who exaggerate. Why? That is difficult to explain. It could be a question of personalities, education or personal reactions. After listening to everything that was said this morning and just now, I sometimes ask myself if the only difference between politicians and journalists is the fact that journalists do not have to be re-elected. Sometimes, the journalist says: They will be gone one day. I do not want to use the same old slogans, but governments come and go and the CSN stays. Well, governments come and go and the journalists stay, rightly or wrongly, whether for their own good or not. Each person will judge for himself.

I would like to give you an example here and I will truly make an effort to give as many details as possible, without exaggerating, in order to avoid mentioning names, like what happened a little while ago. One day, I received a telephone call at my office from a press attaché who said to me: "Next Wednesday, the minister is giving a wine and cheese party at his office and he would like to meet with the press to discuss informally the events which have occurred since the beginning of the session and his projects . . ." At first glance, this would be interesting for a journalist. So I told him: "Good, there's no problem, I'll be there." Several minutes later, I toured the press gallery, spoke with about a dozen of my colleagues and found that not one of them had been invited. After talking with fifteen or twenty journalists, I discovered that no one else had heard about the wine and cheese. I then phoned the minister's press attaché back to ask him what was going on. He answered me: "Yes, the minister has invited Messrs. X, Y, Z, six people in all". I asked him why these six people in particular had been invited. He said that the minister has decided on these six people. I told him that it was not up to the minister to decide who he would invite and told him that he should extend an invitation to the entire press gallery and that those who could go would go. One hour later, the minister's secretary phoned to tell us that next Wednesday's wine and cheese had been cancelled. I am not saying that this was an attempt to do something underhanded. I think that both politicians and journalists are touchy and that they should be careful. The tiniest thing makes them suspicious. They should try to view things in their proper perspective.

What sort of relationship should journalists and politicians have? I don't really know. I don't know for many reasons. I do not have the experience of the people who spoke before me. I have been covering the National Assembly for only one year and a half. Besides, I am a member of a breed—and please excuse my lack of humility—of a rather rare breed of correspondents at the National Assembly. I am a regional correspondent—there are a few of us—that is I cover the National Assembly for the regional news on CBC radio and television in Montreal. This means that, at the outset, I do not have to

[*Text*]

Montréal. C'est donc dire qu'au départ, je n'ai pas à me préoccuper, comme journaliste, des grands dossiers de l'heure, qu'ils soient politiques, économiques ou autres, mais je dois tenter de trouver à l'intérieur de ces dossiers ou d'autres dossiers qui sont ici à l'Assemblée nationale des choses qui intéressent les auditeurs de la région de Montréal, ce qui, d'une certaine façon, limite mon champ d'action, mais, d'autre part m'ouvre un champ d'action où je suis à peu près le seul à tenter de trouver des informations ou des explications possibles.

C'est assez difficile et, encore une fois, étant donné que je n'ai pas l'expérience des parlements précédents de me trouver, si vous voulez, d'une certaine façon, face à des députés, tant de l'Opposition que du parti ministériel, ou à des ministres qui ont, eux, de leur part, une certaine expérience du journalisme, c'est bien sûr et c'est normal, je pense, que si, un jour, j'ai à faire une entrevue avec Mme Chaput-Rolland, instinctivement et inconsciemment ou même très consciemment, comme on dit ici, chacun des deux s'attendra de pied ferme, parce que Madame, de par son expérience, verra vraisemblablement venir les questions et moi, sachant que Madame a l'expérience du journalisme, je sais et je n'en doute pas qu'elle aura l'expérience d'éviter une question quelconque, si par hasard il y avait un piège.

Alors, c'est une situation, si vous voulez, d'une certaine façon, assez tendue où on doit, où on devrait se faire mutuellement confiance. La nature humaine étant ce qu'elle est, je ne sais pas si chacun des deux serait consentant à se faire vraiment confiance.

M. Dawson: Merci, M. Fournier. I would like to thank our four panelists and we will take a fifteen-minute coffee break till, let us say, 15 h 05 and we will come back for questions. I would like to take a first question.

Mr. Miller: A question that I would like to address to everyone, what has been bothering me, I guess, a bit this morning and it does again here, is that I think there is still an assumption here that the average citizen, the ultimate consumer of either what the politician or the journalist does is still, for one reason or another, utterly dependent on the journalist or the politician to find out what is happening. Perhaps that is so, but given all the changes which have taken place in education, information and the development of various private groups in society, the striking thing is that it is still so, to the degree that it is. To use a quote from another section: "The problem with democracy is not that it has failed, but that it has never been tried", that while democracy, in a certain sense, takes place, that easy kind of conversation between people who have information and people who need it still does not take place very regularly in society. I am struck by that even in my own case. Though I work in information in Ottawa, I have to work myself up to phone a politician to find out why he said what he said or to phone a department of government and say: I do not like what you are doing. These things are still rather unnatural for many people.

[*Translation*]

concern myself with the major news story of the hour, whether political, economic or other. I must try to uncover within these stories or events in the National Assembly facts which will be of interest to the listeners in the Montreal region. In some respects, this limits my field of activity, but in other respects, it broadens it in that I am the only one attempting to uncover information or possible explanations.

It is rather difficult for me, once again because of my lack of experience, to find myself face to face with MNAs, either of the Opposition or the governing party, or with ministers who have some experience in the field of journalism. Of course, I think that it would be normal if one day, I had to interview Mrs. Chaput-Rolland, instinctively and subconsciously or maybe even consciously, both of us would stand firm. Mrs. Chaput-Rolland, because of her journalistic experience, would probably anticipate the questions and I, aware of her experience, would know that she would be skillful enough to avoid answering a question which might be a trap.

Therefore, it is a rather tense situation in which both parties should trust each other. Human nature being what it is, I wonder whether they would be willing to really trust each other.

Mr. Dawson: Thank you, Mr. Fournier. J'aimerais remercier nos quatre participants. Après une pause-café de quinze minutes, nous reviendrons à, disons, 15 h 05, à la période des questions. J'aimerais prendre note de la première question.

M. Miller: J'aimerais saisir tous les participants d'une question qui me préoccupe, depuis ce matin me semble-t-il, et de nouveau à l'instant: à mon avis, on suppose encore ici que le citoyen moyen, le consommateur ultime de ce que l'homme politique ou le journaliste font, dépend encore entièrement, pour une raison ou une autre, de ceux-ci pour savoir ce qui se passe. Cela est peut-être vrai, mais compte tenu de tous les changements survenus dans le monde de l'éducation et de l'information et de l'apparition de divers groupes de pression dans la société, ce qui est frappant, c'est qu'il en soit encore ainsi, dans la mesure où ce l'est vraiment. J'utiliserai une citation prise ailleurs: «Le problème de la démocratie, ce n'est pas qu'elle ait failli, mais qu'elle n'ait jamais été essayée». Or, bien que la démocratie, d'une certaine manière, se réalise, la simple conversation entre ceux qui possèdent l'information et ceux qui en ont besoin ne se produit pas encore régulièrement dans notre société. Cela me frappe même en ce qui me concerne, en dépit du fait que je sois dans l'information, à Ottawa, je trouve difficile d'avoir à appeler un homme politique pour chercher à savoir pourquoi il a dit telle on telle chose ou à appeler un ministère et dire: «Je n'aime pas le travail que vous faites». Ce genre d'activité est encore assez peu naturel pour beaucoup de gens.

[*Texte*]

At the same time we are concerned about the way in which we change or improve the relationship between politicians and journalists. It seems to me that another and more basic kind of change ought to be going on and that is the democratization of information, the development of skills among ordinary people in the society, forgetting the information which is already there, using it her own way, checking sources against each other, doing in fact what the journalist, for 100 years, was expected to do for them because people did not have the time, the skills, the education or whatever to do it.

Is this something which is happening? It is my impression that it is not happening as fast as I think it should be happening, and what one do about it if that is so?

Mr. Dawson: Certains membres du panel sont-ils intéressés à commenter les observations de Monsieur? M^me^ Chaput-Rolland.

Mrs. Chaput-Rolland: I think the basic difference between the information which is distilled today and the one that was ten years ago is that you very seldom now buy a newspaper to learn the news but to understand it better. I think this is probably something, in the next ten years to come, will change its function. I think the return press is—as Gilles Lesage has put it—still in its—what did you say? It was not on a Cadillac but on a bicycle? I think it is a bit more than a bicycle but I do not think that we still know exactly, monsieur, the real role of the written press vis-à-vis la radio et la télévision. This is something extraordinarily changed. Years ago, in my youth, you could hear: read all about it . . . Seldom do you do that? You hear it on the radio, at six o'clock or later, depending on the time you wake up, you read it after on the newspaper, to follow it and then you watch television at night to know what happened of the thing that you heard of the whole day. This is the basic difference and, as you say, there is a kind of a very modern tam-tam: everybody knows everything but knows it just in little pieces. The information today is never completed, it keeps adding throughout the day and that is why the perception of the public is so changed.

Mr. Dawson: Any other comments, André?

M. Fournier: Oui, je voudrais simplement dire une petite phrase qui m'a frappé. J'ai eu un professeur d'université qui disait aux élèves: «Vous savez, pour vivre en démocratie, il faut avoir atteint un certain minimum d'intelligence.» Ce n'est pas certain, encore aujourd'hui, que la société ait atteint ce minimum. C'est sûr que le mot démocratie et l'emploi qu'on en fait, cela fait le sujet de l'unanimité quasi générale, mais, dans les faits quotidiens, c'est plus difficile à accepter. C'est plus difficile de tenter de concilier le concept généralement admis de la démocratie avec le travail quotidien d'un parlementaire ou d'un député. A partir de quel moment un événement X, Y ou Z devient une nouvelle, et à partir de quel moment il cesse d'être une nouvelle à un degré plus ou moins important? J'ai des confrères et j'ai eu des confrères de travail qui—à midi et

[*Traduction*]

Alors que nous nous intéressons à la façon dont nous modifions ou améliorons la relation entre hommes politiques et journalistes, il me semble qu'un autre type de changement, plus fondamental celui-là, devrait se produire, et je pense à la démocratisation de l'information, au développement des talents de Monsieur Tout-le-Monde, pour qu'il arrive à oublier l'information qui est déjà là et sache l'utiliser à ses propres fins, confrontant les sources les unes aux autres, et fasse en définitive ce que le journaliste, depuis cent ans, est censé faire, parce que Monsieur Tout-le-Monde n'en a ni le temps, ni les talents, ni l'éducation ou que sais-je encore.

Est-ce en train de se produire? J'ai l'impression que cela ne se produit pas aussi rapidement que cela le devrait, et que faire s'il en est ainsi?

M. Dawson: Would any member of the panel be interested in commenting on the remarks of Mr. Miller? Madame Chaput-Rolland.

Mme Chaput-Rolland: Je crois que la différence fondamentale entre l'information qui est répandue aujourd'hui et celle qui circulait il y a 10 ans, c'est qu'aujourd'hui, vous achetez rarement un journal pour apprendre les nouvelles, mais plutôt en vue de les mieux comprendre. Je crois qu'au cours de la prochaine décennie, ce phénomène modifiera le processus d'information. La presse de simple information, comme l'a dit Gilles Lesage, en est encore à ses—qu'avez-vous dit? Qu'elle n'était pas en Cadillac mais à bicyclette? Je crois que nous avons un peu dépassé la bicyclette, mais je pense que nous ne savons pas encore exactement quel est, Monsieur, le rôle de la presse écrite par comparaison à celui de la radio et de la télévision. C'est un domaine qui a énormément changé. Il y a des années, du temps de ma jeunesse, vous pouviez entendre: «Lisez tout sur le sujet . . .». N'est-il pas rare qu'on le fasse aujourd'hui? Vous entendez la nouvelle à la radio, à 6 heures ou à votre réveil, vous la lisez ensuite dans le journal pour rester au courant, puis vous regardez la télévision, le soir, pour savoir exactement où s'est produit l'événement qu'on vous a répété toute la journée. Voilà la différence fondamentale et, comme vous le dites, il existe une sorte de tam-tam moderne qui renseigne tout le monde sur tout, mais ne donne que des bribes d'information. L'information d'aujourd'hui n'est jamais complète du premier coup, elle se précise au fil de la journée et c'est pourquoi la perception du public est si différente.

M. Dawson: D'autres commentaires, André?

Mr. Fournier: Yes, I would like to repeat a short phrase that has made an impression on me. I had a University professor who used to say to his students: "You know that to live in a democracy, a nation must have reached a certain level of intelligence". But even today, it is not certain that the society has reached this required minimum of intelligence. Undoubtedly, the word "democracy" and the use that is made of it, are almost universally accepted, but their realities are harder to apply in daily life. It is hard to reconcile the generally accepted concept of democracy with the daily work of a parliamentarian or a Member of Parliament. At what point does a given event become a piece of news and at what point does it stop being so? I have had colleagues, and I still do, who—this morning and at noon, somebody was talking about the journal-

[*Text*]

ce matin quelqu'un évoquait le cynisme des journalistes et je pense qu'à un certain moment donné, on devient cynique peut-être parce qu'on ne sait pas comment se comporter devant certains événements—avaient pour motif de travail, si vous voulez comme «leitmotiv», quand on leur demandait d'essayer de définir ce qui était une nouvelle et ce qui était quelque chose d'important, on en revenait toujours à la définition très naïve et très superficielle d'une certaine façon: «Un chien qui mord un homme, ce n'est pas une nouvelle, mais un homme qui mord un chien, cela risque de faire la manchette». Est-ce qu'il faut à chaque fois replacer un événement dans son contexte? L'idéal, c'est oui, bien sûr. Mais, là, combien de pages auront nos journaux et quelle durée auront les bulletins de nouvelles et de télévision?

J'ai eu l'expérience très enrichissante, mais par certains côtés, très difficile, d'avoir travaillé au Service international de Radio-Canada et d'avoir fait une émission d'une heure par jour, sept jours par semaine pendant un an où il fallait à chaque jour rappeler, resituer l'événement puisqu'en principe on s'adressait à des auditeurs étrangers. Cela va. Mais, dans le contexte «normal» d'un bulletin de nouvelles nationales, qu'il soit à la radio, à la télévision ou dans une édition de journaux, est-ce qu'il faut, chaque fois, resituer les choses dans leur contexte? Je pense qu'à ce moment on aurait énormément de difficultés à faire passer la nouvelle quelle qu'elle soit.

M. Dawson: Pas d'autres commentaires? Mrs. Pike, can you identify yourself?

Mrs. Pike: Barbara Pike, with the Newfoundland Anglo Press Gallery Association. First of all, I would like to say that I am kind of disappointed that a point that I raised this morning was not discussed at the other panel but that was this morning. Maybe some of the panelists, this afternoon, can give us something.

Mr. Dawson: Because some of the panelists were not here this morning.

Mrs. Pike: We talked, this morning, or I asked this morning about the pressures that are placed on a legislative reporter by the management and by politicians when he is covering the provincial Legislatures and I am talking from a provincial point of view. And on top of that, I would like to say that as I am here representing a provincial Legislature parliamentary press gallery association, I would just like to pass few comments. First of all, throughout this, it has been evident that there are a lot of changes that have been made in the last few years with Parliaments and with the role of a reporter covering a Legislature. One of the reasons that the Newfoundland Association sent me here was possibly that we have recognized that fact. We are trying to improve our association to better supply our members with information and education, to better cover the Legislature and to better give the people, what in fact they are paying for, what they are listening for, to give them information. We have made a lot of changes in our press gallery association. One of them is, with the consent of our Speaker, to hold regular seminars with the Speaker and his staff to explain the provincial Legislature to the reporters that

[*Translation*]

ists being cynical, and I think that at a certain point, they might become cynical because they do not know how to behave in the face of certain events—but I have had colleagues also, whenever asked to define what a piece of news was as opposed to an important event, always gave that very naive and trivial definition: "If a dog bites a man, it's not a piece of news, but if you have a man who bites a dog, you can make the headlines". Is it necessary to consider each event within its context? Ideally, yes indeed. But then, how many pages would there be to our newspapers and how long would the news bulletin be?

I had the very interesting opportunity—but also very painful in some respects—of working for the International Service of the Canadian Broadcasting Corporation; for one whole year, we had to prepare a one-hour show every day, seven days a week and every day, we had to give all the background information relating to the events since we were theoretically talking to foreign listeners. That's O.K. But in the usual context of a national news bulletin, be it broadcast on radio or television or printed in the papers, must we, each time, consider the events within their own context? I think that to do so would make it very hard to get the news across, whatever news it would be.

Mr. Dawson: Any other comments? Madame Pike, voudriez-vous vous identifier?

Mme Pike: Barbara Pike, de la *Newfoundland Anglo Press Gallery Association.* Premièrement, j'aimerais vous faire part de ma déception de ce qu'une question que j'ai soulevée ce matin n'a pas été étudiée pendant l'autre colloque mais enfin, c'était ce matin. Peut-être que cet après-midi, certains des participants au colloque pourront nous aider.

M. Dawson: Certains des participants n'étaient pas des nôtres ce matin.

Mme Pike: Ce matin, nous avons parlé, ou devrais-je dire, j'ai demandé qu'on parle des pressions qu'exercent les membres de la direction et les hommes politiques sur le reporter parlementaire qui doit rendre compte des travaux des assemblées législatives. J'aimerais en outre, en tant que représentante d'une association de presse parlementaire provinciale, faire quelques observations. Premièrement, les discussions que nous avons eues nous ont permis de nous apercevoir que de nombreux changements ont été apportés au cours des dernières années à la structure du Parlement et au rôle du reporter parlementaire. l'Association de Terre-Neuve m'a peut-être envoyée ici, entre autres raisons, parce que nous avons admis ce fait. Nous essayons d'améliorer notre association afin de mieux renseigner nos journalistes qui, à leur tour, pourront mieux faire état des travaux de l'assemblée législative et mieux informer les gens qui, en fait, paient pour obtenir ces renseignements. Notre association de presse s'est modifiée énormément. Par exemple, nous avons décidé, avec l'assentiment de notre président, de tenir régulièrement des colloques avec le président et son personnel pour qu'ils expliquent le

[*Texte*]

are covering for small radio stations, small newspapers that are sent into a Legislature or into a press gallery pose.

You do not get that possibly in Ottawa. You might not get it in Toronto. You might not get it in Quebec City, but in places like Nova Scotia, in New Brunswick, in Alberta, Saskatchewan, British Columbia you do and the Speaker has consented to sit down with us, explain us the rules of procedures, to help us out in better understanding and better doing our job when we cover Legislature. There are all kinds of things that press gallery associations can do and I think it is unfortunate there are not other representatives here from Press Gallery Associations. But, when we talk about the problems in covering the news and speaking from experience, I am only speaking from experience with the provincial Legislature, covering it for newspapers, for radio and for television. We are, in Newfoundland at least, attempting to help out our reporters to give a better view, to get a better "liaison" between the members of the House of Assembly and the people they cover so that there is not as much misunderstanding and that the reporters are better educated and they know better what is going on, because today things are changing, as it has been mentioned here on numerous occasions, so quickly we get so much information, even in a provincial Legislature, very technical information. We are now planning a meeting with executive assistants to ministers just to talk about those problems of relating information to the media that is not as technical, etc.

Mr. Dawson: Do you have a precise question?

Mrs. Pike: My question this morning was not answered. I just wanted to make a stand, more of a statement here, speaking as a representative of a provincial Press Gallery Association, representing legislative reporters from one province in Canada.

Mr. Dawson: Thank you. Any comments from the table? Mr. Kirby.

Mr. Kirby: A particular point about what the young lady mentioned. I must say that I thought that Mr. Godin very definitely covered the point about the pressures that management apply and I thought, very amusingly, so.

I must say though, in terms of the point about orientation, I am happy to be able to report Bob Miller from the parliamentary centre, and Robert Normand, and myself had the pleasure of organizing an orientation seminar in Ottawa shortly after the election for new Members of Parliament. We found that the Members were extremely pleased with it; this is the second time we have done it and we have received expressions of interest in it from our colleagues across the country who are aiming at introducing the same practice in their own legislatures.

It was a very short two day affair where we tried to talk to them about everything, from their own personal family decisions whether they had to move their family down to Ottawa or whether it was a good idea to do so. We are planning, along the line, to offer these seminars or orientation courses to Members' staff. I am positive that in the sense our friend from Newfoundland was talking that eventually, down the line, we

[*Traduction*]

fonctionnement de l'assemblée législative de la province aux nouveaux reporters qui sont envoyés par de petites stations de radio ou des journaux à faible tirage.

Il n'y a pas de telles séances d'information à Ottawa, ni à Toronto; il n'est pas certain non plus qu'il y en ait à Québec, mais en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Alberta, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique, le président de l'Assemblée législative accepte de venir nous expliquer le règlement, de façon à nous aider à mieux faire notre travail. Une gamme de possibilités s'offre aux associations de presse parlementaire et je regrette qu'elles ne soient pas davantage représentées aujourd'hui. Cependant, je ne puis parler des problèmes du journaliste parlementaire qu'à la lumière de mon expérience dans une assemblée législative, en tant que journaliste de la radio et de la télévision. À Terre-Neuve, nous essayons d'aider nos reporters à avoir une meilleure vue d'ensemble, pour qu'ils soient un lien plus sûr entre les députés de l'Assemblée et leurs commettants, afin que tout soit plus clair et que les reporters soient mieux renseignés et qu'ils sachent mieux ce qui se passe, car de nos jours, comme cela a été mentionné à maintes reprises, la situation évolue très rapidement, nous avons énormément de nouvelles très techniques, même dans une assemblée législative. Nous projetons de nous réunir avec les adjoints des ministres pour discuter de ces problèmes, pour leur demander de nous remettre de l'information qui ne soit pas aussi abstraite et ainsi de suite.

M. Dawson: Avez-vous une question précise?

Mme Pike: J'attends encore la réponse à la question que j'ai posée ce matin. Je voulais tout simplement faire une déclaration, à titre de représentante d'une association de presse parlementaire provinciale et en tant que représentante des journalistes parlementaires d'une province canadienne.

M. Dawson: Merci. D'autres commentaires? Monsieur Kirby.

M. Kirby: Un commentaire particulier sur ce que vient de dire Madame. Je dois reconnaître avoir trouvé que M. Godin avait très bien fait le tour du sujet pour ce qui est des pressions exercées par la direction, et je crois qu'il l'a fait d'une manière fort amusante.

Toutefois, pour ce qui est de l'orientation, je suis heureux de constater la présence de Bob Miller du centre parlementaire, Robert Normand et moi-même avons eu le plaisir d'organiser, à l'intention des nouveaux députés, un colloque d'orientation à Ottawa peu de temps après les élections. Les députés en ont été très satisfaits; c'était la deuxième fois que nous tenions un colloque de ce genre et il a suscité l'intérêt de nos collègues à travers le pays à tel point qu'ils désirent implanter cette coutume dans leur propre Assemblée et Parlement.

Il s'agissait d'une très courte réunion de deux jours durant laquelle nous avons abordé pratiquement tous les sujets y compris leur famille. Nous avons discuté de l'opportunité de faire déménager leur famille à Ottawa ou non. Nous prévoyons offrir ces services ou ces colloques d'orientation au personnel des députés et, pour faire suite aux propos de notre ami de Terre-Neuve, aux journalistes, s'ils le demandent.

[*Text*]

will be making such courses available or this type of assistance or orientation, to members of the press as well, if they request it.

Mr. Dawson: Thank you, Mr. Kirby. Are there... Oui?

M. Lessard: Une question sur la séparation des pouvoirs de la presse et du gouvernement. Ma question s'adresse surtout à M^me^ Chaput-Rolland et à M. Godin.

M. Ryan a évoqué, hier, la possibilité d'une sorte de comité de surveillance de la presse pendant le débat référendaire. J'aurais aimé avoir vos réactions à ce sujet.

Mme Chaput-Rolland: Je peux répondre que moi aussi j'aimerais bien avoir un peu plus de renseignements. Je n'ai lu que la manchette de ce matin; je prévoyais bien que la question allait se poser. Tout ce que je suis arrivée à lire, c'est que probablement à la suite de certains incidents, M. Ryan semble avoir dit—et je ne fais que redire ce que j'ai lu dans *Le Soleil*—qu'il demandait une espèce de comité de surveillance qui serait, j'espère bien, formé des tenants du oui comme du non. Je vois mal qu'on commanderait un comité de surveillance qui ne comprendrait qu'un aspect du débat référendaire. Je suppose que c'est cela qu'il veut. Mais comme je n'ai pas d'information profonde là-dessus autre que ce que j'ai lu, vous me permettrez de ne pas m'engager dans plus de détails. Mais croyez-moi, je vais en demander.

M. Lessard: D'accord. Mais...

M. Dawson: M. Godin.

M. Lessard: Excusez-moi.

M. Godin: Je suis peut-être plus imprudent que M^me^ Chaput-Rolland pour les raisons...

Mme Chaput-Rolland: Ce n'est pas une question de prudence, c'est une question d'ignorance.

M. Godin: ...qu'on peut imaginer. Enfin, peut-être vais-je faire preuve de plus de connaissances alors que je n'en sais pas plus que vous; j'ai quand même lu les quatre journaux qui en ont parlé ce matin et j'avoue mon étonnement. Nous avons littéralement été "blastés"—*blasted*— par la presse à plusieurs occasions et je pense, entre autres—il y a d'ailleurs des travaux qui ont été faits là-dessus à l'Université McGill par des étudiants en journalisme—par la presse anglaise au sujet de la loi 101, par exemple, où jamais ils n'ont évoqué dix ans de travaux préliminaires qui ont mené à la loi 101, entre autres, des enquêtes faites par les centrales syndicales, les rapports de la commission Gendron sur la nécessité d'une langue de travail française au Québec. Tout le contexte socio-économique relié à la langue, par conséquent, n'a jamais été évoqué de façon satisfaisante par les journaux.

Nous avons insulté les journaux et les journalistes, c'est bien certain. On n'a pas poussé l'outrecuidance jusqu'à demander qu'il y ait une espèce de gouvernement de la presse par des comités d'experts. Je vous avoue que ce que j'ai constaté comme homme politique, c'est que la presse oscille un peu comme un pendule. A l'occasion, la presse va avoir l'air—je dis bien, va avoir l'air—et je pense aux incidents récents des "Yvette"; on aurait pu dire que la presse, qui a couvert abondamment ces incidents et les assemblées qui ont suivi et qui vont suivre, a sauté sur une occasion en or de faire quelque

[*Translation*]

M. Dawson: Merci, M. Kirby. Y a-t-il... Yes?

Mr. Lessard: A matter concerning the separation of powers between the press and the government. My question is addressed chiefly to Mrs. Chaput-Rolland and Mr. Godin.

Yesterday, Mr. Ryan talked about the possibility of a press supervisory committee during the referendum debate. I would like to have your reactions on this matter.

Mrs. Chaput-Rolland: I might reply that I would also like to have more information in this respect. I have only read the headline today; I suspected the matter would be raised. All I had a chance to read is that, probably, in the wake of certain incidents, according to what I read in *Le Soleil*, Mr. Ryan seems to have stated that he would ask that some sort of supervisory committee be set up, comprised, I hope, of both «yes» and «no» supporters. I cannot conceive of a supervisory committee which would be comprised only of supporters of one aspect of the referendum debate. I suppose that is what he wants. But as I do not have any detailed information on this matter other than what I have read, you will understand why I cannot give any further details about this. However, believe me, I will seek to obtain that information.

Mr. Lessard: That's fine. But...

Mr. Dawson: Mr. Godin.

Mr. Lessard: Excuse me.

Mr. Godin: I am perhaps less prudent than Mrs. Chaput-Rolland for reasons...

Mrs. Chaput-Rolland: It's not a question of prudence it is a question of not knowing the facts.

Mr. Godin: ...we can imagine. Maybe it will seem as though I know more about it than you do whereas, in fact, it is not so; nevertheless, I did read the four newspapers that referred to it this morning and I confess that I am surprised. We have literally been blasted by the press on several occasions—some studies have been done on this by journalism students at McGill University—as I said, we have been blasted by the English press with respect to Bill 101, although they never mentioned 10 years of preliminary studies which resulted in Bill 101 and enquiries made by central labour bodies, the Gendron Commission reports on the necessity of French as the language of work in Quebec. Consequently, the whole social and economic context relating to language has never been covered in a satisfactory manner by the press.

We have indeed insulted newspapers and reporters. But we did not have the presumption to request the setting up of some sort of control over the press by committees made up of experts. In the course of my experience as a politician, I have noticed that the press swings somewhat like a pendulum. Sometimes, the press will seem—and I stress the word seem—as in the recent incident with respect to the «Yvette's», to have very well covered what happened along with the ensuing incidents or meetings or to have seized a golden opportunity to increase newspaper sales; and, why not? A few days later, the

[*Texte*]

chose qui fasse vendre les journaux, et pourquoi pas? Avec les jours, la presse reprend l'oscillation, le pendule va de l'autre côté et, à ce moment-là, c'est au tour de l'autre partie de trouver qu'ils ne sont pas couverts de façon honnête et complète.

Je pense qu'il faut analyser ou évaluer la couverture de presse par les media sur une période quand même plus longue qu'un mois et même, je dirais sur une période d'un an. Et là, on voit apparaître une image qui est à peu près correcte. On ne peut pas en demander plus à des gens qui sont des êtres humains.

La demande de M. Ryan pourra peut-être avoir pour effet non pas la création de ce comité, contre laquelle il se serait sûrement élevé lui-même s'il avait été encore au *Devoir*, mais peut-être de la part des journaux qui ont été attaqués, du journal plus précisément qui a été attaqué, un certain retour du pendule qui donne satisfaction aux gens du côté du non.

Au fond, tout ça, c'est beaucoup une question, je dirais, presque de chimie sociale. Si on regarde ça sur une période relativement longue ou pas trop courte, on se rend compte qu'il y a une espèce de justice qui se dégage. C'est un jeu qu'on peut faire tous les jours de dénoncer tel journal en disant qu'il couvre mal ce qu'on a dit ou qu'il couvre mal ce qu'on représente comme parti politique ou comme point de vue dans un référendum, mais malgré qu'il y a eu des outrances, des abus dans certains cas qui ont été faits contre certaines choses qui ont été faites ou dites par le gouvernement dont je fais partie ou par le parti ministériel dont je fais partie, il ne nous serait pas venu à l'idée de réclamer une espèce de tribunal, de jury ou de comité d'experts qui trancherait, avec une lame de rasoir, «the thin red line» de l'objectivité. Je pense qu'il faut voir les choses sur une période plus longue.

M. Dawson: M. Fournier.

M. Fournier: Oui. A écouter les déclarations d'hommes politiques, quels qu'ils soient, qu'ils soient à Québec, qu'ils soient à Ottawa, qu'ils soient des gens des corps intermédiaires et tout cela, touchant les journalistes, on ne se dit pas, d'une certaine façon, pour reprendre des paroles célèbres, que si les journalistes n'existaient pas, il faudrait peut-être les inventer, parce qu'à certains moments, on a l'impression qu'ils sont peut-être les souffre-douleur de tout le monde, peu importe les options politiques. A un moment donné, ça semble faire l'affaire des gens de dire: Ah! Ce sont les journalistes. Il me semble qu'il y a un phénomène qui, à mon humble avis, se produit depuis un certain nombre d'années. Il y a une facette du journalisme qui commence à être, je ne dirai pas encore remise en question, mais qui commence à être contestée un peu, qui soulève des critiques et qui amène, à certains moments, des lettres aux journaux. C'est le journalisme sportif. Or, à mon humble avis, encore une fois, s'il y a eu un type ou une forme de journalisme qui, jusqu'à tout récemment, n'a fait l'objet d'aucune espèce de critique quelle qu'elle soit, c'était, je pense, le journalisme sportif. Or, depuis un certain temps, on se rend compte que les gens écrivent aux journaux, se plaignent aux journalistes. Il y a même des journalistes qui publient dans leur chronique des lettres de leurs lecteurs qui n'aiment pas tel ou tel reportage sur tel athlète ou tel match de

[*Traduction*]

press swings the other way, and the other group complains that it is not getting complete and honest coverage.

In my view, press coverage should be analyzed and evaluated over a period exceeding one month. In fact, I would say that it should be done over a one-year period. This would give us a more or less true picture. These people are human beings and we cannot ask more from them.

Mr. Ryan's request might not result in the setting up of this committee to which he himself would certainly be opposed if he were still with *Le Devoir*, but rather, in encouraging newspapers in general or more specifically, the newspaper involved, to reverse the swing of the pendulum and thus satisfy the "no" voters.

In fact, this is practically a matter of social chemistry. If we observe the situation over a relatively long period, we note that, in the long run, a sort of justice prevails. To claim that some specific newspaper is not giving good coverage of some political party's statements or policy, or if its stand with respect to the referendum is a game that can be played on a daily basis. However, despite some abuses in certain cases against things that were said or done by my government or my party, it would never have occurred to us to request some sort of tribunal or committee of experts which would decide where the thin red line of objectivity lies. I think we must view these things over a more extended period.

Mr. Dawson: Mr. Fournier.

Mr. Fournier: Yes. On listening to statements concerning reporters made by politicians, whether they be from Quebec or Ottawa, or people from intermediary agencies, it doesn't occur to us to repeat the famous line that if reporters did not exist, we would have to invent them because, at certain times, one gets the impression that they might be everybody's scapegoat, regardless of one's political leanings. At times, some people find it convenient to say: "Ah! those are the views of the reporters". In my view, we have been witnessing a phenomenon for some years now. There is one aspect of journalism which, if it is not yet put into doubt is already starting to raise protests or criticism which sometimes results in letters being sent to newspapers. It concerns sports coverage. Now, if there is one type of journalism which, until recently, was not subject to any sort of criticism whatsoever, it was the sports news. But for some time, we have noticed that people write to newspapers to complain to reporters. There are even some reporters who in their columns publish letters sent in by their readers who do not like a write-up concerning an athlete or a hockey game. The conclusion I have come to is the following: Is the public not becoming increasingly demanding? Whether it is concerning a parliamentary correspondent, a literary or musical critic, or any other aspect of journalism, is the public not becoming more demanding in asking more than a simple report of the

[*Text*]

hockey. Personnellement, la conclusion que j'en tire, c'est: est-ce que ce n'est pas le public qui devient de plus en plus exigeant? Que ce soit un journaliste courriériste parlementaire, critique littéraire, critique musical, prenez tous les aspects, les facettes du journalisme, est-ce que ce n'est pas le public qui devient plus exigeant, qui demande plus qu'un simple compte rendu? Je vais reprendre mon exemple du match sportif. Jusqu'à il y a un certain nombre d'années, les pages sportives d'un journal se résumaient à: M. Untel a compté un but à telle période, après tant de secondes, un point, c'est tout. Qu'on relise maintenant dans certains journaux, pour ne pas dire la plupart, tant anglophones que francophones, les articles sportifs, et je vais citer rapidement comme exemple certains articles de Pierre Foglia qui soulèvent des tollés à certains moments. Est-ce qu'on n'est pas en train d'assister, à ce niveau-là, à un nouveau type de journalisme sportif et, parallèlement, à une exigence plus grande de la part des lecteurs—et ça vaut, je pense, d'une certaine façon, pour la radio et la télévision—à une exigence plus grande des auditeurs parce que les disponibilités étant plus grandes, les possibilités, le nombre d'émissions étant plus grand, les gens sont peut-être à même de comparer et de juger.

Donc, je pense qu'à partir du moment où il y a un éventail assez large d'émissions de radio et de télévision, les gens sont à même de juger et de comparer et, à moins d'être utopistes, par voie de conséquence, en mesure d'exiger un peu plus.

M. Dawson: Merci, M. Fournier. Pouvez-vous vous identifier, s'il vous plaît?

M. Graham Fraser: Oui. Graham Fraser, *Montreal Gazette*. Je suis ici, à la Tribune de la presse et je suis témoin un peu de la position vulnérable des journalistes ces temps-ci. Comme chef de bureau d'un journal anglophone, ici à Québec, je me sens un peu comparable à Radio-Canada. On a nos propres «André Ouellet» qui nous traitent soit de fédéralistes à outrance, soit de séparatistes.

Je pense qu'en tant que journalistes, il nous faut accepter que, si nous faisons une couverture équilibrée, nous serons attaqués des deux bords. Mais il y a une certaine observation que je voudrais faire, surtout face à la possibilité d'une grande enquête demandée par M. Ryan. A mon avis, une grande enquête du genre, un tribunal ou une enquête de quelque forme que ce soit, cela m'inquiète un peu, en partie parce que pour moi, un des signes que les choses vont mal pour un politicien, c'est qu'il blâme les journalistes. Quand les choses allaient mal pour le gouvernement du Parti québécois, le grand bouc émissaire, c'était la presse anglophone. Ces jours-ci, on n'entend rien contre la presse anglophone, de la part de M. Lévesque. On nous taquine. En public même, on nous taquine d'une façon légère, familière, on rit. Maintenant, c'est au tour de M. Ryan. Maintenant, en campagne référendaire, on est en train de voir jouer, comme au milieu de toute campagne référendaire ou électorale, un double jeu d'échec où chaque parti joue avec les adversaires et avec les journalistes. Nécessairement, on est «poigné» avec cette situation. J'étais amusé d'entendre Gérald Godin raconter sa journée de journaliste débutant à Trois-Rivières. C'était un peu ma journée jeudi.

[*Translation*]

facts? I'll come back to my example of sports events. Until a few years ago, the sports pages of a newspaper consisted simply of articles relating that Mr. so and so had scored during such a period after so many seconds, and that was it. If we look at some, not to say most, newspapers today, French or English—as an example, I would like to mention some of Pierre Foglia's articles which sometimes raise a general outcry. Are we not witnessing a new type of sports reporting and, simultaneously, a growing demand on the part of readers—I think that this also applies, to a certain extent, to radio and television newscasts—because in view of the greater possibilities, the greater number of programs available, people are in a better position to compare and judge.

Therefore, I think that when there is a fairly broad range of radio and television programs, people are in a position where they can judge and compare and, unless they believe in utopia, become somewhat more demanding.

Mr. Dawson: Thank you, Mr. Fournier. Would you identify yourself please?

Mr. Graham Fraser: Yes. Graham Fraser, *Montreal Gazette*. I am a member of the Press Gallery here, and through my observations I realize that reporters are nowadays in a vulnerable position. As Bureau Chief for an Anglophone newspaper here in Quebec City, I feel that my position is somewhat comparable to that of Radio-Canada. We have our own "André Ouellet" who call us either out and out federalists or out and out separatists.

In my opinion, we as journalists, must accept the fact that, if we provide balanced coverage, we shall be attacked by both sides. But I would like to make a comment, in the view of the possibility of having a major inquiry as requested by Mr. Ryan. In my opinion, a major inquiry of that type, whether it be a tribunal or some kind of inquiry, worries me somewhat because, I for one think that when things go wrong for a politician, he blames journalists. When things were going wrong for the *Parti Québécois* government, the scapegoat was the English press. Lately, Mr. Lévesque has not attacked the English press. We are being teased. Even in public, we are being teased lightly, familiarly; there is laughter. But now, it's Mr. Ryan's turn. In the referendum campaign, like in any electoral campaign, a double chess game is being played where each party plays against its opponents and the press. We are, of necessity, caught in this situation. I was amused to hear Gérald Godin talk about his days as a budding journalist in Trois-Rivières. His description corresponds somewhat to my own experience on Thursday.

[*Texte*]

On a eu à 11 h 00 une conférence de presse de MM. Lévesque, Charron, Biron, Drummond et Chapdelaine, du Comité du oui, pour annoncer leur stratégie de campagne. Et ils ont annoncé à cette conférence de presse une conférence spéciale de M. Lévesque à 13 h 00, en réponse aux commentaires de M. Trudeau à Ottawa.

Ouvertement à cette conférence de presse, M. Lévesque a dit qu'il ne parlerait pas longtemps pour permettre aux journalistes d'aller voir son ancien patron, M. Lesage, de même que M. Bourassa qui avaient, quelques journées à l'avance, annoncé une conférence de presse à 14 h 00 au Château Frontenac. Donc, c'était assez facile de voir qu'il y avait un certain but stratégique de tenir ces deux conférences de presse annoncées à l'avance.

Pendant cette conférence de presse, M. Lesage a ouvertement dénoncé que la question supposait l'indépendance, la séparation du Québec. On lui a demandé son opinion sur le Livre beige. Il a dit: «J'ai certaines divergences. Mon opinion s'est exprimée dans la politique du Parti libéral en 1967. C'était une politique publique, ouverte. Et si vous faites la comparaison avec cette politique, vous verrez mes petites divergences avec le Livre beige».

Cela s'est fait vers 16 h 00. La bibliothèque de l'Assemblée nationale ferme vers 16 h 30 ou 17 h 00. Le vendredi, j'y suis allé, mais ce document n'était pas dans la bibliothèque, je ne dis pas qu'il y avait un complot, il était disparu et on ne savait pas où il était allé. Mais il a été possible de trouver finalement, qu'en 1967, le Parti libéral avait clairement énoncé que leur politique constitutionnelle exigerait un statut particulier pour le Québec. Et c'est l'absence de ce statut particulier dans le Livre beige que M. Léon Dion a attaquée tellement ouvertement.

Donc, en une journée, on a le jeu de deux partis. La veille, à Montréal, M. Ryan avait un grand discours à faire. Il y avait d'autres orateurs. M. Ryan a commencé à parler à 22 h 30. Or, le téléjournal commence à 22 h 30. Il était donc impossible de le faire passer aux nouvelles.

Et hier, deux jours plus tard, M. Ryan nous dénonce de ne pas l'avoir mis à la une du téléjournal. Il dit qu'il est défavorisé dans les nouvelles.

D'une certaine façon, il faut que M. Ryan accepte que cela fait partie du jeu. S'il commence à parler à 10 h 30, malheureusement, je ne peux rien faire, mon texte doit être écrit avant cette heure. Son discours va sortir dans le vide. On est pris avec ce jeu d'échec et je pense qu'il ne faut pas s'en scandaliser. C'est cela, la politique en campagne référendaire et en campagne électorale.

M. Dawson: Merci, monsieur Fraser. Monsieur Godin.

M. Godin: Peut-être que M. Fraser pourrait demander à M. Walker de mettre trois journalistes à Québec pour couvrir le Livre beige, la position 67 et les commentaires de M. Lévesque sur le discours de M. Trudeau, mais parlons un peu de l'aide-mémoire Walker qui sera aussi célèbre dans l'histoire du journalisme que *The Pentagon Papers* et *The Watergate Tapes*.

[*Traduction*]

Messrs. Lévesque, Charron, Biron, Drummond and Chapdelaine of the Yes Committee held a press conference at 11 o'clock to announce their campaign strategy. At that press conference, it was announced that Mr. Lévesque would hold a special press conference at 1:00 p.m. in response to Mr. Trudeau's conference in Ottawa.

At this press conference, Mr. Lévesque said quite openly that he would be quite brief with the journalists so that they could go and listen to his ex-boss, Mr. Lesage, and Mr. Bourassa who, a few days earlier, had announced a press conference to be held at 2:00 p.m., at the Château Frontenac. Thus, it was fairly evident that there was a certain strategic aim behind the holding of these two previously scheduled press conferences.

During this press conference, Mr. Lesage openly denounced the question because it presupposes the independence and separation of Quebec. He was asked for his opinion on the Beige Paper. He answered: "I have certain difference of opinion. My views were expressed in the Liberal Party platform policy of 1967. It was a public and open policy. If you compare this policy with the Beige Paper, you will see what these minor differences are."

That was around 4:00 p.m. The National assembly Library closes around 4:30 or 5:00 p.m. I went there on Friday, but that document was not in the library; I am not saying that there was a conspiracy, but the document had disappeared and nobody knew where it was. However, we finally managed to find out that, in 1967, the Liberal Party had clearly stated that its constitutional policy demanded special status for Quebec. And it is the absence of any reference to this special status in the Beige Paper which Mr. Léon Dion attacked so openly.

Thus, in one day, both parties played with us. The day before, in Montreal, Mr. Ryan had an important speech to deliver. There were other speakers ahead of him. Mr. Ryan started talking at 10:30 p.m., just when the telecast news begin. It was therefore impossible to give him TV news coverage.

Yesterday, that is two days later, Mr. Ryan attacked us because he was not given top billing in on the telecast news. He says that he is not receiving adequate news coverage.

In a way, Mr. Ryan has to accept that this is part of the game. If he starts his speech at 10:30 in the evening, there's nothing I can do, because my text must be written before that time. His speech will fall into a vacuum. We are caught in this chess game and we should not be shocked by this fact. That is how politics are waged during a referendum or an electoral campaign.

Mr. Dawson: Thank you, Mr. Fraser. Mr. Godin.

Mr. Godin: Mr. Fraser could ask Mr. Walker to post three journalists in Quebec City to cover the Beige Paper, the 1967 platform and the comments of Mr. Lévesque on Mr. Trudeau's speech, but let's turn to the Walker memo, which will be as notorious in the history of journalism as the *Pentagon Paper* and the *Watergate tapes*.

[*Text*]

Je dois dire, par ailleurs, que quiconque connaît un peu les salles de rédaction sait fort bien ce qu'il advient en général de ce genre de mémo. Les journalistes en rient pendant deux ou trois minutes et retournent faire ce qu'ils font traditionnellement de façon assez objective. Je voudrais revenir un peu sur ce que disait mon ex-collègue journaliste de tout à l'heure. La raison pour laquelle il est un peu ridicule d'exiger qu'il y ait un jury, c'est que, ce que nous avons constaté avec des gens comme—je vais les nommer—Normand Girard ou Gilles Lesage, nous, membres du parti ministériel du Parti québécois, plus un jour on se fait «planter», plus on est sûr que, dans les quatre jours qui suivent, on va se faire louanger pour quelque chose qu'on a fait de bien. Je pense que c'est à cela qu'on reconnaît le souci des journalistes professionnels de sauvegarder leur objectivité. Ils doivent frapper sur tout le monde à tour de rôle et louanger tout le monde à tour de rôle, si c'est mérité évidemment, et nous reconnaissons un vrai professionnel à ce qu'il frappe trop fort ou pas trop fort, à ce qu'il frappe pour ce qui est vraiment bien ou ce qui est vraiment mal. Il y a un équilibre qui s'établit, mais le principe est là.

Revenons à la *Gazette*. A la *Gazette,* il y a eu l'aide-mémoire Walker, c'est bien sûr, mais il y a eu, d'autre part, une série d'articles de John Saunders qui a commencé la semaine dernière, samedi dernier, et qui était, à ma connaissance, le premier travail sérieux qui ait été fait sur un des aspects fondamentaux de ce qui sera peut-être le Canada et le Québec de demain, c'est-à-dire l'union monétaire.

Il y avait, dans cette page et demie, l'opinion de deux économistes: un qui favorise l'union monétaire, l'autre qui fait une critique de l'union monétaire. Il y avait des comparaisons avec des systèmes monétaires semblables dans le monde. Il y avait une information assimilable, claire et précise sur un des aspects fondamentaux de la proposition du Parti québécois. C'est le premier exemple que je vois de la part des journaux, la première preuve que les journalistes ont lu les documents préparatoires au Livre blanc. Les 2000 pages de recherche publiées depuis un an, étalées sur une période de quelques mois, cela n'a pas été lu par beaucoup de journalistes. Je pense que le fait qu'ils ne les ont pas lues montre que, dans leur subconscient, ils partagent le même préjugé que l'Opposition, c'est-à-dire que le PQ est un parti de maudits séparatistes et non pas un parti qui veut une association économique réelle avec le Canada anglais.

C'est la *Gazette*, par conséquent, qui est la première à casser ce préjugé, à casser la glace et à faire un boulot honnête à l'égard d'une des propositions du Parti québécois et je veux le dire ici aujourd'hui.

Par ailleurs, je n'ai pas lu la deuxième tranche, aujourd'hui, sur les ressources énergétiques. Je la lirai pour me faire une opinion.

D'autre part, dans la *Gazette* toujours, il y a, depuis deux ans, les chroniques de Don McGillivray sur l'économie du Québec, qui me semblent dépasser de cent coudées toute chronique semblable que j'aie vue dans les media imprimés dans tout le Canada. Au *Star*, il y avait James Stewart qui faisait le même travail objectif d'évaluation de ce que le gouvernement fait. Je vous avoue que c'était très rafraîchissant

[*Translation*]

I must say, however, that anyone who has worked a while in an editing room, knows very well what happens generally to those memos. The journalists spend two or three minutes joking about those memos, then they go back to what they traditionally do in a fairly objective manner. I'd like to come back to what my ex-colleague was saying earlier. I think it's a bit ridiculous to ask for a jury because, we have seen, with people like Normand Girard and Gilles Lesage, that when we, the members of the ministerial party, the Parti Québécois, are attacked one day, we are sure to be praised a couple of days later for having done something properly. I think that this shows the concern professional journalists have for safeguarding their objectivity. They must attack and also praise everybody in turn, provided, of course, that it is deserved. One can tell a true professional by watching whether he overdoes or tones down his attacks, and fights against what is really bad or for what is really good. An equilibrium is established, but the principle is there.

Let's come back to the *Gazette*. If, on the one hand, you have the Walker memorandum, you also have, on the other hand, a series of articles by John Saunders that began last Saturday and which is, to my knowledge, the first serious work that has been done on one of the fundamental aspects of what the Canada and Quebec of tomorrow might be, that is to say the monetary union.

That page and a half covered the opinion of two economists, one who favoured the monetary union and one who criticized it. Comparisons were made with similar monetary systems in the world. There was easily understandable, clear and precise information on one of the fundamental aspects of the *Parti Québécois'* proposal. That is the first example I have noticed in the newspapers, the first evidence, that shows that the journalists have read the preliminary documents of the White Paper. The 2,000 pages of research published over the past year have not been read by many journalists. In my opinion, the fact that they have not read those documents shows that, subconsciously, they entertain the same prejudice as the Opposition, that is to say that the *Parti Québécois* is a separatist party and not a party that wants a real economic association with English Canada.

So the *Gazette* is the first paper to have shattered this prejudice, to have broken the ice and produced an honest piece of work on one of the *Parti Québécois'* proposals and I want to say it here now.

However, I have not read the second part of the series, published today, on energy resources. I shall read it to have an opinion about it.

For the past two years, Don McGillivray has been writing a column on Quebec's economy whose quality seems to exceed any other column of any other newspaper in Canada. At the *Star,* James Stewart did the same type of objective evaluation of what the government was doing. I must admit that I find Don McGillivray's column most refreshing. Furthermore, in the same week that the *Gazette* published this article by John

[*Texte*]

de voir les chroniques de Don McGillivray. D'ailleurs, dans la même semaine où la *Gazette* a publié cet article de John Saunders, il y avait encore une fois un éditorial économique de McGillivray qui était très objectif et qui permettait aux citoyens de se faire une opinion éclairée, non pas de voter oui ou de voter non, la question n'est pas là.

Je pense que le débat qui a lieu ici actuellement, qui se comparerait un peu au débat qui a eu lieu à Terre-Neuve en 1949, a des précédents. Je m'étonne de voir qu'aucun journaliste d'ici ou d'ailleurs n'ait lu les débats de la Chambre des communes à Ottawa au moment où la question de Terre-Neuve était soulevée. Ils auraient appris, par exemple, que M. Mackenzie King, premier ministre de l'époque, et M. Saint-Laurent disaient des phrases comme celles-ci: «The free nation of Newfoundland has all rights to decide on its future.» Je souhaite ardemment qu'aucun membre de ce Parlement, aucun membre de Parlement des provinces canadiennes n'aille influencer de quelque manière que ce soit «the free people, the free nation of Newfoundland». Je pense que cela ferait un sujet d'article intéressant que de citer les déclarations des hommes politiques de l'époque quand il s'agissait de la nation de Newfoundland et de comparer cela à ce qui se passe quand il s'agit d'une autre nation. Merci.

M. Dawson: Une autre question? Mr. Spicer will be making a résumé of today's discussions. I would like to thank the panel for its presentation and for its answers.

1222

1535

M. Dawson: J'aimerais vous présenter, comme ils disent . . . like they say in English: A man who needs no introduction. Mr. Spicer will try to give us a sort of résumé of the discussions of the day and his impressions on the relationship between the Parliament: Adversaries or Accomplices? Je laisse la parole à M. Spicer.

M. Keith Spicer: Je voudrais d'abord faire une entorse au protocole, tout en cherchant à respecter un protocole supérieur, il me semble, en remerciant nos amis québécois et surtout le Président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard, de nous avoir reçus avec tant d'élégance, de chaleur et de distinction. Voilà!

J'aimerais ensuite remercier les responsables du Congrès de m'avoir collé en dernière place, sachant peut-être que les derniers seront les premiers, mais surtout sachant que j'occupe, en ce moment, la place rêvée de tout journaliste et de tout parlementaire, à savoir que personne n'a le droit de réplique. J'ai littéralement le dernier mot, malheureusement.

On me demande aussi de faire une synthèse et c'est gênant, parce qu'il y avait un foisonnement de bonnes idées, de projets et de sagesse. Alors, je vais, ipso facto, blesser les neuf dixièmes des participants si je ne prends que le dixième. Je vous assure que ce que je vais essayer de faire, c'est de regrouper les idées sous des thèmes différents et tâcher de recueillir telle ou telle opinion, tel ou tel fait au passage.

[*Traduction*]

Saunders, McGillivray wrote a very objective economic editorial which enabled the citizens to have a clear opinion—it was not a matter of voting yes or no, that is not the question.

I think that the debate that is taking place here now, which could be compared to a certain degree to the debate in Newfoundland in 1949, has precedents. I am surprised that no journalist, from here or elsewhere, has read the House of Commons' debates when the question of Newfoundland was raised. They would have learned, for example, that Mr. MacKenzie King, the then Prime Minister, and Mr. St. Laurent, were saying things like: "The free nation of Newfoundland has all rights to decide on its future." I fervently hope that no member of this Parliament or of a provincial parliament will try to influence in any manner the free people, the free nation of Newfoundland." I think that an interesting article could be written by quoting statements made by political men of that time regarding the Newfoundland nation and drawing a comparison with statements made with respect to another nation. Thank you.

Mr. Dawson: Any other question? Monsieur Spicer fera un résumé des discussions qui ont eu lieu aujourd'hui. J'aimerais remercier les participants au colloque de leur présentation et des réponses qu'ils ont fournies.

Mr. Dawson: I would like to introduce to you, comme on dit, une personne qui se passe de présentation. M. Spicer essaiera de nous présenter un genre de résumé des discussions de la journée et de ses impressions sur les rapports qui existent entre le Parlement et la presse: Adversaires ou complices? Mr. Spicer, if you please.

Mr. Keith Spicer: First of all, I will bow to protocol and thank our Québécois friends and especially the President of the National Assembly, Mr. Clément Richard, for having welcomed us with so much warmth and distinction. There.

I would then like to thank those in charge of the symposium for having designated me to speak last, maybe because those who are last will be first, but mainly because I know that all journalists and parliamentarians dream of being in my position since no one can answer me back. I literally have the last word, unfortunately.

I have also been asked to give a resumé and this is somewhat difficult because so many good ideas were mentioned. Therefore, ipso facto, I am going to hurt some participants by forgetting to mention their contribution. I assure you that I will attempt to group these ideas together under different themes and to bring to light in passing particular opinions or events.

[*Text*]

Solange Chaput-Rolland a parlé des deux solitudes. On ne peut pas éviter de le faire. Moi, je vais, pour lui damer le pion, vous en parler de six, mais quand même, sachant qu'on ne peut jamais se rappeler six solitudes, je vais les grouper par groupes de trois, trois séries de deux solitudes, si vous voyez la mathématique, et les voici.

La première, c'est bien sûr le thème du congrès lui-même: La presse et le Parlement. Les frères ennemis, les scorpions dans une bouteille de colle peut-être, parfois. La relation symbiotique a été décrite par plusieurs orateurs.

Il y a un phénomène, par contre, qu'on n'a pas signalé, à ma connaissance, et je crois qu'on peut y penser, parce que c'est un phénomène presque unique dans le monde. Je vais faire un peu de sociologie politique à l'échelle de l'Europe et de l'Amérique du Nord pour décrire les vocations, les métiers qui semblent propices, dans chaque nation, à la vie politique.

En France je pense que pour être un homme politique ou faire de la politique, il faut avoir un certain passé littéraire. Cela remonte à Chateaubriand, Victor Hugo. Cela continue même avec le cher Giscard et Mitterand qui ont la prétention de passer à Europe nº 1, à des émissions littéraires.

En Angleterre—on continue; c'est un stéréotype, bien sûr—une certaine érudition dans la traduction du grec et du latin était de rigueur jusqu'à l'époque de Harold Macmillan, Rab Butler, Churchill qui a appris l'anglais à défaut d'avoir bien appris le latin.

Aux États-Unis, on se demande maintenant si, au moins, vu que tout commence en Californie, avec Gerry Brown et Ronald Reagan, être vedette de la télévision ou du cinéma ne sera pas de rigueur bientôt. Surveillons ça.

Au Canada, qu'est-ce qu'on voit? En Colombie-Britannique, si je peux faire un peu de nationalisme de mon nouveau bled, mon ami Fotheringham affirme que pour être député, il faut être vendeur de voitures d'occasion. Il vise, bien sûr, les créditistes.

Au Canada anglais, en dehors de la Colombie, je pense, traditionnellement, être avocat était la voie royale vers la vie politique. Mais, au Québec—c'est ceci qui me fascine. Je ne sais pas si on en a parlé pendant une de mes petites éclipses—c'est que, pour être homme politique, ça commence à être de plus en plus nécessaire d'être journaliste.

Faisons un petit catalogue. Bien sûr, M. Lévesque, M. Ryan, M. Trudeau, M. Pelletier, Mme Solange Chaput-Rolland, et pour ceux qui n'ont pas été journalistes avant, ils deviennent d'abord hommes politiques et ils deviennent transfuges vers la vie journalistique. Je pense, bien sûr, au plus grand orateur de l'histoire du Québec, Auguste Choquette, avant la période, M. le Président.

Au Canada anglais, les transfuges dans ce sens-là sont évidemment Dalton Camp, Douglas Fisher, par exemple, et, je pense bientôt dans quelques années, ça va être un transfuge dans les deux sens, M. Clark.

Voilà pour un phénomène que je voulais vous signaler, parce que je pense que c'est assez rare dans le monde qu'il y ait, j'allais dire plus qu'une complicité, un concubinage entre les deux métiers et je me demande dans quelle mesure—je le dis

[*Translation*]

Solange Chaput-Rolland spoke of two solitudes. We can not avoid doing so. To do her one better, I will speak of six. However, knowing full well that nobody can ever remember six solitudes, I will classify them into groups of three, that is, mathematically speaking, into three groups of two solitudes. Here they are.

The first twosome is the theme of the symposium itself: the press and Parliament. Enemy brothers and sometimes scorpions in the bottle of glue. Their symbiotic relationship has been described by many speakers here.

However, there is one phenomenon which, to my knowledge, no one has pointed out and I think that it should be mentioned since this phenomenon is almost unique in the world. I will indulge in a little political sociology in reference to Europe and North America to describe the vocations and jobs which seem best suited to political life in each nation.

In France, I think that in order to be a politician or to like politics, one must have a certain literary past. This goes back to Chateaubriand and Victor Hugo. The trend continues with Giscard and Mitterand who attempt to pass off literary programs on Europe No. 1.

In England, there is a stereotype. Politicians had to be well versed in Greek and Latin up until the time of Harold Macmillan, Rab Butler and Churchill, who learned English instead of Latin.

In the United States, people are asking themselves, since everything begins in California with Gerry Brown and Ronald Reagan, whether one has to be a television or movie star. We'll have to watch that trend.

What's the situation in Canada? In British Columbia, if I may be permitted to indulge in a bit of nationalism, my friend Fotheringham claims that in order to be an M.P., you have to be a used car salesman. I'm sure he is referring to the Socreds here.

In English Canada, outside of B.C., I think that traditionally, being a lawyer was the golden path to a political career. But one thing fascinates me about Quebec. I don't know whether anyone mentioned this during one of my brief absences, but in order to be a politician, it is becoming increasingly necessary to be a journalist.

Let's make a list. Of course, we have Mr. Lévesque, Mr. Ryan, Mr. Trudeau, Mr. Pelletier and Mrs. Solange Chaput-Rolland. Those who were not journalists become politicians first and then defected to the ranks of the journalists. I am thinking here about one of the greatest speakers in Quebec's history, Auguste Choquette.

In English Canada, defectors of this type include, obviously, Dalton Camp, Douglas Fisher and I think in a few years time, Mr. Clark will join their ranks as a two-way defector.

This is a phenomenon which I wanted to point out to you because I think that it happens quite rarely in the world that there is a complicity, or, if you like, a common law marriage between two vocations and I wonder to what extent—I am

[*Texte*]

un peu à la boutade, mais fondamentalement sérieusement—à la longue, cela va influer sur les rapports entre la presse et le Parlement. Parce que de plus en plus on trouve, et combien de vos amis, messieurs, dames, sont partis de la Tribune de la presse pour devenir au moins adjoint exécutif ou relationniste chez un ministre. Ensuite, ils reviennent un peu plus tard. Terry Willis, par exemple, Richard Gwyn, Rhéal Bercier qui est actuellement à La Presse à Toronto, cela se fait très couramment. Comment est-ce que ça peut influer sur l'attitude des hommes politiques envers la presse et vice versa? Quand il existe toute une série de personnages de chaque côté de la barrière professionnelle qui connaissent, j'aillais dire les mensonges, disons les manigances, les manières, c'est plus poli, n'est-ce pas, de l'autre milieu, on va pouvoir se jouer et se déjouer de très jolis tours.

J'ai fait la même expérience un peu dans les deux sens, même si ce n'était pas officiellement la vie politique c'était un milieu politique, dans lequel je circulais à un moment donné, et je dois dire que le fait d'avoir été journaliste m'a presque formé à la notion de méditer sur certains gestes. Je n'étais pas paranoïaque au point où je méditais sur tout, mais, quand même cela m'a servi au point où je pense que j'ai commis deux ou trois fois moins de bêtises que je ne l'aurais fait dans le cours normal des événements. On arrive toujours à en faire trop, mais je pense que j'en ai fait de plus originales du fait que j'ai eu la chance d'avoir été journaliste.

En sens contraire, quand on revient à la vie journalistique après un stage dans la vie plus ou moins publique, je pense qu'on éprouve peut-être un sentiment de charité qui est peut-être dangereux pour le piquant de vos propos quand vous vous mettez à critiquer. Je pense cependant qu'à la longue, ce qu'il faut rechercher dans ces rapports, c'est quelque chose comme un humanisme interprofessionnel qui n'est pas naïf, mais qui n'est pas cynique non plus.

On a parlé de la nécessité de la méfiance. J'aimerais mieux parler de tension créatrice et j'aimerais faire une distinction entre méfiance et paranoïa. Je pense que cette ligne de démarcation n'est pas toujours tracée avec fidélité. Je pense aussi que l'objectif de chacun doit être de considérer l'autre métier, journaliste ou homme politique, à couteaux tirés, bien sûr, mais visière levée. Je mélange le Moyen-Âge et l'époque moderne, mais peu importe.

In English terms, I would call that playing poker in the old West saloon with keeping your Colt 45 on the table. It is possible to cooperate, you have to. You cannot work without cooperating and having some normal human relations, but you have to keep your powder dry. We all know the tricks on both sides have been sucked in and it takes one to know one, and I think that is why I would almost propose, even though some of my colleagues consider this dangerous, that in addition to a visit to a journalism school and, of course, the usual police beat and the obituary column, that it would not hurt if nearly every journalist having a pretention to covering politics should try to spend a couple of years on the inside. If only to learn the tricks better, it does not mean he has to practice them or constantly denounce them, but to see things on the other point of view. The whole problem with this series of two solitudes as with the

[*Traduction*]

speaking slightly in jest, but basically on a serious note—this fact will affect in the long run relations between the press and Parliament. How many of your friends, ladies and gentlemen, have left the press gallery to become an executive assistant or a public relations officer for a minister. Then, they return some time later to work for the press. For example, there was Terry Willis, Richard Gwyn, Rhéal Bercier who is presently working for the press in Toronto. This is a common occurrence. How does this influence the attitude of politicians towards the press and vice-versa? When people on both sides of the fence know all the tricks and ways of the other party, they can play tricks and can have tricks played on them.

I lived through the same experience myself. Although I was not officially a politician, I moved in political circles at one time and I must tell that the fact of having once been a journalist almost trained me to ponder certain moves. I was not paranoid to the point where I questioned everything, but still, it was useful in that I feel I committed two or three times fewer stupid mistakes than I would have in the normal course of events. We always succeed in making too many mistakes, but I think I made more original ones because of the fact that I had the chance to be a journalist.

Conversely, when a person returns to the life of a journalist after spending some time in the public eye, I think that he is perhaps somewhat charitable, a dangerous habit indeed when you begin to criticize. However, I believe that in the long run, we must seek to establish in these relations some sort of interprofessional humanism, humanism which is neither naive nor cynical.

You spoke of the need to be wary. I would prefer to speak of creative tension and I would like to draw a distinction between wariness and paranoia. In my view, this demarcation line is not always faithfully drawn. I think that each person's objective should be to consider the other person's job, whether it be journalism or politics, with swords drawn, of course, but also with open eyes.

En anglais, cela s'appelait jouer au poker dans un saloon de l'Ouest en gardant votre Colt 45 sur la table. Il est possible de collaborer, en fait, il le faut, vous ne pouvez pas faire autrement, ou d'entretenir quelques rapports humains normaux, mais il ne faut pas se mouiller. Vous connaissez tous les trucs pour les avoir expérimentés et c'est pour cette raison que je serais porté à proposer, même si certains de nos collègues trouvent cela dangereux, qu'entre un stage dans une école de journalisme, et bien entendu la colonne des faits divers et la nécrologie, il ne serait pas mauvais que les journalistes qui envisagent de couvrir la scène politique passent quelques années à l'intérieur de ce cercle. Ne serait-ce que pour mieux connaître les trucs du système, ce qui ne les oblige pas à s'en servir ou à les dénoncer constamment, mais pour voir les choses sous l'autre angle. Pour cette question des deux solitu-

[*Text*]

others, I think, is perspective and I see no other way, unless you spend a little time in the enemy camp. I think the risk of having too much confidence is overwhelmed by the risk of having too much ignorance.

Passons à la deuxième solitude, au deuxième—j'allais dire presque antagonisme—et ça se situe, je pense, entre les éditorialistes et la salle de rédaction. C'est un schéma classique, ces deux univers dont on connaît la férocité des différends.

La raison pour laquelle je soulève cela aujourd'hui, c'est parce que plusieurs orateurs ont parlé des organismes de surveillance de la presse, de la nécessité de réprimer des soupçons de reportages tendancieux et du danger que certains journalistes fassent de la politique en faisant mine de faire du journalisme.

Je pense que les accusations ont été distribuées à peu près également à gauche et à droite par les deux camps: le camp du oui et le camp du non. Les péquistes, je pense, veulent un comité de surveillance sur CKVL, M. Ryan veut un comité de surveillance sur tout le monde, je pense. M. Lévesque, ma foi, je pense, surveille tout le monde lui-même en tant qu'ancien journaliste et MM. Ouellet et Lalonde, à Ottawa, voudraient que l'on surveille Radio-Canada. Je vais limiter mes propos à Radio-Canada et à CBC et peut-être à Radio-Québec, parce que ce sont des organismes d'État. Je pense qu'on peut faire une distinction nécessaire entre les organes privés de la presse, à la fois électronique et imprimée, et les organes officiels qui ont une vocation d'impartialité et, du côté des organismes comme CKVL, je pense que, s'il faut absolument qu'il y ait quelqu'un qui soit institué pour jeter un coup d'œil là-dessus, le Conseil de presse est largement suffisant. Je ne crois pas énormément à ces mécanismes parce qu'à la longue, il y a tellement de moyens de contourner, de choisir, d'éliminer, que je pense qu'on sait qu'on ne peut pas contrôler cela sérieusement. On peut dénoncer les pires abus, je ne connais pas de conseil de presse dans le monde, en Angleterre, aux États-Unis, même au Canada anglais, qui fonctionne avec beaucoup d'efficacité.

J'aurais une toute petite suggestion, par contre, pour la période référendaire pour Radio-Canada, réseaux anglais et français, et peut-être pour Radio-Québec. Je vais modifier cette formule de commission de contrôle, de conseil de presse, délibérément, en un organisme personnalisé qui s'appelle l'ombudsman. Cela ne semblerait pas être la trouvaille du siècle que de proposer de nommer un ombudsman référendaire pour ces organismes, mais je vous dirai dans quel esprit je le propose. Ce n'est pas pour harceler Radio-Canada et Radio-Québec, mais pour les aider à garder leur réputation de femme de César, pour les aider à prouver à des sceptiques que leur réputation d'impartialité est méritée. Je pense que le drame pour les responsables des nouvelles à Radio-Canada et à Radio-Québec, aujourd'hui, c'est qu'ils peuvent être tenus responsables de chaque écart de langage, chaque choix tendancieux d'une table ronde, par exemple, et qu'ils ne peuvent pas se justifier, se protéger sérieusement contre l'accusation de faire un complot. Je partage la théorie de Goethe sur les complots. Il a dit, je pense: Ne cherche pas toujours des

[*Translation*]

des et d'autres questions, le problème vient de la perspective à adopter et à mon avis, il n'existe aucune autre manière de la résoudre, à moins de passer quelque temps dans le camp ennemi. A mon avis, le danger d'une trop grande confiance est annulé par celui d'une trop grande ignorance.

Let us go on to the second solitude—I almost said the second antagonism. The players here are the editorial writers and the editorial room. It is a classic confrontation between these two universes which have radically different views.

The reason why I am raising this subject today is that several speakers mentioned press monitoring agencies, the need to suppress suspicions of biased news coverage and the danger that certain reporters are playing politics while disguised as journalists.

I think that both sides have made an equal number of accusations: the yes camp and the no camp. The Péquistes, I believe, want a committee to monitor CKVL and Mr. Ryan wants a committee to monitor everything. Good Lord, Mr. Lévesque, as a former journalist, watches everything for himself and Mr. Ouellet and Mr. Lalonde would like to have the CBC monitored. I will limit my comments to Radio-Canada and the CBC and perhaps Radio-Québec since these are public institutions. I think a distinction must be made between private press agencies, both electronic and printed, and official agencies which have a duty to be impartial. With respect to organizations such as CKVL, I think that if someone must be appointed to watch over things, the press council is quite sufficient. I do not believe very strongly in these mechanisms because in the long run, there are so many ways of getting around them, of choosing and of eliminating that we know there is no way of monitoring them seriously. We can denounce the worst abuses but I do not know of one single press council in the world, be it in England, in United States or even in English Canada which functions very effectively.

I would like to make one small suggestion to *Radio-Canada*, the CBC and *Radio-Québec* for the referendum period. I would deliberately like to alter this formula of monitoring committees, press councils and appoint a personalized agency called an ombudsman. The appointment of such a person might not seem like the suggestion of the century to you but I will tell you what I have in mind. It is not to hound Radio-Canada and Radio-Québec, but to help them keep their reputation as Cesar's wife and to help them prove to the skeptics that they deserve their reputation of impartiality. I think that the danger for those in charge of the news at *Radio-Canada* and *Radio-Québec* today is that they can be held responsible for any error in language or for any biased view and that they cannot justify themselves or protect themselves from being accused of complicity. I share Goethe's theory on plots. He said: Do not always seek complicity, because one must never underestimate the importance of making mistakes. Stupidity, carelessness, laziness and even scheduling can give the impression of a biased attitude and I

[*Texte*]

complots, parce qu'il ne faut jamais sous-estimer l'importance de la bêtise. La stupidité, l'incurie, la paresse, même le hasard des horaires peuvent fort bien donner l'impression d'une attitude tendancieuse et je ne suis pas naïf au point de croire que tous nos collègues de la presse sont des anges dans ce débat. Je crois aussi au péché originel et je pense qu'il y en a un certain nombre qui pèchent un peu plus que le commun des mortels, mais pour les inciter, si vous voulez, à suivre leurs meilleurs instincts, qui sont leurs instincts professionnels, et surtout pour protéger les institutions de Radio-Canada et Radio-Québec, qui sont peut-être plus importantes à la longue que le référendum, parce qu'il faut protéger la liberté d'expression au-delà, je pense, des options politiques, je propose la nomination d'un ombudsman de réputation incontestable avec une certaine expérience des affaires publiques pour la période du référendum, s'il le faut. Si les accusations, les insinuations continuent, je pense qu'une fonction personnalisée, qui se base sur deux facteurs: l'autorité personnelle d'un individu et la rapidité avec laquelle cette personne peut agir, pourraient dépanner ces organismes d'État sans créer une ambiance de gestapo. C'est ce qu'il faut éviter. Il ne faut pas que la démocratie ait l'air d'être la victime d'une consultation sérieuse et démocratique. C'est pour cela que je propose une formule extrêmement sérieuse et démocratique. C'est pour cela que je propose une formule souple, même presque un peu bohème, selon les juristes, mais qui a fait ses preuves au Québec et ailleurs au Canada. Et juste pour stimuler votre imagination, le genre de personnage—je vous assure que j'ai pensé à deux ou trois personnes, et il y en a 25 autres que vous pourriez proposer,—je pense à des gens, pour ces fonctions, de la trempe de Jean-Victor Dufresne, qui a reçu le prix Olivar-Asselin, ou Pierre Nadeau, ou Alfred Rouleau, par exemple, n'est-ce pas? Vous pourrez en nommer d'autres. Je pense que des gens qui se situent au-dessus de la mêlée et qui sont reconnus pour leur sens de l'équité et leur bon sens pourraient renforcer même la démocratie française, renforcer la crédibilité des deux sociétés d'État et rendre service à la sérénité de tout ce débat.

Passons maintenant à la troisième des deux solitudes. C'est celle, bien sûr, l'inévitable, de Hugh MacLennan, entre les francophones et les anglophones.

Je pense que George Bernard Shaw a dit qu'avoir deux langues c'est même un avantage, non pas pour des raisons d'humanisme, mais pour des raisons de protectionnisme de l'amour-propre, parce qu'il a dit que la raison pour laquelle les Américains et les Anglais s'entrebouffent si joyeusement, c'est parce qu'ils partageaient la même langue, c'est-à-dire qu'ils pouvaient lire les insultes que les uns colportaient sur les autres. On a donc un immense avantage au Canada, c'est que les Anglais ne savent pas lire la presse française et les francophones ne prennent pas tellement la peine de lire la presse anglaise.

Ce cloisonnement des attitudes a sûrement des dangers à la longue pour le réalisme des calculs de chaque bord. C'est là-dessus que je voudrais insister. Les fédéralistes, dans ce débat actuel, tiennent pour acquis le Canada anglais. Leur grand défaut, à mon sens, et je parle des fédéralistes au Québec, c'est qu'ils n'ont pas tellement de connaissance du

[*Traduction*]

am not so naïve as to believe that all our colleagues of the press are angels. I also believe in the original sin and I think that some of them sin a little more than most mortals do to encourage themselves to follow their best instincts, their professional instincts, and to protect institutions such as *Radio-Canada* and *Radio-Québec*, which in the final analysis, are perhaps more important than the referendum. In my opinion, it is more important to protect our freedom of expression than our political options. I suggest that an ombudsman should be appointed for the duration of the referendum period, someone with an indisputable reputation and some experience in the field of public affairs. If the accusations and insinuations continue, I think that an individual could bail out these public institutions without creating a gestapo-like atmosphere. This should be avoided. Democracy must not end up looking like the victim of a serious, democratic consultation. That is why I am proposing an extremely flexible formula, one that is almost bohemian in the opinion of legal experts, but which has proved successful in Quebec and elsewhere in Canada. And to stimulate your imagination, the type of person I have in mind—I assure you that I have considered two or three people and I'm sure you could suggest about twenty-five others—are people like Jean-Victor Dufresne, who has received the Olivar-Asselin prize, Pierre Nadeau and Alfred Rouleau. I'm sure you could name others. I think that people who are above the controversy and are admired for their fairness and good judgment could strengthen democracy in Quebec, shore up the credibility of the two state institutions and bring some peace to this debate.

We will now go on to the third series of two solitudes. It is, of course, the one brought to light by Hugh MacLennan, the one between Francophones and Anglophones.

I think that George Bernard Shaw said that it was an advantage to speak two languages, not for humanistic reasons, but for reasons of protecting one's own ego. He said that the reason why the Americans and the English are so gleefully at odds with one another is that they share the same language, that is they can read the insults they sling at one another. Therefore, we have a tremendous advantage in Canada because the English cannot read the French press and Francophones do not bother very much to read the English press.

These close-minded attitudes can surely be dangerous in the long run for both sides. I would like to insist on this point. In the current debate, the federalists take English Canada for granted. Their major mistake, in my opinion, and I am speaking of the Quebec federalists, is that their knowledge of English Canada is rather limited. Consequently, they have a

[*Text*]

Canada anglais. Par conséquent, ils tendent à véhiculer des vérités un peu simplistes. Les péquistes, je pense, sont tellement pris par leur option qui, pour l'instant, dans cette phase, est nécessairement introspective, qu'ils incluent le Canada anglais comme un partenaire inévitable qui n'a pas de choix en fait. Je pense que pour les uns et les autres, ce serait un geste non pas de "bon ententisme", mais de lucidité que de chercher à développer entre les organes de presse, entre le *Globe & Mail* et *Le Devoir*, entre le *Toronto Star* et *La Presse*, par exemple des échanges de pages, des échanges d'éditorialistes et de journalistes. Je vous le dis strictement sans aucune intention "quichottesque". Ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit, parce qu'on peut tourner cela rapidement en ridicule et je ne suis pas si naïf que cela. Mais je pense qu'on gagne toujours à connaître les visées, les calculs de l'ennemi, si vraiment vous voulez verser dans un pessimisme systématique. Au mieux, on risque d'avoir des faits plus à jour, plus détaillés. Au pis, on risque de pouvoir se méfier plus lucidement les uns des autres. C'est peut-être un objectif qui n'est pas futile.

Il est important, au-dessus des partis, au-delà des options politiques, qu'il y ait une plus libre circulation des idées entre les deux Canadas. Je vais vous faire un peu d'histoire extrêmement primaire, mais j'y crois parce que j'ai le malheur d'être un peu bilingue et de lire ce que l'une des élites dit de l'autre et vice versa. Je suis sidéré de voir le sentiment d'insécurité de nos deux élites nationalistes, anglaise et française, à quel point on semble sentir une obligation impérieuse de réprimer les nouvelles, les perspectives qui peuvent présenter l'autre peuple d'une façon un peu sympathique, ou de laisser circuler parmi le «bas peuple», n'est-ce pas, des idées qui pourraient chambarder les stéréotypes consolants que chaque peuple trouve agréable de véhiculer sur l'autre.

Au-delà du référendum—on est trop «poigné» avec cela maintenant, on est trop polarisé—j'espère que, quoi qu'il arrive, on aura la simple lucidité, rien d'autre, de revoir le système d'échange de renseignements que l'on a dans l'autre Canada.

Je me permets de dire—ce n'est pas un reproche, mais une constatation, je pense—que, pour une fois, le Canada anglais n'est pas en retard dans la compréhension d'un problème national, le problème canadien, parce que la dernière fois que j'ai compté le nombre de correspondants permanents du Canada anglais au Québec, j'en ai compté 22 ou 23. Cela existe depuis une quinzaine d'années. C'était bien avant 1976.

Sauf erreur, dans tout le Canada anglais, il y a un correspondant du Québec, un seul; c'est Rhéal Bercier, à Toronto, indépendamment, bien sûr, de Radio-Canada, institution fédérale. Je trouve que ce n'est pas intelligent pour le Québec. Ce n'est même pas de l'égoïsme bien compris. Ce n'est pas comme cela qu'on fait avancer quelque cause que ce soit; que ce soit la souveraineté-association ou le fédéralisme, on ne peut pas travailler dans l'ignorance noire.

Il faut que le Québec ouvre ses frontières, tout comme l'Assemblée nationale a ouvert ses frontières aujourd'hui à ce pullulement de scribouilleurs, d'un océan à l'autre. Et bravo M. Clément! Mais il faut que l'ensemble des media du Québec commence à s'intéresser au reste du Canada, non pas parce

[*Translation*]

tendency to promote truths which are rather simplistic. The Péquistes, I think, are so wrapped up in their option which, for the moment during this phase, is necessarily introspective, that they include English Canada as their inevitable partner which has no choice in the matter. I think that for some, it would be a gesture, not of «good will», but of lucidity to seek to develop between press agencies, between the *Globe & Mail* and *Le Devoir*, between the *Toronto Star* and *La Presse*, exchanges of articles, editorials and journalists. I am saying this without any intention whatsoever of playing Don Quichotte. That has nothing to do with it, because that could quickly turn to ridicule and I am not so naïve as that. However, I think that we can always gain from learning the aims and the methods of the enemy, if we truly want to be pessimistic in a systematic way. At best, we could have facts which are more up to date and more detailed. At worst, we could learn to be wary of others in a more lucid manner. This is perhaps not a futile objective.

Beyond parties and political options, it is important to have ideas flow more freely between the two Canadas. I would like to give you a very basic history lesson, but I believe it is important because I have the unfortunate honour of being a bit bilingual and of being able to read what one elite says about the other. I am amazed to see the feeling of insecurity on the part of our two nationalist elites, French and English, and the extent to which they feel a noble obligation to repress the news and the views which could show the other nation under sympathetic lights or to let ideas circulate among the «lower class», ideas which could destroy the stereotypes that are willingly promoted on both sides.

Beyond the referendum—we are too caught up with that subject today—I hope that whatever happens, we will see clearly enough to reexamine the information exchange system which exists in the other Canada.

In my opinion—and this is not a criticism but an observation—I think that for once, English Canada is not lagging behind in its understanding of a national problem, the Canadian problem, because the last time I counted the number of permanent English correspondents in Quebec, there were 22 or 23 of them. That was well before 1976.

In English Canada, there is only one correspondent from Quebec. Rhéal Bercier works in Toronto and is not associated with CBC, a federal institution. I do not think this is very intelligent on Quebec's part. It is not even well-placed pride. This is not the way to promote a cause. Whether it be sovereignty-association or federalism, people cannot work in complete ignorance.

Quebec must open its borders, just as the National Assembly did today to welcome this flood of journalists from across the country. And bravo, Mr. Clément! However, the Quebec media in general must seek to become interested in the rest of Canada, not because Anglophones are angelic or ador-

[*Texte*]

que les anglophones sont des êtres angéliques ou adorables, mais parce qu'ils peuvent être dangereux, dans ce sens qu'ils ont des intérêts économiques, et même culturels et politiques, dont il faudrait prendre connaissance et parce que, à la rigueur, de temps en temps, on peut même trouver une bonne idée là-bas.

Les entrelacements d'intérêts, de valeurs même et de perspectives sont beaucoup plus intimes qu'on ne le pense et, au-delà de la barrière linguistique, qui est la plus superficielle de ces barrières et peut-être la plus profonde sur le plan émotif pourtant, il y a des milliers de choses qu'il faut révéler à l'autre peuple. Je pense que le Canada anglais, malgré ce qu'on peut penser dans les media de langue française du Québec, de tel ou tel aide-mémoire dans la *Gazette* ou de tel ou tel reportage du *Globe & Mail*, si on se prend à faire le relevé de l'effort qui est fait, du Canada anglais, au Québec, ce n'est pas si mal que cela.

Je pourrais me joindre au chœur qui veut fustiger la presse anglaise et ajouter des choses encore plus accablantes que des journalistes francophones pourraient ajouter, mais je voudais inviter, en toute estime et amitié, les responsables des media de langue française à penser dans une optique de lucidité bien sentie, d'égoïsme bien compris, au-delà des options politiques, d'installer des correspondants à Calgary et même à Vancouver, à Halifax; je ne vous dis pas de les envoyer à Saskatoon et à Moncton, mais quand même, à Calgary, à Halifax, à Vancouver. Il y a des choses qui vous touchent intimement et, si ce n'est pas pour aujourd'hui, ce sera pour demain. Le Québec a bien raison d'établir des délégations à Los Angeles et à Caracas. Et pour les mêmes raisons, vous ne faites pas cela par «bon ententisme» avec ces gens, mais parce que c'est intelligent, ça vous apporte des renseignements, ça vous donne un dialogue sur le monde. D'après tous les schémas qui circulent au Québec, les Québécois sont condamnés à dialoguer avec nous et nous avec vous. Voilà ce que j'avais à dire.

Pour réunir, schématiser dans un esprit de scepticisme de très bonne humeur ces trois solitudes, ces trois séries de double solitude, je vous laisse avec un mot d'Adelaï Stevenson, qui est le suivant: «Concluons un marché; cessez de dire des mensonges sur nous et nous cesserons de dire la vérité sur vous.» Voilà!

Mr. Dawson: I would like to thank Mr. Spicer, I do not know if it is his experience on television, but his sense of timing puts us exactly at four o'clock. All we have got left now is the signing off.

I would like to thank, in the name of the organization... J'aimerais remercier, au nom de l'organisation, le président de l'Assemblée nationale, M. Clément Richard, pour les services qui ont été accordés au titre de l'organisation et j'aimerais remercier plus particulièrement MM. Paul Trottier et Christian Comeau pour la bonne collaboration qu'ils nous ont accordée. J'aimerais excuser mon collègue et ami, Claude-André Lachance, qui a dû s'absenter. Il devait être ici comme modérateur, cet après-midi, mais il a été retenu à Montréal pour des activités référendaires. J'aimerais remercier finalement le président de la Chambre des communes, Mme Sauvé, et le greffier de la Chambre des communes, M. Koester, de leur collaboration, ainsi que l'équipe de traduction qui est

[*Traduction*]

able creatures, but because they can be dangerous in the sense that they have economic, cultural and political interests which the Quebec press should know about and because, sometimes, they even have some good ideas.

This mingling of interests, values and perspectives is much more intense than we think and beyond the language barrier, which is the most superficial barrier and yet the most profound from an emotional standpoint, there are thousand of things that one nation should know about the other. I think that English Canada, despite the views of the French-language media in Quebec, the articles in the *Gazette* and the stories in the *Globe & Mail*, has a very good record if we take the trouble to look at the efforts it has made in Quebec.

I could join my voice with those who castigate the English press and add things which are even more terrible than what the Francophone journalists say, but I will not. However, I would like to invite, in a spirit of friendship, those in charge of the French-language media to look beyond political options and to think more rationally. They should consider sending correspondents to Calgary, Vancouver and Halifax I am not telling you to send them to Saskatoon and Moncton, but in Calgary, Halifax, and Vancouver. There are things which closely affect them, if not today, then tomorrow. Quebec is justified in establishing delegations in Los Angeles and Caracas. For the same reasons, it did not do so merely in the spirit of "good will", but because it was an intelligent move, a way of obtaining information and gaining a perspective on the world. According to all the stories circulating in Quebec, Quebeckers are doomed to converse with us and we with them. That's what I wanted to say.

I would like to leave you with some words spoken by Adelaï Stevenson which sum up nicely these three series of two solitudes: "Let's make an agreement; stop telling lies about us and we'll stop telling the truth about you."

M. Dawson: J'aimerais remercier M. Spicer. Je ne sais pas s'il faut en attribuer la cause à son expérience à la télévision, mais son sens du chronométrage est tel qu'il est 16 h 00 exactement. Il ne nous reste plus qu'à conclure.

I would like to thank, on behalf of the organization, Mr. Clément Richard, the President of the National Assembly, for the services provided to us. I would especially like to thank Messrs. Paul Trottier and Christian Comeau for their co-operation. I would like to apologize for my friend and colleague, Claude-André Lachance, who was unable to attend. He was supposed to act as moderator this afternoon but was detained in Montreal owing to some referendum activities. Lastly, I would like to thank the Speaker of the House of Commons, Mrs. Sauvé, and the Clerk of the House of Commons, Mr. Koester, for their collaboration as well as the translation team which is probably our greatest hope for the future in terms of

[*Text*]

probablement la plus grande source d'unité canadienne qu'on puisse avoir pour l'avenir. Je vous remercie et je passe la parole à Colin Campbell pour le dernier mot.

Mr. Campbell: Merci. Just a few words to thank you all for staying with us for the entire day. It is really edifying—speaking as president of the Canadian Study of Parliament Group—to see interest in this particular topic.

Mr. Spicer has hinted that in his topic, that is the recruitment of candidates to Legislatures, which will be considered on May 9th, at Queen's Park, in Toronto—I think in room 151, although you might check with the constable when you arrive—and we will have on that panel—I will chair if of course—the academic expertise of Professor Harold Clark, from the University of Windsor, who has now, as a matter of fact, been appointed chairman of the Department of Virginia Polytechnic Institute, for political science at that particular university. He probably has the greatest fund of knowledge about recruitment of candidates available in the country today and he will lead off the discussion which will include Senator Keith Davey, I assume, representing the Liberal Party, Clara Westcott, the executive assistant of the Premier of Ontario whom, I think, might have some ideas on how recruitement is done in the Progressive Conservative Party and Donald MacDonald of MPP fame whom I think knows something about how recruitment is done within the New Democratic Party and I hope that we will be able to see as many of you as possible. Thank you very much for the tremendous hospitality given to us by the "Assemblée nationale", particularly to Mr. Clément Richard and, again, I must say that we really are indebted to the staff people here and from Ottawa who have sacrificed their weekend to come and help us today. Thank you very much.

[*Translation*]

Canadian unity. I will now pass the microphone to Colin Campbell who will have the last word.

M. Campbell: Merci. J'aimerais tout d'abord vous remercier d'avoir passé la journée avec nous. A titre de président du Groupe canadien d'étude des questions parlementaires, je trouve très encourageant que l'on manifeste un tel intérêt pour cette question.

M. Spicer a mentionné que les candidatures aux assemblées législatives seraient étudiées à Queen's Park, Toronto, le 9 mai, pièce 151 je crois, quoi qu'il serait peut-être bon de s'en assurer auprès du commissionnaire. Parmi le groupe d'experts que je dirigerai, on retrouvera M. Harold Clark de l'Université de Windsor qui vient d'être nommé, soit dit en passant, directeur du Département des sciences politiques, du *Virginia Polytechnic Institute*. M. Clark qui en connaît probablement plus que quiconque sur le recrutement des candidats éventuels au Canada, amorcera la discussion à laquelle participeront le sénateur Keith Davey qui représentera probablement le Parti libéral, Madame Clara Westcott, chef de cabinet du premier ministre de l'Ontario, qui pourra sans doute nous faire connaître comment le recrutement se déroule au sein du Parti progressiste-conservateur, et M. Donald MacDonald, député provincial bien connu, qui pourra nous parler du recrutement au sein du Nouveau parti démocratique. J'espère que nous pourrons également, compter sur la présence d'un bon nombre d'entre vous à cette occasion. Je tiens à remercier l'Assemblée nationale de son chaleureux accueil, et tout particulièrement M. Clément Richard. Je dois en outre ajouter que nous sommes particulièrement reconnaissants aux membres du personnel de Québec et d'Ottawa d'avoir abandonné leurs projets de fin de semaine pour venir nous aider aujourd'hui. Encore une fois, merci.